REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXIXe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME LXXXIV. — 1er NOVEMBRE 1869.

IMPRIMERIE J. CLAYE
RUE SAINT BENOIT 7
LABOR
PARIS

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXIXe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME QUATRE-VINGT-QUATRIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE BONAPARTE, 17

1869

11.558

054
R3274
1869, [v.6]

LE

CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE

I.

DE SAN-FRANCISCO A NEW-YORK.

I.

Je quittai Yokohama le 1er avril 1869, et après un voyage de mer de vingt-quatre jours accompli dans les meilleures conditions à bord du *Japan*, paquebot de la *Pacific Mail Steam Ship Company*, je mis pied sur le continent américain, en Californie. En entrant dans la rade, nous avions été croisés par un bateau à vapeur rempli de passagers endimanchés qui se rendaient en partie de plaisir à l'une des îles voisines de San-Francisco. Le temps était superbe, et un soleil resplendissant égayait les costumes à vives couleurs dont les San-Franciscaines aiment à se vêtir. Le vapeur passa tout près de nous, et pendant quelques instans nous pûmes distinguer les figures fraîches et souriantes des passagers. Les musiciens du bord exécutèrent en notre honneur un air populaire de bienvenue, et hommes et femmes nous saluèrent de la main et de la voix, nous jetant un joyeux *welcome in California*. Tout cela passa comme une vision de bonheur, et me fit songer avec quelque amertume que depuis longues années j'avais été privé de pareils spectacles.

En quittant le Japon pour retourner en Europe, mon intention était

de ne m'arrêter que quelques jours à San-Francisco. Je m'étais proposé de jeter un coup d'œil rapide sur la ville et les environs, puis de continuer mon voyage sans plus de retard. En débarquant en Californie, je m'étais confirmé dans cette résolution. San-Francisco n'est pas pour le nouveau-venu d'un abord agréable. Le pays est nu, maussade, poudreux, la ville mal pavée, fort mal entretenue; les maisons d'habitation, les édifices, les hôtels, sont bâtis à la hâte, manquent de caractère, et semblent rivaliser de mauvais goût et de luxe à bon marché; les habitans circulent affairés, courant droit devant eux, indifférens les uns aux autres, se heurtant sans dire gare, se marchant sur les pieds sans demander pardon. Au milieu de gens si pressés et d'allures si promptes, je me sentais mal à l'aise, venant surtout d'un pays où l'on marche lentement, et où l'on trouve encore aujourd'hui des Européens qui croient montrer de la dignité en se faisant suivre, dans les rues de Yokohama, de domestiques armés à pied et à cheval.

Quelques heures suffirent à changer toutes ces impressions. Mon entrée dans l'hôtel m'avait déjà procuré une agréable diversion : selon l'usage, on m'avait demandé d'inscrire mon nom sur un gros livre placé, pour l'inspection de tout venant, dans le vestibule, qui servait en même temps de salle d'attente; là, étendus sur les bancs et les chaises, se tenaient une vingtaine de Californiens lisant, fumant, chiquant et crachant, et qui n'interrompirent leurs respectives occupations que pour me soumettre pendant quelques instans à un prompt et minutieux examen. On m'avait conduit dans une chambre bien tenue et élégamment meublée. Une jeune servante, tout en disposant mon lit, avait pris à mon égard le rôle d'un juge d'instruction : elle m'avait demandé comment je m'appelais, d'où je venais, si je comptais faire un long séjour à l'hôtel et quel était le but de mon voyage, tout cela poliment et de la manière la plus naturelle. Sur ma réponse que je venais du Japon et que j'allais à Paris, elle répliquait qu'elle n'avait, pour son compte, qu'à se louer des voyageurs arrivant de « l'autre côté, » qu'elle en connaissait beaucoup qui étaient de parfaits *gentlemen* (question de pourboire, je suppose, car on est en général généreux sous ce rapport en Chine comme au Japon), et qu'assurément plusieurs de mes compatriotes (elle me traitait en Japonais tout simplement) devaient se la rappeler. Notre conversation se prolongea sur ce ton pendant que je débouclais mes malles, et je sortis de l'*Occidental Hotel* en riant pour aller porter quelques lettres d'introduction dont je m'étais muni en partant de Yokohama.

L'aimable et cordial accueil qu'on me fit partout! « Asseyez-vous donc; gardez votre chapeau, l'on s'enrhume facilement ici; prenez un

cigare, nous en avons de bons; voulez-vous accepter un rafraîchissement? Voici une table où vous pourrez travailler, si le cœur vous en dit; il faut faire comme chez vous et venir nous voir souvent. Je vous présenterai ce soir à ma femme; il faut que vous veniez dîner chez moi; je vous conduirai à la campagne où je demeure, et j'irai vous prendre à l'hôtel. » Ce fut partout la même chose : point de gêne, pas la moindre affectation. J'aurais connu ce monde-là depuis dix ans que je n'y aurais pas été plus à l'aise qu'après dix minutes d'entretien. — Voilà des gens par trop aimables, me dis-je, pour que je me prive de leur société. — J'acceptai donc de nombreuses invitations.

En revenant à l'hôtel, je passai par *Montgommery-street*, la principale rue de San-Francisco. A chaque pas, je m'arrêtais, surpris et charmé du spectacle qui se déroulait sous mes yeux. J'arrivais du Japon, je venais de passer cinq années dans une petite colonie où les femmes sont très clair-semées, où les nouveau-venus font sensation et où c'est un cachet de rare distinction de s'élever jusqu'à l'élégance. Ici quel merveilleux contraste! Tout ce que la civilisation a de plus raffiné sollicitait mon étonnement : à chaque instant, je me trouvais en présence d'une nouvelle et fastueuse toilette; les costumes les plus élégans, les modes les plus extravagantes, se croisaient; les plus jolies figures attiraient mes regards. J'ai revu les grandes cités de l'Europe depuis que j'ai quitté San-Francisco; mais nulle part je n'ai retrouvé tant de beauté, d'élégance et de charme que chez les femmes de la capitale de la Californie.

Les hommes sont loin d'approcher, comme types, de leurs belles compagnes. Celles-ci, vêtues des étoffes les plus riches, finement chaussées et gantées, le teint clair, les yeux brillans et les mouvemens pleins d'une grâce libre et attrayante, ont tout à fait grand air. La tenue des hommes est souvent négligée : ils portent des chapeaux mous, des vêtemens poudreux; ils ont l'air soucieux et fatigué, commun et impétueux; ils marchent vite, droits et raides, et semblent dire : Je vois mon chemin devant moi, et j'irai jusqu'au bout, quoi qu'il arrive.

La population aisée de San-Francisco se compose presque entièrement de ce que l'on appelle en anglais *self-made men*, et chez nous fils de leurs œuvres. Les fortunes héréditaires n'existent pas dans un état dont la richesse ne date que de quelques années. Ces hommes, pauvres hier, millionnaires aujourd'hui, dépensent la vie et l'argent aussi largement l'une que l'autre. Pauvres, ils travaillent comme des esclaves, et tout travail leur est bon, pourvu qu'il soit bien payé : ils sont employés, mineurs, ouvriers, fermiers, spéculateurs, commissionnaires. Riches, ils aiment le luxe coûteux, les

trotteurs pur-sang achetés de 10 à 50,000 francs, les grandes propriétés qui ne rapportent rien, les maisons de campagne, la table ouverte et les belles femmes des états de l'est et du sud, qui se font habiller à Paris et dont les petites mains ne savent retenir un instant l'or que les maris et les pères y jettent à profusion. Ces femmes de la Californie, — et je ne parle ici que de la haute société, femmes de banquiers, de négocians, de propriétaires, — *importées* dans le pays comme tout ce qu y représente l'élégance et le luxe, ressemblent à des enfans gâtés dont chaque fantaisie est une loi. Les hommes de leur côté ont l'air d'athlètes sortant de la lutte, mais dédaignant le repos et prêts à rentrer dans l'arène; ils ont la véhémence, le ton brusque et haut, l'aspect rude des gens adonnés à un violent exercice de leurs facultés. Leurs femmes semblent auprès d'eux d'élégans jouets dans les mains de géans. Puis ces femmes ont été élevées dans les meilleurs pensionnats d'Amérique et d'Europe : elles savent le français, l'italien, l'allemand; elles chantent, elles jouent du piano; il y en a même qui ont des prétentions à la science et qui aiment à causer beaux-arts et littérature. Les hommes ne méprisent pas les jolies choses dont leurs compagnes les entretiennent, cela paraît même les divertir à peu près comme les marionnettes intéressent un flâneur philosophe aux Champs-Élysées; ils prêtent l'oreille en souriant et sans souffler mot. Dans leurs entiens, ce n'est ni de littérature ni de beaux-arts qu'ils s'occupent : la politique et le commerce, voilà leurs thèmes de conversation, et ils en discutent fortement, en connaissance de cause, souvent avec passion. Ils ne se vantent point, comme font les Anglais, d'avoir su le français ou l'allemand lorsqu'ils étaient jeunes. Non, ils n'ont jamais rien su de tout cela, ils n'ont pas eu le temps de l'apprendre, ils se font même une gloire trop facile de leur manque d'éducation; mais ils connaissent bien leur pays, ses richesses, ses ressources, son administration : ils savent ce qu'ils veulent, et ils ont appris à fond ce qu'il est nécessaire de savoir pour agir selon leur volonté. La plupart du temps, leur ambition première est d'amasser une grosse fortune, et souvent ils y réussissent; ils viseraient à autre chose que le succès leur serait encore assuré, car ils ont en eux la volonté simple et droite qui ne s'amoindrit pas en visées mesquines, qui ne veut qu'une chose à la fois, mais qui la veut ardemment. Ajoutez à cela une certaine insensibilité morale, un franc mépris des susceptibilités d'honneur des nations dont les ancêtres étaient des chevaliers, un manque absolu d'expansion, le don si rare de se contenter de sa propre approbation, le talent de parler d'affaires générales et de garder une réserve prudente au sujet des affaires personnelles, et vous aurez, autant qu'il m'a été possible d'en ju-

ger, un portrait assez fidèle du parvenu californien. Ses qualités, très réelles cependant, n'excluent pas chez lui une immense et souvent puérile vanité qu'il se plaît à manifester surtout dans l'étalage d'un luxe de mauvais goût. Ainsi les bons tableaux sont beaucoup plus rares à San-Francisco qu'ils ne devraient l'être dans une ville aussi opulente; quant à la bonne musique, elle en est tout à fait absente. L'école de Dusseldorf avec ses petits bonshommes, qui ressemblent à des photographies enluminées, est en possession d'approvisionner les galeries californiennes; en musique, on donne volontiers la palme aux Italiens, et l'on ignore de parti-pris les grands maîtres allemands. L'éducation d'art d'un peuple est la plus longue à faire, et l'Amérique me paraît être encore bien arriérée sous ce rapport.

Ma promenade m'avait ramené aux environs de l'hôtel. En jetant un coup d'œil sur ma toilette, je m'aperçus que j'étais couvert de poussière. Le vent souffle à San-Francisco pendant la plus grande partie de l'année; la pluie y est rare, le sol est sablonneux. Il résulte de cet état atmosphérique des nuages de poussière pour ainsi dire en permanence. Les gens du pays y sont habitués; mais les étrangers n'en prennent pas aisément leur parti.

Quoique je vinsse de débarquer, j'avais appris déjà qu'il est inusité et inutile d'en appeler aux garçons de l'hôtel pour se faire servir autre chose qu'à manger et à boire. La réputation des hôtels américains a été surfaite. Ces hôtels sont vastes, mais c'est tout ce que l'on peut en dire. Ils ne sont pas, il s'en faut de beaucoup, aussi bien tenus que les hôtels européens, et l'on y est fort mal servi. On trouve de l'eau, et le soir le gaz allumé dans sa chambre; puis, à certaines heures de la journée, une servante irlandaise apparaît pour faire le lit. Tout le service d'intérieur se borne à ces légers soins. En dehors de cela, il ne faut rien demander aux gens de l'hôtel, qui font la sourde oreille aux coups de sonnette. Ils arrivent quelquefois pour prendre les ordres et se retirent sans les exécuter. Les réclamations au bureau n'ont pas d'effet durable, et le plus simple est encore de ne pas exiger d'être mieux servi que le voisin. Les habitués s'arrangent de manière à n'avoir rien à demander, ou bien ils gagnent à force de pourboires la faveur spéciale d'un domestique qui à cette condition consent à s'occuper d'eux.

La vie d'hôtel est d'un bon marché relatif en comparaison des prix exorbitans auxquels s'élèvent les moindres objets en Amérique. On paie à San-Francisco 3 dollars (environ 15 francs) par jour, et pour ce prix l'on est petitement logé et convenablement nourri. Les boissons se comptent à part : une bouteille de vin ordinaire coûte de 5 à 10 francs, une bouteille de vin de Champagne 25 francs, une bou-

teille de vin fin de 25 à 50 francs. A la table d'hôte, la plupart des habitués ne boivent que de l'eau glacée. Dans les hôtels de New-York, les prix sont plus élevés que dans ceux de San-Francisco; mais, somme toute, on peut vivre à aussi bon marché dans les grands hôtels de l'Amérique que dans ceux de Paris.

L'heure du dîner approchant, je me rendis, pour avoir mes habits brossés et mes bottes cirées, chez un *shoeblack* (décrotteur) en plein vent dont j'avais en me promenant remarqué l'enseigne et la chaise. L'homme prit possession de mes pieds comme d'objets entièrement détachés du reste de mon corps, et, les plaçant sur deux petits blocs de bois, il les poussait et tournait au gré de son travail. Il cirait des deux mains et très vite. J'allais lui en faire compliment lorsqu'une large ceinture, couverte de plaques d'argent et qu'il portait par-dessus son tablier, attira mon attention. « Qu'est-ce que cela? » lui demandai-je. Pour toute réponse, il leva en l'air une des deux brosses, et, tout en continuant de travailler de l'autre, il me désigna un écriteau accroché à côté de la chaise. J'y lus que le propriétaire s'intitulait le « champion du monde des cireurs de bottes, » et qu'il provoquait l'univers entier à lui disputer la ceinture qu'il portait. Dans ce défi d'un genre nouveau pour moi, il proposait de cirer de vingt à cent paires de bottes contre « tout venant » pour une somme de 50 à 200 dollars. Je compris alors que je n'avais pas affaire à un simple mortel. Quelle que soit l'occupation qu'on ait choisi, il est admirable de pouvoir se proclamer le *premier* dans son genre. J'offris à ce noble champion des décrotteurs 25 cents (1 franc 25 cent.), prix ordinaire du travail qu'il venait de faire, et je m'éloignai en portant la main à mon chapeau. J'eus la satisfaction de voir que mon salut me fut gravement rendu.

De retour à l'hôtel, je rencontrai un de mes nouveaux amis, qui me donna rendez-vous pour le lendemain au *Cliff-house*. C'est une espèce de café-restaurant situé au bord de la mer, à quelques kilomètres de la ville, et fréquenté indistinctement par toutes les classes de la société californienne, mais surtout par les gens de plaisir (*the fast people*). Mon ami me conduisit chez un loueur de voitures où il paraissait favorablement connu; sa recommandation me valut la promesse d'avoir pour le lendemain un cheval qui trotterait un mille (1 kilomètre 2/3) en moins de trois minutes. N'ayant pas grande confiance en mon talent d'écuyer pour conduire un cheval si rapide, je demandai quelque peu timidement si la fameuse bête n'avait pas de vice et si elle était douce et tranquille. Le loueur de chevaux me toisa de la tête aux pieds et me répondit d'un ton sévère : « Non, monsieur, mes chevaux n'ont aucun vice. Quant à être tranquille, vous feriez éclater cent chaudières toutes à la fois

sous le nez de cette bête, qu'elle ne remuerait pas même un œil pour voir ce qui se passe; c'est le cheval le plus tranquille du monde entier. » Il ne faut pas avoir de trop grandes exigences. J'avais vu avant mon dîner le premier cireur de bottes et le cheval le plus tranquille de l'univers. Satisfait de ne pas avoir perdu ma journée, je m'acheminai vers la table d'hôte.

On dîne, dans les grands hôtels de San-Francisco, de trois à sept heures; mais l'heure des tables d'hôte est six heures. Les femmes y assistent en toilette de soirée; les hommes, fidèles à leur droit d'agir en toute circonstance à leur guise, restent en costume de ville. La vaste et belle salle à manger de l'*Occidental Hotel* était remplie de quarante tables distinctes. Chaque table comptait de huit à dix couverts. Cette disposition a sur celle de nos grandes tables d'hôte l'avantage de permettre à chaque convive de choisir sa compagnie et de dîner avec elle en partie séparée. Je m'assis auprès de mes compagnons de voyage à une table qui occupait le centre de la salle. Nous nous communiquâmes nos impressions de la journée, et nous tombâmes tous d'accord que San-Francisco était une ville fort attrayante, que ses habitans étaient généreux et hospitaliers, ses femmes charmantes, et qu'il ne fallait pas penser à quitter un séjour si agréable aussi vite que nous l'avions projeté en débarquant du *Japan*.

Quoique la salle à manger contînt ce soir-là de cent cinquante à deux cents convives, ce fut notre petite table qui eut l'honneur d'attirer l'attention générale. Tout le monde savait que nous arrivions du Japon et de la Chine, et il n'en fallait pas davantage pour éveiller la curiosité. Les hommes nous jetèrent un froid coup d'œil, les coudes appuyés sur la table; mais leur examen ne fut pas de longue durée. Nous ne leur offrions rien de particulier, et en nous regardant ils ne suivaient que leur coutume de chercher l'inconnu de préférence au connu. L'attention des femmes me frappa davantage par la manière singulière dont elle se manifestait. Elles nous étudiaient en détail, l'un après l'autre, et cela avec le même sang-froid, avec la même absence d'effronterie ou de modestie qu'elles auraient mis à examiner un meuble ou un tableau. Il n'y avait rien de provoquant dans le franc regard de ces beaux yeux limpides, rien qui invitât à un sourire d'intelligence, ou qui excitât un mouvement de vanité; mais il n'y avait rien non plus de cette pudique réserve que nous considérons comme le principal charme de la jeune femme et de la jeune fille.

Le repas fini, un aimable Californien, M. V... S..., me proposa d'aller au théâtre. « Nous avons ici deux espèces de spectacles, me dit-il, les décens et ceux qui ne le sont pas. Sans doute il vous

paraîtra intéressant de comparer les uns et les autres. Je vous conseille de commencer par le *Théâtre-Olympique* et la *Bella Union*, deux salles que la bonne société ne fréquente guère et où les honnêtes femmes ne mettent jamais les pieds. Vous irez un autre soir à notre théâtre sérieux, le *Californien*, où l'on ne joue aujourd'hui que d'ennuyeuses pièces. » Je n'avais rien à objecter contre ce programme, et nous partîmes en nombreuse compagnie, composée presque exclusivement de nouveaux débarqués du *Japan*.

Dans les pays où les gouvernemens ont pris en main la défense de la morale publique, des théâtres comme l'*Olympique* et la *Bella Union* de San-Francisco ne pourraient s'ouvrir deux jours de suite. Les costumes des actrices, leurs façons d'être, les paroles des pièces qu'elles jouent, dépassent de beaucoup en licence tout ce que l'on voit et entend de plus risqué sur nos scènes inférieures. Le raisonnement des Américains sur ce sujet scabreux est très simple. « C'est un spectacle immoral, nous en convenons; mais c'est affaire aux gens moraux de n'y point venir, s'ils ne veulent pas être choqués. Quant aux habitués, ils n'ont pas grand'chose à y apprendre, et il faudrait des sujets plus révoltans pour froisser leur sensibilité. De tous les amusemens que San-Francisco offre aux hommes de cette classe, ces théâtres-là sont encore, et de beaucoup, les moins dangereux. »

Les « autres amusemens » auxquels mon ami faisait allusion sont ceux qu'on trouve dans les maisons de jeu et les cabarets. La seule mention particulière que méritent ces établissemens, c'est que le nombre, eu égard à la population de San-Francisco, en est excessif. Les tripots ont été fermés par la loi, mais ils continuent d'exister clandestinement. Ce n'est qu'en de rares occasions, lorsque le scandale est public, que la police intervient. Ces établissemens, dont le principal se trouve dans la grande rue même de Montgommery, ne sont aujourd'hui fréquentés que par des hommes qui n'ont pas de réputation à perdre. Les *gentlemen* désireux de risquer de l'argent sur une carte se réunissent chez eux ou dans les cabinets particuliers de quelque restaurant en vogue. On y joue, dit-on, fort gros jeu.

A propos des cabarets (*public houses*), notons en passant qu'ils ont des pratiques du matin au soir. A table, l'Américain se contente souvent d'eau ou de lait glacé. Certes, si on ne le voyait boire que là, on serait tenté de le proclamer l'homme le plus sobre du monde; mais entre les repas c'est tout autre chose. Avant ou après déjeuner, le matin ou le soir, tout prétexte lui est bon pour aller « prendre un *drink*. » La qualité de ces boissons varie beaucoup : ce sont des mélanges dans la composition desquels un nombre considérable de liqueurs et d'ingrédiens trouvent leur place. On les appelle un *cock-*

tail, un *punch*, un *cobbler*, ou d'un autre nom quelconque dont la signification change suivant la localité. A San-Francisco et dans la Californie en général, on en consomme en très grande quantité. Dans les états de l'est, on est, dit-on, plus sobre, et les hommes d'un âge mûr et qui ont une certaine position à garder n'entrent dans les *public houses* qu'accidentellement; mais la population californienne ne se gêne en rien, et dans les cabarets de San-Francisco on rencontre à toute heure du jour des représentans de toutes les classes de la société. La boisson favorite des gens du peuple est le whiskey, et ce qu'un mineur de la Californie ou de Nevada peut en absorber est incroyable.

Quelques jours après être allé à la *Bella Union*, mon ami me mena au Théâtre-Californien. La salle est grande et belle; les acteurs restent dans les limites de la médiocrité et ne sont ni bons ni mauvais; l'orchestre est détestable, le public un peu plus bruyant qu'en Europe, mais convenable d'ailleurs. On jouait ce soir-là un drame de Shakspeare et une de ces farces mythologiques dans le genre de celles qui valurent à certains de nos théâtres leurs meilleures recettes. Le public, j'entends le public d'élite de San-Francisco, ne semblait point choqué d'un programme si bizarrement composé, et applaudissait avec autant de chaleur les vers du poète et les bouffonneries du parodiste.

Je l'ai dit plus haut, et je le répète ici : comme artiste ou plutôt comme appréciateur du beau, l'Américain est assurément fort inférieur à l'Européen. Les beaux-arts n'ont, jusqu'à présent, qu'une page blanche dans l'histoire des États-Unis, et la vanité patriotique des Américains les empêche seule de faire franchement des emprunts à leurs voisins d'outre-mer, plus favorisés qu'eux sous ce rapport. Il leur arrive parfois d'apporter de leurs excursions en Europe des copies plus ou moins bonnes des tableaux de maîtres anciens ou les productions originales de quelque peintre en vogue; mais il suffit de voir dans quel milieu ils placent ces produits exotiques pour comprendre que le sentiment de l'harmonie fait grandement défaut à l'acquéreur, et qu'il a été guidé dans son choix ou par un avis intéressé ou bien par un simple caprice. D'ailleurs même ces amateurs de parade, qui ont au moins le mérite de reconnaître l'infériorité de leur pays au point de vue des arts, sont chez eux en grande minorité. La plupart des Américains avec lesquels je me suis trouvé en rapport laissaient voir ou confessaient même qu'ils étaient incapables de mesurer la distance qui sépare Michel-Ange, Rembrandt et Beethoven du vulgaire des hommes. Les conceptions de ces maîtres demeurent inaccessibles à des intelligences tournées naturellement vers le côté pratique de la vie humaine.

Cette inaptitude d'appréciation du beau trouve souvent son expression dans la raillerie et un mépris apparent. Le parvenu tire quelquefois une sorte de gloire de ne savoir rien démêler aux beautés d'une symphonie, et il n'est pas fâché de raconter que son éducation a été complétement négligée, qu'il ne doit sa propre grandeur qu'à lui-même. Nul ne lui reprocherait ce travers; ce qu'on ne lui pardonne pas, c'est de vouloir s'en faire, par gloriole patriotique, un titre à l'admiration. Pour moi, je ne le crois pas de bonne foi en pareille matière. Il est beaucoup trop fin pour ne pas admettre dans son for intérieur qu'après tout l'Européen a sur lui par-ci par-là quelque supériorité incontestable; le difficile est de l'avouer à un homme sur lequel il sait avoir, sous tant d'autres rapports, d'immenses avantages. N'est-il pas libre, n'est-il pas intelligent, hardi, fort, citoyen de la plus jeune, de la plus riche des grandes nations modernes? Qu'aurait-il à envier aux antiques civilisations de l'Occident? Un vieillard aussi a mainte supériorité incontestable sur un jeune homme; la jeunesse pourtant, avec et malgré tous ses défauts, est encore ce qu'il y a de plus enviable au monde.

Il me reste à dire quelques mots de San-Francisco et de ses environs. La ville est bâtie régulièrement et sur un plan qui prouve que les premiers colons avaient pressenti l'importance qu'elle devait prendre un jour dans le commerce du monde. Les rues sont larges, garnies de trottoirs, tirées au cordeau, et se coupent à angles droits. L'éclairage au gaz est d'un usage général. On voit à San-Francisco de grandes maisons d'habitation construites en pierre de taille et qui doivent avoir coûté des sommes énormes au prix où la main-d'œuvre s'est maintenue en Californie; on voit aussi des magasins luxueusement décorés et de jolies villas, résidences particulières des riches marchands qui ont leurs bureaux au centre de la ville, dans Montgommery-street, Californian-street, etc. Les églises et chapelles, consacrées au culte d'un grand nombre de congrégations, ne manquent pas. La synagogue juive est une des plus vastes du monde; mais toute cette architecture est banale, et aucun édifice ne mérite de l'étranger une attention particulière.

Des voies ferrées sillonnent la ville dans tous les sens, et pour quelques cents on se rend en omnibus américain d'un bout de San-Francisco à l'autre. L'omnibus est peut-être la seule chose vraiment bon marché que j'aie trouvée en Californie. Une simple course de fiacre se paie de 12 à 25 francs, et, si le cocher croit s'apercevoir qu'il a affaire à un étranger, il n'hésitera point à exiger le double ou le triple de ce qui lui est dû. La police des rues est mal faite; l'administration municipale laisse beaucoup à désirer. Les Californiens auxquels on en fait l'observation répondent volontiers : « La

ville est si jeune! vous verrez ce qu'elle sera dans cinquante ans! »

Les environs de San-Francisco sont arides et tristes, et n'offrent aucun attrait au promeneur. Sur les bords de la mer cependant, le paysage revêt en certains endroits un caractère de grandeur sauvage et menaçante. De noirs rochers plongent à pic dans les flots écumans, qui se ruent avec un bruit effroyable sur les brisans formés par les débris de quelques îlots dispersés irrégulièrement le long de la côte. En face de *Cliff-house*, dont j'ai parlé plus haut, il y a deux écueils battus et souvent submergés par les flots, et qui servent de refuge à de nombreux troupeaux d'énormes lions de mer. Une loi spéciale de l'état protége ces animaux contre les chasseurs. Ils s'aventurent si près du rivage que l'on distingue à l'œil nu chaque mouvement de leurs croupes luisantes et difformes, et leurs hurlemens lugubres se font entendre jour et nuit malgré l'intense clameur soulevée par la grande voix de l'Océan.

A quelques journées de marche de San-Francisco, dans le voisinage des hautes chaînes de montagnes, le paysage californien prend un caractère d'incomparable grandeur. La beauté de la vallée de Yosémité frappe d'admiration le voyageur. Les grands arbres (*big rees*), qui dans l'été forment un but fréquent d'excursion et dont un spécimen se trouve au Palais de Cristal de Londres, atteignent la hauteur de la flèche de Strasbourg. L'arbre, une espèce de cèdre, est appelé en Amérique *Washingtonia*, et nulle autre part au monde on n'a rencontré le pareil.

II.

Je devais enfin penser à me rapprocher davantage de l'Europe, but de mon voyage, et à quitter San-Francisco, où la plus agréable des sociétés m'avait retenu bien au-delà de mes intentions. Les journaux annonçaient d'ailleurs que le chemin de fer *Central* et le chemin de l'*Union* du Pacifique avançaient rapidement leurs travaux, que bientôt ils allaient se joindre, et que la plus longue ligne ferrée qui existe au monde, réunissant l'est à l'ouest de l'Amérique, San-Francisco à New-York, l'Océan-Pacifique à l'Océan-Atlantique allait être inaugurée d'un jour à l'autre. Puisque je me trouvais en Californie en un moment si propice, je me promis d'assister à un événement dont la portée au point de vue politique, commercial et civilisateur dépasse même les calculs de l'exagération américaine.

Je fixai, de concert avec quatre de mes compagnons de voyage, mon départ pour le lundi 10 mai 1869, jour où le premier train direct devait partir de San-Francisco, ou plutôt de Sacramento, pour New-York. Mes préparatifs de départ furent bientôt terminés. A ce

sujet, j'eus encore le plaisir de faire, en la personne d'un des principaux tailleurs de San-Francisco, une connaissance essentiellement américaine. Présenté par un ami californien au chef d'un grand établissement où je m'étais rendu pour me procurer quelques articles de toilette, il me fallut d'abord, bon gré mal gré, entrer dans des détails circonstanciés sur la situation politique du Japon. Mes récits ayant obtenu l'approbation du maître de céans, il poussa la bonté jusqu'à nous offrir un verre d'excellent whiskey que nous vidâmes, lui à mon heureux voyage, et moi à la prospérité du commerce californien en général et du sien en particulier. En passant, et comme on offrirait par exemple un cigare au milieu d'une conversation, on m'apporta les vêtemens que j'avais demandés, et le prix excessif en fut négligemment indiqué et encaissé. Nous nous séparâmes en échangeant de cordiales poignées de main; je reçus en même temps du maître tailleur la satisfaisante assurance qu'il avait été heureux de faire ma connaissance, et qu'il comptait sur ma visite à mon retour dans le pays. — « C'est un particulier, dit mon ami en riant beaucoup de ma figure étonnée, qui a su se faire une belle fortune et qui s'est retiré des affaires. Ayant beaucoup d'activité dans l'esprit et ne voulant pas encore se reposer, il consacre ses loisirs à surveiller la confection de vêtemens, de chemises et de cravates; comme il lui serait impossible d'user et de garder pour lui tout ce qu'une vingtaine d'ouvriers travaillant jour et nuit lui fabriquent, il a la complaisance de céder le surplus de sa garderobe, moyennant un bénéfice raisonnable, à des amis qui, comme vous, lui ont été dûment présentés. » — « Et pourquoi, demandai-je, l'appelez-vous colonel? — Cela, je n'en sais rien, répondit mon ami; mais, s'il en a pris le titre, vous pouvez être assuré qu'il y a un droit incontestable, car il est homme à exiger ce qui lui est dû sans aller pourtant au-delà. »

C'est un fait avéré que l'on rencontre dans l'Amérique du Nord un très grand nombre d'hommes titrés ou qualifiés. Cette singularité, choquante parmi des républicains, s'explique en partie par les changemens fréquens et périodiques qui s'opèrent dans le personnel de l'administration et du gouvernement du pays. A l'avénement de chaque président, on voit, pour ainsi dire, disparaître toute une série de hauts fonctionnaires : le nouvel élu amène avec lui une armée d'hommes nouveaux, d'autant plus avides de tous les priviléges du pouvoir qu'ils savent d'avance combien est limitée la durée de leur triomphe. Ces dignitaires éphémères, en rentrant à leur tour dans la vie privée, conservent souvent la qualité attachée à la fonction qu'ils ont exercée. En outre les administrateurs ou directeurs de sociétés particulières n'hésitent point de leur côté à s'affubler en public du

titre dont leurs actionnaires ou commettans les ont honorés, et le premier venu, placé à la tête d'une compagnie quelconque, se croit autant de droits au titre de président que le général Grant lui-même.

Cette prétention de se faire appeler général, colonel, président, gouverneur, juge, s'accorde mal avec les principes démocratiques des citoyens de la grande république; cependant, puisque ce n'est après tout qu'une manifestation différente du même sentiment de vanité qui fait commettre en Europe à des hommes d'ailleurs fort honorables des petitesses ayant pour objet la faveur d'obtenir un ruban, une particule ou un costume, il ne nous siérait guère de jeter la pierre aux chasseurs de titres creux américains.

Dans la soirée du 7 mai, je me rendis au Théâtre-Californien pour y voir rassemblé une dernière fois le monde élégant de San-Francisco. Pendant un entr'acte, la toile se releva, et l'un des acteurs s'approcha de la rampe en habit noir et en cravate blanche. On l'applaudit avant qu'il eût ouvert la bouche. « Messieurs et mesdames, dit-il lorsque le silence se fut rétabli, la direction du Théâtre-Californien vient de recevoir une dépêche télégraphique de l'extrémité du chemin de fer central annonçant que le dernier rail, celui qui unira *le Central* à *l'Union* et qui complétera le *Grand-Pacifique National*, sera posé demain à midi. » L'orateur n'en dit pas davantage, des applaudissemens enthousiastes lui coupèrent la parole. Il remercia le public comme si ces marques d'approbation lui étaient personnelles, et se retira rayonnant de satisfaction. Il fut rappelé jusqu'à trois fois et finalement couvert de fleurs destinées sans doute à une chanteuse qui devait paraître dans une autre pièce.

Le lendemain, samedi 8 mai, tout San-Francisco était en rumeur. On allait célébrer l'achèvement de ce que, dans ces jours d'enthousiasme, on n'appela plus que la *grande œuvre*, c'est-à-dire la jonction du chemin de fer Central et de l'Union du Pacifique. Cette célébration, qui eut lieu en même temps dans toute la Californie, était cependant un peu prématurée. Le travail, il est vrai, en tant qu'il ne regardait que les Californiens, était en quelque sorte terminé. Les dépêches télégraphiques annonçaient qu'à midi précis on poserait à Promotory-Point le dernier rail sur la dernière traverse du Central-Pacifique; mais d'un autre côté les travaux du chemin de l'Union n'avaient pas marché, depuis une semaine, avec l'extravagante vitesse que les Californiens, fiévreusement surexcités, avaient imprimée aux leurs. Les *unionistes*, dont le siége principal était à Chicago et le point de départ à Omaha, ne devaient atteindre que deux jours plus tard le point de jonction. Il aurait été plus juste de ne célébrer l'achèvement de l'œuvre que ce jour-là, le 10 mai; mais les Californiens avaient fait leur siège : la fermeture des banques et ate-

liers avait été annoncée, on avait réglé l'ordre des processions, rédigé les discours, préparé les banquets, tout était prêt pour le 8, et, impatiens comme des enfans, les habitans de San-Francisco ne se souciaient pas d'attendre, même quarante-huit heures, que leurs rivaux fussent comme eux arrivés au point d'embranchement.

La ville était donc ce jour-là en grande fête : les maisons étaient garnies de drapeaux, les navires pavoisés de haut en bas; un salut de cent coups de canon fut tiré; les rues étaient encombrées d'une foule endimanchée; de nombreux cortéges, formés par les membres des associations ou corps de métiers, francs-maçons, gymnastes, volontaires, mécaniciens, pompiers, se succédaient sans interruption. Les pompiers eurent la palme, peut-être parce qu'ils firent le plus de tapage. Ils promenaient une vingtaine de pompes à vapeur traînées par de magnifiques attelages à quatre chevaux, et c'était parmi les machinistes à qui ferait siffler sa pompe le plus fort et le plus longuement. Ce vacarme ne contribua pas peu à porter l'enthousiasme au comble. Les honneurs de la journée furent cependant pour une locomotive neuve sortant d'un des ateliers de San-Francisco. Elle était placée sur un char tiré par vingt superbes chevaux gris attelés avec de grosses chaînes de fer en cinq rangs de quatre de front chacun. Deux grands gaillards conduisaient cet imposant attelage. Sur la locomotive, un nombre considérable d'ouvriers étaient groupés en costume de travail. C'était d'un grand effet, et la foule applaudissait avec ardeur. Puis venaient des musiciens jouant faux, les ordonnateurs de la fête à cheval, moitié honteux, moitié fiers de servir de point de mire à la curiosité publique, des soldats, des artisans, des membres de la Société philharmonique. Bref, la moitié de la ville figurait dans ce cortége, et l'autre moitié se pressait sur son passage. Le soir, il y eut illumination générale.

J'avais assisté avec intérêt à toute la fête; mais ce qui m'amusa plus encore, ce fut d'en lire le compte rendu dans les divers journaux californiens. L'exagération dont le journaliste américain aime à faire preuve est divertissante. Il est difficile de lire un journal sans trouver sujet de rire : quelques rédacteurs excellent surtout à enfiler des phrases creuses et à débiter des mots sonores; il y en a qui pratiquent de préférence le paradoxe, ou font étalage d'un grossier cynisme; d'autres enfin écrivent sur un ton de bouffonnerie pathétique dont le secret n'existe qu'en Amérique. A l'occasion de grands événemens nationaux, comme l'inauguration du chemin de fer du Pacifique, tous les journalistes sont d'accord pour faire parade d'un patriotisme théâtral qu'ils développent à l'envi dans des articles d'un lyrisme inoui. On manque rarement en pareille cir-

constance de jeter la pierre « aux vieilles civilisations décrépites de l'Europe, » ajoutant « qu'il leur aurait fallu des siècles pour accomplir des travaux que quelques fils hardis et entreprenans de la libre Amérique ont mis en quelques mois tout achevés devant les yeux éblouis de l'univers. » On peut lire des phrases de ce genre dans la plupart des journaux américains du 8 au 15 mai 1869. On y peut voir aussi, à propos du chemin de fer, de curieux spécimens de style épistolaire : ce sont des lettres de félicitations que quelques maires, présidens de chambres de commerce et autres personnages en évidence échangeaient entre eux à cette époque. Tout cela est écrit en pur galimatias et semble marcher sur des échasses. La simplicité est ce qui fait le plus défaut à la presse américaine.

Cependant, il faut l'avouer, l'enthousiasme avait dans ces jours-là une sérieuse raison de se manifester, car une œuvre vraiment grande venait d'être accomplie. La nature et les événemens, — des montagnes supposées inaccessibles et la guerre civile, — s'étaient opposés à l'achèvement de l'entreprise; mais l'énergie et l'optimisme, ces brillans apanages de la jeunesse et d'un peuple jeune, avaient fini par vaincre tous les obstacles. L'homme, dans le cours des siècles à venir, exécutera sans doute encore d'autres œuvres qui égaleront en étendue et en dépense de force et de courage le chemin du Pacifique; mais le monde n'est pas assez vaste pour donner lieu à des entreprises beaucoup plus grandes, et l'on comprend le sentiment qui inspire à un journaliste de l'Illinois la phrase suivante : « nous ne sommes pas assez riches pour célébrer l'événement avec autant d'éclat que nos grands voisins de Chicago, mais nous sommes tous plus fiers que nous ne l'étions auparavant d'avoir droit au titre de citoyen des États-Unis. »

III.

Pendant que l'on célébrait à San-Francisco l'achèvement du chemin de fer californien et que les journaux portaient aux nues ceux qui l'avaient conçu et exécuté, les travaux se poursuivaient avec une ardeur sans égale dans les environs de Promotory-Point, le point de jonction désigné entre les deux sections de la grande ligne. Les résultats obtenus dans les derniers mois avaient non-seulement dépassé tout ce qui, comme activité de construction, avait été fait jusqu'alors, mais même ce que les ingénieurs les moins timides avaient cru possible d'atteindre sous ce rapport.

Au mois de mars, les travailleurs du Central-Pacifique avaient posé dans un seul jour 10 kilomètres de rails. Aussi avaient-ils nommé l'endroit où le soir le travail s'était arrêté *Challenge-Point*,

provoquant ainsi les ouvriers de la compagnie de l'Union à en faire autant. Ceux-ci n'avaient pas tardé à répondre au défi par un travail plus surprenant encore : une journée leur suffit à poser 11 kilomètres 2/3 de rails. De leur côté, les Californiens, ne voulant admettre aucune supériorité lorsqu'il s'agissait de lutter de vitesse dans la construction de la grande ligne, réunirent toutes les forces capables d'être employées sur un seul point, et en onze heures de travail posèrent et fixèrent, à la satisfaction de la commision officielle chargée de la surveillance des travaux, dix milles, c'est-à-dire près de 17 kilomètres de rails. Ce fait sans précédent fut accompli le 28 avril 1869, sous la direction de l'inspecteur-général Charles Croker. Un témoin oculaire, le correspondant de l'*Alta California*, rapporte que les premiers 240 pieds de rails furent posés en 80 secondes, les seconds 240 pieds en 75. On ne va guère plus vite à pied lorsqu'on se promène sans se presser.

Voici d'autres faits authentiques ayant trait à ce travail extraordinaire : un train contenant 2 milles de rails, c'est-à-dire environ 210 tonneaux de fer, fut déchargé par une escouade de Chinois en 9 minutes et 37 secondes. Les premiers 6 milles de rails furent posés en 6 heures 42 minutes, et pendant ce temps, où chaque travailleur mettait en jeu toutes ses forces, pas un d'eux, sur 1,500, ne demanda un instant de repos. Ce qui donne encore une plus saisissante idée de l'enthousiasme qui s'était communiqué à cette armée d'ouvriers, c'est le fait que *tous* les rails, formant ensemble une longueur de 17 kilomètres et pesant environ 1,000 tonneaux, — un beau chargement de navire, — furent posés par huit hommes seulement, choisis comme les plus expérimentés et les plus durs à la fatigue dans un corps de 10,000 travailleurs.

Tout l'ouvrage se fit, ce jour-là, en courant. Un wagon chargé de fer se dirige en tête de la ligne, apportant les rails nécessaires à la continuation de la voie. Il est traîné par deux chevaux attelés en *tandem* et lancés au galop. Un wagon vide, qui vient d'opérer sa livraison de rails, se porte à sa rencontre. Ceci a tout l'air d'un contre-temps, car deux wagons allant en sens contraire ne pourraient circuler sur une seule voie ferrée. Cependant le wagon chargé poursuit son chemin sans ralentir son allure; le wagon vide a été arrêté, et des bras d'hommes l'ont soulevé et rangé à côté de la ligne. Le wagon chargé passe outre, les conducteurs échangeant un *hurrah* avec leurs compagnons de travail. A la dernière limite de la ligne, deux hommes mettent des blocs de bois en avant du wagon, qui s'arrête aussitôt. Quatre autres ouvriers, placés des deux côtés de la voie, tirent à l'aide de crochets une paire de rails du wagon, la posent et l'ajustent sur les traverses en bois installées à l'avance

par les coulies chinois, qui passent à bon droit pour d'excellens terrassiers; puis le wagon est poussé en avant de la longueur du double rail qui vient d'être posé, et la même opération recommence. Les *tracklayers* (poseurs de rails) sont suivis par une brigade d'ouvriers qui assurent le rail avec toute l'exactitude nécessaire et qui le fixent au moyen de rivets et de boulons. Ce sont des mécaniciens qui sont chargés de ce travail, exigeant beaucoup d'expérience et un certain jugement. Une bande de Chinois s'avance derrière eux pour compléter l'ouvrage qu'ils ont commencé. Enfin vient l'arrière-garde, encore composée de Chinois, travaillant sous l'inspection de surveillans irlandais et allemands; armés de pioches et de pelles, ils recouvrent les extrémités des traverses de terre fortement tassée, afin de leur donner plus de solidité.

Pendant ce temps, les ingénieurs, inspecteurs et sous-inspecteurs des travaux se montrent sur tous les points. On les voit à cheval courir sans cesse le long de la ligne, corrigeant, louant, encourageant, s'assurant enfin que tout est vite et bien fait. Au front de la ligne, dans une voiture découverte, se tiennent M. Charles Crocker, l'inspecteur en chef, et M. Stonbridge, son premier aide-de-camp; ils sont là, attentifs et soucieux, la lorgnette à la main, surveillant l'action comme des généraux d'armée. A midi, l'on est à peu près certain de la victoire. Le gouverneur Stanford, président du chemin de fer central, perdra 500 dollars, qu'il a pariés avec M. Minckler, le chef des *tracklayers*, touchant la possibilité d'accomplir en un jour le travail proposé. Le *boarding-house train* (train-hôtel), composé de maisons en bois montées sur des roues et où les ouvriers blancs mangent et dorment, vient d'arriver. Les Chinois forment bande à part; mais leur dîner aussi (ils le prennent en plein air) est préparé d'avance, et tous, Caucasiens et Asiatiques, attaquent le repas avec la vigueur que donne la satisfaction d'une grande tâche bien remplie. Le repas est terminé, et l'on se remet à l'ouvrage avec une ardeur nouvelle. Les jours ne sont pas encore bien longs, et le soleil s'approche visiblement de l'horizon. Les ombres s'allongent et prennent des formes fantastiques; mais on ira jusqu'au bout. Tout le monde semble électrisé : de lourdes masses de fer sont enlevées, portées, posées, ajustées avec autant d'aisance que si le poids en avait miraculeusement diminué; les clous, rivets, boulons, semblent trouver d'eux-mêmes leurs places; les marteaux volent, les chevaux galopent leur plus grand train. « En avant, John Chinaman! Du courage, Paddy! Allons, allons, nous n'avons pas de temps à perdre! » Ainsi crient les surveillans, excitant les hommes au travail comme on les exciterait au combat; mais c'est inutile : chacun fait de son mieux. Soudain tout s'arrête. Une grande clameur, des

hurrahs formidables, s'élèvent du front de la ligne. C'est fini. Les derniers rails ont été posés, et l'œuvre que l'on s'était proposée le matin a été accomplie avant la tombée de la nuit. Peu s'en faut que Caucasiens et Chinois ne s'embrassent.

Pour se faire une idée des difficultés vaincues en cette mémorable journée, il ne faut pas oublier que l'on se trouvait au milieu d'un désert, loin de toute ville et même de toute habitation. Lorsque les ouvriers, réunis ce jour-là au nombre de quinze cents sur un seul point, abandonnèrent le travail pour prendre le repas de midi, ils étaient arrivés à 10 kilomètres de l'endroit où ils avaient déjeuné le matin et laissé leur attirail de campement. Les provisions, tentes, ustensiles, instrumens, effets, le feu et l'eau, tout avait été porté en avant, sans confusion, à mesure que les travaux du chemin de fer avançaient. Cette armée d'ouvriers fut donc pourvue régulièrement de tout ce qui lui était nécessaire pour la nourrir et l'abriter, et cela dans des endroits où le matin il n'y avait pas vestige de route ou de provisions.

Le lieu où s'arrêta le travail le 28 avril fut nommé *Victory-Point*, ce qui voulait dire qu'en fin de compte les Californiens avaient battu les *unionistes*, sans leur laisser même l'espoir d'une revanche (1). Ces derniers ne se découragèrent cependant pas, et continuèrent à travailler avec une telle diligence que le 10 mai, quarante-huit heures plus tard seulement que les Californiens, ils eurent atteint l'extrême limite de leur embranchement et touchèrent à Promotory-Point aux ouvrages les plus avancés du chemin Central. Le dernier rail, unissant les deux sections de la grande ligne, allait donc être posé.

Promotory-Point, territoire de l'Utah, cité déjà plusieurs fois dans cette étude, est situé à 4,943 pieds au-dessus du niveau de la mer, entre 41 et 42 degrés de latitude nord et 112 et 113 degrés de longitude ouest. C'est un groupe de huttes provisoires élevées sur la pointe nord-est du grand Lac-Salé, à une cinquantaine de kilomètres des villes de Corinne de Brigham, à environ 800 milles de San-Francisco et 2,500 milles de New-York. C'est en cet endroit

(1) Je relève dans le *Journal de Chicago* les détails suivans relatifs au fait que je viens de raconter. « Pour poser ces 10 milles de rails dans un jour, 8,500 hommes furent employés. Ils avaient à leur disposition 800 chevaux, 8 locomotives et un grand nombre de charrettes. Cette armée et tout son attirail obligé marchaient à la rencontre d'une armée de force égale. Pour poser, ajuster et fixer les 10 milles de rails, on avait eu besoin de 31,500 traverses, de 4,037 rails, de 8,140 coussinets, de 16,280 rivets et de 120,000 boulons. Tout cela arrivait ce jour-là de divers endroits à une distance de 5 à 12 milles du centre d'opération. » Le correspondant spécial de l'*Alta California*, témoin oculaire de ces derniers travaux, a publié à ce sujet un article fort remarqué et auquel j'ai fait plus d'un utile emprunt.

que, le 10 mai 1869, un millier de personnes représentant toutes les classes de la société américaine se trouvaient réunies pour célébrer l'achèvement de la grande ligne nationale, formée par la réunion des deux sections : le *Central Pacific*, qui, en passant la Sierra-Nevada à des hauteurs de 7,042 pieds (station de Summit), s'étend sur une longueur de 689 milles (1,148 kilomètres) entre Sacramento et Promotory-Point (1), et l'*Union Pacific*, dont le point de départ est la ville d'Omaha, et qui, franchissant les Montagnes-Rocheuses à une hauteur de 8,424 pieds (station de Sherman), a 1,086 milles (1,810 kilomètres) de longueur.

Le gouverneur Leland Stanford, président du chemin de fer central, se trouvait à Promotory-Point depuis la veille de la célébration. Son voyage de San-Francisco avait été marqué par un accident qui aurait pu devenir fatal. Après avoir passé la station de Truckee, à 119 milles de Sacramento, le train qui devait conduire le président et ses amis au point de jonction avait rencontré un obstacle formidable formé par un arbre d'une cinquantaine de pieds de long, qui était tombé sur la voie. Heureusement le machiniste s'en était aperçu, et avait eu le temps de ralentir la marche du train. Cependant un choc s'ensuivit; la locomotive dérailla, un voyageur reçut de fortes contusions, et les marche-pieds de toutes les voitures furent, d'un côté, arrachés par l'arbre. Il n'y eut pas d'autre accident, et, la locomotive remise en place, on put continuer le voyage. L'événement se répandit dans le public, mais sans produire aucun fâcheux effet; on est trop optimiste en Amérique pour voir autre chose dans les événemens que ce qu'ils peuvent présager de favorable. « Comme c'est heureux, disait-on, que Stanford et ses amis n'aient pas été tués! Cela aurait fait grand tort à la fête de Promotory-Point. » Puisque M. Stanford se rendait à cet endroit pour y représenter le chemin de fer central, la remarque était parfaitement juste; je doute cependant qu'on eût pensé à la faire en Europe.

Les envoyés du chemin de l'Union du Pacifique, MM. Thomas Durant, vice-président, Dillon et Duff, directeurs, arrivèrent dans la matinée du 10 mai. Les préparatifs pour poser d'une manière solennelle les derniers rails furent bientôt faits. On avait laissé entre les deux extrémités des lignes un espace libre d'environ 100 pieds. Deux escouades, composées d'hommes blancs du côté des unionistes et de Chinois du côté des Californiens, s'avancèrent en correcte tenue d'ouvriers pour combler cette lacune. On avait dans les deux camps choisi

(1) Le point de jonction définitif entre les deux lignes sera Ogden, à 53 milles de Promotory-Point.

l'élite des travailleurs, et c'était plaisir à voir comme ils s'acquittèrent vivement de leur besogne. Les Chinois surtout, graves, silencieux, alertes, s'entr'aidant adroitement l'un l'autre, furent l'objet de l'admiration et de l'approbation générales. « Ils travaillaient comme des prestidigitateurs, » dit un témoin oculaire.

A onze heures, les deux troupes se trouvèrent face à face. Deux locomotives s'avancèrent de chaque côté l'une au-devant de l'autre, pour exhaler dans un jet de vapeur un salut qui déchira les oreilles. En même temps le comité expédiait à Chicago et à San-Francisco une dépêche télégraphique adressée à l'*Association des journaux des états de l'est et de l'ouest* et ainsi conçue : « tenez-vous prêts à recevoir les signaux correspondans aux derniers coups de marteau. » Par un procédé très simple, les fils télégraphiques de la ligne principale correspondant avec les états de l'est et de l'ouest avaient été mis en communication électrique avec l'endroit même où le dernier boulon allait être placé. A Chicago, à Omaha, à San-Francisco, les trois principaux bureaux télégraphiques les plus rapprochés de Promotory-Point, on s'était arrangé de manière à correspondre directement avec New-York, Washington, Saint-Louis, Cincinnati et autres grandes cités. Dans ces dernières enfin, on avait pris des dispositions particulières à l'aide desquelles la grande ligne télégraphique communiquait avec les signaux électriques à incendie établis dans ces villes. Grâce à ces ingénieuses précautions, les coups de marteau frappés à Promotory-Point pour fixer le dernier rail du Grand-Pacifique trouvèrent un écho immédiat dans tous les états de la république.

La traverse sur laquelle devait reposer le dernier rail était en bois de laurier, le boulon qui devait unir la traverse au rail en or massif, le marteau dont on devait se servir en argent. Le docteur Harkness, député de la Californie, présenta ces objets à MM. Stanford et Durant. « Cet or extrait des mines et ce bois précieux coupé dans les forêts de la Californie, dit-il, les citoyens de l'état vous l'offrent pour qu'ils deviennent parties intégrantes de la voie qui va unir la Californie aux états frères de l'est, le Pacifique à l'Atlantique. » Le général Safford, député du territoire d'Arizona, offrit un autre boulon fait de fer, d'or et d'argent. « Riche en fer, or et argent, dit-il, le territoire d'Arizona apporte cette offrande à l'entreprise qui est comme le grand trait d'union des états américains, et qui ouvre une nouvelle voie au commerce. » Les derniers rails avaient été apportés par l'administration de l'Union. Le général Dodge, député, prononça en les désignant un discours qui se terminait ainsi : « Vous avez accompli l'œuvre de Christophe Colomb. Ceci est le chemin qui conduit aux Indes. » Le dernier enfin, le dé-

puté de Nevada offrit un troisième boulon, celui-là en argent, et dit : « Au fer de l'est et à l'or de l'ouest, Nevada joint son lien d'argent. »

MM. Stanford et Durant, les présidens des deux chemins de fer, auxquels était échu l'honneur de fixer le dernier rail, s'avancèrent alors pour procéder à l'œuvre. Au même moment, la dépêche suivante fut transmise à San-Francisco et à Chicago : « Tous les préparatifs sont terminés. Otez vos chapeaux. Nous allons prier. » Chicago, prenant la parole au nom des états de l'Atlantique, répondit : « Nous comprenons, et nous vous suivons. Tous les états de l'est vous écoutent. » Quelques instans après, les signaux électriques, répétant de par l'Amérique entière chaque coup de marteau frappé en ce moment au milieu du continent, apprirent aux citoyens, qui écoutaient dans un silence religieux, que l'œuvre venait d'être accomplie. Cette communion simultanée dans une grande et belle pensée produisit un effet dont les assistans seuls peuvent se faire une idée. Cette voix venant des régions mystérieuses du centre du continent, annonçant au monde l'achèvement d'une grande œuvre, fit vibrer les plus nobles cordes du cœur humain : il y eut des larmes d'émotion et des cris de joie. Enfin les chapeaux volèrent en l'air, et ce furent des hurrahs, des « vive l'Amérique! vive la grande république! » comme on n'en avait jamais entendu en plus belle occasion. Dans les principales villes des États-Unis, l'événement fut célébré par des saluts de cent coups de canon; à Chicago et en beaucoup d'autres endroits, il y eut des fêtes dans le genre de celle de San-Francisco. Dans le compte-rendu de la fête de Chicago, je trouve les détails suivans : la procession se composait de 813 véhicules, parmi lesquels 19 charrettes chargées de bois, 20 omnibus, 15 pompes à incendie et 30 vélocipèdes. Le chroniqueur n'explique pas pourquoi les charrettes étaient chargées de bois, ni comment les vélocipèdes avaient pris et conservé l'allure solennelle d'une marche de procession.

A Promotory-Point, on avait pendant ce temps continué à débiter des discours et à expédier des dépêches. Le président Grant et le vice-président Colfax avaient reçu les avis officiels signés des présidens des deux lignes de chemins de fer. Les principaux journaux, représentés ce jour-là sur le lieu d'inauguration par des correspondans spéciaux, avaient également eu leur part dans cette dépense d'électricité, et, comme toutes ces dépêches et beaucoup d'autres, échangées entre les présidens de chambres de commerce, les gouverneurs, les maires, les juges, envoyées aussi de particulier à particulier, furent, en même temps que les réponses et commentaires, dûment publiées dans les journaux américains, ceux-ci

furent, durant quelques jours, aussi exclusivement réservés aux nouvelles du chemin de fer du Pacifique que quelques journaux français l'ont été, il y a peu de temps, aux détails d'un grand crime qui venait d'être commis. Comme cela arrive toujours en pareille occasion, on dit des choses sensées et bonnes, ridicules et absurdes; puis le bruit s'apaisa, et l'entreprise, sortant du domaine philosophique, entra de plain-pied dans la vie pratique et commerciale pour devenir l'objet de l'exploitation moins bruyante des hommes d'affaires.

IV.

L'intérieur de l'Amérique du Nord, depuis le Missouri jusqu'à l'Océan-Pacifique, resta longtemps encore après la découverte du Nouveau-Monde une *terra incognita*. On peut lire dans d'anciens recueils de voyages les récits fabuleux de quelques hardis aventuriers qui avaient osé pénétrer dans ces immenses contrées; mais ces récits n'ont d'autre valeur que celle d'une lecture intéressante. Le plus remarquable sans contredit est le compte rendu d'une expédition organisée et menée à fin par des Espagnols qui au printemps de 1548 partirent des bouches du Mississipi dans la direction de l'ouest. Ils traversèrent les vastes régions connues depuis sous les noms de Louisiane, Texas, Nouveau-Mexique et Arizona, et après avoir perdu le plus grand nombre de leurs compagnons de misère, quatre d'entre eux seulement, presque nus, affamés, à moitié morts, n'ayant plus d'aspect humain, arrivèrent enfin, au bout de *huit années* de marche, huit ans dont chaque journée avait été marquée par des souffrances, des périls, des privations de toute sorte, aux bords de l'Océan-Pacifique, dans ce qu'on appelle aujourd'hui la Basse-Californie. Le chef de cette odyssée était Cabeça de Vacca, gentilhomme castillan qui jadis avait servi dans l'expédition de Narvaez en Floride.

Dans un ouvrage publié à Londres en 1778, nous avons trouvé un document d'une valeur historique plus utile à nos yeux. C'est la narration d'un voyage que Jonathan Carver, du Connecticut, officier au service du roi, avait accompli à travers l'Amérique du Nord. Après être parti de Boston, avoir passé à Albany, longé les lacs Ontario, Érié et Michigan, il avait traversé les états de Wisconsin et de Minnesota, et ne s'était arrêté que dans le territoire de Dakota, où des obstacles insurmontables l'empêchèrent de poursuivre sa marche, ainsi qu'il se l'était proposé, jusqu'au bord du Pacifique. Le récit de ses aventures, qu'il a écrit lui-même, est d'un vif intérêt. Les commentaires et les réflexions dont il l'accompagne décèlent un homme

instruit et d'un esprit pénétrant. « e [illegible] e sur les rivages du Grand-Océan, écrit-il, assurerait non-seulement de nouvelles ressources au commerce et conduirait à d'importantes et utiles découvertes, mais elle ouvrirait aussi avec la Chine et les établissemens britanniques de l'Inde des communications qui abrégeraient considérablement celles qui existent maintenant par le cap de Bonne-Espérance et le détroit de Magellan. Je ne doute pas que l'on ne traite à présent mes projets de chimères, mais je ne doute pas non plus que dans un temps prochain ils ne deviennent des réalités. Que ceux qui recueilleront les fruits de l'idée que j'ai semée se souviennent, je les en prie, de celui qui le premier leur a montré la route de la fortune! » Si ce n'était ce touchant appel à la reconnaissance de la postérité, l'on croirait ces lignes écrites, non pas il y a près d'un siècle, mais de nos jours, après la constitution de l'état californien et la formation des compagnies du *Pacific-Railroad*.

A la suite de l'expédition si malheureusement échouée de Jonathan Carver, il faut placer celles de Pike et Long, de Lewis et Clark, de Bonneville, et en dernier lieu celle de l'infatigable Fremont, dont l'autorité fit plus pour attirer l'attention des Américains vers l'intérieur du continent que les relations et rapports de ses prédécesseurs. En 1836, un habile ingénieur, John Plumbe, né dans le pays de Galles, mais élevé aux États-Unis et imbu d'idées américaines, demeurant à Dubuque (Iowa), conçut et répandit le projet d'un chemin de fer qui, partant des grands lacs, devait aboutir au Pacifique en coupant les territoires de l'Orégon. Jusqu'à sa mort, qui eut lieu en Californie plusieurs années après la découverte des mines d'or, Plumbe ne cessa d'être le chaleureux avocat de son hardi projet; il réussit même à lui assurer un commencement d'exécution en provoquant l'établissement des voies ferrées unissant les états du Mississipi avec le réseau des états de l'est.

L'idée d'une union plus intime entre les populations de l'Atlantique et celles du Pacifique commença enfin à se faire jour parmi les classes éclairées de la société américaine. Les hommes politiques comprirent qu'une colonie étrangère sur les bords du Pacifique pouvait, le temps aidant, devenir une sérieuse rivale de la grande république, et qu'il était urgent de s'assurer, au moyen de voies rapides de communication entre l'est et l'ouest, de la possession de ces territoires à moitié déserts, au risque même de faire une acquisition stérile. Lewis Clarke, Wilkes, Asa Whitney et d'autres personnages influens n'hésitèrent plus à exprimer hautement cette opinion. Whitney surtout ne cessa, pendant plusieurs années, de plaider avec une louable obstination dans le sein des assemblées législatives et dans les réunions populaires la cause dont il s'était

déclaré l'ardent champion. Il alla jusqu'à offrir de construire à ses frais un chemin de fer depuis le Mississipi jusqu'à Puget-Sound (la Californie n'ayant aucune importance à cette époque), à la seule condition que le gouvernement lui allouât pour toute subvention 30 milles de terrain sur toute la longueur de la ligne. Cette exigence pourra paraître excessive; pourtant l'expérience a démontré que les prétentions de Whitney n'étaient que modestes. Depuis, l'état s'est vu forcé de consentir des concessions bien plus fortes pour assurer la construction définitive de cette grande voie. A l'époque dont nous parlons, c'est-à-dire entre 1845 et 1850, le projet n'était pas encore assez mûr pour rallier à ses mérites l'opinion générale. On s'effrayait, non sans quelque raison, de l'immensité de l'œuvre à accomplir.

Les possessions américaines ne s'avançaient alors, de l'est à l'ouest, que sur une zone mesurant un millier de milles au plus. Sur les côtes du Pacifique, un seul territoire, habité par de rares colons, dépendait des États-Unis. Entre ces limites extrêmes s'étendait un désert de 2,300 milles (plus de 3,700 kilomètres) embrassant d'immenses régions stériles et sillonné par deux chaînes de montagnes dont les cimes couvertes de neiges éternelles, les épouvantables abîmes, les torrens furieux, les plateaux arides, les vallées inaccessibles, formaient aux yeux du public, égaré plutôt que guidé par les récits de voyages, un tableau fantastique rempli de dangers et d'épouvante. On répétait de tous côtés qu'il était impossible de construire un chemin de fer au milieu de ces contrées inhospitalières, et qu'au lieu de se lancer dans de folles entreprises il valait mieux s'occuper d'affaires plus pressantes et d'un intérêt plus direct. Heureusement pour l'histoire du progrès, il se rencontre des hommes qui ne reculent pas devant l'impossible, et l'Amérique, on peut le dire à sa gloire, est peut-être la terre la plus féconde en héros de ce genre.

En 1850, le vieux Thomas Benton présenta au congrès le premier bill relatif à l'établissement d'une voie ferrée se dirigeant vers le Pacifique. N'osant toutefois aborder de front le plan, jugé irréalisable, d'une ligne directe et non interrompue, il tourna la difficulté en proposant de construire la sienne dans les endroits praticables seulement et de relier entre eux ces différens tronçons, dans les passages trop difficiles, au moyen de chaussées ordinaires. Ce bill, protégé contre l'oubli par l'autorité du nom de Benton et soutenu plus fortement encore par les événemens qui transformèrent si vite la Californie, finit par donner des résultats sérieux : en mars 1853, le congrès vota une somme de 150,000 dollars (750,000 fr.) pour l'étude de la meilleure route à travers le continent du nord.

Dans la même année, six expéditions différentes s'organisèrent sous la conduite des ingénieurs Stevens, Mac Clellan, Saxton, Gunnison, Beckwith, Wipple, Williamson et Pope. Elles furent suivies en 1854 de trois autres expéditions, le congrès ayant alloué une nouvelle subvention de 190,000 dollars (950,000 fr.) pour achever les études commencées.

Dix routes différentes, situées entre les 32e et 49e parallèles et partant de points qui s'étendaient depuis Fulton (Arkansas) jusqu'à Saint-Paul (Minnesota) pour aboutir toutes à l'Océan-Pacifique, entre la baie de San-Diego (Basse-Californie) et Puget-Sound (territoire de Washington), furent ainsi simultanément étudiées. Les résultats de ces pénibles travaux, qui avaient coûté près de 2 millions de francs, ont été consignés dans un magnifique recueil, composé de treize volumes grand in-quarto, orné de cartes, de plans et de dessins, et formant au point de vue de l'histoire naturelle et de la topographie la base la plus sérieuse de connaissances sur l'intérieur de l'Amérique septentrionale. Les routes étudiées différaient en longueur de 1,533 à 2,290 milles; mais les divers explorateurs n'en concluaient pas moins à la possibilité de conduire un chemin de fer depuis le Mississipi jusqu'au Pacifique. C'était un grand pas de fait. L'entreprise, ainsi ébauchée, en resta là pendant une dizaine d'années. Le parti du sud, alors au pouvoir, représenté au département de la guerre par Jefferson Davis, prétendait choisir les tracés qui se rapprochaient le plus de ses territoires; le parti républicain de son côté, ne consultant aussi que ses intérêts, agissait dans le sens contraire, et pendant quelque temps on put croire que d'énormes dépenses de travail et d'argent avaient été faites en pure perte.

A mesure que les années s'écoulèrent, les raisons de mettre les deux océans en prompte communication devinrent de plus en plus pressantes. L'importance des états de l'ouest, de la Californie particulièrement, s'accrut de jour en jour. Dès 1861, on évaluait à 217 millions de francs le produit annuel des mines de métaux précieux exploitées dans les états du Pacifique (1), et des populations entières se précipitaient vers ces terres, qui semblaient dispenser la richesse à tout homme hardi et intelligent. Restait cette grave question de finances : qui allait fournir les premiers 125 millions jugés alors nécessaires pour faire le premier pas sur cette route dangereuse, c'est-à-dire pour franchir les plateaux de la Sierra-Nevada?

(1) La commission de statistique des États-Unis a évalué le rapport total de ces mines pour l'année 1867 à 375 millions de francs. La répartition s'opère ainsi qu'il suit : Californie 125 millions, Nevada 100, Montana 50, Colorado 50, Orégon et Washington 25, Idaho 25. Dans la même année, on a exporté de San-Francisco pour 241,824,620 francs d'argent tout monnayé. En 1866, l'exportation avait été de 20 millions plus forte.

Les Californiens, habitués depuis la découverte de l'or à compter par millions et naturellement les plus intéressés dans la question, ne désespérèrent pas de pouvoir recueillir cette somme : ce furent eux qui les premiers tentèrent l'exécution pratique de la grande entreprise.

Un ingénieur civil, Thomas Judah, homme habile et d'un ferme courage, convaincu surtout et persévérant, eut l'adresse d'amener à ses vues quelques capitalistes de Sacramento, les Huntington, Crocker et autres; il leur persuada de lui procurer les fonds nécessaires pour étudier sur les lieux mêmes le passage des sierras. Il partit dans l'été de 1860, et, après avoir affronté des fatigues sans nombre, il revint quelques mois plus tard, plus ardent que jamais et insistant de nouveau auprès de ses amis sur la nécessité de consacrer une seconde campagne à l'exploration commencée par lui. Son enthousiasme fut contagieux, et au printemps de 1861 se formait à Sacramento, d'après les conseils de Judah, la compagnie du chemin de fer Central du Pacifique; puis Judah se mit de nouveau en route pour les montagnes. Le rapport publié par lui à son retour fut concluant sur la question qui paraissait la plus insoluble : il prouva qu'il était possible de traverser la Sierra-Nevada à une hauteur de 7,000 pieds et avec une base de 70 milles au moyen de rampes dont les plus fortes ne dépasseraient pas 105 pieds par mille.

Les explorations de Judah ne s'étaient étendues que jusqu'à 125 milles de Sacramento. Pour ce qui concernait la route depuis le versant opposé de la montagne jusqu'au Lac-Salé, on s'en rapportait aux plans du lieutenant Beckwith, l'un des chefs d'expédition en 1854. L'objet principal néanmoins avait été pleinement atteint : il était démontré, à l'entière satisfaction de ceux qui y prenaient un intérêt actif, qu'on pouvait franchir la sierra en chemin de fer et établir ainsi des communications faciles entre la Californie et le Nevada. Il n'est pas inutile de faire observer à ce sujet que les mines d'argent de ce dernier état avaient pris une grande extension, et que d'autres veines, également abondantes, venaient d'être découvertes sur le versant oriental des sierras. On estimait que, dès l'ouverture du service, le chemin de fer Central serait chargé du transport des métaux précieux, acquittant à eux seuls un droit annuel d'environ 25 millions de francs. Quant aux frais de construction de la ligne, Judah les évaluait à 63 millions de francs pour l'ensemble des travaux ordinaires (140 milles), et à 750,000 francs par mille pour les endroits les plus difficiles du tracé. Les directeurs se déclarèrent satisfaits et du rapport et de ces conclusions. Ils ne mirent aucunement en doute l'exactitude des données pratiques fournies par l'in-

génieur non plus que la possibilité de réunir tous les capitaux nécessaires pour mettre leur projet à exécution.

A partir de ce moment, on ne perdit plus de temps; on était bien résolu d'aller en avant. La froideur des San-Franciscains, qui ne se rallièrent que plus tard à l'entreprise, ne découragea point les capitalistes de Sacramento. C'était le 1er octobre 1861 que Judah avait lu son rapport au comité. Le 11 du même mois, il se rendit à Washington en qualité d'agent de la compagnie et chargé de pouvoirs et d'instructions pour solliciter le concours du gouvernement central.

Le moment ne paraissait guère bien choisi pour remplir une semblable mission. L'Amérique venait de se partager en deux camps, le nord et le sud. Il n'y avait plus d'intérêt et de passion que pour les questions politiques. Toutefois le chemin de fer du Pacifique eut la bonne fortune de fixer à ce dernier point de vue l'attention publique. Les mines en quelque sorte inépuisables de l'ouest étaient seules en état de pourvoir aux exigences de la guerre civile. La Californie était, à proprement parler, le coffre-fort de la république. Il importait de mettre ses trésors en sûreté, et le seul moyen d'arriver à ce but était d'ouvrir au plus vite des communications directes, rapides, sûres et faciles entre les états du nord et ceux du Pacifique. Il faut ajouter aussi que l'on s'était à cette époque accoutumé en Amérique à ne compter que par millions et milliards. Jamais, depuis que le monde existe, on n'avait dépensé autant d'argent pour les entreprises les plus gigantesques que les Américains n'en dépensèrent en peu d'années pour s'entretuer. Des sommes énormes dont l'énoncé en temps de paix aurait fait hésiter les financiers les moins timides, et qui dans le congrès aurait certainement soulevé des discussions interminables, passaient pour ainsi dire inaperçues. Le chemin de fer du Pacifique fut regardé comme une nécessité militaire. C'en fut assez pour justifier tout ce qu'on pouvait tenter ou dépenser en sa faveur. Le bill relatif à la construction de la ligne et à la subvention de l'état fut soumis au congrès par l'intermédiaire d'Aaron Sergent, représentant de la Californie; il passa sans trop de difficulté, et fut, le 1er juillet 1862, approuvé par le président Abraham Lincoln. Divers amendemens, votés successivement le 3 mars 1863, le 2 juillet 1864, le 3 mars 1865 et le 3 juillet 1866, complétèrent l'acte du congrès. La libéralité des subventions qu'il accordait dut satisfaire les plus exigeans directeurs de la compagnie.

L'acte du congrès autorisait l'établissement d'une ligne principale allant de San-Francisco à Omaha (Nebraska), et de trois sections. La grande ligne prenait le nom de *chemin de fer national du Pacifique;* elle se subdivisait en deux parties, le *chemin de fer Central* et

le *chemin de fer de l'Union*. La compagnie autorisée à construire la première devait prendre Sacramento pour point de départ et se porter directement, à travers la Californie, le Nevada et l'Utah, à la rencontre du tracé de l'Union; ce dernier, partant d'Omaha, se dirigerait vers l'ouest en suivant autant que possible la ligne droite entre Omaha et le Lac-Salé. Les subventions du gouvernement devaient être allouées aux deux compagnies en proportion directe de la longueur de ligne établie par chacune d'elles. Les points de départ seuls étaient fixés de manière à ce que la compagnie qui serait la plus active aurait la plus forte part dans la distribution des secours. Cette précaution avait été prise en vue d'imprimer aux travaux la plus grande diligence possible; elle produisit le résultat qu'on en espérait. Les différentes dates de paiement devaient être réglées sur le rapport d'une commission spéciale nommée par le gouvernement et chargée de la haute surveillance. Chaque fois que cette commission informait le gouvernement qu'une section de 20 milles venait d'être terminée, et qu'elle formait sous tous les rapports un chemin de première classe, la subvention partielle devait être versée à la compagnie. Enfin, comme dernière garantie contre les abus de l'administration centrale et pour sauvegarder pleinement les intérêts du public, l'état imposa d'office deux directeurs à chacune des compagnies. Ces fonctionnaires devaient siéger avec le comité ordinaire, vérifier les comptes et tenir régulièrement les actionnaires et le gouvernement au courant des affaires. La ligne entière devait, sous peine de confiscation, être terminée le 1er juillet 1876.

A ces conditions, et à d'autres encore d'un intérêt secondaire que je passe sous silence, les États-Unis concédaient les subventions et priviléges qui suivent au chemin de fer du Pacifique : 1° concession gratuite de 12,800 acres (1) de terrains adjacens à la ligne pour chaque mille, ce qui donnait pour le parcours entier un total de 16 millions d'acres de terrain, évalués, selon l'estime de 2 dollars 1/2 l'acre, à 40 millions de dollars (200 millions de francs); 2° un emprunt sous forme d'obligations d'état, remboursable en trente-six ans, à 6 pour 100 d'intérêt payable par le trésor public, et s'élevant à près de 30,000 dollars par mille de voie, soit pour toute la ligne à 275 millions de francs. La délivrance de cette subvention ne devait pas se faire dans la même proportion sur tous les points de la ligne ; les ouvrages les plus pénibles, tels que le percement de la Sierra-Nevada et celui des Montagnes-Rocheuses, avaient droit à une rétribution de 48,000 dollars (240,000 francs) par mille, ceux

(1) L'acre vaut 40 ares 46 centiares.

qui, offrant moins de difficulté d'exécution, exigeaient encore des frais extraordinaires, à 32,000 dollars (160,000 francs) par mille, le reste enfin à 16,000 dollars (80,000 francs) par mille; 3° le privilége d'émettre des obligations pour une somme égale à l'emprunt et ayant priorité sur ce dernier; ces obligations étaient remboursables en trente ans, et portaient un intérêt de 6 pour 100 par an; elles équivalaient, comme l'emprunt, à une somme d'environ 55 millions de dollars (275 millions de francs).

Les deux compagnies entraient donc en campagne pourvues ensemble d'un capital nominal et d'un crédit estimé au pair à 150 millions de dollars (40 millions de terrains, 55 de subvention officielle et autant d'obligations à émettre), soit 750 millions de francs. Les frais généraux de construction, y compris les bâtimens de toute sorte et le matériel, étaient évalués à 50,000 dollars par mille, c'est-à-dire pour la distance totale de San-Francisco à Omaha à 94,900,000 dollars (474,500,000 fr.). Ces chiffres ne sont pas d'une exactitude rigoureuse, bien entendu : pour qu'ils le fussent, il faudrait attendre la publication des comptes de la compagnie; mais ils serviront à donner une idée suffisante de la munificence du gouvernement américain et de la situation financière des deux compagnies au moment où les travaux allaient être commencés d'une manière sérieuse. Faisons pourtant remarquer que cette situation n'était pas aussi brillante qu'elle le paraît au premier abord : les terrains alloués aux compagnies et figurant sur leur actif pour 40 millions de dollars ne représentaient en réalité qu'une valeur *future*, car il était impossible d'en disposer autrement qu'en faibles parcelles, et au fur et à mesure que l'avancement de la voie les rendrait accessibles; de plus l'emprunt et les obligations ne se vendant pas au pair, ils eurent à subir une dépréciation d'environ 10 pour 100, et les obligations ne furent pas toujours d'un placement facile.

Telle qu'elle était, l'affaire n'en restait pas moins superbe, et l'on ne perdit pas de temps pour en tirer tout le parti possible. On trouva aisément des personnes honorables, dont les noms offraient des garanties solides, pour placer à la tête des deux compagnies. Le général John Dix accepta la présidence de celle de l'Union; M. Thomas Durant en fut nommé vice-président et directeur général. Celui-ci devint bientôt l'âme de l'entreprise, de hautes fonctions militaires et diplomatiques ayant obligé le général Dix à sacrifier sa position aux devoirs publics. En Californie, on choisit MM. Leland Stanford et Huntington comme président et vice-président du chemin de fer Central.

Afin de se rendre compte des obstacles que, malgré l'aide énergique du gouvernement, les compagnies eurent à vaincre, il faudrait

parcourir les rapports des ingénieurs Judah, Montague, Gray, Dodge, Evans, Seymour, Reed, Casement et autres. Ils montraient jusqu'à l'évidence, et plus clairement que je ne saurais le faire, l'incommensurable différence des modes de construction d'une voie ferrée dans les pays civilisés avec ceux auxquels on est forcé d'avoir recours au milieu d'un désert de plus de 3,000 kilomètres d'étendue. Le matériel du chemin de fer Central dut être commandé dans les états de l'est, et ne put être amené en Californie que par la voie de mer, après avoir doublé le cap Horn. L'Union, plus favorisée sous ce rapport, n'en eut pas moins d'immenses frais à payer pour le transport de son matériel jusqu'à Omaha, qui n'était encore qu'un simple village dépourvu de toutes ressources. Des convois de vivres et d'approvisionnemens de toute espèce durent constamment suivre les ouvriers; c'étaient comme autant de villes ambulantes : on voyait dans ces campemens improvisés des églises, des restaurans, des hôtels, des *public houses*, des bureaux de journaux, des ateliers d'imprimerie, des tripots; tout cela s'arrêtait quelques jours, au plus quelques semaines, dans le même endroit, et poussait plus loin au fur et à mesure des progrès de la ligne.

On traversa de vastes espaces sans trouver une goutte d'eau. Il fallait creuser sur place des puits artésiens ou pratiquer des rigoles communiquant avec des cours d'eau torrentiels souvent éloignés de plusieurs milles. Puis on avait à se défendre contre les agressions continuelles des tribus indiennes et à maintenir sans cesse l'ordre, chose peut-être la plus difficile, dans cette nuée de travailleurs. La compagnie de l'Union à elle seule n'employa jamais moins de 20 à 25,000 hommes. Et quels hommes! il faut les avoir vus pour s'en faire une idée. Assurément un grand nombre d'entre eux étaient de braves et honnêtes ouvriers; mais de quel ramas de gens tarés et sans aveu ils étaient entourés! Tout individu portait pour sa défense personnelle un et quelquefois deux revolvers, sans compter le *bowie-knife* obligé. La loi de Lynch, la seule justice applicable en un tel milieu, régnait sans appel. On ne saura jamais ce qu'il y a eu de crimes et d'actes de violence commis dans cet étrange monde; il fallait une main de fer pour le diriger et maintenir dans ses rangs une apparence d'ordre et de discipline. Disons cependant que les mormons et les Chinois se conduisirent en général d'une manière exemplaire, et qu'il n'y eut presque pas de plainte à formuler contre eux; ils se distinguaient surtout par leur sobriété, tandis que l'ivrognerie était le vice le plus commun et le plus dangereux de leurs camarades. L'administration du chemin de fer Central n'hésita pas à recourir à la force pour supprimer le débit des liqueurs spiritueuses; elle fit défoncer les tonneaux de whiskey, et renvoya les mar-

chands se plaindre aux juges de San-Francisco ou de Sacramento. C'était un acte sage, mais d'une illégalité flagrante. La compagnie aima mieux payer des amendes aux plaignans que de souffrir plus longtemps les ravages de l'intempérance parmi les ouvriers. Chose singulière, on n'est pas, sur cette terre classique de la liberté, aussi scrupuleux que nous pourrions l'être en Europe : la violence, si elle est jugée nécessaire, n'y a rien qui blesse, et on la pratique ouvertement. « Je suis d'avis, écrivait l'ingénieur Evans au vice-président Durant, qu'il faut exterminer les Indiens ou du moins en réduire le nombre au point de les rendre inoffensifs. Pour en arriver là, on doit leur faire une guerre de sauvages et user de moyens que les non-intéressés qualifieront de barbares. Je suis persuadé qu'en fin de compte cette manière d'agir sera au fond la plus charitable et la plus humaine (1). »

Je ne m'arrête plus aux embarras financiers que les deux compagnies eurent encore à démêler, et dont la principale cause fut la rareté du numéraire durant la guerre civile. Qu'il suffise de dire que ces derniers obstacles furent victorieusement surmontés, et que les travaux purent marcher lentement d'abord, et plus tard avec une rapidité sans égale. J'ai cité plus haut un paragraphe de l'acte du congrès en vertu duquel les subventions de l'état revenaient de droit aux compagnies en raison directe de la longueur de ligne construite par chacune d'elles. Lorsque les deux sections se rapprochèrent de plus en plus l'une de l'autre, cette particularité devint la cause d'une véritable course au clocher. A mesure que les travaux avançaient, on voyait plus clairement dans le public que la voie ferrée du Pacifique était une noble entreprise au point de vue de l'état en même temps qu'une affaire lucrative pour les entrepreneurs. Dans les environs du point de raccord, les terrains ne pouvaient manquer d'acquérir une valeur exceptionnelle. Il était important d'obtenir le contrôle de la section voisine du Lac-Salé, où le trafic devait être considérable. Puis l'amour-propre s'en mêla; ce fut entre les compagnies rivales à qui irait le plus vite. Les extrémités de chaque section présentaient un spectacle des plus curieux; les parties en cours d'exécution depuis Omaha et Sacramento étaient aussi animées que si elles eussent été en pleine exploitation. On ne songeait plus à la dépense : l'essentiel était d'aller vite. Le nombre d'ouvriers employés atteignit en ce moment son maximum; le matériel et les provisions affluaient vers les points occupés — sans relâche et naturellement pour ainsi dire. Il y eut beaucoup de gaspillage : un train venait-il à dérailler, on se contentait d'en retirer ce qui était entier, laissant le reste pourrir

(1) Rapport du 15 janvier 1855.

à côté de la voie. On posa deux milles de rails par jour, puis trois, quatre, cinq. On atteignit le maximum le jour dont j'ai déjà parlé, et où l'on mit en place dix milles de rails en onze heures de travail.

Le 10 mai 1869, sept ans en avance sur le terme fixé par l'état, les deux compagnies étaient arrivées au terme de leurs engagemens. Des 1,775 milles formant la distance totale d'Omaha à Sacramento (1), on en avait construit 20 en 1863, 20 autres en 1864, 60 en 1865, 295 en 1866, 291 en 1867, enfin 1,092 dans les derniers seize mois, depuis janvier 1868 jusqu'au commencement de mai 1869.

La section d'Omaha à Ogden, construite par l'Union, a une longueur de 1,030 milles; d'Ogden à Sacramento (section du chemin de fer central), la distance est de 748 milles. Il ne faudrait pas croire cependant que, pour avoir eu moins de chemin à faire, les Californiens aient été battus par les unionistes. C'est le contraire qui est vrai, car en tenant compte des difficultés de passage dans la Sierra-Nevada (les Montagnes-Rocheuses, traversées par l'Union, n'offrent pas les mêmes obstacles), il avait toujours été admis que la plus longue partie du tracé du Pacifique serait construite par cette dernière compagnie. Après avoir franchi la sierra, les Californiens exécutèrent en seize mois 562 milles, tandis que l'Union n'en acheva que 530 dans le même espace de temps.

Les Américains prétendent en manière de proverbe que, pour faire bien, il faut faire vite. Toutefois il n'est guère possible de construire 17 kilomètres de voie ferrée en un jour sans commettre par-ci par-là quelques fautes plus ou moins graves. On peut voir, d'après un grand nombre de faits, à quel point d'insouciance fonctionnaires et employés en étaient venus, combien ils méprisaient le danger et se jouaient de toute responsabilité. Je n'en citerai qu'un seul exemple, relevé par M. Snow, commissaire du gouvernement. « Un mécanicien reçoit l'ordre de faire avancer une locomotive; il s'y refuse en disant qu'elle est en trop mauvais état, et qu'elle éclatera, si on la chauffe. On le renvoie du service. Un second mécanicien reçoit le même ordre, fait la même réponse et partage le sort de son camarade. Enfin un troisième est prêt à obéir. Il part. — Une heure après, la machine faisait explosion, tuant du même coup l'ingénieur, le chauffeur et le mécanicien. Cela se passait à Rawlings-Springs le 13 février 1869. » Aussi la commission de surveillance, présidée par le général G. K. Warren, tout en faisant la part de l'éloge et des encouragemens, fut-elle d'avis que la section centrale devrait encore dépenser 4,493,380 dollars (22 millions environ), et celle

(1) On communique de Sacramento à San-Francisco par bateaux à vapeur; mais un chemin de fer entre les deux villes est en voie d'exécution.

de l'Union 6,771,710 (près de 34 millions), pour que le chemin de fer du Pacifique devînt sous tous les rapports, comme l'avait spécifié l'acte du congrès, une ligne de première classe.

Ce reliquat de 56 millions de francs se trouvera certainement, et personne ne peut songer à plaindre les compagnies, qui, à ce qu'il paraît, ont réalisé de grands bénéfices. On ne s'en fâche pas, et on est généralement d'accord que ces bénéfices ont été bien mérités. Ceux qui gagnent beaucoup à la moisson ont risqué leur avoir dans les semailles, et durant toute la durée des travaux ils ont fait preuve de patience et de hardiesse sans se démentir un seul jour. Ils ont accompli une des plus rares œuvres de civilisation des temps modernes, une œuvre qui comporte avec elle tout un monde nouveau d'idées et d'intérêts, et qui amènera, l'on n'en saurait douter, un déplacement considérable de l'équilibre industriel et politique des nations humaines. Ces vastes plaines si fécondes et devenues d'un facile accès, ces terres qui se donnent pour rien et qui nourrissent aisément leurs propriétaires, ces mines dont les richesses paraissent inépuisables, cette contrée enfin où l'homme est libre, appelleront à elles les pauvres et les opprimés. La spéculation ne sera pas seule à s'emparer de l'idée d'une émigration en masse organisée sur une vaste échelle; la philanthropie, il faut l'espérer, aura sa large part dans l'exploitation de ce moyen si sûr et si digne de diminuer le fléau du paupérisme dans l'Occident. Le gouvernement des États-Unis prêtera un concours efficace à ce mouvement, et l'intérieur du continent septentrional verra bientôt s'élever des villes industrieuses et florissantes, rivalisant d'activité, de puissance et de bien-être avec les cités assises sur l'un et l'autre océan. Honneur soit rendu aux hommes qui ont conçu l'idée du chemin de fer du Pacifique! honneur à ceux qui ont dirigé et exécuté l'œuvre! Si leurs noms manquent d'éclat, s'ils sont inconnus à l'Europe, tandis que tout Américain est familier avec celui de M. de Lesseps, c'est qu'en vérité les grandes choses deviennent plus rares chez nous qu'aux États-Unis, et que les Américains, qui font souvent beaucoup de bruit autour de choses mesquines, savent garder une contenance calme en présence d'œuvres vraiment grandes. « Ils ont fait leur devoir, disent-ils des hommes qui les ont accomplies, et la satisfaction de leur conscience doit leur suffire. » — « Et, ajoute la critique, ils ont par la même occasion gagné beaucoup d'argent. »

RODOLPHE LINDAU.

L'AUTRICHE D'AUTREFOIS

LES CONFINS MILITAIRES ET LEUR LÉGISLATION.

Le 22 août 1869, la *Gazette de Vienne* publiait une lettre impériale adressée au ministre de la guerre de l'empire austro-hongrois; cette lettre l'invitait à mettre à la disposition des ministres des deux parties de l'empire les matériaux nécessaires pour préparer les mesures législatives qui feront passer sous le régime de l'administration civile une portion du territoire connu sous le nom de *Confins militaires*. La remise des confins aux fonctionnaires civils ne devra d'ailleurs s'opérer que lorsque les propositions présentées à cet effet auront été examinées par les diètes des provinces limitrophes, auxquelles se rattacheront désormais ces territoires. Il ne s'agirait, pour le moment, d'appliquer cette réforme qu'aux deux régimens de Warasdin, à une partie de celui de Szlaïn, et aux districts de Zengg et de Sissek.

Ce n'est, on le voit, qu'un commencement; alors même que seront accomplis les changemens annoncés, il restera encore onze régimens frontières dont le territoire et l'organisation seront intacts. Pas un mot n'indique, dans le manifeste impérial, que le gouvernement abandonne le principe, cher à l'état-major autrichien, de ce que l'on appelle l'*institution des frontières* (*Grænzinstitut*). Il semble seulement que, contraint, par les conditions nouvelles de son existence, de compter avec l'opinion, il ait voulu, sur un ou deux points, céder à des réclamations dont il ne pouvait plus méconnaître la justice. C'est ainsi que le territoire des régimens de Warasdin coupait en deux la contrée dont Agram est la capitale, qu'il séparait l'une

de l'autre la Croatie et la Slavonie civiles, provinces soumises aux mêmes lois et à la même administration. Les gênes du régime militaire retardaient également dans leur essor Zengg, qui peut devenir un port florissant sur l'Adriatique, et sur la Save Sissek, petite ville qui est dès maintenant le centre d'un vaste commerce de céréales et de bois. Sissek sert pour le moment de tête de ligne au chemin de fer qui remonte la vallée de la Save et qui va s'embrancher sur celui de Vienne à Trieste. Ces concessions ne sont peut-être, dans la pensée du cabinet autrichien, qu'une tactique au moyen de laquelle il espère obtenir quelque répit, et conserver longtemps encore l'armée des confins; mais il nous paraît certain que cette première capitulation de l'esprit militaire n'aura d'autre effet que d'encourager les assaillans. Il y a comme une sorte de muraille de Chine qui sépare les confiniaires du reste des sujets autrichiens: au pied de cette barrière vient expirer la puissance des idées et des principes qui ont déjà triomphé dans tout le reste de l'empire. En ouvrant lui-même une brèche dans ce rempart, l'empereur François-Joseph a laissé voir qu'il était ébranlé par les objections et les réclamations des journaux et des diètes; mais il y aurait d'aussi bonnes raisons pour supprimer les autres régimens que les deux dont il est question aujourd'hui. Le pouvoir finira donc par être forcé d'aller jusqu'au bout dans la voie où il s'est volontairement engagé. Avant que disparaisse la génération qui est aux affaires, ces colonies de soldats ne seront plus qu'un souvenir historique dont la poésie populaire perpétuera longtemps la mémoire sur les bords de l'Unna, de la Save et du Danube, tandis que les érudits en étudieront avec curiosité la singulière organisation. De cette puissante armée qui a si longtemps maintenu par son énergie la cohésion tout artificielle de tant d'élémens ennemis dont se composait l'ancienne Autriche, les régimens des frontières étaient une des forces les plus redoutées. Aussi, pendant que se transforme si rapidement l'empire des Habsbourg, l'Autriche de la tradition militaire et bureaucratique, il importe que l'histoire ne laisse rien échapper de ce qui peut faire comprendre l'apparent miracle de cette longue et invraisemblable grandeur. C'est à ce titre que nous étudierons la constitution de la frontière militaire. Nous avons parcouru une partie de cette longue bande de terrain qui s'étend de l'Adriatique à la frontière moldo-valaque; nous avons complété les renseignemens que nous avions recueillis sur les lieux en nous procurant à Agram les meilleurs travaux qui eussent été publiés dans le pays sur une question qui intéresse surtout les Slaves du sud (1).

(1) Le livre qui nous a surtout servi de guide a pour titre *Die Militärgränze und die Verfassung, eine Studie über den Ursprung und das Wesen der Militärgränz Insti-*

Enfin nous avons aussi tiré grand profit de notes qui nous ont été communiquées à ce sujet par un des hommes qui connaissent le mieux l'Europe orientale, M. Engelhardt, autrefois membre de la commission européenne du Bas-Danube, aujourd'hui consul-général de France à Belgrade.

I.

Pour comprendre comment se sont formées ces colonies de soldats laboureurs, dans quel sol a poussé et de quels germes est sorti « cet arbre hérissé de baïonnettes, » il est nécessaire de remonter assez loin dans l'histoire de la Croatie. A la fin du XIe siècle, le peuple croate, proche parent du peuple serbe, ayant vu s'éteindre sa dynastie nationale, se rattacha par le lien d'une union personnelle à la couronne de Hongrie; *le royaume triple et un*, comme on dit encore à Agram, formé de la Slavonie, de la Croatie et de la Dalmatie, devint, suivant le terme consacré qui a bien souvent retenti dans les controverses de ces dernières années, une des annexes, *partes adnexæ*, du royaume de saint Étienne. Ce fut après la chute de la Serbie et la prise de Constantinople que les Turcs, devenus maîtres de la Bosnie, commencèrent à se répandre dans le bassin de la Save, et à pousser leurs expéditions jusqu'en Carinthie et en Carniole. Le danger était d'autant plus grand que les plus riches et les plus énergiques des chefs bosniaques avaient embrassé l'islamisme; ces renégats étaient devenus les plus brillans auxiliaires de leurs anciens ennemis. L'aventureuse bravoure des Slaves de Bosnie, jointe à la connaissance qu'ils avaient de la langue et du pays, fit à leurs frères, les Slaves chrétiens, plus de mal encore que l'impétuosité et le fanatisme des Osmanlis. Pendant la fin du XVe siècle, Agram vit plus d'une fois, de la haute colline que couronnent sa cathédrale et son château, passer dans la plaine les bandes musulmanes. Si cette place résista toujours, les Croates n'en perdaient pas moins du terrain. La funeste bataille de Mohacz, en 1526, vint rendre la situation plus grave encore. Le roi Louis II avait péri; le trône de saint Étienne était vacant, la dynastie était éteinte; les Turcs occupaient la plus grande partie de la Hongrie. Après quelque hésitation, la Croatie se décida une fois encore à suivre la fortune de la Hongrie; elle déféra en 1527

tution und die Stellung derselben zur Landesverfassung. Il a été publié en 1861 à Vienne par M. Utiésenovic, un Slave du sud qui avait longtemps vécu dans les confins et dans les provinces voisines et y avait été employé dans l'administration. Écrit dans un allemand prétentieux et déclamatoire qui trahit l'origine slave de l'auteur, le livre n'en est pas moins, à regarder le fond des idées, plein de modération, de bon sens et d'esprit pratique.

la couronne de Dalmatie, de Slavonie et de Croatie à Ferdinand d'Autriche, roi de Hongrie depuis un an déjà, et frère du puissant empereur qui tenait tout l'Occident sous sa main. Dès lors, pendant près de deux siècles, jusqu'à ce que grandît la Russie, ce fut la maison d'Autriche qui eut à supporter le principal effort de la lutte contre l'invasion musulmane. Aussi les Turcs se sont-ils jetés deux fois sur Vienne avec toutes les forces de l'empire. C'est là qu'ils voulaient enfin étreindre et abattre cette puissance dont la patiente ténacité fatiguait et usait leur élan. Le contraire arriva; ce fut l'Autriche qui refoula de l'autre côté du Danube et de la Save la barbarie musulmane.

L'armée des confins fut un des plus utiles instrumens de cette résistance victorieuse. Il ne faudrait d'ailleurs pas s'imaginer qu'elle ait été créée de toutes pièces, un jour donné, par tel ou tel général; comme tout ce qui doit vivre longtemps, ce fut peu à peu qu'elle naquit et s'organisa, par l'effet des efforts obstinés et continus que firent les commandans autrichiens pour garnir et défendre la frontière. Déjà, avant la défaite de Mohacz, le roi Louis II, se sentant débordé par l'ennemi qui le menaçait des Carpathes à l'Adriatique, avait confié à son beau-frère, Ferdinand d'Autriche, qui lui succéda comme roi de Hongrie et de Croatie, ses places de Dalmatie; sous le règne de Ferdinand, le quartier-général des troupes autrichiennes fut établi à Warasdin, là même où était celui des deux régimens qui vont être bientôt licenciés. Depuis le milieu du XVIe siècle, les états provinciaux de l'Autriche propre votèrent à plusieurs reprises des fonds pour l'entretien de ce corps d'armée; en arrêtant les Turcs sur la ligne de la Save et de l'Unna, en pays slave, ils couvraient en effet les provinces allemandes et leur épargnaient les maux de la guerre. C'était d'ordinaire un archiduc autrichien qui recevait le commandement supérieur des confins, à titre de « généralat permanent et perpétuel (*ewiges und immerwährendes generalat*), » comme disaient les diplômes impériaux, et à la longue liste de ses couronnes et seigneuries le chef de la maison d'Autriche ajouta depuis cette époque le titre de « seigneur de la marche windique, » c'est-à-dire des frontières de la Croatie et de la Slavonie.

Les archiducs et leurs principaux officiers, établis ainsi comme représentans directs de l'empereur dans un pays qu'ils devaient souvent regarder comme barbare, y commandant des troupes en partie étrangères à la contrée, durent prendre aisément l'habitude de considérer le terrain occupé par leurs soldats comme formant une sorte de zone intermédiaire où eux seuls, responsables de la défense commune, avaient des ordres à donner; tout le long de cette frontière dont ils avaient la garde, ils s'accoutumèrent à se croire chez

eux, à ne tenir aucun compte ni de la constitution séculaire du pays, ni des décisions de ses diètes et de ses tribunaux; la lutte contre les Turcs était alors la principale préoccupation de tous les esprits. C'est ainsi que put s'accomplir, sans soulever au début de trop vives protestations, cette sorte d'usurpation du pouvoir militaire. On trouve là l'origine véritable de cette juridiction spéciale, de ce régime exceptionnel, qui ont fini par s'imposer à une si vaste étendue de terrain et à une si nombreuse population.

Ce fut en Croatie que les généraux autrichiens formèrent les premiers corps destinés à la défense permanente des frontières. Le plus ancien document où il en soit question est ce que l'on appelle le *Bruckerlibell;* c'est un tableau dressé en 1578 pour une diète autrichienne qui tint ses séances à Bruck, sur la Mur, et qui, après de longs débats, accorda 500,000 florins à l'archiduc Charles pour l'armée des confins. D'après cet acte, qui a été conservé, celle-ci se composait alors de deux corps, cantonnés l'un autour de Karlstadt, l'autre autour de Warasdin. A eux deux, ils comprenaient 1,250 hussards, 500 arquebusiers, 682 sergens d'armes, 4,282 fantassins; c'était en tout un effectif de près de 7,000 hommes. Malheureusement cette pièce ne nous donne aucun détail sur l'organisation intérieure de cette petite armée. Les soldats, répartis, à l'abri de postes fortifiés, sur les points les plus menacés, n'étaient point toujours en campagne, et d'autre part ne quittaient jamais le pays. Avait-on déjà songé à occuper leurs loisirs en leur accordant des lots de terre, combinaison qui aurait l'avantage de les attacher au sol et de les intéresser à le défendre? L'histoire ne nous apprend pas quand furent faites les premières concessions. C'est qu'il est probable que la chose commença d'elle-même. Sur cette frontière, la guerre avait sévi pendant plus d'un siècle; on y vivait dans une telle incertitude du lendemain, que ceux des habitans qui avaient échappé à la mort ou à l'esclavage s'étaient presque tous enfuis vers l'intérieur. Villages et vergers avaient été incendiés, les terres les plus fertiles, abandonnées par la charrue, s'étaient hérissées de broussailles; ces immenses forêts de chênes et de hêtres qui couvrent encore aujourd'hui de leur ombre presque toute la Slavonie et une partie de la Croatie, ces forêts que commence à peine à éclaircir depuis quelques années la hache du bûcheron, ne cessaient de regagner du terrain sur la culture; là où finissaient les bois commençaient les marécages. Dans tout le bassin de la Save, les plaines jadis les plus riches étaient changées en de tristes déserts. Ces terres vacantes, quoi de plus simple que de les cultiver pendant les heures et les journées que laissait au soldat des frontières sa mission toute défensive? Et ces grasses prairies qu'inondent au printemps ces

rivières qui toutes descendent des montagnes, la Save et ses affluens, n'étaient-elles pas faites pour nourrir le bétail que l'on aurait pris sur l'ennemi dans une de ces pointes audacieuses que l'on poussait parfois en pays turc? Quand on aurait ainsi le champ et le troupeau, la maison serait bientôt bâtie, une maison de bois comme celle qu'habitent encore aujourd'hui les confiniaires, élevée sur pilotis pour laisser passer au-dessous d'elle les eaux débordées; la forêt était là pour fournir les poutres de la charpente, les bardeaux de la toiture, les marches de l'escalier par lequel on gagne la porte, élevée de deux ou trois mètres au-dessus du sol. Quelle jeune fille refuserait alors de devenir la femme du hardi *Gränzer*, d'habiter et de garder cette demeure où il rapportait de ses fréquentes expéditions à la fois gloire et butin?

Ces pensées et ces projets, bien faits pour tenter le soldat, ne devaient point non plus déplaire à ses chefs. Quel meilleur moyen de fermer la frontière que de repeupler ce désert aveugle et muet qui laissait si souvent passer à travers les roseaux de ses marais et à l'ombre de ses futaies les bandes rapides des *sipahis* et des *timariotes* bosniaques, le meurtre, le pillage et l'incendie? Quelle plus sûre barrière opposer à ces incursions qu'un vivant rempart d'hommes armés, agiles et braves, toujours prêts à laisser la charrue au milieu du sillon commencé pour saisir le fusil chargé qui ne quitterait pas leur épaule? Ce qui les rendrait plus vigilans encore et plus intrépides, ce serait, quand ils verraient accourir les cavaliers turcs, la pensée que leurs femmes et leurs enfans étaient là, dans le village menacé, à deux pas, et qu'ils ne pouvaient reculer sans les livrer à la mort ou à l'esclavage. D'ailleurs, à mesure que la contrée serait plus habitée, ces surprises même et ces rencontres deviendraient de jour en jour plus rares. Le pâtre, du roc sur lequel il s'assied aux premières pentes des montagnes pour suivre du regard ses vaches ou ses chèvres éparses dans la bruyère ou dressées contre les buissons qu'elles tondent, verra au soleil du matin étinceler sur la lande les armes et les brillans costumes des beys et de leur troupe, ou bien le soir, pendant qu'il veille sous le ciel étoilé pour empêcher le troupeau de se disperser et le défendre contre les loups, il distinguera, du côté par où vient l'ennemi, les lueurs d'un bivouac ou les clartés de l'incendie. Aussitôt, qu'il fasse jour ou nuit, le signal convenu sera donné; l'un après l'autre, des feux tout préparés s'allumeront sur les sommets, ou bien l'on entendra retentir et se répéter de colline en colline un de ces cris que les montagnards savent prolonger si longtemps, et qu'ils envoient, au-dessus de la vallée profonde et sonore, bien loin, jusqu'au versant opposé, sans que la voix grave des torrens réussisse à

couvrir ces notes aiguës et vibrantes. Quand arriveront les maraudeurs, sur toute la ligne on sera prêt à leur faire accueil : s'ils attaquent les villages, chaque maison sera une forteresse où les femmes prendront part à la défense; s'ils s'engagent dans les sentiers qui serpentent à travers bois, du fourré partiront des coups de feu qui jetteront le désordre dans leurs rangs. Une fois la frontière ainsi garnie d'une dense et belliqueuse population, filet animé et souple qui ne laisserait rien passer entre ses mailles, il devenait bien plus facile de tenir l'ennemi à distance.

Il y avait encore une autre raison pour que ce régime plût au conseil aulique et aux chefs militaires. Les souverains de l'Autriche étaient loin encore d'avoir conquis ce pouvoir despotique qu'ils s'arrogèrent plus tard; il fallait au XVIe et au XVIIe siècle compter avec les diètes provinciales : elles tenaient les cordons de la bourse. Or les diètes allemandes, qui ne se sentaient pas sous le coup d'un danger immédiat, et les diètes hongroise et croate, qu'indisposaient les allures des généraux autrichiens, faisaient souvent des façons pour voter des subsides. Ne serait-il pas bien plus commode d'échapper à toutes ces chicanes? Pour y parvenir, il suffirait d'avoir des soldats qui se nourriraient eux-mêmes du blé de leurs champs, de la chair et du lait de leurs troupeaux.

La nature spéciale du service imposé aux gardiens de la frontière, l'état du pays et l'étendue des terres vacantes, les besoins de la défense nationale, tout conspira donc à provoquer la fondation de ces colonies de soldats laboureurs; le développement en fut favorisé par l'esprit monarchique et militaire, qui y trouvait son compte. Nous manquons de détails sur la première phase du régime, celle où il s'ébauche; nous voyons seulement la diète de Croatie au XVIIe siècle élever souvent la voix contre les chefs de l'armée des confins; elle obtient à plusieurs reprises la promesse toujours violée que soldats et officiers de ces corps se conformeront désormais aux lois du pays. On s'engage à placer ces troupes sous la haute direction du *ban*. Le ban est le premier magistrat national de la Croatie, le chef à la fois de l'administration et de la milice, une sorte de lieutenant-général du royaume; il est toujours pris dans les rangs de la noblesse croate, et son titre, cher au peuple, lui rappelle l'ancienne et glorieuse indépendance. Nous n'avons pas à dresser ici la liste de ces réclamations et des rescrits par lesquels les souverains accordent aux états une satisfaction illusoire; c'est un travail qu'ont fait les publicistes croates pour montrer qu'il n'y avait pas eu prescription du droit, que jamais la nation n'avait consenti à considérer le territoire des confins comme légalement détaché des provinces limitrophes. Il nous suffit d'indiquer que ces plaintes deviennent

plus vives à mesure que l'on avance. On peut en induire que pendant le XVIIe siècle, d'année en année, le régime militaire se constituait plus fortement, et gagnait du terrain le long de la frontière.

L'émigration des chrétiens soumis à la Porte contribua aussi à augmenter l'effectif de l'armée des confins. De tous ces Serbes qui quittèrent en foule avec leurs évêques la vieille Serbie, les environs de Prisren, et qui vinrent repeupler la Syrmie, horriblement ravagée dans les guerres du XVIe siècle, beaucoup entrèrent dans les troupes des confins. Une partie des confiniaires de la Slavonie descendent de ces exilés; leur religion seule les distingue des Croates; ils appartiennent à l'église orientale et relèvent du patriarche orthodoxe, qui réside à Carlowitz. Bien souvent aussi des *haïdouks* serbes ont trouvé un asile dans les confins, et fourni à ces troupes de braves soldats et de brillans officiers.

Un groupe d'émigrans qui a gardé plus longtemps son caractère distinct, c'est celui qu'on appelle les *Clémentins*, nom tiré de celui du chef sous lequel, au XVe siècle, ces Albanais quittèrent leur pays pour ne pas se soumettre aux Turcs. Ils se réfugièrent d'abord dans les montagnes de la Serbie; puis, quand là aussi ils se sentirent serrés de trop près, ceux d'entre eux qui ne voulurent pas embrasser l'islamisme se dirigèrent vers la Hongrie, et ils y furent accueillis à la condition qu'ils se soumettraient au régime des confins. Ils ont formé auprès de Péterwardein une agglomération d'environ deux mille personnes, et ils y ont conservé presque jusqu'à nos jours leur langue et leur costume.

En 1699, la paix de Carlowitz rendit la Hongrie à l'Autriche, et fixa, à peu de chose près, la frontière austro-turque là où elle est aujourd'hui; or un document officiel qui se rattache à ce traité pose déjà le principe qui est comme la clé de voûte de tout le système. « Les *Gränzer* ou soldats des confins, y est-il dit, doivent à l'état le service militaire en retour des terres dont ils ont la jouissance. » Une série de priviléges furent accordés à ces colons par différens décrets royaux; sous condition pour les familles de fournir et d'entretenir un nombre déterminé de soldats, on les exempta de l'impôt foncier et de la plupart des contributions indirectes.

Dès lors le régime des confins existait dans ses parties essentielles. Il s'agissait de faire vivre cette société nouvelle, formée d'élémens très divers que les circonstances et l'initiative de quelques chefs avaient ainsi constituée à côté et en dehors des provinces dont était censé dépendre le territoire des confins. Or toutes ces provinces, appartenant à la couronne de Hongrie, étaient divisées en *comitats*. On sait quelle large place était faite, dans cette organisation, à la volonté populaire; on sait à quoi y était réduit le rôle du

pouvoir central et quelles facilités chacun de ces groupes trouvait dans le droit public et les traditions de la Hongrie pour éluder l'application des lois régulièrement votées par les états du royaume. Parfois des *comitats* refusèrent de se soumettre à telle ou telle décision de la diète, et tinrent ainsi en échec tous les pouvoirs publics. Sans doute c'était là l'exception, et il faut reconnaître tout ce que le pays doit à ces assemblées de district où il a commencé son éducation politique; mais en tout cas l'autorité militaire ne pouvait guère admettre, dans ce vaste camp où elle avait tout réglé selon ses convenances, ce régime de libre, bruyante et souvent tumultueuse discussion: la discipline en eût trop souffert. D'autre part, on n'avait point ici une armée comme les autres. C'est une vie en partie double que celle de l'homme des confins. A certaines heures, il est soldat; en cette qualité, il doit l'obéissance passive à son chef, et ne peut avoir d'autre souci que l'honneur du drapeau. Le jour suivant, le voici redevenu époux et père; on dirait un paysan ordinaire, il a un ménage à nourrir et un domaine à soigner. Ces hommes, dont la situation se complique ainsi de devoirs qui semblent difficiles à concilier, ne peuplent pas à eux seuls le territoire des confins : il y a là des enfans, des vieillards, des jeunes filles, des femmes, des veuves; il y a des commerçans qui fournissent certaines denrées étrangères dont ne saurait se passer aucune société, toutes simples et rudes que soient ses mœurs; il y a des ecclésiastiques appartenant à diverses communions. On estime aujourd'hui à un peu plus d'un million d'âmes la population totale des confins; elle ne devait pas être moindre alors, car l'armée des frontières comprenait des corps qui ont cessé d'exister. Ainsi, au temps où les Turcs étaient encore maîtres de la Hongrie méridionale, on avait formé sur la Theiss et la Maroch des régimens qui furent supprimés en 1750; le long de la frontière moldo-valaque, en Transylvanie, il y avait des régimens de Hongrois, dits *zeklers* ou « gardiens, » qui se sont dissous d'eux-mêmes en 1848. On peut donc admettre ce chiffre d'un million pour cette population, cantonnée sur une étroite bande de terrain qui courait de l'Adriatique au renflement le plus oriental des Carpathes. Près des deux tiers de cette multitude étaient Slaves; venaient ensuite les Roumains sur la rive gauche du Danube, puis les Magyars. Une certaine quantité d'Allemands étaient compris dans les confins soit comme soldats, soit surtout comme officiers ou employés; mais ils ne formaient nulle part de groupe compacte. Les religions dominantes étaient le catholicisme et l'orthodoxie orientale; il y avait aussi des grecs-unis et quelques protestans.

Tels étaient les élémens très variés que l'autorité militaire avait

soustraits aux lois du pays et pris sous sa tutelle; il ne pouvait lui convenir de les laisser éternellement livrés à l'arbitraire des caporaux et des capitaines. Maintenant qu'avait prospéré l'œuvre qui n'avait été d'abord qu'un expédient improvisé sous la pression des circonstances, maintenant qu'on voulait la faire durer, il importait de régler par un ensemble de dispositions prévoyantes et précises la situation des personnes et celle des terres, les rapports des individus avec le gouvernement et entre eux, les relations de l'élément civil, qu'il était impossible d'expulser entièrement, avec l'élément militaire. C'était là, paraît-il, une entreprise malaisée, car, suivant un calcul qu'a fait Hietzinger, l'auteur d'un ouvrage intitulé *Statistique des Confins militaires*, de 1702 à 1803 plus de trente systèmes différens furent essayés sur la frontière et l'un après l'autre abandonnés. De toutes ces tentatives d'organisation, les mieux combinées et les seules qui aient laissé des souvenirs sont la « loi des confins » (*Gränitz rechte*) de 1704, le « système des cantons » (*Kantons system*) de 1783, et la « loi foncière des confins » de 1807 (*Gränzgrundgesetz*).

Les deux premières de ces ordonnances établissaient une distinction entre le soldat et tout ce qui n'appartenait pas à l'armée; le soldat lui-même, quand il n'était pas sous les armes pour un service commandé, n'était pas justiciable des conseils de guerre; pour tous les crimes et délits qu'il pouvait commettre, il rentrait dans le droit commun, et n'était pas soumis à la loi martiale. L'ordonnance de 1783, allant plus loin dans cette voie, instituait des autorités spéciales, indépendantes du chef de l'armée pour tout ce qui était justice, administration, économie et finances. Il était plus facile de décréter cette séparation de pouvoirs que de la faire passer dans la pratique. Accoutumés à voir leur moindre signe obéi d'un bout à l'autre de ce territoire qu'ils considéraient comme leur création et leur domaine propre, les officiers, du feld-maréchal au sous-lieutenant, ne pouvaient accepter de bonne grâce l'installation dans le pays, à côté d'eux, de ces employés civils qui les surveilleraient sans doute et les contrecarreraient, qui leur opposeraient des textes de loi, des chicanes d'avocat et des routines de bureau. Il y avait là le germe d'incessans conflits où le dernier mot devait toujours rester aux officiers : ceux-ci tenaient en effet toutes les familles par ceux de leurs membres qui figuraient sur les rôles. Si un soldat ou quelqu'un de sa parenté, sous un prétexte quelconque, ne craignait pas de désobliger le lieutenant ou le capitaine, de se prévaloir contre lui de quelque décision d'un de ces intrus, l'insolent ne triompherait pas longtemps : au prochain exercice ou à la première campagne, que le soldat se permît la moindre négligence, il paierait

sa faute avec usure. Ces pédans auxquels il avait eu l'impertinence de recourir ne seraient pas là pour l'arracher aux rigueurs de la loi martiale; si, par prudence, on n'osait pas le faire passer par les armes, il serait aisé tout au moins de le faire saigner et gémir sous les verges. Des châtimens infligés sous prétexte de discipline, on ne devait compte qu'à ses chefs, et l'esprit de corps ne permettrait guère à ceux-ci de désavouer leurs inférieurs. Si des réclamations parvenaient jusqu'à Vienne, là encore les fonctionnaires civils étaient destinés d'avance à avoir le dessous. Les archiducs, les magnats tchèques, croates, hongrois, occupaient tous de hauts grades dans l'armée, et les hommes de loi n'étaient pas de force à lutter, sauf peut-être sous un Joseph II, contre l'influence de la *Burg*, contre ces princes et ces grands seigneurs qui composaient les états-majors.

L'essai fut donc malheureux (1), le désordre et l'anarchie étaient partout, et en 1800 l'administration fut rendue, ainsi que la justice, aux chefs des compagnies et régimens. Les officiers, qu'avait fort irrités la diminution momentanée de leur compétence et de leur prestige, reprirent le pouvoir avec une singulière violence : ils firent sentir le poids de leur autorité et de leurs rancunes à ceux dont ils avaient eu à se plaindre pendant la durée du régime mixte. Depuis que le danger n'était plus du côté des Turcs, et que la frontière, fixée par le traité de Sistowa et par la convention accessoire du 4 août 1791, était ordinairement tranquille et respectée, l'usage s'était établi de faire servir les régimens des confins loin du territoire qu'ils avaient autrefois assez à faire de garder : ils prirent part à toutes les guerres de la république et de l'empire. Or en 1801 plusieurs régimens de *Gränzer* étaient campés sur les bords du Rhin; ils reçurent du pays de si affligeantes nouvelles qu'ils se mutinèrent et voulurent reprendre en armes le chemin de la frontière. Il fallut appeler contre eux d'autres troupes, en fusiller quelques-uns, et faire au reste des promesses qui finirent par les calmer. Afin de tenir la parole donnée, l'archiduc Charles, le célèbre adversaire de Moreau et de Napoléon, entreprit, aussitôt après la paix de Lunéville, une sérieuse enquête sur l'état des confins. Devenu ministre de la guerre, il avait accepté la tâche de réorganiser l'armée autrichienne en vue des luttes nouvelles qu'il était dès lors facile

(1) En 1782 et 1783, un des officiers les plus capables de l'armée autrichienne, le colonel de Geneyne, parcourut toute la frontière pour étudier l'effet des systèmes essayés jusqu'alors; le rapport qu'il adressa à l'empereur à la suite de cette longue inspection peut se résumer dans l'aveu qu'il fait qu'aucun système n'est appliqué avec quelque suite, qu'il n'y a d'autre règle dans les confins que la volonté des chefs militaires.

de prévoir : les troupes des frontières fournissaient un trop précieux et trop brave contingent pour qu'il n'y eût pas un intérêt capital à bien aménager cette pépinière d'hommes valides et vaillans. L'archiduc ne se contenta pas d'inspecter lui-même les confins; il y envoya des officiers intelligens, qui passèrent plus d'une année à les visiter canton par canton; il interrogea beaucoup de gens du pays. Il fit plus : il annonça que quiconque avait des abus à dénoncer ou des améliorations à lui proposer n'avait qu'à lui écrire personnellement. L'appel fut entendu; sans parler des lettres, plus de deux cents projets lui furent présentés; tous furent étudiés et analysés. Ce travail dura plusieurs années. Les résultats de l'enquête furent exposés dans un travail dont l'empereur adopta les conclusions. Ainsi fut promulguée, le 7 août 1807, sans le concours d'aucun parlement, l'ordonnance connue sous le nom de *loi foncière des confins.*

C'est l'acte le plus important de cette législation obscure et compliquée. Le législateur de 1807 s'est montré, nous le verrons, dur et inflexible : il a sacrifié un million de sujets autrichiens à ce qu'il nommait le bien de l'état, à ce que nous appellerions plutôt les convenances et les intérêts d'une monarchie militaire; mais au moins il est clair et logique, tout se tient dans son système. D'ailleurs, par sa précision même, cette loi, quand elle entra en vigueur, constituait un progrès; elle fut acceptée comme un bienfait; en réglant les droits et les devoirs de chacun, elle mettait dans une certaine mesure un frein à l'arbitraire. C'est ainsi qu'elle a mérité d'avoir une durée que n'avait pu atteindre aucun des codes antérieurs; jusqu'en 1848, elle est restée la charte des confins. Après la révolution de cette époque, il y a été introduit quelques changemens qui portent plus sur les mots que sur les choses : c'est encore la loi de 1807 qui est la base de l'organisation actuelle. Ce sera donc en l'analysant et en l'expliquant que nous mettrons en lumière les traits saillans de ce régime, monument d'une période aujourd'hui close, vraie curiosité archéologique qu'il est piquant de rencontrer à quelques heures de Vienne, ce Paris de l'Allemagne.

II.

Avant 1848, les terres des confins étaient attribuées aux *Gränzer* à titre de bénéfice ou de *fief perpétuel et irrévocable* contre l'obligation du service militaire. Les colons avaient le *domaine utile*, l'empereur conservait le *domaine direct*. C'était, on le voit, quelque chose d'analogue à la féodalité; seulement on n'avait pas d'autre seigneur que le souverain. Il n'y a jamais eu dans les confins de

noblesse territoriale, ni de droits seigneuriaux; les nobles des provinces voisines qui servaient comme officiers dans les régimens de la frontière n'y possédaient aucun privilége particulier. Aussi la condition du soldat-paysan de la frontière pouvait sembler meilleure que celle du paysan hongrois, croate ou slavon. Celui-ci en effet n'avait pas sur le sol un droit permanent et héréditaire : il dépendait des grands propriétaires, qui n'étaient point engagés envers lui et contre qui il n'avait pour ainsi dire aucun recours.

Après la grande secousse de 1848, tout était bien changé dans le territoire civil : partout les seigneurs terriens, indemnisés par la province, avaient abandonné en toute propriété aux paysans, leurs anciens tenanciers, une portion du sol; les corvées et autres droits seigneuriaux étaient abolis. D'autre part, les soldats des frontières avaient rendu à la maison de Habsbourg des services signalés; près de 50,000 d'entre eux, conduits par le Croate Jellachich, s'étaient jetés sur les Hongrois et avaient ainsi dégagé Vienne; en Italie, sous Radetzky, 30,000 avaient combattu pour conserver Milan et Venise à l'empereur. On voulut donc paraître faire quelque chose pour les fidèles sujets des confins, et en 1850 une nouvelle ordonnance déclara que le gouvernement leur abandonnait « en pleine et entière propriété » (*als wahres, beständiges Eigenthum*) les terres dont ils n'avaient eu jusque-là que « l'usufruit » (*Nutzeigenthumsverhältniss*). C'était là ce que contenaient les articles 10 et 11 de la loi; mais l'article 12 avait soin d'établir qu'à « la possession de biens fonciers dans les confins est attachée l'obligation du service militaire, et que par conséquent quiconque devient d'une manière ou d'une autre propriétaire de ces biens accepte par là même cette obligation. » Une telle condition mise à la jouissance rendait illusoire la concession que le gouvernement faisait sonner bien haut. Rien n'était changé en réalité à la situation du confinaiaire. Son titre ancien, transmissible à perpétuité, valait son titre nouveau. Les articles 2 et 70 pouvaient aussi paraître importans; ils reconnaissaient que les confins faisaient légalement partie des provinces limitrophes, et promettaient de pourvoir à leur représentation dans les diètes. Ils restèrent l'un et l'autre à l'état de lettre morte. Nous pouvons donc revenir sans crainte à la loi de 1807, la seule qui n'ait pas contenu de ces menteuses promesses.

C'est essentiellement sur la culture du sol que repose l'institution des confins. Or, d'après la loi organique qui les régit, le droit d'acquérir et de posséder des terres dans ce district n'appartient qu'à celui qui est déjà établi sur le territoire militaire. Les habitans des provinces civiles limitrophes ne peuvent prétendre à l'exercice de ce droit, non plus que les citoyens des villes mêmes situées dans les

confins; celles-ci en effet, quoique enveloppées de tous côtés par le territoire d'un régiment, n'en font point proprement partie. Elles sont bien soumises à certaines servitudes fort gênantes : ainsi à Brod, sur la Save, je m'étonnais de voir des rues entières bordées de maisons en bois ou plutôt de masures qui doivent, au moindre accident, flamber comme paille; on me répondit que, dans tout le rayon de la forteresse, le génie ne permettait pas de construire en pierre. A cela près, les citadins ont l'administration, la loi civile, et ne sont pas incorporés dans l'armée; ils n'ont donc ni les charges ni les priviléges du *Gränzer*. Au point de vue où s'est placé le législateur, ces entraves appartées au droit d'acquérir la propriété foncière se justifient d'elles-mêmes.

Par exception, des étrangers peuvent parfois être admis à acquérir des terrains sur le territoire des confins pour y installer une usine ou pour y établir des magasins. Dans ce cas, c'est l'intérêt des soldats-paysans que l'on a consulté, et c'est pour leur être utile que le colonel a donné l'autorisation nécessaire. Les prêtres, les employés et les officiers ne peuvent avoir en propriété qu'une maison d'habitation et un *yoch* (57 ares) de terre pour jardin. Les officiers vivent de leur solde. Sujets à passer de l'armée des confins dans l'armée de ligne et réciproquement, ils ne reçoivent pas de terres à titre de fief militaire; seulement ils profitent de certains avantages qui tiennent aux conditions particulières où ils se trouvent ici, et c'est ce qui décide beaucoup d'officiers, surtout ceux qui n'ont pas chance d'arriver aux grades supérieurs, à faire toute leur carrière dans l'armée des confins. Ainsi, dans ces villages et dans ces petites villes où ils sont à la fois commandans militaires, administrateurs et juges, ils sont logés, et ils ont la jouissance d'un jardin et d'un verger. La construction et la réparation de ces habitations, la culture de ces parcelles de terre, sont au nombre des charges imposées aux gens de la frontière, des prestations qu'ils doivent à l'état. Les sous-officiers continuent à compter parmi les paysans cultivateurs et à vivre de leur vie. Les commerçans autorisés à s'établir dans la circonscription et ceux qui y exercent des professions libérales, comme les médecins et les professeurs, sont limités à trois *yochs*. Aux uns et aux autres, il est expressément défendu de prendre des terres à bail. Il n'est fait d'exceptions que pour les vignes, et encore la loi détermine-t-elle la quantité d'arpens qui pourra être ainsi louée.

Il fallait éviter un trop grand morcellement du sol et assurer pour toujours à chaque famille les moyens d'entretenir les hommes propres au service. A cette fin, la fortune immobilière, dans les confins, a été divisée, pour chaque maison ou « communauté » (*Communitat*), en « biens de fondation » (*Stammgut*) et « biens

excédans » (*Ueberland*). Les *biens de fondation* forment le véritable avoir patrimonial de chaque famille : ils ne peuvent jamais être diminués ni partagés. Chacune de ces parts doit comprendre, outre l'habitation et les bâtimens qui en dépendent, des terres arables d'une certaine étendue. Les biens qui représentent l'excédant peuvent au contraire être aliénés ou vendus. Le *Stammgut* n'est aliénable que dans un seul cas : lorsqu'une famille s'est éteinte ou qu'elle a perdu assez de ses membres pour ne plus suffire à l'exploitation de tous les lots qu'elle possède, une autre famille peut acquérir les biens qui risqueraient d'être négligés et laissés improductifs; il faut seulement qu'elle soit en mesure de fournir un nombre d'hommes en rapport avec celui des parts qu'elle détient. On n'en arrive d'ailleurs à ces aliénations qu'à la dernière extrémité; autant que possible, l'administration militaire cherche à éviter ces mutations. Ainsi, lorsque, pour cause de maladie ou d'absence prolongée des hommes valides, une famille ne se trouve pas en mesure de faire les semailles ou la moisson, l'officier intervient pour forcer les gens du village à prêter gratuitement leur concours. Si cette incapacité doit durer quelque temps, la famille est autorisée à affermer en tout ou en partie son patrimoine. Enfin, si on ne voit pas la fin de cette situation et que le ménage possède plus d'un quart de lot, il obtient la permission d'engager ou d'aliéner ce surplus; mais il doit toujours garder ce minimum d'un quart de lot. En dehors de ce cas, prévu par la loi, il est interdit de donner à ferme ou d'hypothéquer des biens patrimoniaux. Tout ce que la loi permet au cultivateur, s'il se trouve en un pressant besoin d'argent, c'est d'engager le tiers de ses récoltes sur pied : on n'a ainsi que des emprunts qui ne peuvent grever longtemps la terre, qui s'éteindront avec la moisson prochaine.

Quant aux *biens excédans*, on peut en disposer moyennant une autorisation qui d'ordinaire n'est pas refusée. Dans toutes ces transactions, il faut en référer, par l'intermédiaire du capitaine, à l'état-major du régiment. L'autorité s'ingère ainsi dans tous les actes de l'administration agricole. Veut-on transformer un champ en prairie, un pré en une terre labourée, on doit signaler le fait à la compagnie, qui le mentionne sur son protocole et en avertit le régiment; celui-ci l'inscrit à son tour sur le registre foncier. La plantation d'une vigne ne peut avoir lieu sans la permission du colonel, et, pour obtenir cette permission, le pétitionnaire doit avoir défriché et labouré un terrain vague égal en étendue à celui où il veut récolter du vin; à défaut de cette compensation, il doit prouver que le sol ne convient ni pour blé ni pour prairie. Celui qui aurait omis ces formalités risque d'être frappé d'une amende, de plus il peut être forcé d'arracher sa vigne.

L'autorité, qui empêche ainsi que l'on ne change la destination du sol, ne veille pas avec moins de soin à ce qu'il ne reste pas stérile : comme elle lutte contre ce qui lui semble de dangereux caprices, elle interdit aussi la paresse. Lorsqu'une terre est demeurée inculte trois ans de plus que ne l'exige le système d'assolement en usage dans le pays, le propriétaire reçoit un avertissement, et on lui accorde encore un délai d'un an. S'il n'en profite pas pour faire cesser la jachère, il est déclaré déchu de son droit, et le terrain est attribué gratuitement à une autre famille. Si pourtant ce champ fait partie du *Stammgut* ou bien patrimonial, on n'y touche pas, pour ne point diminuer la dotation héréditaire de la famille; mais on distrait une part équivalente de l'*Ueberland* ou excédant de biens. Celui qui n'est pas capable de mettre en valeur toute la terre qui lui est assignée comme nécessaire à l'entretien de sa famille n'a pas besoin de ce superflu, qui ne peut que l'embarrasser. Si déjà, pour une cause ou pour une autre, tout l'excédant a disparu avant de toucher au « bien de fondation, » on emploie contre les délinquants, pour les guérir de leur paresse, des moyens coercitifs, la prison et le bâton.

Ainsi la pensée qui domine toute cette « loi foncière des confins, » c'est l'attribution à chaque famille et le maintien dans cette famille d'une parcelle de terre qui doit rester intacte, et dont le revenu garantit l'entretien régulier du soldat. L'étendue de ces parts varie suivant les cercles; chacune d'elles comprend toujours un *yoch* pour maison, cour et jardin, et un nombre de *yochs* en terres arables qui suffise à nourrir une nombreuse famille. Pour arriver à ce résultat, il est besoin de moins d'espace, cela va de soi, dans l'humide et gras banat de Temesvar, ce grenier de la Hongrie, qu'en Croatie, sur les flancs rocheux des Alpes-Dinariques. L'autorité a composé les lots dans chaque district d'après la valeur productive du sol. Ils sont assez vastes pour être divisibles; telle famille qui ne dispose que de peu de bras n'aura qu'un demi-lot, parfois même un quart de lot; telle autre, un de ces groupes d'associés dont nous allons parler, réunira entre ses mains deux ou trois parts. Quant aux vastes forêts que renferment les confins, surtout en Slavonie et en Croatie, elles appartiennent toutes à l'état; mais elles sont grevées de servitudes au profit des paysans : ceux-ci y conduisent leurs troupeaux à la glandée, ils y trouvent le bois de chauffage dont ils ont besoin, ils y prennent, sous le contrôle des officiers, le bois de charpente qui leur est nécessaire.

On ne saurait certes rien imaginer de plus ingénieusement combiné, pour empêcher l'extrême morcellement du sol ou la concentration de la propriété en un petit nombre de mains, que cet ensemble de prescriptions; tout a été calculé avec une prévoyance et

une adresse infinie pour perpétuer le mariage de l'homme et de la terre, pour créer et entretenir d'un bout à l'autre des confins une classe de soldats-paysans assez aisés pour ne rien coûter à l'état, trop pauvres et trop dépendans pour s'instruire, pour concevoir des espérances dangereuses et se dégoûter de leur métier. Cette loi, l'application en est confiée à un corps d'officiers qui a des traditions et de l'expérience, et dont tous les membres sont intéressés à la prospérité de l'institution. Pourtant, selon toute apparence, ces précautions auraient été déjouées depuis longtemps, le système aurait échoué contre la force des choses, s'il avait eu à lutter contre l'habitude et l'instinct de la propriété individuelle, contre les ambitions et les énergies qu'elle éveille dans le cœur de l'homme. Heureusement pour les législateurs des confins, ils trouvèrent chez les Slaves méridionaux, Croates ou Serbes, une constitution particulière de la famille et de la propriété qui favorisait singulièrement leurs desseins et dont ils profitèrent avec habileté. Les Valaques du Banat présentent le même phénomène; ils entrèrent donc avec la même facilité dans les cadres d'abord préparés pour les Slaves.

Ce qui caractérise ce régime, très semblable à celui qui subsiste et résiste encore, en dépit du code civil, dans quelques-unes de nos vallées pyrénéennes, c'est que la propriété foncière y est non pas individuelle, mais collective, qu'elle y est répartie entre des associations que l'on appelle *zadrouga* chez les Yougo-Slaves, *communitas* dans le latin, qui était jadis la langue officielle de la Hongrie, et *Hauscommunion* dans l'allemand administratif des confins. Voici, en négligeant quelques différences de détail qui tiennent à des usages locaux, ce qui existe en pays slave de temps immémorial.

Les enfans d'un même père ou d'un même aïeul restent réunis dans une même habitation et forment une sorte d'association fondée sur le lien de famille, une vraie société coopérative pour l'exploitation d'un fonds commun et indivis. Ce n'est pas, comme chez nous, à l'individu, c'est à la famille que se transmet le patrimoine. C'est ordinairement le plus âgé des hommes qui a la conduite des affaires communes et le droit de commander; mais il n'y a là rien d'absolu. Si les associés craignent que leurs intérêts ne soient compromis entre les mains de ce doyen d'âge, ils peuvent le déposer et lui donner comme successeur n'importe lequel d'entre eux, celui qui leur paraît présenter le plus de garanties d'ordre et de capacité. On a vu le fils, élu par le libre choix de ses co-associés, donner, en qualité de chef du groupe, des ordres à son père.

Celui que désigne ainsi son âge ou que l'élection a porté au premier rang est le gérant de la société; quand il sait écrire, il a la signature; en tout cas, il a l'autorité et la responsabilité. C'est lui qui ordonne et divise le travail, c'est lui qui conclut les marchés.

Chacune des jeunes femmes de la famille a son jour de service pour les soins de la maison et la cuisine: c'est la femme du patriarche-gérant, ou une autre matrone choisie par lui, qui partage entre les sœurs, belles-sœurs et cousines les différentes fonctions domestiques et rurales. Des étrangers de l'un et de l'autre sexe peuvent, du consentement général, être agrégés au groupe; du moment que ce n'est point comme serviteurs salariés qu'ils entrent dans la maison, ils sont assimilés aux membres de la famille, ils ont mêmes droits et mêmes devoirs. A la fin de chaque campagne, le gérant, qui dans toutes les circonstances graves a dû prendre l'avis de ses associés, rend ses comptes; les bénéfices sont divisés, d'après le nombre des intéressés, en une certaine quantités de parts. Dans les confins, la loi attribue au patriarche et à sa femme, comme récompense de la peine qu'ils prennent, quatre de ces parts pour eux deux.

Il y a de ces groupes qui sont très nombreux. On m'en a cité un, au village de Téniers, près d'Esseg, en Slavonie, où l'on est tous les jours plus de quarante personnes à table. J'en ai visité un autre, à Vouka, dans ce même district, où l'on compte dix-neuf couples ou restes de couples; il y avait une dizaine de veufs et de veuves. Ces sociétés disposent parfois d'un capital assez considérable. Ainsi la *zadrouga* des Kopryar, à Vouka, possédait, d'après les renseignemens que j'ai recueillis sur les lieux, trois cents bœufs, mille moutons, vingt chevaux, deux cents hectares de terre, des constructions et des instrumens de culture en rapport avec l'étendue du domaine. Le tout représentait une valeur de près de 200,000 francs. Or il y avait dans le district, m'assurait-on, d'autres communautés encore plus riches.

Cette forme de la propriété, ce régime patriarcal, qui ont existé jadis dans toute l'Europe, peuvent avoir leurs avantages. M. Leplay, dans ses études sur les ouvriers européens, les a souvent signalés; mais ce régime présente aussi des inconvéniens et des dangers tels que partout il tend à disparaître, ou tout au moins à se modifier profondément. C'est là un des premiers effets de cette transformation sociale dont le signal a été donné par la révolution française. Si ce communisme patriarcal, qui date de la tribu, de la *gens*, du clan, comme on voudra l'appeler, est le régime le plus favorable au développement de l'aisance et de la moralité générale, le monde civilisé, depuis un demi-siècle, fait fausse route.

C'est qu'en effet cette indivision et la vie que l'on mène dans cette espèce de phalanstère doivent amortir singulièrement l'ardeur et l'ambition, affaiblir le ressort, diminuer la personne; l'individu y tourne au rouage. On est toujours sûr d'avoir sa place au foyer commun, à la gamelle publique. On sait que les enfans trouveront tou-

jours leur alvéole dans la ruche; on n'a donc pas besoin de se donner autant de peine que celui qui veut se bâtir une maison à lui, l'orner à son goût et épargner quelque chose pour ses enfans. Ce qui doit parfois aussi décourager du travail les plus intelligens et les plus laborieux, c'est que, dans la pratique de ces associations, il doit y avoir souvent violation de la justice distributive, et par suite révolte de la conscience. Le paresseux peut plonger aussi souvent que le travailleur sa cuillère dans la soupe sociale. Chacun n'est pas récompensé selon ses œuvres. De là sans doute des mécontentemens et des querelles qui amèneront des partages de plus en plus fréquens. Aussi les villages allemands, comme on en rencontre sur divers points de la Hongrie, de la Slavonie et de la Croatie, ont-ils déjà presque partout renoncé à ce régime. Les Slaves s'en tiennent encore plus souvent à l'ancien usage; mais chez eux aussi, soit en Serbie, soit dans les provinces méridionales de l'Autriche, les exemples sont déjà nombreux du partage demandé et obtenu.

L'émancipation des serfs, qui date de 1848, a dû singulièrement accélérer ce mouvement. Tant qu'a subsisté en Autriche le régime féodal, tant que la terre n'a point appartenu au paysan, celui-ci, simple tenancier, s'accommodait volontiers de la vieille communauté patriarcale, il n'en sentait que les avantages et les agrémens. Dès que l'accès de la propriété lui a été ouvert, il a commencé à la désirer, à la vouloir entière et complète, c'est-à-dire personnelle, individuelle. Il ne rencontrera dans les provinces civiles de l'Autriche, pas plus qu'en Serbie, aucune difficulté ni dans la loi ni dans la jurisprudence. Toutes les fois qu'un des membres de la communauté réclame sa part pour aller ailleurs fonder une autre famille ou chercher fortune, l'association est forcée de la lui remettre. Les tribunaux interviendraient au besoin pour assurer au demandeur le succès de sa requête. Comme la loi française, la loi autrichienne admet ce principe, « qu'à l'indivision nul n'est tenu. »

Les raisons qui partout ailleurs tendent à faire prévaloir la propriété individuelle sont justement celles qui ont décidé le législateur des confins à ne rien épargner pour y faire durer le communisme patriarcal. L'un de ces régimes dégage et développe l'individu, lui donne l'idée de nouveaux devoirs et un plus vif sentiment de son droit, le rend moins insoucieux du lendemain, moins avare de sa peine, mais en revanche plus économe de son argent et de son temps, plus patient dans le sacrifice et l'effort, mais aussi plus capable de résistance quand il voit son bonheur troublé et ses intérêts méconnus, quand il est ou qu'il se croit victime d'une injustice. Là où existe depuis longtemps ce régime, allez donc, sous prétexte d'exercices et de patrouilles, retenir les paysans, pendant près du tiers de l'année, hors de chez eux, et enlever à tout ménage

la sécurité en gardant le droit d'arracher à leurs foyers, chaque fois que la guerre éclate, tous les hommes valides, presque tous les pères de famille! La première fois que vous tenteriez une de ces levées, si une révolte n'éclatait pas, vous n'auriez que des réfractaires ou de mauvais soldats. L'autre constitution de la propriété a des effets tout contraires. L'activité individuelle y est moins sollicitée et moins éveillée; chacun en effet n'y a qu'une part très restreinte de responsabilité et peut y compter sur les autres; l'homme y est moins maître de sa personne et de sa vie, moins nécessaire aux siens; aussi y demeure-t-il plus indolent, plus apathique. C'est là ce qui fera de lui, aux mains de l'autorité militaire, une matière plus docile et plus molle. Habitué à recevoir dans la communauté sa tâche des mains du patriarche, il obéira de même, en homme qui se sent né pour toujours obéir, au sergent et au capitaine. Ainsi donc, si la propriété collective n'avait pas existé, les commandans des confins, avant d'établir leurs colonies, auraient dû l'inventer. Combien il leur était plus avantageux et plus commode de l'y trouver tout organisée, de bâtir leur édifice sur ces fondemens qui semblaient préparés tout exprès pour le recevoir!

Cet avantage, le législateur en a senti tout le prix, et pour mieux encore approprier à ses desseins le régime de la communauté et en assurer la durée, il a pris le parti de le consacrer et de le réglementer. La *loi foncière* de 1807 et celle de 1850, qui la suit pas à pas, contiennent tout un ensemble de dispositions qu'un économiste aurait plaisir à étudier en détail : il y là toute une série d'articles qui embrassent toute la matière, qui déterminent comment les communautés se forment, s'administrent et se dissolvent, d'après quels principes la propriété s'y répartit et s'y transmet, quelle situation y est faite aux personnes et aux biens, quels sont les droits et les devoirs de chacun des membres. La plupart de ces dispositions ont été empruntées aux usages du pays, tels qu'ils existent chez tous les Slaves méridionaux, et ne sont guère que la rédaction de la coutume, que la traduction des mœurs en un droit écrit. Seulement sur ces usages se sont adroitement greffées certaines prescriptions calculées pour mieux serrer la chaîne du soldat des frontières, pour établir un indissoluble lien entre le régime patriarcal et l'institution des confins.

Ainsi la loi ne reconnaît le droit d'être chef d'une communauté, patriarche-gérant, qu'à celui qui a passé l'âge du service actif, c'est-à-dire qui a une cinquantaine d'années. Un homme jeune, actif, intelligent, ne peut songer à bâtir une maison pour y installer sa femme, y élever ses enfans et y vieillir au milieu de la famille qu'il aura fondée, au centre du petit domaine qui sera son œuvre et

son orgueil. Jusqu'à ce qu'il soit presque un vieillard, la loi le traite en mineur; elle le soumet à une double tutelle, celle du patriarche dans la maison, celle de l'autorité militaire, qui intervient dès qu'elle en est requise pour prêter main forte à l'autorité domestique. L'homme ou la femme ne peut travailler hors de la maison et du domaine commun sans le consentement du patriarche. Cependant, alors même que cette permission a été obtenue, une portion du gain ainsi réalisé doit être versée dans la caisse de famille. Si le travail fait au dehors l'a été sans le congé du chef de la maison, tout le gain revient à la caisse commune. L'associé qui se rend coupable pendant le cours de l'année et à plusieurs reprises de désobéissance ou de paresse peut, lors de la répartition des bénéfices, être privé de la part qui lui reviendrait.

De cette situation doivent naître souvent des froissemens et des querelles. Si le *Gränzer* veut quitter une communauté où la vie lui est devenue trop difficile, il peut, autorisé par le patriarche et le capitaine, entrer dans une autre; mais, s'il sort de sa famille sans permission et ne s'agrége point à une autre, il est appréhendé au corps comme vagabond et reconduit dans la maison à laquelle il appartient. S'il s'échappe une seconde fois, il est puni de la prison ou du fouet. S'il récidive, s'il ne veut se fixer nulle part, on lui inflige une sorte de servitude pénale, on l'emploie comme voiturier dans les transports qui s'exécutent pour le compte du régiment. En revanche, la loi garantit au soldat sa part dans les fruits récoltés et dans l'argent gagné par l'association, qu'il ait ou non pris part aux travaux. Si les besoins du service le retiennent six mois, un an ou plus longtemps encore, loin du foyer, sa femme et ses enfans sont nourris pendant son absence, et il doit de plus trouver disponible à son retour la portion qui lui revient dans les bénéfices de la communauté.

La loi ne se contente pas de contraindre le *Gränzer* à rester membre d'une association; cette condition même remplie, il ne lui est pas permis d'employer sa force et son intelligence comme il le juge convenable. Commerçant ou habile artisan, il ne pourrait être aisément remplacé, comme pour les travaux de la terre, par un autre homme de la famille. Il lui serait déjà bien difficile de fournir à l'état, sans risquer de négliger ses affaires, les cent jours et plus que celui-ci demande chaque année aux soldats des frontières en temps de paix pour exercices et patrouilles. A plus forte raison, en cas de guerre, aurait-il l'âme déchirée d'abandonner un fructueux négoce où nul ne pourrait le suppléer. De cet homme qui partirait ainsi désespéré de la ruine qu'on lui inflige, jamais on ne ferait un soldat qui eût du cœur à la bataille. Ce sont là les réflexions qui

ont inspiré au législateur les dispositions par lesquelles il règle l'emploi du temps et indique quelles occupations seront permises aux paysans de la frontière.

Les métiers qui ne sont qu'un simple travail auxiliaire dans une exploitation agricole, comme par exemple ceux de charpentier, de forgeron, de maréchal-ferrant, peuvent être exercés par le *Gränzer*, pourvu que les intérêts de la communauté n'en souffrent pas. Quant aux métiers que la loi qualifie de *métiers de corporation*, et qui sont, comme celui de tailleur, un moyen principal d'existence, ceux-là seuls peuvent s'y adonner qui, fils de soldats, sont impropres au service par suite de quelque infirmité. Cependant, comme l'exercice de certaines professions manuelles est indispensable dans toute contrée agricole et que l'on n'aurait pas toujours assez d'infirmes, des enfans bien conformés peuvent exceptionnellement être autorisés à apprendre ces métiers, à s'y vouer d'une manière exclusive; mais on aura soin de les choisir dans les familles nombreuses et pauvres, et ils devront s'engager à s'établir dans les confins.

Pour ce qui est du commerce, les *Gränzer* ont la faculté de vendre et d'acheter des bestiaux et des coupes de bois; mais ils doivent se munir à cet effet d'une licence spéciale et personnelle qui leur est délivrée non par le capitaine de la compagnie, mais par les autorités supérieures du régiment. Dans le voisinage des forteresses et aux endroits de passage les plus fréquentés, les habitans des confins peuvent échanger avec les sujets du sultan des produits bruts contre des marchandises confectionnées; mais ces relations se réduisent naturellement à fort peu de chose. A cela près, tout échange de produits bruts contre des marchandises ouvrées est strictement interdit. On veut éviter ainsi que le paysan ne se défasse trop aisément de son bétail et de ses récoltes; on veut que les ménages conservent l'habitude de tanner eux-mêmes le cuir et de filer la laine de leurs troupeaux, de tisser leur chanvre et leur lin. Il semble que les confins soient comme une île entourée par une mer infranchissable, et dont les habitans doivent à tout prix suffire eux-mêmes à tous leurs besoins. — Mais, dira-t-on, tout ce qui gêne et restreint ainsi les échanges appauvrit le pays. — Sans doute, et qui pourrait songer à le nier? Les Lycurgues de cette Sparte moderne, de cette Laconie autrichienne, n'ont pas voulu que leurs soldats laboureurs arrivassent jamais à l'aisance. Une population enrichie par le travail et l'épargne supporterait-elle, ne fût-ce qu'un an, toutes ces contraintes, le poids écrasant de tous ces règlemens?

Certains enfans se font remarquer dans les écoles, toutes placées sous la surveillance des officiers, que renferment les principaux villages. On s'imaginera peut-être qu'il leur sera permis en pareil

cas de pousser plus loin leurs études et d'entrer dans quelque carrière libérale. Il n'en va point ainsi : chacune de ces vocations, réelle ou prétendue, diminuerait d'autant l'effectif de l'armée des confins ; ce serait un soldat de moins. Celui qui se sent plus fait pour les travaux de l'esprit que pour manier le soc de la charrue et le fusil ne trouve qu'une porte ouverte pour échapper au servage militaire : il est forcé d'entrer dans les ordres. Encore, pour pouvoir se faire prêtre en ne consultant que sa vocation et ses goûts, faut-il qu'il appartienne à la religion catholique. Pour les orthodoxes, l'accès des études théologiques n'est accordé qu'à un nombre de jeunes gens qui varie d'année en année; on calcule le chiffre des paroisses et celui des vacances probables, et d'après ces données on accorde plus ou moins de dispenses.

On retrouve le même arbitraire et la même logique dans les articles principaux du droit successoral des confins. Voici comment y est réglé ce qui a rapport à la transmission des biens. La faculté de tester n'existe que pour ce qui est en dehors de la fortune patrimoniale, et, le négoce étant à peu près interdit aux gens des frontières, les biens d'excédant et les valeurs mobilières se réduisent en général à fort peu de chose. S'il échoit à un membre d'une de ces associations un immeuble quelconque, soit par héritage, soit par donation, il doit se confondre avec la fortune commune : on ne peut éviter cette confusion qu'en sortant de l'association ou en vendant l'immeuble dans l'espace de deux ans. Il en est de même s'il s'agit de bestiaux. L'argent et les ustensiles agricoles peuvent seuls rester propriété particulière. Tous les hommes de la maison, à quelque titre qu'ils y soient entrés, pourvu que ce ne soit point comme domestiques, ont un droit égal sur les immeubles qui appartiennent à la société. Si l'un d'entre eux vient à se détacher du groupe, sauf certains cas prévus par la loi où il doit recevoir sa part, il perd son droit, qui est acquis par le fait même aux autres hommes, et cette réversion a lieu jusqu'au dernier survivant. Si celui-ci disparaît à son tour, le droit passe de la même manière aux femmes ; mais alors l'une d'entre elles doit épouser un homme apte au service militaire. Si leur âge ne permet plus ou ne permet pas encore le mariage, elles font valoir ou un tuteur fait valoir pour elles, sous la surveillance de la compagnie, les biens communs, jusqu'à ce qu'un mariage soit possible. Si la dernière héritière vient à épouser un homme qui ne soit pas soumis à la loi des confins, elle est tenue de vendre ses immeubles à des *Gränzer*, et cela dans un délai de deux ans, sous peine de confiscation. Si enfin la communauté tout entière s'éteint, les terres et les bâtimens du bien patrimonial ou *Stammgut* reviennent aux parens mâles du dernier possesseur; les femmes, quel que soit leur degré de parenté, ne peuvent concourir et succéder qu'aux

biens excédans (*Ueberland*) et à ceux qui se trouveraient hors des confins.

En l'absence d'héritiers, les biens reviennent à l'état, et sont employés soit à mieux doter des communautés déjà existantes, soit à en fonder de nouvelles. En effet, sans parler de familles qui parfois, de l'Herzegovine et de la Bosnie, se réfugient dans les confins, il arrive souvent qu'une *zadrouga* devienne trop nombreuse pour que la vie commune soit facile. La loi lui permet alors de se diviser en deux ou plusieurs groupes, pourvu que chacun de ceux-ci possède, comme minimum, un demi-lot de terre patrimoniale et puisse fournir au moins un soldat. Il advient aussi que, dans l'intérêt de l'ordre et de la paix, ce soit le régiment qui prenne l'initiative et conseille la séparation. D'ordinaire il faut que cette mesure soit désirée par le plus grand nombre des intéressés et approuvée par les hommes âgés. Sous la surveillance de ceux-ci, on procède au partage de l'actif social. S'il s'élève des discussions, un officier intervient pour les trancher. Quand l'un des nouveaux groupes est trop pauvre, le régiment lui abandonne parfois des terres tombées en déshérence.

Avions-nous tort de dire, en commençant à analyser la constitution des confins, que la loi de 1850, quand elle avait prétendu accorder aux soldats des confins un droit « de pleine et entière propriété, » ne les avait investis que d'un titre dérisoire? — Quelle différence, je dirais presque quel abîme, entre la propriété telle que la comprennent et la pratiquent tous les peuples civilisés et ce droit de jouissance surbordonné à tant de restrictions et de contraintes! Ici, quoi qu'on en dise, c'est plutôt l'homme qui appartient à cette terre, dont il ne lui est pas permis de se détacher, que la terre à l'homme.

III.

L'armée des confins, telle qu'elle existait avant 1848, se divisait en deux groupes que partageait le Danube, et que séparaient aussi la race et la langue. Sur la rive gauche du fleuve, dans la Transylvanie et le banat de Temesvar, on avait des Magyars et des Valaques; sur la rive droite, tout le long de la Save et de ses affluens, des Serbes et des Croates. Depuis que les *zeklers* se sont dissous, le groupe oriental ne comprend plus que les régimens du banat de Temesvar. Le groupe occidental forme quatre districts militaires désignés sous le nom de districts de Slavonie, de Warasdin, de Banal et de Karlstadt. Le commandement supérieur de ces quatre districts a souvent été confié au ban de Croatie, et c'est même à cette circonstance que doit son nom la circonscription dite *banale*,

parce qu'elle est la plus voisine d'Agram, résidence ordinaire de ce grand-officier de la couronne. Ces différens groupes se partagent en cercles de régimens comprenant de 60,000 à 80,000 âmes, et ceux-ci en cercles de compagnies qui renferment chacun de 5,000 à 6,000 habitans.

Dans ce territoire, tout jeune homme qu'aucune infirmité ne rend impropre au service appartient dès l'âge de vingt ans à l'armée des frontières. Il ne peut se soustraire à cette obligation ni par rachat ni par remplacement; nous avons indiqué plus haut quelles rares exceptions comportait cette règle. Aujourd'hui et depuis le siècle dernier, cette armée fait partie intégrante des forces militaires de l'empire; elle n'est plus chargée seulement de la surveillance des frontières méridionales, elle est également appelée à prendre part aux guerres en pays étranger.

En temps de paix, le soldat des confins n'est pas constamment sous les armes. On l'envoie de huit en huit jours aux exercices, aux différens postes établis dans les villes et villages, et à ce qu'on appelle le *cordon*. On désigne sous ce nom la série des corps de garde établis à une très courte distance l'un de l'autre le long de la frontière turque; de l'un à l'autre circulent nuit et jour des patrouilles qui jouent aujourd'hui surtout le rôle de rondes de douane. Du haut de la citadelle de Belgrade, on voit au loin blanchir dans la plaine ces petites casernes, toutes bâties sur le même plan et proprement entretenues. Les soldats se tiennent au premier étage, autant pour surveiller au loin la campagne que pour être à l'abri des inondations et des émanations paludéennes. Le *Gränzer* sert en moyenne de cent à cent vingt jours par an.

La communauté doit aux soldats qu'elle fournit, tant qu'ils ne sont pas occupés hors du cercle de la compagnie, la nourriture qu'ils emportent avec eux, ainsi que les uniformes de grande et de petite tenue. Elle est exempte de la taxe foncière en proportion des charges qui résultent pour elle de cette obligation. Si les dépenses qu'elle subit de ce chef sont supérieures à la totalité de l'impôt qui devrait peser sur elle, la famille reçoit, pour parfaire la différence, une indemnité en argent. Jusqu'en 1848, ces frais supplémentaires étaient supportés par les provinces voisines; en compensation, la Croatie et la Slavonie civile ne payaient que la moitié de l'impôt foncier. Dès que le *Gränzer* est envoyé hors de la circonscription de sa compagnie, l'état lui paie une solde et pourvoit à son entretien.

Les confins possèdent quatorze régimens d'infanterie; chaque régiment se compose de quatre bataillons entre lesquels les hommes sont répartis d'après leur âge et leurs années de campagne. En temps de guerre, on mobilise et on fait marcher les deux premiers contingens, dont l'effectif total est d'environ 4,500 hommes, en y

comprenant une réserve de 1,500 hommes qui reste en arrière pour être versée au fur et à mesure dans les cadres. Le troisième bataillon, qui représente la réserve proprement dite, est alors substitué aux deux premiers dans le service intérieur. Si celui-ci était également appelé hors du pays, il serait remplacé par le quatrième bataillon; mais on n'en vient guère là. Les hommes de ces deux derniers contingens ne forment pas un corps régulièrement monté; ils ne reçoivent de l'état que le fusil et les cartouches.

Dans un moment de suprême effort, les confins pourraient donc mettre sur pied une armée de 100,000 hommes; mais c'est seulement à 60,000 que l'on évalue le nombre des *Gränzer* équipés et prêts à entrer en campagne. Si l'on prend pour le total de la population le chiffre de 1,082,000 âmes que fournit le recensement de 1857, il y aurait donc dans les confins 1 soldat par 18 habitans. Au cas où la même proportion existerait dans les autres provinces de la monarchie, les 36 millions d'hommes que compte la monarchie autrichienne donneraient jusqu'à 2,160,000 soldats. Or l'empereur et roi, lorsque son armée était sur le pied de guerre, n'avait, avant la dernière loi militaire, que 550,000 hommes, et 380,000 en temps de paix. Sur ces effectifs, les confins, si on les traitait comme le reste de l'empire, n'auraient dû figurer que pour 15,000 hommes dans le premier cas et 10,856 dans le second.

Les défenseurs de l'institution ne peuvent méconnaître l'éloquence de ces chiffres; mais ils allèguent que la population des frontières paie moins de taxes. Une première réponse se présente tout d'abord à l'esprit : l'impôt du sang et celui qui ne frappe que la bourse n'ont point de commune mesure. Aucun dégrèvement ne saurait compenser les pertes et les souffrances morales que chaque campagne inflige à un peuple chez qui toute famille a un ou plusieurs hommes à la fois sous le drapeau. N'ayant rien à gagner pour attendre, l'homme des confins se marie très jeune; parmi ceux qui quittent le pays quand éclate la guerre, il en est bien peu qui n'y laissent femmes et enfans. Les troupes des confins coûtent moins au trésor; aussi est-ce souvent celles qui sont le plus exposées par les généraux et le plus maltraitées par l'ennemi. Les guerres d'Italie et de Hongrie auraient fait dans les confins, dit-on, 30,000 veuves et 60,000 orphelins.

Il y a plus : il est aisé de prouver que, malgré ces exemptions et ces priviléges, la population des confins supporte une énorme surcharge pécuniaire. Les quatre-vingts régimens de ligne de l'armée autrichienne forment en temps de paix un total de 128,900 hommes, qui coûtent 20,823,000 florins. La dépense qu'imposent au trésor les quatorze régimens de la frontière est de 2,464,000 florins pour 60,000 hommes. Ne comptons même que 40,000 *Gränzer*, l'état

épargne par an, sur ce qu'il aurait à payer pour ce nombre de soldats de ligne, 3,980,000 florins. Cette somme équivaut aux frais de casernement et d'entretien dont il se débarrasse pour les faire supporter aux confins. A cette dépense, il faut encore ajouter la perte de travail utile que représente le temps employé par les hommes en exercices et patrouilles. Évaluons la journée de chaque *Gränzer* à 30 kreutzers ou 1 fr. 10 c., et comptons cent jours de service commandé par an, ce sera encore à la fin de l'année un déficit de 2,000,000 de florins; on peut les regarder comme perdus, puisque la population, avec le même nombre de bouches à nourrir, est obligée de se passer du surcroît de récoltes et autres produits qu'auraient donnés ces bras, s'ils n'avaient pas été enlevés à l'agriculture. Ajoutées l'une à l'autre, la somme épargnée sur l'entretien des troupes et celle qui représente le temps dérobé au travail donnent un total de près de 6 millions de florins qu'il faut inscrire au passif du peuple des confins. Le dégrèvement de l'impôt foncier qui leur est accordé ne les fait rentrer que dans une très faible partie de ces avances, et les impôts indirects, depuis 1850, y sont, à très peu de chose près, les mêmes que dans le reste de la monarchie. Les gens de la frontière sont soumis aujourd'hui, comme leurs voisins, au droit du timbre, aux monopoles du tabac et du sel, aux autres taxes de consommation.

Il n'est pas étonnant que l'on plie sous un pareil fardeau : aussi l'accroissement de la population est-il loin de suivre ici la progression ordinaire. On a même constaté que de 1847 à 1859 il y avait eu, sur l'ensemble des confins, une diminution de 24,750 âmes. Ce chiffre est d'ailleurs loin de représenter l'appauvrissement réel. Des calculs établis d'après les recensemens opérés dans les provinces voisines ont démontré que la population des confins pendant cette période aurait dû, si elle avait été placée dans des conditions normales, s'augmenter d'environ 10,000 âmes par année. Ce serait donc, en une douzaine d'années, près de 150,000 hommes qu'aurait coûtés à l'Autriche le régime qu'elle impose aux habitans des confins.

IV.

Le territoire militaire forme une étroite bande de terrain qui, en 1848, avant la dissolution du corps des *zeklers* ou régimens de la frontière transylvanienne, avait une longueur de 1,681 kilomètres sur une largeur moyenne de 29 environ. La ligne de démarcation qui le sépare des provinces voisines est toute factice. Les caractères naturels et les aspects pittoresques en sont donc, dans la partie occidentale, ceux de la Dalmatie, de l'Istrie et de la Carniole; au centre, ils se

confondent avec ceux de la Croatie et de la Slavonie, et sur la rive gauche du Danube la frontière militaire ne diffère pas du reste de la plaine hongroise. Nous en dirons autant pour les usages, la religion, les langues des confins. Le fond des mœurs et des coutumes y est le même, on y professe les mêmes croyances, on y parle les mêmes idiomes que dans les provinces limitrophes; seulement la dissolution y est plus grande, les esprits y sont plus superstitieux, parce que l'ignorance y est plus générale. Les langues nationales, telles que le croate et le serbe à l'ouest, le valaque à l'est, ne s'y relèvent point, comme à Agram, Neusatz, Temesvar, par la culture littéraire, et y demeurent à l'état de dialecte populaire; mais la plupart des hommes y entendent et y parlent même tant bien que mal, plutôt mal que bien, l'allemand, qui, d'un bout à l'autre de la frontière, est la langue de l'administration et du commandement. Ce que nous voudrions marquer ici, ce sont seulement les nuances qui séparent la population des confins de ses congénères, et qui tiennent, non pas aux conditions générales de la race et du milieu, mais aux conditions particulières que leur a faites un régime exceptionnel. C'est là le seul moyen d'apprécier le système à sa juste valeur, de juger l'arbre à ses fruits.

Ce qui frappe tout d'abord le voyageur quand il franchit la limite des confins, c'est que les routes y sont beaucoup meilleures que dans les provinces civiles contiguës. Ainsi, au mois de septembre 1869, je traversai la Slavonie, de Voukovar à Brod, pour aller faire une visite à l'évêque Strossmayer, le chef éloquent du parti national, dans sa résidence épiscopale de Diakovo. Tant que nous fûmes en territoire civil, malgré nos quatre vigoureux chevaux, nous avancions bien lentement. Là, comme en Turquie, il n'y a aucun empierrement; ce sont les voitures qui tracent le chemin à travers les friches, et quand les ornières sont trop profondes, on passe à côté. Dans les confins au contraire, la route ressemble à une de nos routes françaises; sur les côtés sont disposés, pour réparer les avaries, des tas de cailloux de la Save. On ne peut d'ailleurs conclure du bon entretien des chemins à l'aisance et à la prospérité du pays que là où le peuple est maître de son travail et de ses deniers. Ici, tout ce que l'on en peut induire, c'est que la corvée existe, et que l'autorité comprend l'utilité de bonnes routes stratégiques.

Quant aux villages, bâtis avec une régularité toute militaire, ils se ressemblent tous. Pas de rues venant déboucher sur la route, pas de hameaux épars dans les arbres et les vergers. Toutes les maisons, presque pareilles et séparées par une égale distance, sont plantées sur le bord du grand chemin, comme autant de soldats en faction. A côté de la maison d'habitation, au milieu de la cour, se

trouvent de pittoresques constructions de bois, le toit à porcs, les greniers à foin et à blé, dont le plancher, pour n'être point atteint par l'humidité, est élevé au-dessus du sol de près d'un mètre. Derrière la maison s'étendent un jardin et un verger. Quelques maisons, plus soignées que les autres, plus spacieuses et de meilleur air, attirent le regard. Ce sont en général les demeures des officiers; on m'en indique pourtant quelques-unes comme appartenant à des paysans un peu plus aisés que leurs camarades. La couche de chaux, souvent renouvelée par ordre, qui est appliquée sur les façades, donne à l'ensemble des habitations un aspect assez gai; mais, si on pénètre dans l'intérieur, on s'aperçoit bien vite que le paysan est misérable. Il y a peu de meubles, peu d'ustensiles de ménage, une médiocre propreté. Beaucoup de maisons ne se composent que d'une seule pièce, où vivent et couchent tous les membres d'une nombreuse famille. Il en résulte, en cas d'épidémie, une mortalité effrayante.

Parmi les bâtimens qui attirent l'attention dans tout village des confins se trouve le grenier public, édifice à plusieurs étages. Lorsque l'année est bonne, chaque paysan doit y déposer une part déterminée de sa récolte. Avec ce fonds, le dépôt fait aux nécessiteux dans les mauvaises années des avances de blé que ceux-ci remboursent après la moisson suivante. Le soldat des frontières n'est donc pas tenu, comme les autres hommes, d'apprendre à la dure école de l'expérience l'utilité de la prévoyance et de l'épargne; l'autorité se charge de prévoir et d'épargner pour lui.

On remarque aussi un corps de garde devant lequel flânent ou dorment, à côté de leurs fusils pendus au mur, cinq ou six *Gränzer*. En été, ils n'ont pas d'autre vêtement que leur pantalon et leur chemise de grosse toile blanche, et parfois une sorte de jaquette brune à brandebourgs rouges, qu'ils portent aussi pour les travaux des champs. En hiver, on les voit enveloppés dans leurs grands manteaux de drap rouge à capuchon, que relève par derrière la crosse du fusil jeté sur l'épaule. Quant à l'uniforme, un pantalon bleu serré au mollet et une veste de laine noire ou blanche, il ne sert que les jours de revue et à la guerre. Sur quoi veillent ces sentinelles? C'est ce que je ne suis pas arrivé à comprendre. Aucun ennemi ne menace le pays, et ces villages ne sont pas exposés à plus de désordres que ceux des provinces voisines, où l'on se passe de tout ce déploiement de force armée. C'est donc encore là une de ces exigences inutiles, fâcheuses conséquences du régime militaire; ce sont des bras enlevés chaque jour sans nécessité au travail des champs, des habitudes de paresse et d'ivrognerie contractées dans l'oisiveté forcée du corps de garde. Le cabaret n'est jamais loin du

poste, et, pour passer le temps, on y boit à pleins verres l'eau-de-vie de prunes, le *slibovitz*, cher à tous les gosiers slaves.

Pour tous ceux qui ont vécu quelque temps au milieu des *Gränzer*, ce qui les caractérise surtout, c'est leur indolente apathie, c'est une certaine paresse insouciante et bornée. Pour qui s'épuiseraient-ils à travailler? Avec le régime de la communauté, leurs femmes et leurs enfans sont à peu près à l'abri du besoin. Quant à eux, demain peut-être on les arrachera à leurs vergers et à leurs champs pour les envoyer mourir en Italie ou sur quelque autre frontière : ne serait-ce pas folie de s'imposer des privations et de la fatigue en vue d'un avenir sur lequel on n'a pas le droit de compter? D'ailleurs leur bien, qu'ils ne peuvent ni mettre en valeur comme ils l'entendent, ni vendre et léguer à qui il leur convient, leur appartient-il assez pour qu'il y ait plaisir et profit à l'améliorer? Aussi ont-ils ces maximes, qui les peignent au naturel : « va tard au champ, et reviens de bonne heure, pour éviter la rosée; — si Dieu ne m'aide pas, à quoi sert le travail? » Habitués à ne compter, comme ils disent, que « sur Dieu et l'empereur, » ils se refusent à comprendre les avantages qu'ils tireraient de telle ou telle invention moderne, de meilleurs outils et de méthodes de culture plus savantes. « Ainsi je l'ai trouvé, ainsi je le laisserai, » répètent-ils volontiers en parlant du domaine patrimonial. Au surplus, celui qui prendrait quelque initiative aurait sans doute bientôt à compter avec les méfiances et les susceptibilités de l'autorité militaire. Allez donc tenter quelque innovation dans un pays où vous ne pouvez planter une vigne ou changer une terre à blé en luzerne sans une série de rapports et sans la permission de l'état-major du régiment!

La seule chose qui aurait pu, malgré toutes ces entraves, éveiller ces esprits et leur donner quelque désir du progrès, c'est l'instruction. Or l'ignorance est profonde dans les confins; les écoles régimentaires y sont fort insuffisantes et comme nombre et comme tenue; dans certains districts, surtout dans la Croatie méridionale, la population a très peu de densité; les villages sont assez éloignés les uns des autres pour que les enfans qui n'habitent point le bourg où est l'école ne puissent aisément s'y rendre en toute saison. Comment d'ailleurs l'autorité ferait-elle beaucoup pour l'enseignement? Elle sent bien que, plus instruits, les hommes des confins se résigneraient moins aisément à leur dure condition. Si elle était logique, l'instituteur serait banni de tout ce territoire.

Sur les bords du Danube et de la Save, là où le confin borde le fleuve, que remontent et descendent paquebots, voyageurs et marchandises, les gens des frontières, en dépit de toutes les entraves qui les lient, ont des rapports quotidiens avec les habitans des provinces voisines et même avec des étrangers. Ce contact leur ouvre peu à peu

l'esprit, et leur suggère quelques idées nouvelles; mais c'est surtout dans la Croatie méridionale, dans les districts dits Banal et de Karlstadt, que sont sensibles et marqués les traits qui caractérisent la physionomie du *Gränzer*. Là commence, au sud-est de Karlstadt, ce que l'on appelle la *frontière sèche;* ce n'est plus un cours d'eau, comme le Danube ou la Save, c'est une ligne toute conventionnelle qui fait la limite de l'Autriche et de la Turquie. Les surprises et les coups de main n'ont cessé que très tard sur cette frontière, plus difficile à définir et à garder; on s'y disputait encore au commencement de ce siècle certains forts, certaines places, comme Zettin, que les Turcs assaillirent en 1809 et 1813. Aussi le territoire des confins a-t-il là non plus seulement de 15 à 20 kilomètres, mais de 5 à 6 myriamètres de largeur : la population soumise au régime militaire y forme donc une masse plus homogène et plus compacte. Les actes de brigandage à main armée et les assassinats, qui étaient très communs dans toute cette contrée, commencent à y devenir plus rares; mais le vol est encore le délit que l'on a le plus souvent à punir. Les ancêtres des *Gränzer* vivaient surtout de butin, et de pareilles habitudes ne s'effacent pas en un jour. Voici un moyen que l'on a souvent employé avec quelque succès pour débarrasser un canton d'une famille dont tous les membres tenaient plus ou moins du bandit. Déjà quelques-uns avaient été punis de mort, d'autres avaient été mis en prison ou bâtonnés; de nouveaux crimes revenaient bientôt effrayer le pays. Pour bien faire, il eût fallu fusiller tous les hommes de la maison, car ceux que l'on avait épargnés ne valaient pas mieux que les autres; mais c'eût été sacrifier bien des soldats. L'autorité se contentait donc de transporter la famille tout entière sur un autre point de la frontière, où on lui assignait une maison et des terres. Là, pensait-on, dépaysée, inconnue, il lui serait plus facile de changer d'habitudes; elle serait éloignée de ceux qui avaient pu lui servir de complices, et son passé ne pèserait plus sur elle; sans y songer, elle subirait l'influence d'un nouveau et meilleur milieu.

L'ignorance, la superstition, la grossièreté, on pourrait presque dire la sauvagerie qui ont ainsi persisté, surtout chez ces régimens groupés le long de la *frontière sèche*, voilà ce qui a valu aux Croates en Italie, en Hongrie, dans toute l'Europe, cette réputation qui désole les habitans d'Agram et de toute la Croatie civile. On s'explique que ces troupes des frontières, composées d'élémens plus étrangers à toute civilisation et à toute réflexion que ceux qui entraient dans l'armée de ligne, aient laissé partout un sinistre souvenir. Voici ce que racontait lui-même un officier de l'armée des confins à M. Valério, artiste français qui a parcouru toute cette contrée et qui en a rapporté une belle collection de types et de costumes.

En 1848, plusieurs de ces régimens croates de la frontière furent employés à combattre, dans les rues mêmes de Vienne, l'insurrection qui fut un moment maîtresse de la capitale. Les *Gränzer* se précipitaient sur les barricades défendues par les étudians, et, quand ils les avaient prises, ils coupaient la tête aux malheureux qu'ils avaient tués ou blessés, puis, comme ils faisaient autrefois pour les Turcs, ils venaient jeter aux pieds de leurs chefs ces sanglans trophées. C'était l'antique barbarie reparaissant tout d'un coup au milieu de luttes politiques provoquées par de généreuses passions et par les idées modernes.

Cette apathique ignorance, ce penchant au vol et à l'ivrognerie, cette brutalité qui caractérisent les hommes de la frontière, c'est là, nous l'avons vu, une naturelle conséquence de la condition qui leur est faite. C'est par les mêmes causes que s'explique le mauvais renom des femmes des confins. Il faut que le mal soit bien grand pour qu'il ait frappé les yeux dans ces provinces méridionales de l'Autriche et de la Hongrie, où les mœurs sont si faciles, où l'on est si indulgent pour soi-même et pour les autres. Les femmes, tout le long de la Save et de la frontière sèche, sont grandes, bien découplées, souvent jolies, parfois d'une rare beauté, et portent un costume pittoresque qui rappelle celui des filles serbes et bosniaques; mais elles passent pour respecter fort peu le lien conjugal. Tout les prépare dès l'adolescence à se livrer au désordre. Elles prennent leurs premières leçons dans la grande chambre où, pendant l'hiver, chez les plus pauvres, tout le monde, enfans, jeunes filles et jeunes garçons, couples d'époux, vieux parens, dort ensemble. N'y a-t-il pas là de quoi singulièrement instruire la jeunesse et émousser la pudeur? Ce qui est plus grave encore, c'est que les pères, les maris, les frères, même en temps de paix, sont souvent absens; s'il faut faire campagne, ils partent pour de longs mois, et souvent ne reviennent pas au pays. Surtout quand il y a eu de grandes guerres, le nombre des femmes est, dans tout le territoire militaire, bien supérieur à celui des hommes, et beaucoup d'entre elles n'ont plus de soutien et de protecteur naturel : c'est au milieu d'une telle population que sont lâchés, comme des enfans dans un verger, des centaines d'officiers dont la plupart, jeunes et célibataires, s'ennuient dans ce pays perdu et sont avides d'y trouver des distractions. Leurs fonctions les conduisent à se mêler de tout et à intervenir dans tous les débats de famille; elles leur ouvrent ainsi la porte de toutes les maisons. Le pouvoir à peu près illimité dont ils disposent fait que l'on redoute leur colère, et que l'on tient à s'assurer leur bienveillance. Est-il donc étonnant que les filles et les femmes, quand ces sultans au petit pied leur font l'honneur de les distinguer, ne songent guère à résister? Il naît de ces liaisons beaucoup d'enfans naturels et

adultérins, et le nombre en serait encore plus grand, si les femmes, moins par peur de la honte que pour s'épargner une charge, ne recouraient souvent à l'avortement et à l'infanticide. Comme me le disait l'évêque Strossmayer, adversaire déclaré de l'institution des confins, les prêtres, par la confession, sont mis dans le secret de bien des crimes qui échappent à la justice : celle-ci d'ailleurs, pour ne point faire de découvertes gênantes, est intéressée à ne pas avoir la vue trop perçante.

Voilà donc quels semblent être les effets nécessaires du régime que nous venons d'étudier : dans tout le territoire auquel il s'applique, la culture est moins avancée, la misère plus grande, le caractère plus grossier et plus farouche, l'immoralité plus générale et plus scandaleuse que dans les provinces voisines habitées par le même peuple. En dépit de toutes les assurances d'optimistes qui ont de bonnes raisons pour défendre des abus dont ils profitent, les *Gränzer* commencent à s'apercevoir de cette différence et à s'en indigner; ils commencent à sentir qu'ils sont les enfans déshérités, les parias de l'empire. Sans doute, presque tous illettrés, ils ne lisent pas les livres et les journaux où se discute la question des confins; mais ils causent avec les habitans des provinces limitrophes, ils comparent leur sort à celui de leurs frères, qui sont citoyens et soumis seulement à la loi civile; ils réfléchissent et s'irritent secrètement. Le travail se fera lentement dans ces cerveaux obscurs, dans ces têtes habituées à se courber sous la verge; mais un jour, si on ne les délivre, ces esclaves se soulèveront, et d'un effort briseront tous leurs liens.

Le gouvernement autrichien paraît l'avoir compris : cédant à l'opinion et aux instances de la diète croate et du parlement hongrois, il va faire cesser cet anachronisme. La diète croate en 1848 avait élaboré un projet de réforme pour les confins. Tout en améliorant sensiblement la condition des *Gränzer*, elle laissait subsister les traits essentiels du régime et l'armée des frontières; mais depuis vingt ans l'Autriche a fait bien du chemin : on ne saurait plus s'y contenter de ce qui eût été alors un réel bienfait. Il y a aujourd'hui des deux côtés de la Leitha une vie publique trop intense et trop libre pour qu'un million d'hommes puisse rester ainsi dans une sorte de servage, en dehors du mouvement, du progrès et de la liberté. Le temps des demi-mesures est passé. Pour satisfaire l'opinion, la dissolution des deux régimens de Warasdin doit être suivie à bref délai de celle des autres corps de la frontière : dans quelques années, il ne doit plus y avoir d'armée ni de législation des confins.

GEORGE PERROT.

PHILOSOPHIE

DE

L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE EN FRANCE.

L'histoire n'est ni une géométrie inflexible ni une simple succession d'incidens fortuits. Si l'histoire était dominée d'une manière absolue par la nécessité, on pourrait tout prévoir; si elle était un simple jeu de la passion et de la fortune, on ne pourrait rien prévoir. Or, la vérité est que les choses humaines, bien qu'elles déjouent souvent les conjectures des esprits les plus sagaces, prêtent néanmoins au calcul. Les faits accomplis contiennent, si on sait distinguer l'essentiel de l'accessoire, les lignes générales de l'avenir. « Le petit grain de sable qui se mit dans l'urètre de Cromwell » fut, au XVIIe siècle, un événement capital; la philosophie de l'histoire d'Angleterre est indépendante d'un pareil détail. Santé ou maladie, bonne ou mauvaise humeur des princes, brouilles ou raccommodemens des personnages considérables, intrigues diplomatiques, chances diverses de la guerre, le plus grand génie ne sert de rien pour deviner tout cela. Ces sortes de choses se passent dans un monde où le raisonnement n'a aucune application. Le valet de chambre d'un souverain pourrait, en fait de nouvelles importantes, redresser les idées du meilleur esprit; mais ces accidens, impossibles à prévoir et à déterminer *a priori*, s'effacent dans l'ensemble.

Le passé nous apparaît comme un dessein suivi, où tout se tient et s'explique. L'avenir jugera notre temps comme nous jugeons le passé, et verra des conséquences rigoureuses où nous sommes souvent tentés de ne voir que des volontés individuelles et des rencontres du hasard.

C'est dans cet esprit que nous voudrions proposer quelques observations sur les graves événemens accomplis en cette année 1869. La philosophie que nous porterons dans cet examen n'est pas celle de l'indifférence. Nous ne nous exagérons pas la part de la réflexion dans la conduite des choses humaines; nous ne croyons pas cependant que le temps soit déjà venu de déserter la vie publique et d'abandonner les affaires de ce monde à l'intrigue et à la violence. Un reproche peut toujours être adressé à celui qui critique les affaires de son siècle sans avoir consenti à s'en mêler; mais celui qui a fait ce qu'un honnête homme peut faire, celui qui a dit ce qu'il pense sans souci de plaire ou de déplaire à personne, celui-là peut avoir la conscience merveilleusement à l'aise. Nous ne devons pas à notre patrie de trahir pour elle la vérité, de manquer pour elle de goût et de tact; nous ne lui devons pas de suivre ses caprices ni de nous convertir à la thèse qui réussit; nous lui devons de dire bien exactement, et sans le sacrifice d'une nuance, ce que nous croyons la vérité.

I.

La révolution française est un événement si extraordinaire que c'est par elle qu'il faut ouvrir toute série de considérations sur les affaires de notre temps. Rien d'important n'arrive en France qui ne soit la conséquence directe de ce fait capital, lequel a changé profondément les conditions de la vie dans notre pays. Comme tout ce qui est grand, héroïque, téméraire, comme tout ce qui dépasse la commune mesure des forces humaines, la révolution française sera durant des siècles le sujet dont le monde s'entretiendra, sur lequel on se divisera, qui servira de prétexte pour s'aimer et se haïr, qui fournira des sujets de drames et de romans. En un sens, la révolution française (l'empire, dans ma pensée, fait corps avec elle) est la gloire de la France, l'épopée française par excellence; mais presque toujours les nations qui ont dans leur histoire un fait exceptionnel expient ce fait par de longues souffrances et souvent le paient de leur existence nationale. Il en fut ainsi de la Judée, de la Grèce et de l'Italie. Pour avoir créé des choses uniques dont le monde vit et profite, ces pays ont traversé des siècles d'humiliation

et de mort nationale. La vie nationale est quelque chose de limité, de médiocre, de borné. Pour faire de l'extraordinaire, de l'universel, il faut déchirer ce réseau étroit; du même coup on déchire sa patrie, une patrie étant un ensemble de préjugés et d'idées arrêtées que l'humanité entière ne saurait accepter. Les nations qui ont créé la religion, l'art, la science, l'empire, l'église, la papauté (toutes choses universelles, non nationales), ont été plus que des nations; elles ont été par là même moins que des nations en ce sens qu'elles ont été victimes de leur œuvre. Je pense que la révolution aura pour la France des conséquences analogues, mais moins durables, parce que l'œuvre de la France a été moins grande et moins universelle que les œuvres de la Judée, de la Grèce, de l'Italie. Le parallèle exact de la situation actuelle de notre pays me paraît être l'Allemagne au XVIIe siècle. L'Allemagne au XVIe siècle avait fait pour l'humanité une œuvre de premier ordre, la réforme. Elle l'expia au XVIIe par un extrême abaissement politique. Il est probable que le XIXe siècle sera de même considéré dans l'histoire de France comme l'expiation de la révolution. Les nations, pas plus que les individus, ne sortent impunément de la ligne moyenne, qui est celle du bon sens pratique et de la possibilité.

Si la révolution en effet a créé pour la France dans le monde une situation poétique et romanesque de premier ordre, il est sûr d'un autre côté qu'à considérer seulement les exigences de la politique ordinaire, elle a engagé la France dans une voie pleine de singularités. Le but que la France a voulu atteindre par la révolution est celui que toutes les nations modernes poursuivent : une société juste, honnête, humaine, garantissant les droits et la liberté de tous avec le moins de sacrifices possible des droits et de la liberté de chacun. Ce but, la France, à la date où nous sommes, après avoir versé des flots de sang, en est fort loin, tandis que l'Angleterre, qui n'a pas procédé par révolutions, l'a presque atteint. La France, en d'autres termes, offre cet étrange spectacle d'un pays qui essaie tardivement de regagner son arriéré sur les nations qu'elle avait traitées d'arriérées, qui se remet à l'école des peuples auxquels elle avait prétendu donner des leçons, et s'efforce de faire par imitation l'œuvre où elle avait cru déployer une haute originalité.

La cause de cette bizarrerie historique est fort simple. Malgré le feu étrange qui l'animait, la France, à la fin du XVIIIe siècle, était assez ignorante des conditions d'existence d'une nation et de l'humanité. Sa prodigieuse tentative impliqua beaucoup d'erreurs; elle méconnut tout à fait les règles de la liberté moderne. Qu'on le regrette ou qu'on s'en réjouisse, la liberté moderne n'est nullement la liberté antique ni celle des républiques du moyen âge. Elle est bien

plus réelle, mais beaucoup moins brillante. Thucydide et Machiavel n'y comprendraient rien, et cependant un sujet de la reine Victoria est mille fois plus libre que ne l'a été aucun citoyen de Sparte, d'Athènes, de Venise ou de Florence. Plus de ces fiévreuses agitations républicaines, pleines de noblesse et de danger; plus de ces villes composées d'un peuple fin, vivant et aristocratique; au lieu de cela, de grandes masses pesantes, chez lesquelles l'intelligence est le fait d'un petit nombre, mais qui contribuent puissamment à la civilisation en mettant au service de l'état, par la conscription et l'impôt, un merveilleux trésor d'abnégation, de docilité, de bon esprit. Cette manière d'exister, qui est assurément celle qui use le moins une nation et conserve le mieux ses forces, l'Angleterre en a donné le modèle. L'Angleterre est arrivée à l'état le plus libéral que le monde ait connu jusqu'ici en développant ses institutions du moyen âge, et nullement par la révolution. La liberté en Angleterre ne vient pas de Cromwell ni des républicains de 1649; elle vient de son histoire entière, de son égal respect pour le droit du roi, pour le droit des seigneurs, pour le droit des communes et des corporations de toute espèce. La France suivit la marche opposée. Le roi avait depuis longtemps fait table rase du droit des seigneurs et des communes; la nation fit table rase des droits du roi. Elle procéda philosophiquement en une matière où il faut procéder historiquement; elle crut qu'on fonde la liberté par la souveraineté du peuple et au nom d'une autorité centrale, tandis que la liberté s'obtient par de petites conquêtes locales successives, par des réformes lentes. L'Angleterre, qui ne se pique de nulle philosophie, l'Angleterre, qui n'a rompu avec sa tradition qu'à un seul moment d'égarement passager suivi d'un prompt repentir, l'Angleterre, qui, au lieu du dogme absolu de la souveraineté du peuple, admet seulement le principe plus modéré qu'il n'y a pas de gouvernement sans le peuple ni contre le peuple, s'est trouvée mille fois plus libre que la France, qui avait si fièrement planté le drapeau philosophique des droits de l'homme. C'est que la souveraineté du peuple ne fonde pas le gouvernement constitutionnel. L'état ainsi établi à la française est trop fort; loin de garantir toutes les libertés, il absorbe toutes les libertés; sa forme est la convention ou le despotisme. Ce qui devait sortir de la révolution ne pouvait après tout beaucoup différer du consulat et de l'empire; ce qui devait sortir d'une telle conception de la société ne pouvait être autre chose qu'une administration, un réseau de préfets, un code civil étroit, une machine servant à étreindre la nation, un maillot où il lui serait impossible de vivre et de croître. Rien de plus injuste que la haine avec laquelle l'école radicale française traite l'œuvre de Napoléon. L'œuvre de Na-

poléon, si l'on excepte quelques erreurs qui furent personnelles à cet homme extraordinaire, n'est en somme que le programme révolutionnaire réalisé en ses parties possibles. Napoléon n'eût pas existé que la constitution définitive de la république n'eût pas différé essentiellement de la constitution de l'an VIII.

Une idée à plusieurs égards très fausse de la société humaine est en effet au fond de toutes les tentatives révolutionnaires françaises. L'erreur originelle fut d'abord masquée par le magnifique élan d'enthousiasme pour la liberté et le droit qui remplit les premières années de la révolution; mais, ce beau feu une fois tombé, il resta une théorie sociale qui fut dominante sous le directoire, le consulat et l'empire, et marqua d'un sceau profond toutes les créations du temps.

D'après cette théorie, qu'on peut bien qualifier de matérialisme en politique, la société n'est pas quelque chose de religieux ni de sacré. Elle n'a qu'un seul but, c'est que les individus qui la composent jouissent de la plus grande somme possible de bien-être, sans souci de la destinée idéale de l'humanité. Que parle-t-on d'élever, d'ennoblir la conscience humaine? Il s'agit seulement de contenter le grand nombre, d'assurer à tous une sorte de bonheur vulgaire et bien relatif assurément, car l'âme noble aurait en aversion un pareil bonheur, et se mettrait en révolte contre la société qui prétendrait le procurer. Aux yeux d'une philosophie éclairée, la société est un grand fait providentiel, établi non par l'homme, mais par la nature elle-même, afin qu'à la surface de notre planète se produise la vie intellectuelle et morale. L'homme isolé n'existe pas pour la philosophie politique. La société humaine, mère de tout idéal, est le produit direct de la volonté suprême qui veut que le bien, le vrai, le beau, aient dans l'univers des contemplateurs. Cette fonction transcendante de l'humanité ne s'accomplit pas au moyen de la simple coexistence des individus. La société est une hiérarchie. Tous les individus sont nobles et sacrés, tous les êtres (même les animaux) ont des droits; mais tous les êtres ne sont pas égaux, tous sont des membres d'un vaste corps, des parties d'un immense organisme qui accomplit un travail divin. La négation de ce travail divin est l'erreur où verse facilement la démocratie française. Considérant les jouissances de l'individu comme l'objet unique de la société, elle est amenée à méconnaître les droits de l'idée, la primauté de l'esprit. Ne comprenant pas d'ailleurs l'inégalité des races, parce qu'en effet les différences ethnographiques ont disparu de son sein depuis un temps immémorial, la France est amenée à concevoir comme la perfection sociale une sorte de médiocrité universelle. Dieu nous garde de rêver la résurrection de ce qui est mort; mais, sans demander la reconstitution de la noblesse, il est

bien permis de trouver que l'importance accordée à la naissance vaut mieux à beaucoup d'égards que l'importance accordée à la fortune : l'une n'est pas plus juste que l'autre, et la seule distinction juste, qui est celle du mérite et de la vertu, se trouve mieux d'une société où les rangs sont réglés par la naissance que d'une société où la richesse seule fait l'inégalité.

La vie humaine deviendrait impossible, si l'homme ne se donnait le droit de subordonner l'animal à ses besoins; elle ne serait guère plus possible, si l'on s'en tenait à cette conception abstraite qui fait envisager tous les hommes comme apportant en naissant un même droit à la fortune et aux rangs sociaux. Un tel état de choses, juste en apparence, serait la fin de toute vertu; ce serait fatalement la haine et la guerre entre les deux sexes, puisque la nature a créé là, au sein même de l'espèce humaine, une différence de rôle indéniable. La bourgeoisie trouve juste qu'après avoir supprimé la royauté et la noblesse héréditaires, on s'arrête devant la richesse héréditaire. L'ouvrier trouve juste qu'après avoir supprimé la richesse héréditaire, on s'arrête devant l'inégalité de sexe, et même, s'il est un peu sensé, devant l'inégalité de force et de capacité. L'utopiste le plus exalté trouve juste qu'après avoir supprimé en imagination toute inégalité entre les hommes, on admette le droit qu'a l'homme d'employer l'animal selon ses besoins. Or pourtant il n'est pas plus juste que tel individu naisse riche qu'il n'est juste que tel individu naisse avec une distinction sociale; il n'a pas plus gagné l'un que l'autre par son travail personnel. On part toujours de l'idée que la noblesse a pour origine le mérite, et, comme il est clair que le mérite n'est pas héréditaire, on démontre facilement que la noblesse héréditaire est chose absurde; mais c'est là l'éternelle erreur française d'une justice distributive dont l'état tiendrait la balance. La raison sociale de la noblesse, envisagée comme institution d'utilité publique, était non pas de récompenser le mérite, mais de le provoquer, de rendre possibles, faciles même certains genres de mérite. N'aurait-elle eu pour effet que de montrer que la justice ne doit pas être cherchée dans la constitution officielle de la société, c'eût été déjà quelque chose. La devise : « au plus digne » n'a en politique que bien peu d'applications.

La bourgeoisie française s'est donc fait quelque illusion en croyant, par son système de concours, d'écoles spéciales et d'avancement régulier, fonder une société juste. Le peuple lui démontrera facilement que l'enfant pauvre est exclu de ces concours, et lui soutiendra que la justice ne sera complète que quand tous les Français seront placés en naissant dans des conditions identiques. En d'autres termes, aucune société n'est possible, si l'on pousse à la rigueur les idées de

justice distributive à l'égard des individus. Une nation qui poursuivrait un tel programme se condamnerait à une incurable faiblesse. Supprimant l'hérédité, et par là détruisant la famille ou la laissant facultative, elle serait bientôt vaincue soit par les parties d'elle-même où se conserveraient les anciens principes, soit par les nations étrangères qui conserveraient ces principes. La race qui triomphe est toujours celle où la famille et la propriété sont le plus fortement organisées. L'humanité est une échelle mystérieuse, une série de résultantes procédant les unes des autres. Des générations laborieuses d'hommes du peuple et de paysans rendent possible l'existence du bourgeois honnête et économe, lequel rend possible à son tour l'homme dispensé du travail matériel, voué tout entier aux choses désintéressées. Chacun à son rang est le gardien d'une tradition qui importe au progrès de la civilisation. Il n'y a pas deux morales, il n'y a pas deux sciences, il n'y a pas deux éducations. Il y a un seul ensemble intellectuel et moral, ouvrage splendide de l'esprit humain, que chacun, excepté l'égoïste, crée pour une petite part et auquel chacun participe à des degrés divers.

On supprime l'humanité, si l'on n'admet pas que des classes entières doivent vivre de la gloire et de la jouissance des autres. Le démocrate traite de dupe le paysan d'ancien régime qui travaille pour ses nobles, les aime et jouit de la haute existence que d'autres mènent avec ses sueurs. Certainement c'est là un non-sens avec une vie étroite, renfermée, où tout se passe à huis clos comme de notre temps. Dans l'état actuel de la société, les avantages qu'un homme a sur un autre sont devenus choses exclusives et personnelles : jouir du plaisir ou de la noblesse d'autrui paraît une extravagance; mais il n'en a pas toujours été ainsi : quand Gubbio ou Assise voyait défiler en cavalcade la noce de son jeune seigneur, nul n'était jaloux. Tous alors participaient de la vie de tous : le pauvre jouissait de la richesse du riche, le moine des joies du mondain, le mondain des prières du moine; pour tous, il y avait l'art, la poésie, la religion.

Les froides considérations de l'économiste sauront-elles remplacer tout cela? Suffiront-elles pour réfréner l'arrogance d'une démocratie sûre de sa force, et qui, après ne s'être pas arrêtée devant le fait de la souveraineté, sera bien tentée de ne pas s'arrêter devant le fait de la propriété? Y aura-t-il des voix assez éloquentes pour faire accepter à des jeunes gens de dix-huit ans des raisonnemens de vieillards, pour persuader à des classes sociales jeunes, ardentes, croyant au plaisir, et que la jouissance n'a pas encore désabusées, qu'il n'est pas possible que tous jouissent, que tous soient bien élevés, délicats, vertueux même dans le sens raffiné, mais qu'il faut qu'il y ait des gens de loisir, savans, bien élevés, délicats, ver-

tueux, en lesquels et par lesquels les autres jouissent et goûtent l'idéal? Les événemens le diront. La supériorité de l'église et la force qui lui assure encore un avenir consiste en ce que seule elle comprend cela et le fait comprendre. L'église sait bien que les meilleurs sont souvent victimes de la supériorité des classes prétendues élevées; mais elle sait aussi que la nature a voulu que la vie de l'humanité fût à plusieurs degrés. Elle sait et elle avoue que c'est la grossièreté de plusieurs qui fait l'éducation d'un seul, que c'est la sueur de plusieurs qui permet la vie noble d'un petit nombre; cependant elle n'appelle pas ceux-ci privilégiés, ni ceux-là déshérités, car l'œuvre humaine est pour elle indivisible. Supprimez cette grande loi, mettez tous les individus sur le même rang, avec des droits égaux, sans lien de subordination à une œuvre commune; vous avez égoïsme, médiocrité, isolement, sécheresse, impossibilité de vivre, quelque chose comme la vie de notre temps, la plus triste, même pour l'homme du peuple, qui ait jamais été menée. A n'envisager que le droit des individus, il est injuste qu'un homme soit sacrifié à un autre homme; mais il n'est pas injuste que tous soient assujettis à l'œuvre supérieure qu'accomplit l'humanité. C'est à la religion qu'il appartient d'expliquer ces mystères et d'offrir dans le monde idéal de surabondantes consolations à tous les sacrifiés d'ici-bas.

Voilà ce que la révolution, dès qu'elle eut perdu sa grande ivresse sacrée des premiers jours, ne comprit pas assez. La révolution en définitive fut irréligieuse et athée. La société qu'elle rêva dans les tristes jours qui suivirent l'accès de fièvre, quand elle chercha à se recueillir, est une sorte de régiment composé de matérialistes, et où la discipline tient lieu de vertu. La base toute négative que les hommes secs et durs de ce temps donnèrent à la société française ne peut produire qu'un peuple rogue et mal élevé; leur code, œuvre de défiance, admet pour premier principe que tout s'apprécie en argent, c'est-à-dire en plaisir. La jalousie résume toute la théorie morale de ces prétendus fondateurs de nos lois. Or la jalousie fonde l'égalité, non la liberté; mettant l'homme toujours en garde contre les empiétemens de son semblable, elle empêche l'affabilité entre les classes. Pas de société sans amour, sans tradition, sans respect, sans mutuelle aménité. Dans sa fausse notion de la vertu, qu'elle confond avec l'âpre revendication de ce que chacun regarde comme son droit, l'école démocratique ne voit pas que la grande vertu d'une nation est de supporter l'inégalité traditionnelle. La race la plus vertueuse est pour cette école non la race qui pratique le sacrifice, le dévoûment, l'idéalisme sous toutes ses formes, mais la plus turbulente, celle qui fait le plus de révolutions. On étonne beaucoup les plus intelligens démocrates quand on leur dit qu'il y

a encore en effet dans le monde des races vertueuses, les Lithuaniens par exemple, les Dithmarses, les Poméraniens, races encore féodales, pleines de forces vives en réserve, comprenant le devoir comme Kant, et pour lesquelles le mot de révolution n'a aucun sens.

La première conséquence de cette philosophie revêche et superficielle, trop tôt substituée à celle des Montesquieu et des Turgot, fut la suppression de la royauté. A des esprits imbus d'une philosophie matérialiste, la royauté devait paraître une anomalie. Bien peu de personnes comprenaient, en 1792, que la continuité des bonnes choses doit être gardée par des institutions qui sont, si l'on veut, un privilége pour quelques-uns, mais qui constituent des organes de la vie nationale, sans lesquels certains besoins restent en souffrance. Ces petites forteresses où se conservent des dépôts appartenant à la société paraissaient des tours féodales. On niait toutes les subordinations traditionnelles, tous les pactes historiques, tous les symboles. La royauté était le premier de ces pactes, un pacte remontant à mille ans, un symbole que la puérile philosophie de l'histoire alors en vogue ne pouvait comprendre. Aucune nation n'a jamais créé une légende plus complète que celle de cette grande royauté capétienne, sorte de religion, née à Saint-Denis, consacrée à Reims par le concert des évêques, ayant ses rites, sa liturgie, son ampoule sacrée, son oriflamme. A toute nationalité correspond une dynastie en laquelle s'incarnent le génie et les intérêts de la nation; une conscience nationale n'est fixe et ferme que quand elle a contracté un mariage indissoluble avec une famille, qui s'engage par le contrat à n'avoir aucun intérêt distinct de celui de la nation. Jamais cette identification ne fut aussi parfaite qu'entre la maison capétienne et la France. Ce fut plus qu'une royauté, ce fut un sacerdoce; prêtre-roi comme David, le roi de France porte la chape et tient l'épée. Dieu l'éclaire en ses jugemens. Le roi d'Angleterre se soucie peu de justice, il défend son droit contre ses barons; l'empereur d'Allemagne s'en soucie moins encore, il chasse éternellement sur ses montagnes du Tyrol pendant que la boule du monde roule à sa guise; le roi de France, lui, est juste : entouré de ses prudhommes et de ses clercs solennels, avec sa main de justice, il ressemble à un Salomon. Son sacre, imité des rois d'Israël, était quelque chose d'étrange et d'unique. La France avait créé un huitième sacrement, un sacrement qui ne s'administrait qu'à Reims, le sacrement de la royauté. Le roi sacré fait des miracles; il est revêtu d'un « ordre; » c'est un personnage ecclésiastique de premier rang. Au pape, qui l'interpelle au nom de Dieu, il répond en montrant son onction : « Moi aussi, je suis de Dieu! » Il se permet avec le successeur de Pierre des libertés sans égales. Une fois il le fait souffleter et déclarer hérétique; une autre fois il le menace de le faire

brûler; appuyé sur ses docteurs de Sorbonne, il le semonce, le dépose. Nonobstant cela, son type le plus parfait est un saint canonisé, saint Louis, si pur, si humble, si simple et si fort. Il a ses adorateurs mystiques; la bonne Jeanne d'Arc ne le sépare pas de saint Michel et de sainte Catherine; cette pauvre fille vécut à la lettre de la religion de Reims. Légende incomparable! fable sainte! C'est le vulgaire couteau qui fait tomber la tête des criminels qu'on lève contre elle! Le meurtre du 21 janvier est, au point de vue de l'idéaliste, l'acte de matérialisme le plus hideux, la plus honteuse profession qu'on ait jamais faite d'ingratitude et de bassesse, de roturière vilenie et d'oubli du passé.

Est-ce à dire que cet ancien régime, dont la société nouvelle cherchait à faire disparaître le souvenir avec le genre particulier d'acharnement qu'on ne trouve que chez le parvenu contre le grand seigneur auquel il doit tout, est-ce à dire que cet ancien régime ne fût pas gravement coupable? Certes il l'était; si je faisais en ce moment la philosophie générale de notre histoire, je montrerais que la royauté, la noblesse, le clergé, les parlemens, les villes, les universités de la vieille France, avaient tous manqué à leurs devoirs, et que les révolutionnaires de 1792 ne firent que mettre le sceau à une série de fautes dont les conséquences pèsent lourdement sur nous. On expie toujours sa grandeur. La France avait conçu sa royauté comme quelque chose d'illimité. Le roi à la façon anglaise, sorte de stathouder payé et armé pour défendre la nation et détenir certains droits, était pour elle un non-sens. Dès le XIIIe siècle, le roi d'Angleterre, sans cesse en lutte avec ses sujets et lié par des chartes, est pour nos poètes français un objet de dérision; il n'est pas assez puissant. La royauté française était quelque chose de trop sacré; on ne contrôle pas l'oint du Seigneur; Bossuet était conséquent en dressant la théorie du roi de France avec l'Écriture sainte. Si le roi d'Angleterre avait eu cette teinte de mysticité, les barons et les communes n'auraient pas réussi à le mater. La royauté française, pour produire ce brillant météore du règne de Louis XIV, avait absorbé tous les pouvoirs de la nation. Le lendemain du jour où l'état se trouva constitué sous la main d'un seul en cette puissante unité, il était inévitable que la France se prît telle que l'avait faite le grand roi, avec son pouvoir central tout-puissant, ses libertés détruites, et, jugeant le roi une superfétation, le traitât comme un moule devenu inutile dès que la statue est coulée. Richelieu et Louis XIV ont été de la sorte les grands révolutionnaires, les vrais fondateurs de la république. Le pendant exact de la colossale royauté de Louis XIV est la république de 1793, avec sa concentration effrayante des pouvoirs, monstre inoui tel que l'on n'en avait jamais vu de semblable. Les exemples de républiques ne sont pas

rares dans l'histoire; mais ces républiques sont des villes ou de petits états confédérés. Ce qui est absolument sans exemple, c'est une république centralisée de 30 millions d'âmes. Livrée pendant quatre ou cinq ans aux vacillations de l'homme ivre, comme un *Great-Eastern* en perdition, l'énorme machine tomba dans son lit naturel, entre les mains d'un puissant despote, qui sut d'abord avec une habileté prodigieuse organiser le mouvement nouveau, mais qui finit comme tous les despotes. Devenu fou d'orgueil, il attira sur le pays qui s'était mis à sa discrétion la plus cruelle avanie que puisse éprouver une nation, et amena le retour de la dynastie que la France avait expulsée avec les derniers affronts.

II.

L'analogie d'une telle marche des événemens avec ce qui se passa en Angleterre au XVIIe siècle se remarque sans peine. Elle frappa tout le monde en 1830, quand on vit un mouvement national substituer à la branche légitime des Bourbons une branche collatérale plus disposée à tenir compte des besoins nouveaux. Louis-Philippe dut paraître un Guillaume III, et l'on put espérer que la conséquence dernière de tant de convulsions serait le paisible établissement du régime constitutionnel en France. Une sorte de paix, un peu de quiétude et d'oubli entra avec cette consolante pensée dans notre pauvre conscience française si troublée; on amnistia tout, même les folies et les crimes, on s'envisagea comme la génération privilégiée destinée à goûter les fruits des fautes des générations passées. C'était là une grande illusion; la surprise la plus inconcevable de l'histoire réussit; une bande d'étourdis, contre lesquels aurait dû suffire le bâton du constable, renversa une dynastie sur laquelle la partie sensée de la nation avait fait reposer toute sa foi politique, toutes ses espérances. Pour emporter une théorie conçue par les meilleurs esprits d'après les plus séduisantes apparences, une heure d'irréflexion chez les uns, de défaillance chez les autres, suffit.

Pourquoi cette singulière déconvenue? Pourquoi ce qui s'était passé en Angleterre ne se passa-t-il pas en France? Pourquoi Louis-Philippe ne fut-il pas un Guillaume III, fondateur glorieux d'une ère nouvelle dans l'histoire de notre pays? Dira-t-on que ce fut la faute de Louis-Philippe? Cela serait injuste. Louis-Philippe fit des fautes; mais il faut qu'il soit loisible à tous les gouvernemens d'en commettre. Qui prendrait la conduite des choses humaines à la condition d'être infaillible et impeccable ne régnerait pas un jour. En tout cas, si Louis-Philippe mérita d'être détrôné, Guillaume III le mérita beaucoup plus. Ce qu'on a le plus reproché à Louis-Philippe,

impopularité, inhabileté à se faire aimer, goût du pouvoir personnel, insouciance de la gloire extérieure, retours vers le parti légitimiste au détriment du parti qui l'avait fait roi, efforts pour reconstituer la prérogative royale, on put le reprocher bien plus encore à Guillaume III. Pourquoi donc les résultats furent-ils si divers? Sans doute cela tint à la différence des temps et des pays. Des opérations historiques possibles chez un peuple sérieux et lourd, plein de confiance dans l'hérédité, ayant une répugnance invincible à forcer la dernière résistance du souverain, peuvent être impossibles à une époque de légèreté spirituelle et d'étourderie raisonneuse. Le mouvement républicain de 1649 d'ailleurs avait été infiniment moins profond que ne fut celui de 1792. Le mouvement anglais de 1649 n'arriva pas à constituer un pouvoir impérial; Cromwell ne fut pas un Napoléon. Enfin le parti républicain anglais n'eut pas de seconde génération. Écrasé sous la restauration des Stuarts, décimé par la persécution ou réfugié en Amérique, il cessa d'avoir sur les affaires d'Angleterre une influence considérable. Au XVIIIe siècle, l'Angleterre semble prendre à tâche d'expier par une sorte d'exagération de loyalisme et d'orthodoxie ses écarts momentanés du milieu du XVIIe. Il fallut plus de cent cinquante ans pour que la mort de Charles Ier cessât de peser sur la politique, pour qu'on osât penser librement et ne pas se croire obligé d'afficher un légitimisme effréné. Les choses se seraient passées à peu près de la même manière en France, si la réaction royaliste de 1796 et 1797 l'eût emporté. La restauration se fût faite alors avec de bien plus franches allures, et la république n'eût été dans l'histoire de France que ce qu'elle est dans l'histoire d'Angleterre, un incident sans conséquence. Napoléon, par son génie, aidé des merveilleuses ressources de la France, sauva la révolution, lui donna une forme, une organisation, un prestige militaire inouï.

La faible et inintelligente restauration de 1814 ne put en aucune manière déraciner une idée qui avait vécu si profondément dans la nation et entraîné après elle une génération énergique. La France sous la restauration et sous Louis-Philippe continua de vivre des souvenirs de l'empire et de la république. La révolution reprit faveur. Tandis qu'en Angleterre, à partir de la restauration de Charles II et après 1688, la république ne cesse d'être maudite, qu'un homme était mal posé dans la société s'il nommait Charles Ier sans l'appeler le roi-martyr, ou Cromwell sans le qualifier d'usurpateur, en France il devint de règle de faire des histoires de la révolution sur le ton apologétique et admiratif. Ce fut un fait grave que le père du nouveau roi eût pris à la révolution une part considérable; on s'habitua à considérer la dynastie nouvelle comme un compromis avec la ré-

volution, non comme l'héritière par substitution d'une légitimité. Un nouveau parti républicain, se rattachant à quelques vieux patriarches survivants de 1793, parvint à se reformer. Ce parti, qui avait joué un rôle considérable dans la bataille de juillet 1830, mais qui dès lors n'avait pu faire prévaloir ses idées théoriques absolues, ne cessa de battre en brèche le gouvernement nouveau. Le changement de 1688 en Angleterre n'avait rien eu de révolutionnaire, dans le sens où nous entendons ce mot; ce changement ne se fit point par le peuple; il ne viola aucun droit, si ce n'est celui du roi détrôné. Chez nous au contraire, 1830 déchaîna des forces anarchiques et humilia profondément le parti légitimiste. Ce parti, renfermant à quelques égards les portions les plus solides et les plus morales du pays, fit une cruelle guerre à la dynastie nouvelle, soit par son abstention, en l'empêchant de s'asseoir sur la seule base qui fonde une dynastie, l'élément lourdement conservateur, — soit par sa connivence avec le parti républicain. De la sorte, le gouvernement de la maison d'Orléans ne put se fonder sérieusement; un souffle le renversa. On avait tout pardonné à Guillaume III; on ne pardonna rien à Louis-Philippe. Le principe royaliste fut assez fort en Angleterre pour subir une transformation; il ne le fut pas en France. Certainement, si le parti républicain avait eu en Angleterre sous Guillaume III l'importance qu'il eut en France sous Louis-Philippe, si ce parti avait eu l'appui de la faction des Stuarts, l'établissement constitutionnel de l'Angleterre n'eût pas duré. En cela, l'Angleterre bénéficia d'un avantage énorme qu'elle possède, son aptitude colonisatrice. L'Amérique fut le déversoir du parti républicain; sans cela, ce parti fût resté comme un virus dans la mère-patrie, et eût empêché l'établissement constitutionnel. Rien ne se perd dans le monde de ce qui est fort et sincère. Ces exilés républicains furent les pères de ceux qui firent la guerre de l'indépendance à la fin du XVIIIe siècle. L'élément révolutionnaire en Angleterre, au lieu d'être un dissolvant, fut de la sorte créateur; le radicalisme anglais, au lieu de déchirer la mère-patrie, fit l'Amérique. Si la France eût été colonisatrice au lieu d'être militaire, si l'élément hardi et entreprenant qui ailleurs colonise était capable chez nous d'autre chose que de conspirer et de se battre pour des principes abstraits, nous n'aurions pas eu Napoléon; le parti républicain, chassé par la réaction, eût émigré vers 1798 et eût fondé au loin une Nouvelle-France, qui, selon la loi des colonies, serait maintenant sans doute une république séparée. Malheureusement nos discordes civiles n'aboutirent qu'à des déportations. Au lieu des États-Unis, nous avons eu Sinnamary et Lambèse! Pendant que, dans ces tristes séjours, des colons déplorables mouraient, s'échappaient comme des forçats, atten-

daient quelque nouvelle révolution ou quelque amnistie, la mère-patrie continuait à broyer les redoutables problèmes qui avaient amené leur exil sans une ombre de progrès.

Une grosse erreur de philosophie historique contribuait au moins autant que le goût particulier de la France pour les théories à fausser le jugement national sur cette grave question des formes du gouvernement, c'était justement l'exemple de l'Amérique. L'école républicaine citait toujours cet exemple comme bon et facile à suivre. Rien de plus superficiel. Que des colonies habituées à se gouverner d'une façon indépendante rompent le lien qui les unit à la mère-patrie, que, ce lien rompu, elles se passent de royauté et pourvoient à leur sûreté par un pacte fédératif, il n'y a rien en cela que de naturel. Cette façon de se séparer du tronc comme une bouture portant en elle son germe de vie est le principe éternel de la colonisation, principe qui est une des conditions du progrès de l'humanité, de la race âryenne en particulier. La Virginie, la Caroline, étaient des républiques avant la guerre de l'indépendance. Cette guerre ne changea rien à la constitution intérieure des états; elle coupa seulement la corde, devenue gênante, qui les liait à l'Europe, et y substitua un lien fédéral. Ce ne fut pas là une œuvre révolutionnaire; une conception du droit éminemment conservatrice, un esprit aristocratique et juridique de liberté provinciale était au fond de ce grand mouvement. De même, quand le Canada et l'Australie verront se rompre le lien léger qui les rattache à l'Angleterre, ces pays, habitués à se gouverner eux-mêmes, continueront leur vie propre, sans presque s'apercevoir du changement. Si la France avait entrepris sérieusement la colonisation de l'Algérie, l'Algérie aurait chance d'être une république avant la France. Les colonies, formées de personnes qui ne se trouvent pas à l'aise dans leur pays natal et qui cherchent plus de liberté qu'elles n'en ont chez elles, sont toujours plus près de la république que la mère-patrie, liée par ses vieilles habitudes et ses vieux préjugés.

Ainsi continua de vivre en France un parti qui ne permet pas à la royauté constitutionnelle de se développer, le parti républicain radical. La situation de la France ne fut nullement celle de l'Angleterre; à côté de la droite, de la gauche et du centre, il y eut un parti irréconciliable, négation totale du gouvernement existant, un parti qui ne dit pas au gouvernement : « Faites telle chose, et nous sommes à vous; » mais : « Quoi que vous fassiez, nous serons contre vous. » La république est en un sens le terme de toute société humaine, mais on conçoit deux manières bien différentes d'y venir. Établir la république de haute lutte, en détruisant tous les obstacles, est le rêve des esprits ardens. Il est une autre voie plus douce et

plus sûre : conserver les anciennes familles royales comme de précieux monumens et d'antiques souvenirs n'est pas seulement une fantaisie d'antiquaire; les dynasties ainsi conservées deviennent des rouages infiniment commodes du gouvernement constitutionnel à certains jours de crise. Les pays qui ont suivi cette marche, comme l'Angleterre, arriveront-ils un jour à la république parfaite, sans dynastie héréditaire et avec suffrage universel? C'est demander si l'hyperbole atteint ses asymptotes. Qu'importe, puisqu'en réalité elle en approche si près que la distance est insaisissable à l'œil! Voilà ce que le parti républicain français ne comprend pas. Pour la forme de la république, il en sacrifie la réalité. Pour ne pas suivre une grande route tracée, faisant quelques détours, il préfère se jeter dans les précipices et les fondrières. On vit rarement avec autant d'honnêteté aussi peu d'esprit politique et de pénétration.

L'année 1848 mit la plaie à nu, et posa pour tout esprit exercé le principe fondamental de la philosophie de notre histoire. La révolution de 1848 ne fut pas un effet sans cause (une telle assertion serait dénuée de sens), ce fut un effet complétement disproportionné avec sa cause apparente. Le choc ne fut rien, la ruine fut immense. Il arriva en 1848 ce qui serait arrivé en Angleterre, si Guillaume III eût été emporté par un des accès de vif mécontentement que provoqua son gouvernement. L'histoire d'Angleterre eût été bouleversée dans une telle hypothèse. En Angleterre, le goût du peuple pour la légitimité et la crainte de la république furent assez forts pour faire traverser à la nouvelle dynastie les momens difficiles. En France, l'affaiblissement moral de la nation, son manque de foi en la royauté, l'énergie du parti républicain, suffirent pour jeter par terre un trône qui n'avait que des assises ruineuses. On vit ce jour-là la funeste situation où la France est restée depuis la révolution. Si en France la révolution et la république avaient jeté des racines moins profondes, la maison d'Orléans et avec elle le régime parlementaire se fussent sûrement consolidés; si l'idée républicaine avait été plus dominante, elle aurait, après diverses actions et réactions, entraîné le pays, et la république se fût fondée : ni l'une ni l'autre de ces deux suppositions ne se réalisa. L'esprit républicain s'était trouvé assez fort pour empêcher la royauté constitutionnelle de se fonder; il ne fut pas assez fort pour fonder la république. De là une position fausse, bizarre et faite pour amener un triste abaissement. Ce qui s'est passé en 1848 pourrait se passer plusieurs fois encore; tâchons d'en bien démêler la loi secrète et l'intime raison.

Quand nous voyons un homme mourir d'un rhume, nous en concluons, non pas que le rhume est une maladie mortelle, mais que cet homme était poitrinaire. La maladie dont mourut le gouverne-

ment de juillet fut de même si légère qu'il faut admettre que sa constitution était des plus chétives. La petite agitation des banquets était de celles qu'un gouvernement doit pouvoir supporter sous peine de n'être pas capable de vivre. Comment, avec toutes les apparences de la santé, le gouvernement de juillet se trouva-t-il si faible? C'est qu'il n'avait pas ce qui donne à un gouvernement de bons poumons, un cœur vigoureux, de solides viscères; je veux dire la sérieuse adhésion des parties résistantes du pays. Le sentiment de profonde humanité qui empêcha Louis-Philippe de livrer la bataille, outre qu'il impliquait une défiance de son droit, ne suffit pas pour expliquer sa chute. Le parti républicain qui fit la révolution était une imperceptible minorité. Dans un pays où le gouvernement eût été plus fort, moins centralisé, et où l'opinion se fût trouvée moins divisée, la majorité eût fait volte-face; mais la province n'avait pas encore l'idée de résister à un mouvement venant de Paris; de plus, si la faction qui prit part au mouvement le 24 février 1848 fut insignifiante, le nombre de ceux qui eussent pu défendre la dynastie vaincue était peu considérable. Le parti légitimiste triompha, et, sans faire de barricades, eut ce jour-là sa revanche. La dynastie d'Orléans n'avait pas su, malgré sa profonde droiture et sa rare honnêteté, parler au cœur du pays ni se faire aimer.

Ainsi mise en présence du fait accompli par une minorité turbulente, que va faire la France? Un pays qui n'a pas de dynastie unanimement acceptée est toujours dans ses actions un peu gauche et embarrassé. La France plia; elle accepta la république sans y croire, sournoisement, et bien décidée à lui être infidèle. L'occasion ne manqua point. Le vote du 10 décembre fut une évidente répudiation de la république. Le parti qui avait fait la révolution de février subit la loi du talion. Qu'on nous permette une expression vulgaire: il avait joué un mauvais tour à la France, la France lui joua un mauvais tour. Elle fit comme un bourgeois honnête dont les gamins s'empareraient en un jour d'émeute et qu'ils affubleraient du bonnet rouge; ce digne homme pourrait se laisser faire par amour de la paix, mais en garderait probablement quelque rancune. La surprise du scrutin répondit à la surprise de l'émeute. Sûrement la conduite de la France eût été plus digne et plus loyale, si, à l'annonce de la révolution, elle avait résisté en face, arrêté poliment les commissaires du gouvernement provisoire à leur descente de diligence, et convoqué des espèces de conseils-généraux qui eussent rétabli la monarchie; mais plusieurs raisons qui s'entrevoient trop facilement pour qu'il soit bien besoin de les développer rendaient alors cette conduite impossible; en outre la nation à qui l'on donne le suffrage universel devient toujours un peu dissimulée. Elle a entre

les mains une arme toute-puissante, qui dispense des guerres civiles. Quand on est sûr que l'ennemi sera obligé de passer par un défilé dont on est maître et où il sera forcé de subir le feu sans répondre, on ne va pas l'attaquer. La France attendit, et en décembre 1848 infligea au parti républicain un affront sanglant. Si février avait prouvé que la France ne tenait pas beaucoup à la monarchie constitutionnelle de la maison d'Orléans, le scrutin du 10 décembre prouva qu'elle ne tenait pas davantage à la république. L'impuissance politique de ce grand pays parut dans tout son jour.

Que dire de ce qui se passa ensuite? Nous n'aimons pas plus les coups d'état que les révolutions; nous n'aimons pas les révolutions, justement parce qu'elles amènent les coups d'état. On ne peut cependant accorder au parti de 1848 sa prétention fondamentale. Ce parti, au nom de je ne sais quel droit divin, s'arroge le pouvoir qu'il n'accorde à aucun autre parti d'avoir pu enchaîner la France, si bien que les illégalités qu'on a faites pour briser les liens dont il avait enserré le pays sont des crimes, tandis que sa révolution de février, à lui, n'a été qu'un acte glorieux. Voilà qui est inacceptable. *Quis tulerit Gracchos de seditione querentes?* Qui frappe avec l'épée finira par l'épée. Si les fusils qui couchèrent en joue M. Sauzet et la duchesse d'Orléans le 24 février 1848 furent innocens, les baïonnettes qui envahirent la chambre le 2 décembre 1851 ne furent pas coupables. Pour nous, chacune de ces violences est un coup de poignard à la patrie, une blessure qui atteint les parties les plus essentielles de sa constitution, un pas de plus dans un labyrinthe sans issue, et nous avons le droit de dire de toutes ces néfastes journées :

> Excidat illa dies ævo, nec postera credant
> Secula; nos etiam taceamus, et oblita multa
> Nocte tegi nostræ patiamur crimina gentis.

III.

L'empereur Napoléon III et le petit groupe d'hommes qui partagent sa pensée intime apportèrent au gouvernement de la France un programme qui, pour n'être pas fondé sur l'histoire, ne manquait pas d'originalité : relever la tradition de l'empire, profiter de sa légende grandiose, si vivante encore dans le peuple, faire parler le sentiment populaire à cet égard par le suffrage universel, amener par ce suffrage une délégation engageant l'avenir et fondant l'hérédité, c'est-à-dire, suivant l'idée chère à la France, une élection dynastique (1); au dedans, gouvernement personnel de l'empereur,

(1) L'idée que l'élection a joué un rôle à l'origine des dynasties de la France, quoique historiquement fausse, se retrouve dès la fin du XIIe siècle. Voir les romans de *Hugues Capet* et de *Baudouin de Seboury*.

avec des apparences de gouvernement parlementaire habilement réduites à la nullité; au dehors, rôle brillant et actif, rendant peu à peu à la France, par la guerre et la diplomatie, la place de premier ordre qu'elle possédait, il y a soixante ans, parmi les nations de l'Europe, et que depuis 1814 elle a perdue.

La France, pendant dix-sept ans, a laissé faire cette expérience avec une patience qu'on pourrait appeler exemplaire, si jamais il était bon pour une nation de trop pratiquer l'abnégation quand il s'agit de ses destinées. Où en est l'expérience? Quels résultats a-t-elle amenés?

Peut-on dire d'abord que la nouvelle maison napoléonienne se soit fondée, c'est-à-dire ait créé autour d'elle ces sentimens d'affection et de dévoûment personnel qui font la force d'une dynastie? Il ne faut pas à cet égard se faire d'illusion. L'égoïsme, le scepticisme, l'indifférence envers les gouvernans, la persuasion qu'on ne leur doit aucune reconnaissance, ont totalement desséché le cœur du pays. La question est devenue une question d'intérêt. La fortune publique ayant pris un grand accroissement, si la question se posait en ces termes : *révolution, — pas de révolution*, le second terme obtiendrait une immense majorité; mais souvent un pays qui ne veut pas de révolution fait ce qu'il faut pour l'amener. En tout cas, ces sentimens d'effusion tendre et de fidélité que le pays avait autrefois pour ses rois, il n'y faut plus penser. Les personnes ayant pour la dynastie napoléonienne les sentimens que le royaliste de la restauration avait pour la famille royale pourraient se compter. Il n'y a presque pas de légitimistes napoléoniens; voilà un fait dont le gouvernement ne peut assez se pénétrer.

La partie du programme de l'empereur Napoléon III relative à la gloire militaire et au rôle prépondérant de la France avait sa grandeur, et ceux qui, du point de vue des intérêts généraux de la civilisation, sont reconnaissans à l'empereur de la guerre de Crimée et de celle d'Italie, ne peuvent juger avec sévérité tous les points de la politique étrangère du second empire; mais il est clair que la France n'est nullement à l'unisson de pareilles idées. Mis au suffrage universel, le plébiscite, *pas de guerre* réunirait une majorité bien plus forte encore que *pas de révolution*. La France actuelle n'est pas plus héroïque que sentimentale. La prépondérance d'une nation européenne sur les autres est d'ailleurs devenue impossible dans l'état actuel des sociétés. Les intentions menaçantes imprudemment exprimées de ce côté du Rhin (et ce n'est pas le gouvernement qui à cet égard a été le plus coupable ou le plus maladroit) ont provoqué chez les nations germaniques une émotion qui tombera le jour où elles seront rassurées sur l'ambition qu'elles ont pu nous supposer. Ce jour-là cessera la force de la Prusse dans le corps

germanique, force qui n'a pas d'autre raison d'être que la crainte de la France. Ce jour-là même cessera probablement le désir d'unité politique, désir si peu conforme à l'esprit germanique et qui n'a jamais été chez les Allemands qu'une mesure défensive, impatiemment tolérée, contre un voisin fortement organisé.

Ce seul point changé dans le programme primitif de l'empereur Napoléon III suffirait pour modifier tout ce qui a trait au gouvernement intérieur. L'empereur Napoléon III n'a jamais cru pouvoir gouverner sans une chambre élective; seulement il a espéré rester longtemps, sinon toujours, maître des élections. C'était là un calcul qui n'aurait pu se réaliser qu'avec de perpétuelles guerres, de perpétuelles victoires. Le gouvernement personnel ne se maintient qu'à la condition d'avoir toujours et partout gloire et succès. Comment pouvait-on espérer qu'à moins d'un éblouissement de prospérité le pays déposerait éternellement dans l'urne le bulletin que l'administration lui mettait dans la main? Il était inévitable qu'un jour la France voulût se servir de l'arme puissante qu'on lui avait laissée, et prît une part de responsabilité dans ses affaires. En politique, on ne joue pas longtemps avec les apparences. On devait s'attendre à ce que le simulacre de gouvernement parlementaire que l'empereur Napoléon III avait toujours conservé devînt une réalité sérieuse. Les dernières élections ont fait passer cette supposition dans le domaine des faits accomplis. Les élections de mai et juin 1869 ont montré que la loi de notre société ne pouvait être celle du césarisme romain. Le césarisme romain fut également à son origine un despotisme entouré de fictions républicaines; le despotisme tua les fictions; chez nous au contraire, les fictions représentatives ont tué le despotisme. Cela n'arriva pas sous le premier empire, car le mode d'élection du corps législatif était alors tout à fait illusoire. Rien ne prouve mieux que les événemens de ces derniers mois combien l'idéal de gouvernement créé par l'Angleterre s'impose par la force des choses à tous les états modernes. On dit souvent que la France n'est pas faite pour un tel gouvernement. La France vient de prouver qu'elle pense le contraire; en tout cas, si cela était vrai, je dirais qu'il faut désespérer de l'avenir de la France. Le régime libéral est une nécessité absolue pour toutes les nations modernes. Qui ne pourra s'y accommoder périra. D'abord le régime libéral donnera aux nations qui l'ont adopté une immense supériorité sur celles qui ne pourront s'y plier. Une nation qui ne sera capable ni de la liberté de la presse, ni de la liberté de réunion, ni de la liberté politique, sera certainement dépassée et vaincue par les nations qui peuvent supporter de telles libertés. Ces dernières seront toujours mieux informées, plus instruites, plus sérieuses, mieux gouvernées.

Une autre raison encore établit que, si la France est condamnée à une fatale alternative d'anarchie et de despotisme, sa perte est inévitable. On ne sort de l'anarchie que par un grand état militaire, lequel, outre qu'il ruine et épuise la nation, ne peut conserver son ascendant sur la nation qu'à la condition d'être toujours victorieux à l'étranger. Le régime de compression militaire à l'intérieur amène nécessairement la guerre étrangère; une armée vaincue et humiliée ne peut comprimer énergiquement. Or, dans l'état actuel de l'Europe, une nation condamnée à faire par système la guerre à l'extérieur est une nation perdue. Cette nation provoquera sans cesse contre elle des coalitions et des invasions. Voilà comment l'état instable du gouvernement intérieur de la France constitue pour elle un danger au dehors, et fait d'elle une nation guerrière, bien que l'opinion générale y soit très pacifique. L'équilibre de l'Europe exige que toutes les nations qui la composent aient à peu près la même constitution politique. Un *ebrius inter sobrios* ne saurait être toléré dans ce concert.

De toutes parts, on arrive donc à cette conséquence, que la France doit entrer sans retard dans la voie du gouvernement représentatif. Une question préalable se poserait ici : l'empereur Napoléon III se résignera-t-il à ce changement de rôle? Modifiera-t-il à ce point un programme qui est pour lui non un simple calcul d'ambition, mais une foi, un enthousiasme, la croyance qui explique toute sa vie? Après avoir aimé jusqu'au fanatisme un idéal qu'il tient pour le seul noble et grand, mais dont la France n'a pas voulu, n'éprouvera-t-il pas un invincible dégoût pour ce régime de paix, d'économie, de petites batailles ministérielles qui s'est toujours présenté à lui comme une image de décadence, et qu'il associe au souvenir d'une dynastie tenue de lui en peu d'estime? Sortira-t-il de ce cercle de conseillers et de ministres médiocres où il paraît se complaire? Le souverain investi par plébiscite de la plénitude des droits populaires peut-il être parlementaire? Le plébiscite n'est-il pas la négation de la monarchie constitutionnelle? Un tel gouvernement est-il jamais sorti d'un coup d'état? peut-il exister avec le suffrage universel? Le respect dû à la personne du souverain nous interdit d'examiner ces questions. Le caractère de l'empereur Napoléon III est d'ailleurs un problème sur lequel, même quand on possédera des données que personne maintenant ne peut avoir, on fera bien de s'exprimer avec beaucoup de précautions. Il y aura peu de sujets historiques où il sera plus important d'user de retouches, et si dans cinquante ans il n'y a pas un critique aussi profond que M. Sainte-Beuve, aussi consciencieux, aussi attentif à ne pas effacer les contradictions et à les expliquer, l'empereur Napoléon III ne sera jamais

bien jugé. Nous ne ferons qu'une seule réflexion. Les considérations de race et de sang, qui étaient jadis décisives en histoire, ont beaucoup perdu de leur force. Des substitutions qui eussent été impossibles sous l'ancien régime peuvent être devenues possibles. Le caractère des familles, qui était autrefois inflexible, si bien qu'un Bourbon par exemple ne pouvait convenir qu'à un rôle déterminé, est maintenant susceptible de bien des modifications. Le rôle historique et la race ne sont plus deux choses inséparables. Qu'un héritier de Napoléon Ier accomplisse une œuvre en contradiction avec l'œuvre de Napoléon Ier, il n'y a en cela rien d'absolument impossible. L'opinion publique est tellement devenue le souverain maître que chaque nom, chaque homme n'est que ce qu'elle le fait. Les objections *a priori* que certaines personnes élèvent contre la possibilité d'un avenir constitutionnel avec la famille Bonaparte ne sont donc pas décisives. La famille capétienne, qui devint bien réellement la représentation de la nationalité française et du tiers-état, fut à l'origine ultra-germanique, ultra-féodale.

De même que l'architecture fait un style avec des fautes et des inexpériences, de même un pays tire tel parti qu'il veut des actes où la fatalité l'a poussé. Nous jouissons des bienfaits de la royauté, quoique la royauté ait été fondée par une série de crimes; nous profitons des conséquences de la révolution, quoique la révolution ait été un tissu d'atrocités. Une triste loi des choses humaines veut qu'on devienne sage quand on est usé. On a été trop difficile, on a repoussé l'excellent; on reste dans le médiocre par crainte de pire. La coquette qui a refusé les plus beaux mariages finit souvent par un mariage de raison. Ceux qui ont rêvé la république sans républicains se laissent aller de même à concevoir un règne de la famille Bonaparte sans bonapartistes, un état de choses où cette famille, débarrassée de l'entourage compromettant de ceux qui ont fondé son second avénement, trouverait ses meilleurs appuis, ses conseillers les plus sûrs dans ceux qui ne l'ont pas faite, mais l'ont acceptée comme voulue par la France et susceptible d'ouvrir quelque issue à l'étrange impasse où nous a engagés la destinée. Il est très vrai qu'il n'y a pas un exemple de dynastie constitutionnelle sortie d'un coup d'état. Des Visconti, des Sforza, tyrans issus de discordes républicaines, ne sont pas l'étoffe dont on fait des royautés légitimes. De telles royautés ne se sont fondées que par la particulière dureté et hauteur de la race germanique aux époques barbares et inconscientes, où l'oubli est possible et où l'humanité vit dans ces ténèbres mystérieuses qui fondent le respect. *Fata viam invenient...* Le défi étrange que la France a jeté à toutes les lois de l'histoire impose en de telles inductions une extrême réserve. Montons plus

haut, et, négligeant ce qui peut être déjoué par l'accident de demain, recherchons quelles sont dans le pays les raisons d'être de la monarchie constitutionnelle; quels motifs peuvent en faire espérer le triomphe, quelles craintes peuvent rester sur son établissement.

IV.

Nous avons vu que le trait particulier de la France, trait qui la sépare profondément de l'Angleterre et des autres états européens (l'Italie et jusqu'à un certain point l'Espagne exceptées), est que le parti républicain constitue dans son sein un élément considérable. Ce parti, qui fut assez fort pour renverser Louis-Philippe et pour imposer quelques mois sa théorie à la France, fut après le 2 décembre l'objet d'une sorte de proscription. A-t-il disparu pour cela? Non, certes. Les progrès qu'il a faits en ces dix-sept dernières années ont été très sensibles. Non-seulement il s'est maintenu en possession de la majorité dans Paris et les grandes villes, il a conquis des pays entiers; toute la zone des environs de Paris lui appartient. L'esprit démocratique, tel que nous le connaissons à Paris, avec sa raideur, son ton absolu, sa simplicité décevante d'idées, ses soupçons méticuleux, son ingratitude, a conquis certains cantons ruraux d'une façon qui étonne. Dans tel village, la situation des fermiers et des valets de ferme est exactement celle des ouvriers et des patrons dans une ville de manufactures; des paysans vous y feront de la politique rogue, radicale et jalouse avec autant d'assurance que des ouvriers de Belleville ou du faubourg Saint-Antoine. L'idée des droits égaux de tous, la façon de concevoir le gouvernement comme un simple service public qu'on paie et auquel on ne doit ni respect ni reconnaissance, une sorte d'impertinence américaine, la prétention d'être aussi sage que les meilleurs hommes d'état, et de réduire la politique à une simple consultation de la volonté de la majorité, voilà l'esprit qui envahit de plus en plus, même les campagnes. Je ne doute pas que cet esprit ne fasse tous les jours des progrès, et qu'aux prochaines élections il ne se montre, partout où il sera le maître, plus exigeant, plus intraitable encore qu'il ne l'a été cette année.

Le parti républicain pourra-t-il cependant devenir un jour la majorité et faire prévaloir en France les institutions américaines? Je ne le crois pas. L'essence de ce parti est d'être une minorité. S'il aboutissait à une nouvelle révolution sociale, il pourrait créer de nouvelles classes; mais ces classes deviendraient monarchiques le lendemain de leur enrichissement. Les intérêts les plus pressans de la France, son esprit, ses qualités et ses défauts lui font de la

royauté un besoin. Le lendemain du jour où le parti radical aura jeté bas une monarchie, les journalistes, les littérateurs, les artistes, les gens d'esprit, les gens du monde, les femmes, conspireront pour en rétablir une autre, car la monarchie répond à des besoins profonds de la France. Notre amabilité seule suffit pour faire de nous de mauvais républicains. Les charmantes exagérations de la vieille politesse française, la courtoisie qui nous met aux pieds de ceux avec qui nous sommes en rapport, sont le contraire de cette raideur, de cette âpreté, de cette sécheresse que donne au démocrate le sentiment perpétuel de son droit. La France n'excelle que dans l'exquis, elle n'aime que le distingué, elle ne sait faire que de l'aristocratique. Nous sommes une race de gentilshommes; notre idéal a été créé par des gentilshommes, non, comme celui de l'Amérique, par d'honnêtes bourgeois, de sérieux hommes d'affaires. De telles habitudes ne sont satisfaites qu'avec une haute société, une cour et des princes du sang. Espérer que les grandes et fines œuvres françaises continueraient de se produire dans un monde bourgeois, n'admettant d'autres inégalités que celle de la fortune, c'est une illusion. Les gens d'esprit et de cœur qui dépensent le plus de chaleur pour l'utopie républicaine seraient justement ceux qui pourraient le moins s'accommoder d'une pareille société. Les personnes qui poursuivent si avidement l'idéal américain oublient que cette race n'a pas notre passé brillant, qu'elle n'a pas fait une découverte de science pure ni créé un chef-d'œuvre, qu'elle n'a jamais eu de noblesse, que le négoce et la fortune l'occupent tout entière. Notre idéal à nous ne peut se réaliser qu'avec un gouvernement donnant de l'éclat à ce qui approche de lui, et créant des distinctions en dehors de la richesse. Une société où le mérite d'un homme et sa supériorité sur un autre ne peuvent se révéler que sous forme d'industrie et de commerce nous est antipathique; non que le commerce et l'industrie ne nous paraissent honnêtes, mais parce que nous voyons bien que les meilleures choses (par exemple les fonctions du prêtre, du magistrat, du savant, de l'artiste et de l'homme de lettres sérieux) sont l'inverse de l'esprit industriel et commercial, le premier devoir de ceux qui s'y adonnent étant de ne pas chercher à s'enrichir, et de ne jamais considérer la valeur vénale de ce qu'ils font.

Le parti républicain pourra donc être assez fort pour empêcher tout gouvernement libéral de s'établir, car, en provoquant des séditions, il lui sera toujours loisible de forcer les gouvernemens à s'armer de lois répressives, à restreindre les libertés, à fortifier l'élément militaire; mais il est douteux qu'il soit capable de s'établir lui-même. La haine entre lui et la partie paisible du pays ira toujours s'envenimant, car il paraîtra de plus en plus au pays un

éternel trouble-fête. Il ne réussira, je le crains, qu'à provoquer des espèces de crises périodiques, suivies d'expulsions violentes, que le parti conservateur montrera comme des assainissemens, mais qui seront en réalité des affaiblissemens, et qui en tout cas useront d'une manière déplorable le tempérament de la nation. Dans ces vomissemens convulsifs en effet, des élémens excellens, nécessaires à la vie d'une nation, seront rejetés avec les élémens impurs. Comme il est arrivé après 1848, les idées libérales souffriront de leur inévitable solidarité avec un parti qui, plein d'illusions généreuses, exerce un grand attrait sur les imaginations jeunes, et qui d'ailleurs a toute une partie de son programme en commun avec l'école libérale. Il est à craindre que de longues habitudes d'esprit, une certaine raideur, beaucoup de routine et l'habitude de tout juger d'après Paris (habitude facile à comprendre chez un parti qui fut à l'origine essentiellement parisien) n'induisent ce parti à croire que des révolutions dans le genre de 1830 et de 1848 pourraient se renouveler. Rien ne serait plus funeste. Le temps des révolutions parisiennes est fini. Je fonde cette opinion beaucoup moins sur les changemens matériels accomplis dans Paris que sur deux raisons qui pèseront, selon moi, d'un poids énorme sur les destinées de l'avenir.

L'une est l'établissement du suffrage universel. Un peuple en possession de ce suffrage ne laissera pas faire de révolution par sa capitale. Si une telle révolution s'opérait dans Paris (chose heureusement impossible), je suis persuadé que les départemens ne l'accepteraient pas, que des barricades s'élèveraient sur les chemins de fer pour arrêter la propagation de l'incendie et empêcher l'approvisionnement de la capitale, que l'émeute parisienne, vite affamée, n'aurait que quelques jours de vie. L'émancipation de la province a fait depuis 1848 de grands progrès. Un autre événement d'ailleurs doit être pris en grande considération. Toute la philosophie de l'histoire est dominée par la question de l'armement. Rien n'a autant contribué à l'avénement de l'esprit moderne que l'invention de la poudre à canon. L'artillerie a tué la chevalerie et la féodalité, a créé la force des royautés et des états, maté définitivement la barbarie, rendu impossibles ces cyclones étranges du monde tartare qui, se formant au centre de l'Asie, venaient ébranler l'Europe et terrifier le monde chrétien. L'application délicate de la science à l'art de la guerre amènera de nos jours des révolutions presque aussi graves. La guerre deviendra de plus en plus un problème scientifique et industriel; l'avantage sera pour la nation la plus riche, la plus scientifique, la plus industrieuse. Que si nous examinons les effets de ce changement à l'intérieur des états, il est clair que l'application en grand de la science à l'armement profitera uniquement aux gouvernemens.

L'effet de l'artillerie fut de démolir les uns après les autres tous les châteaux féodaux; une décharge de tel engin perfectionné arrêtera une révolution. Aux époques où l'armement est peu perfectionné, un citoyen égale presque un soldat; mais dès que le procédé agressif devient une chose savante, exigeant des instrumens de précision et demandant une éducation spéciale, le soldat a une immense supériorité sur la masse désarmée. Tout porte donc à croire que des révolutions commencées par les citoyens seraient désormais écrasées dans leur germe. C'est ce que comprennent avec leur habileté ordinaire les jésuites quand ils s'emparent des avenues des écoles de Saint-Cyr et de l'École polytechnique. Ils voient l'avenir de ceux qui savent manier les armes savantes et les forces disciplinées, et ils reconnaissent très bien que l'avantage, sous ce rapport, est aux anciennes classes nobles, moins préoccupées que la bourgeoisie d'industrie ou de positions civiles lucratives, et par là même plus capables d'abnégation.

La France paraît donc devoir longtemps encore échapper à la république, même quand le parti républicain formerait la majorité numérique. La France voit grandir chaque jour dans son sein une masse populaire dénuée d'idéal religieux, et repoussant tout principe social supérieur à la volonté des individus. L'autre masse, non encore pénétrée de cette idée égoïste, est chaque jour diminuée par l'instruction primaire et par l'usage du suffrage universel; mais, contre ce flot montant d'idées envahissantes, lesquelles, étant jeunes et inexpérimentées, ne se doutent d'aucune difficulté, se dressent des intérêts et des besoins supérieurs, qui veulent une organisation et une direction de la société par un principe de raison et de science distinct de la volonté des individus. Le démocrate suppose toujours que la conscience de la nation est parfaitement claire, il n'admet rien d'obscur, d'hésitant, de contradictoire dans l'opinion : compter les voix et faire ce que veut la majorité lui paraissent choses fort simples; mais ce sont là des illusions. Longtemps encore l'opinion devra être devinée, pressentie, supposée et jusqu'à un certain point dirigée. De là des intérêts monarchiques qui, le lendemain de l'établissement de la république, se montreront formidables, même dans l'esprit de ceux qui auront fait ou laissé faire la république.

Le mouvement qui s'opère dans les classes populaires et qui tend à donner aux individus une conscience de plus en plus claire de leurs droits est un fait si évident, que vouloir s'y opposer serait de la pure folie. Le devoir de la politique est, non pas de combattre un tel mouvement, mais de le prévoir et de s'en accommoder. Les savans qui s'occupent de la navigation n'ont jamais cherché des moyens pour arrêter la marée; ils ont mieux fait : ils ont si bien

déterminé les lois du phénomène, que le navigateur sait minute par minute l'état de la mer et en tire grand profit. L'essentiel est que le flot ascendant n'emporte pas les digues nécessaires et ne produise pas, en se retirant, de funestes réactions. Or c'est là, suivant les apparences, ce qui arrivera toutes les fois que la démocratie française sera conduite par ce jacobinisme âpre, hargneux, pédantesque, qui remue le pays, parfois même lui donne de l'essor, mais ne le conduira jamais à une constitution assurée. Ce parti peut faire une révolution, il ne régnera pas plus de deux mois après l'avoir faite. Même le jour où (chose peu probable) il arriverait à une majorité de scrutin, il ne fonderait rien encore, car les élémens dont il dispose, excellens pour agiter, sont instables, faciles à diviser, et tout à fait incapables de fournir les élémens solides d'une construction. Sa force, quoique grande, est en partie une force de circonstance. Dix fois il m'a été donné, pendant une campagne électorale, d'entendre le dialogue que voici. « — Nous ne sommes pas contens du gouvernement; il coûte trop cher; il gouverne au profit d'idées qui ne sont pas les nôtres; nous voterons pour le candidat de l'opposition la plus avancée. — Vous êtes donc révolutionnaires? — Nullement; une révolution serait le dernier malheur. Il s'agit seulement de faire impression sur le gouvernement, de le forcer à changer, de le contenir vigoureusement. — Mais si la chambre est composée de révolutionnaires, c'est le renversement du gouvernement. — Non; il n'y en aura que vingt ou trente, et puis le gouvernement est si fort! Il a les chassepots! » Ce naïf raisonnement donne la mesure de l'illusion que se fait la gauche radicale, quand elle s'imagine que le pays la veut pour elle-même. Une grande partie du pays la prend comme un bâton pour châtier le pouvoir, non comme un appui pour s'étayer. « On nous nomme, donc on nous aime, » serait de la part des honorables membres de l'opposition dite avancée la plus dangereuse des conclusions. On les nomme pour donner une leçon au gouvernement, et avec la persuasion que le gouvernement est assez fort pour supporter la leçon. Le jour où il n'en serait plus ainsi et où l'on s'apercevrait qu'on a mis en danger l'existence du gouvernement, il se ferait une volte-face, si bien que le parti radical est soumis à cette loi étrange, que l'heure de sa victoire est le commencement de sa défaite. Son triomphe est sa fin; souvent ceux qui l'ont nommé et mis en avant applaudissent eux-mêmes à sa proscription.

L'ordre en effet est devenu dans nos sociétés modernes d'Europe une condition si impérieuse, que de longues guerres civiles sont impossibles. On cite quelquefois l'exemple de ces illustres républiques grecques et italiennes, qui créèrent une admirable civilisation au milieu d'un état politique assez analogue à notre terreur;

mais on ne saurait rien conclure de là pour des sociétés comme les nôtres, où les ressorts sont bien plus compliqués. L'Espagne, les républiques espagnoles de l'Amérique, l'Italie même, peuvent supporter plus d'anarchie que la France, parce que ce sont des pays où la vie matérielle est plus facile, où il y a moins de sources de richesse, où les intérêts et le crédit ont pris moins de développement. La terreur, à la fin du dernier siècle, fut la suspension de la vie. Ce serait de nos jours bien pis encore. De même qu'un être d'une structure simple résiste à des milieux très différens, et que les animaux fins, tels que l'homme, ont des limites de vie très restreintes, si bien que de légers changemens dans leurs habitudes amènent pour eux la mort, de même nos civilisations montées comme de savans appareils ne supportent pas de crises. Elles ont, si j'ose le dire, le tempérament délicat; un degré de plus ou de moins les tue. Huit jours d'anarchie amèneraient des pertes incalculables; au bout d'un mois peut-être, les chemins de fer s'arrêteraient. Nous avons créé des mécanismes d'une précision infinie, des outillages qui marchent par la confiance et qui tous supposent une profonde tranquillité publique, un gouvernement à la fois fortement établi et sérieusement contrôlé. Je sais qu'aux États-Unis les choses ne se passent point de la sorte; on y supporte des désordres qui chez nous feraient pousser des cris d'alarme. Cela vient de ce que l'assise constitutionnelle des États-Unis n'est jamais réellement compromise. Ces pays américains, peu gouvernés, ressemblent aux pays européens où la dynastie est hors de question. Ils ont le respect de la loi et de la constitution, qui représentent chez eux ce qu'est en Europe le dogme de la légitimité. Comparer les pays à tendances socialistes, comme le nôtre, où tant de personnes attendent d'une révolution l'amélioration de leur sort, à de pareils états, complétement exempts de socialisme, où l'homme, tout occupé de ses affaires privées, demande au gouvernement très peu de garanties, est la plus profonde erreur qu'on puisse commettre en fait d'histoire philosophique.

Le besoin d'ordre qu'éprouvent nos vieilles sociétés européennes, coïncidant avec le perfectionnement des armes, donnera en somme aux gouvernemens autant de force que leur en enlève chaque jour le progrès des idées révolutionnaires. Comme la religion, l'ordre aura ses fanatiques. Les sociétés modernes offrent cette particularité, qu'elles sont d'une grande douceur quand leur principe n'est pas en danger, mais qu'elles deviennent impitoyables si on leur inspire des doutes sur les conditions de leur durée. La société qui a eu peur est comme l'homme qui a eu peur : elle n'a plus toute sa valeur morale. Les moyens qu'employa la société catholique au XIIIe et au XVIe siè-

cle pour défendre son existence menacée, la société moderne les emploiera, sous des formes plus expéditives et moins cruelles, mais non moins terribles. Si les vieilles dynasties y sont impuissantes, ou si, comme il est probable, elles refusent le pouvoir dans des conditions indignes d'elles, on recourra aux *paciers* et aux podestats de l'Italie du moyen âge, que l'on chargera à forfait, et sur un sanglant programme réglé d'avance, de rétablir les conditions de la vie. Des dictateurs d'aventure analogues aux généraux de l'Amérique espagnole se chargeront seuls d'une telle besogne. Comme nos races cependant ont un fonds de fidélité dont elles ne se départent pas, comme d'ailleurs il restera longtemps des survivans des anciennes dynasties, il y aura probablement des retours de légitimité après chaque cruelle dictature. Plus d'une fois encore on suppliera les vieux détenteurs traditionnels de rôles nationaux de reprendre leur tâche et de rendre à tout prix aux pays qui contractèrent jadis avec leurs ancêtres un peu de paix, de bonne foi et d'honneur. Peut-être se feront-ils prier et mettront-ils à leur acceptation des clauses qu'on ne marchandera pas. En présence de certains faits comme ceux qui se sont passés récemment en Grèce, au Mexique, en Espagne, le parti démocratique dit parfois avec un sourire : « On ne trouve plus de rois. » En effet, nous verrons un temps où la royauté dépréciée n'aura plus assez d'attraits pour tenter les princes capables et se respectant eux-mêmes. Dieu veuille qu'un jour, pour avoir trop fait fi des libertés octroyées, on ne soit pas amené à prier les souverains de les réserver toutes, ou de n'en délier le faisceau que lentement, par des concessions et des chartes personnelles, locales, momentanées.

Un retour des barbares, c'est-à-dire un nouveau triomphe des parties moins conscientes et moins civilisées de l'humanité sur les parties plus conscientes et plus civilisées, paraît au premier coup d'œil impossible. Entendons-nous bien à cet égard. Il existe encore dans le monde un réservoir de forces barbares, placées presque toutes sous la main de la Russie. Tant que les nations civilisées conserveront leur forte organisation, le rôle de cette barbarie est à peu près réduit à néant; mais certainement, si (ce qu'à Dieu ne plaise!) la lèpre de l'égoïsme et de l'anarchie faisait périr nos états occidentaux, la barbarie retrouverait sa fonction, qui est de relever la virilité dans les civilisations corrompues, d'opérer un retour vivifiant d'instinct quand la réflexion a supprimé la subordination, de montrer que se faire tuer volontiers par fidélité pour un chef (chose que le démocrate tient pour basse et insensée) est ce qui rend fort et fait posséder la terre. Il ne faut pas se dissimuler en effet que le dernier terme des théories démocratiques socialistes serait

un complet affaiblissement. Une nation qui se livrerait à ce programme, répudiant toute idée de gloire, d'éclat social, de supériorité individuelle, réduisant tout à contenter les volontés matérialistes des foules, c'est-à-dire à procurer la jouissance du plus grand nombre, deviendrait tout à fait ouverte à la conquête, et son existence courrait les plus grands dangers.

Comment prévenir ces tristes éventualités que nous avons voulu montrer comme des possibilités et non comme des craintes déterminées? Par le programme réactionnaire? En comprimant, éteignant, serrant, gouvernant de plus en plus? Non, mille fois non; cette politique a été l'origine de tout le mal; elle serait le moyen de tout perdre. Le programme libéral est en même temps le programme vraiment conservateur. Monarchie constitutionnelle, limitée et contrôlée; décentralisation, diminution du gouvernement, forte organisation de la commune, du canton, du département; large essor donné à l'activité individuelle dans le domaine de l'art, de l'esprit, de la science, de l'industrie, de la colonisation; politique décidément pacifique, renoncement à tout agrandissement territorial en Europe; développement d'une bonne instruction primaire et d'une instruction supérieure capable de donner aux mœurs de la classe instruite la base d'une solide philosophie; formation d'une chambre haute provenant de modes d'élection très variés et réalisant à côté de la simple représentation numérique des citoyens la représentation des intérêts, des fonctions, des spécialités, des aptitudes diverses; dans les questions sociales, neutralité du gouvernement; liberté entière d'association; séparation graduelle de l'église et de l'état, condition de tout sérieux dans les opinions religieuses : voilà ce qu'on rêve quand on cherche, avec la réflexion froide et dégagée des aveuglemens d'un patriotisme intempérant, la voie du possible. A quelques égards, c'est là une politique de pénitence, impliquant l'aveu que pour le moment il s'agit moins de continuer la révolution que de la corriger. Je me figure souvent en effet que l'esprit français traverse une période de jeûne, une sorte de diète politique, durant laquelle l'attitude qui nous convient est celle de l'homme d'esprit qui expie les fautes de sa jeunesse, ou bien du voyageur déçu qui contourne par le plus long chemin la hauteur qu'il avait prétendu escalader à pic. Les révolutions, comme les guerres civiles, fortifient, si l'on en sort; elles tuent, si elles durent. Les brillantes et hardies entreprises nous ont mal réussi; essayons des voies plus humbles. Les initiatives de Paris ont été funestes; essayons ce que peut le terre-à-terre provincial. Craignons ces revendications impérieuses et hautaines, si rarement suivies d'effet. Qu'on me montre un exemple, au moins en France, d'une liberté prise de haute lutte et gardée.

Nul plus que moi n'admire et n'aime ce centre extraordinaire de vie et de pensée qui s'appelle Paris. Maladie si l'on veut, mais maladie à la façon de la perle, précieuse et exquise hypertrophie, Paris est la raison d'être de la France. Foyer de lumière et de chaleur, je veux bien qu'on l'appelle aussi foyer de décomposition morale, pourvu qu'on m'accorde que sur ce fumier naissent des fleurs charmantes, dont quelques-unes de première rareté. La gloire de la France est de savoir entretenir cette prodigieuse exhibition permanente de ses produits les plus excellens; mais il ne faut pas se dissimuler à quel prix ce merveilleux résultat est obtenu. Les capitales consomment, elles ne produisent pas. Il ne faut pas, en portant le mal aux extrêmes, risquer de faire de la France alternativement une tête sans corps et un corps sans tête. L'action politique de Paris doit cesser d'être prépondérante. Les deux choses que la province a jusqu'ici reçues de Paris, les révolutions et le gouvernement, la province commence à les accueillir avec une égale antipathie. Seule, la démocratie parisienne ne fondera rien de solide; si l'on n'y prend garde, elle amènera des exterminations périodiques, funestes pour la France, puisque la démocratie parisienne est d'un autre côté un ferment nécessaire, un excitant sans lequel la vie de la France languirait. Les réunions publiques de la dernière période électorale à Paris ont révélé un manque complet d'esprit politique. Maîtresse du terrain, la démocratie a mis à l'ordre du jour une sorte de surenchère en fait de paradoxes; les candidats se sont laissé conduire par les exigences de la foule, et n'ont guère été appréciés qu'en proportion de leur vigueur déclamatoire; l'opinion modérée n'a pu se faire entendre, ou bien a été obligée de forcer sa voix. Paris ignore les deux premières vertus de la vie politique, la patience et l'oubli. La politique du patriarche Jacob, qui voulait que la marche de toute sa tribu se réglât sur le pas des agneaux nouveau-nés, n'est pas du tout son fait.

En général, l'erreur du parti libéral français est de ne pas comprendre que toute construction politique doit avoir une base conservatrice. En Angleterre, le gouvernement parlementaire n'a été possible qu'après l'exclusion du parti radical, exclusion qui s'est faite avec une sorte de frénésie de légitimité. Rien n'est assuré en politique jusqu'à ce qu'on ait amené les parties lourdes et solides, qui sont le lest de la nation, à servir le progrès. Le parti libéral de 1830 s'imagina trop facilement emporter son programme de vive force, en contrariant en face le parti légitimiste. L'abstention ou l'hostilité de ce parti est encore le grand malheur de la France. Retirée de la vie commune, l'aristocratie légitimiste refuse à la société ce qu'elle lui doit, un patronage, des modèles et des leçons de noble vie, de belles images de sérieux. La vulgarité, le défaut d'éducation

de la France, l'ignorance de l'art de vivre, l'ennui, le manque de respect, la parcimonie puérile de la vie provinciale, viennent de ce que les personnes qui devraient au pays les types de gentilshommes remplissant les devoirs publics avec une autorité reconnue de tous désertent la société générale, se renferment de plus en plus dans une vie solitaire et fermée. Le parti légitimiste est en un sens l'assise indispensable de toute fondation politique parmi nous; même les États-Unis possèdent à leur manière cette base essentielle de toute société dans leurs souvenirs religieux, héroïques à leur manière, et dans cette classe de citoyens moraux, fiers, graves, pesans, qui sont les pierres avec lesquelles on bâtit l'édifice de l'état. Le reste n'est que sable; on n'en fait rien de solide, quelque esprit et même quelque chaleur de cœur qu'on y mette d'ailleurs.

Ce parti provincial, qui prend de jour en jour conscience de sa force, que pense-t-il? que veut-il? Jamais état d'opinion ne fut plus évident. Ce parti est libéral, non révolutionnaire, constitutionnel, non républicain; il veut le contrôle du pouvoir, non sa destruction, la fin du gouvernement personnel, non le renversement de la dynastie. Je ne doute pas que si, il y a huit mois, le gouvernement eût nettement pris son parti, renoncé aux candidatures officielles, au morcellement artificiel des circonscriptions, et laissé les élections se faire spontanément par le pays, le scrutin n'eût envoyé une chambre décidément imbue de ces principes, et qui, étant considérée par le pays comme une représentation de sa volonté, aurait eu assez de force pour traverser les circonstances les plus difficiles. On aura un jour autant de peine à comprendre que l'empereur Napoléon III n'ait pas saisi ce moyen pour obtenir une seconde signature du pays à son contrat de mariage et pour partager avec lui la responsabilité d'un obscur avenir, qu'on en éprouve à comprendre que Louis-Philippe n'ait pas vu dans l'adjonction des capacités une manière d'élargir les bases de sa dynastie. La province en effet prend les élections beaucoup plus au sérieux que Paris. N'ayant de vie politique qu'une fois tous les six ans, elle prête aux élections une importance que Paris, avec sa perpétuelle légèreté, ne leur accorde pas. Paris, préoccupé de sa protestation radicale, voit dans les élections non un choix de graves délégués, mais une occasion de manifestations ironiques. La province ne comprend pas ces finesses; son député est vraiment son mandataire, et elle y tient. Une chambre élue librement et sans l'intervention de l'administration eût-elle été dangereuse pour la dynastie? L'opposition radicale y eût-elle été représentée par un nombre plus considérable de députés? Je crois juste tout le contraire. Dans un grand nombre de cas, l'élection des candidats hostiles ou même injurieux a été une façon de protester

contre le candidat officiel ou complaisant. La candidature officielle trouble complétement l'opération électorale et en altère la sincérité, non-seulement par la pression directe que l'administration exerce en sa faveur, mais surtout par la fausse situation où elle met l'électeur indépendant. Pour celui-ci en effet, il ne s'agit plus de choisir le candidat qui représente le mieux son opinion, ou qu'il croit le plus capable de rendre des services au pays; il s'agit d'écarter à tout prix le candidat officiel. Dès lors plus de nuances, plus de préférences. Les opinions extrêmes trouvant une faveur assurée dans la foule, sur laquelle les assertions tranchées, les déclamations bruyantes, ont plus de force que les opinions moyennes, le parti démocratique d'ailleurs ayant une organisation que n'a aucun autre parti et disposant d'un vrai fanatisme, les libéraux suivent le torrent, et adoptent malgré leurs répugnances le candidat radical. C'est une erreur fort répandue en France qu'en demandant plus on obtient moins, et que l'opposition radicale est l'instrument du progrès, la force d'impulsion du gouvernement; cela est vrai de l'opposition modérée, mais non de l'opposition radicale, laquelle est un obstacle au progrès, un empêchement aux concessions, par la terreur qu'elle inspire et les mesures de répression qu'elle amène.

Plus que jamais l'effort de la politique doit être non pas de résoudre les questions, mais d'attendre qu'elles s'usent. La vie des nations, comme celle des individus, est un compromis entre des contradictions. De combien de choses il faut dire qu'on ne peut vivre ni avec elles ni sans elles, et pourtant l'on vit toujours! Le prince Napoléon disait, il y a quelques jours, avec esprit à ceux qui veulent ajourner la liberté jusqu'à ce qu'il n'y ait plus en France ni dynastie rivale ni parti révolutionnaire : « Vous attendrez longtemps. » L'histoire ne blâmera pas la politique de ceux qui, dans un tel état de choses, se seront résignés à vivre d'expédiens. Supposez qu'un membre de la branche aînée ou de la branche cadette de Bourbon règne un jour sur la France, ce ne sera point parce que la majorité de la France se sera faite légitimiste ou orléaniste, c'est parce que la *roue de fortune* aura ramené des circonstances où tel membre de la maison de Bourbon se sera trouvé l'utilité du moment. La France a si complétement laissé mourir en elle l'attachement dynastique, que même la légitimité n'y rentrerait que par aventure, à titre transitoire. Le positivisme contemporain a tellement supprimé toute métaphysique qu'une idée des plus étroites tend à se répandre, c'est qu'un suffrage populaire a d'autant plus de force qu'il est plus récent, si bien qu'au bout d'une quinzaine d'années on fait cet étrange raisonnement : « la génération qui avait voté tel plébiscite est morte en partie, le suffrage a perdu

sa valeur et a besoin d'être renouvelé. » C'est le contraire de l'idée du moyen âge, selon laquelle un pacte valait d'autant plus qu'il était plus ancien. C'est en un sens la négation du principe national, car le principe national, comme la religion, suppose des pactes indépendans de la volonté des individus, — des pactes transmis et reçus de père en fils comme un héritage. En refusant à la nation le pouvoir d'engager l'avenir, on réduit tout à des contrats viagers, que dis-je? passagers; les exaltés, je crois, les voudraient même annuels, en attendant ce qu'ils appellent le gouvernement direct, état où la volonté nationale ne serait plus que le caprice de chaque heure. Que devient avec de pareilles conceptions politiques l'intégrité de la nation? Comment nier le droit à la sécession quand on réduit tout au fait matériel de la volonté actuelle des citoyens? La vérité est qu'une nation est autre chose que la collection des unités qui la composent, qu'elle ne saurait dépendre d'un vote, qu'elle est à sa manière une idée, une chose abstraite, supérieure aux volontés particulières. Le principe du gouvernement ne saurait non plus être réduit à une simple consultation du suffrage universel, c'est-à-dire à constater et exécuter ce que le plus grand nombre regarde comme son intérêt. Cette conception matérialiste renferme au fond un appel à la lutte; en se proclamant *ultima ratio*, le suffrage universel part de cette idée, que le plus grand nombre est un indice de force, en sorte que, si la minorité ne pliait pas devant l'opinion de la majorité, elle aurait toute chance d'être vaincue. Mais ce raisonnement n'est pas exact, car la minorité peut être plus énergique et plus versée dans le maniement des armes que la majorité. « Nous sommes vingt, vous êtes un, dit le suffrage universel; cédez, ou nous vous forçons! — Vous êtes vingt, mais j'ai raison, et à moi seul je peux vous forcer, cédez, » dira l'homme armé.

Fata viam invenient! Heureux qui peut, comme Boèce, sur les ruines d'un monde, écrire sa *Consolation de la philosophie*. L'avenir de la France est un mystère qui déjoue toute sagacité. Certes d'autres pays agitent de graves problèmes : l'Angleterre, avec un calme qu'on ne peut assez admirer, résout des questions hardies qui chez nous passent pour le domaine des seuls utopistes ; mais partout le débat est circonscrit, partout il y a une arène limitée, des lois du combat, des hérauts et des juges. Chez nous, c'est la constitution même, la forme et jusqu'à un certain point l'existence de la société qui sont perpétuellement en question. Un pays peut-il résister à un tel régime? Voilà ce qu'on se demande avec inquiétude. On se rassure en songeant qu'une grande nation est, comme le corps humain, une machine admirablement pondérée et équilibrée, qu'elle se crée

les organes dont elle a besoin, et que, si elle les a perdus, elle se les redonne. Il se peut que, dans notre ardeur révolutionnaire, nous ayons poussé trop loin les amputations, qu'en croyant ne retrancher que des superfluités maladives, nous ayons touché à quelque organe essentiel de la vie, si bien que l'obstination du malade à ne pas se bien porter tienne à quelque grosse lésion faite par nous dans ses entrailles. C'est une raison pour y mettre désormais beaucoup de précautions et pour laisser ce corps, robuste après tout, quoique profondément atteint, réparer ses blessures intérieures et revenir aux conditions normales de la vie.

Hâtons-nous de le dire d'ailleurs : des défauts aussi brillans que ceux de la France sont à leur manière des qualités. La France n'a pas perdu le sceptre de l'esprit, du goût, de l'art délicat, de l'atticisme; longtemps encore elle fixera l'attention de l'humanité civilisée, et posera l'enjeu sur lequel le public européen engagera ses paris. Les affaires de la France sont de telle nature qu'elles divisent et passionnent les étrangers autant et souvent plus que les affaires de leur propre pays. Le grand inconvénient de son état politique, c'est l'imprévu; mais l'imprévu est à double face : à côté des mauvaises chances, il y a les bonnes, et nous ne serions nullement surpris qu'après de déplorables aventures la France ne traversât des années d'un singulier éclat. Si, lasse enfin d'étonner le monde, elle voulait prendre son parti d'une sorte d'apaisement politique, quelle ample et glorieuse revanche elle pourrait prendre dans les voies de l'activité privée! Comme elle saurait rivaliser avec l'Angleterre dans la conquête pacifique du globe et dans l'assujettissement de toutes les races inférieures à notre civilisation! La France peut tout, excepté être médiocre. Ce qu'elle souffre, en somme, elle le souffre pour avoir trop osé contre les dieux. Quels que soient les malheurs que l'avenir lui réserve et dût son sort exciter un jour la pitié du monde, le monde n'oubliera point qu'elle fit d'audacieuses expériences dont tous profitent, qu'elle aima la justice jusqu'à la folie, et que son crime, si elle en commit, fut d'avoir admis avec une généreuse imprudence la possibilité d'un idéal que les misères de l'humanité ne comportent pas.

ERNEST RENAN.

AUTOUR D'UNE SOURCE

QUATRIÈME PARTIE (1).

XXIII.

Le jour commençait à poindre lorsque l'abbé Roche se retrouva dans son presbytère. Il s'étendit sur son lit, espérant y trouver un peu de calme et de repos; mais à peine eut-il fermé les yeux qu'il fut assailli par une foule de visions. Le château était en feu. La vieille cloche de l'église sonnait à toute volée, et le village réveillé en sursaut courait aux seaux d'incendie. Il s'élançait au milieu des flammes, et apercevait la comtesse échevelée, à peine vêtue, se tordant les mains, l'appelant à son secours. — Mon ami, je vous pardonne, criait-elle; sauvez-moi, sauvez-moi!

Il franchissait tous les obstacles, montait jusqu'à elle et l'enlevait dans ses bras. Elle s'accrochait à lui, le serrait de toutes ses forces. — Vous êtes mon sauveur, je vous aime, disait-elle.

A ces mots, il sentait ses forces tripler, et il l'emportait au milieu des flammes. Les plafonds et les toits s'effondraient. On lui criait : « par ici, par là. » Il ne pouvait plus avancer. Il la voyait se pâmer, et l'idée de mourir avec elle au milieu de ce tumulte lui causait une si grande émotion qu'il se réveillait tout à coup. Alors, se retouvant au sortir de cette fournaise dans sa petite chambre silencieuse que commençaient à éclairer les lueurs bleuâtres du matin, il s'écriait en joignant les mains : — Mon Dieu, mon Dieu, rendez-moi le calme!

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre et des 1er et 15 octobre.

Puis sa tête s'affaissait de nouveau, ses yeux se fermaient, et il la sentait encore marchant à ses côtés au bord d'un précipice. Ils parlaient bas, ils étaient poursuivis. Tout à coup la jeune femme l'attirait à elle, et tous deux enlacés se précipitaient dans le vide. C'était une de ces chutes interminables que l'on fait parfois en rêve et durant lesquelles l'on se sent mourir délicieusement. Comme il prenait sa main et la portait à ses lèvres, le docteur lui disait : — Vous voyez bien qu'elle est morte; enlevez l'enfant et fuyez. — Bientôt il pénétrait dans une grande cathédrale qui subitement se remplissait de lumière, de monde et de chants comme pour l'ordination des prêtres. Il sentait toujours l'enfant s'agiter sous son manteau, et quelque effort qu'il fît pour rester dans la foule, on le poussait au premier rang. Tous les regards étaient fixés sur lui avec une expression de mépris et de dégoût. Il voyait l'évêque s'avancer à sa rencontre, et à mesure que le prélat s'approchait, il reconnaissait sous la mître la figure livide du comte de Manteigney, qui le souffletait publiquement. La foule se précipitait sur lui, on le chassait du temple, et il se trouvait dans un grand désert, tenant toujours dans ses bras le nouveau-né, qu'il baignait de ses larmes.

C'est au milieu de ces cauchemars que l'*Angelus* vint réveiller le curé de Grand-Fort. Il ouvrit ses fenêtres à l'air frais du matin, et, songeant que le sonneur devait, comme à l'ordinaire, l'attendre dans la sacristie, il s'y rendit. En sortant de l'église, il fut un peu calmé, et s'aperçut qu'il avait grand'faim. Il coupa un gros morceau de pain dans lequel il mordit à belles dents; mais, comme il allait se verser du vin, il s'arrêta, remit la bouteille en place et but un grand verre d'eau claire. S'imposait-il une pénitence, voulait-il, par ce petit sacrifice, commencer une vie de réparation? — On ne saurait le dire. Il prit son bréviaire et s'achemina vers la maison de Marianne, pour aller de là chez Loursière. Tandis que l'abbé Roche parcourait ainsi la montagne, un bruit fort étrange circulait dans le village. Déjà, sur la place de l'église et devant la porte des maisons, des groupes causaient avec animation... Voici ce que l'on racontait.

Dans la nuit précédente, un petit pâtre nommé Pierre Ribat, presqu'un enfant, rentrant chez sa mère sur le tard, avait aperçu dans la montagne, tout contre un bouquet d'arbres, dans l'endroit surnommé *la Croix-Blanche* à cause de deux rochers qui se trouvent là placés l'un sur l'autre, avait aperçu, disions-nous, une sorte de lumière, une lueur vacillante, quelque chose de pareil à un feu follet. L'enfant, extrêmement surpris par ce spectacle inaccoutumé, avait remarqué de plus qu'une odeur d'encens se répandait dans l'air. Quoiqu'il eût grand'peur, il s'était couché à plat ventre, et,

dans l'herbe, il avait rampé vers cette lumière, qui disparaissait de temps en temps pour reparaître ensuite. Arrivé à une certaine distance, il avait entendu un bruit confus de voix. Alors il s'était blotti derrière un petit buisson, et il avait regardé de tous ses yeux. La lueur s'était agitée comme une étoile qui veut remonter au ciel... Tout à coup un cri s'était fait entendre, mais un cri effrayant, tel qu'on n'en avait jamais entendu de semblable, un cri sortant du rocher. L'enfant avait été tellement effrayé qu'il avait senti ses cheveux se dresser tout droits, il n'avait pas pu s'empêcher de crier à son tour, et la lueur s'était subitement transformée en une grande lumière au milieu de laquelle il avait vu de ses yeux la sainte Vierge montée sur un âne, et saint Joseph se tenant derrière, de sorte qu'on aurait cru que les statues en couleur qui sont dans l'église de Grand-Fort apparaissaient tout à coup au milieu d'un soleil. Quant à l'enfant Jésus, comme il était probablement caché sous la pelisse de sa mère à cause du froid de la nuit, le pâtre n'avait pu l'apercevoir; mais il était presque sûr cependant de l'avoir entendu. Malheureusement l'éclat de cette lumière céleste était tellement vif que les yeux éblouis ne pouvaient distinguer très nettement les détails de la scène. Quoi qu'il en soit, Pierre Ribat avait bien compris que la bonne dame ne voulait point être approchée, car elle avait levé son bras et lui avait ordonné par un geste de s'en aller bien vite dans la direction de la vieille scierie, puis tout avait disparu ! Le petit pâtre avait perdu la tête en se trouvant tout seul dans l'obscurité, et il s'était mis à fuir de toutes ses forces à travers les broussailles et les pierres, sautant par-dessus les haies et les roches, escaladant les talus; les chiens, entendant le tapage, sautaient aussi par-dessus les enclos et s'élançaient à sa poursuite. A moitié fou, meurtri par les pierres, déchiré par les épines et toujours poursuivi, il était arrivé dans la plaine, et s'était arrêté derrière la bâtisse neuve qui lui barrait le passage. Là, il n'avait eu que le temps de tomber à genoux et de dire cinq *Pater* et cinq *Ave*.

Tel fut l'étrange récit qui, après avoir fait le tour du village, arriva vers les dix heures du matin aux oreilles de M. Larreau par l'intermédiaire de son valet de chambre. Cet homme était malheureusement entaché de libre pensée, de sorte qu'il avait un peu dénaturé le sens et légèrement paraphrasé le texte.

— Et vous dites, fit observer le marchand de robinets, qui avait commencé par sourire et paraissait maintenant fort préoccupé, — vous dites que cet enfant s'est arrêté derrière la maison que je fais construire dans la vallée?

— Oui, monsieur, c'est là que la sainte Vierge lui a ordonné de se rendre,... à ce qu'il assure.

Tout en se caressant le menton, M. Larreau pensait : — Décidément l'abbé est de première force; je ne me serais jamais douté que ce grand pince-sans-rire fût en réalité un aussi rusé compère; pourvu qu'il n'y mette pas trop de zèle!.. — Il avait une grande envie de rire, mais il se contint devant le valet de chambre et se contenta de murmurer : — C'est fort grave tout cela, c'est fort grave, j'y vais aller tout de suite.

— Monsieur trouvera le village en rumeur; tout le monde est dehors... Quel pays de sauvages, Seigneur!

— Qu'est-ce que vous dites?... Faites-moi le plaisir de garder pour vous vos observations et donnez-moi mes bottes.

Le village était en effet de plus en plus animé; le cabaret du *Sapin-Vert* s'emplissait incessamment de consommateurs bruyans, curieux et altérés, au milieu desquels les deux cochers du château péroraient avec l'autorité de gens qui ont beaucoup vécu, et enflammaient la discussion par la rudesse de leurs observations critiques. Comme la porte de l'église était par hasard restée fermée, bon nombre de femmes, désireuses de s'entretenir avec le ciel au sujet du grand événement, s'étaient agenouillées sous le porche et priaient avec ardeur à mi-voix, de sorte que l'on entendait comme le bourdonnement d'une ruche. Parmi elles se trouvait le petit pâtre, ahuri, effaré, tout fier de l'importance croissante que lui donnait le récit de son aventure.

Enfin M. Larreau apparut, marchant à pas lents, souriant de son bon œil et de l'autre observant la scène. Saint Louis se rendant sous le chêne devait avoir cette démarche à la fois simple, noble et paternelle. Le capitaliste jouissait à Grand-Fort d'un grand prestige : à son approche, les bonnes femmes qui bourdonnaient sous le porche se levèrent, et le père Baravoux, maire du village et l'un des plus gros hommes que l'on pût trouver, vint des premiers saluer le nouvel arrivant.

— Eh bien! père Baravoux, eh bien! fit M. Larreau, eh bien?...

— Comme le dit monsieur, répondit l'autre avec un grand sérieux, c'est étonnant!

— Je n'ai pas dit que cela fût étonnant, je n'ai rien dit du tout; ne me prêtez pas des paroles qui ne sont pas sorties de ma bouche. — Le groupe augmentait autour des deux fortes têtes du pays. — Avez-vous interrogé l'enfant, mon cher Baravoux, M. le curé l'a-t-il interrogé?... Que pense M. le curé?... Mais où est-il donc, M. le curé?

— Il n'est pas au presbytère; on l'a cherché de tous les côtés, et on n'a pu le trouver.

— Que le bon Dieu le bénisse! murmura le capitaliste entre ses

dents; quand on fait de ces choses-là, on reste à son poste... Il ne me prévient pas... il... Ah! le diable d'homme!... Après tout, il a peut-être son idée.

— Ne trouvant pas M. le curé, poursuivit le maire, j'ai fait des questions à l'enfant, et j'ai même couché par écrit les réponses en manière de procès-verbal.

— J'étais bien sûr, père Baravoux, que vous n'économiseriez pas votre peine dans une circonstance comme celle-là.

A ce moment, les assistans s'écartèrent avec une sorte de respectueuse considération, et le petit pâtre s'avança, accompagné de sa mère, qui le tenait par la main. Elle avait le visage en feu. Quant à lui, il était déguenillé, sale, en lambeaux; mais son regard avait cette assurance que donne le succès.

— Bonjour, mon garçon. Eh bien! qu'est-ce qui t'est arrivé, voyons?

Avant que l'enfant eût ouvert la bouche, la bonne femme sourit, et, saluant : — C'est mon fils, monsieur, je suis sa mère, dit-elle.

— Ah! ah! tant mieux; je vous en fais mon compliment.

— Et il a toujours été bien honnête, aimant Dieu, on peut le dire, et ne nous causant que de la joie.

— Allons, très bien; il a l'air éveillé... Ote donc tes doigts de ton nez, mon garçon.

— Il est en si grande émotion, le pauvre innocent! Vas-tu bien vite ôter tes doigts, galopin, puisque monsieur te le dit.

— Continuez à interroger cet enfant, mon cher Baravoux, que je ne vous gêne pas dans l'exercice de vos fonctions; vous êtes le premier magistrat du pays.

M. Larreau avait prononcé ces paroles avec une négligence pleine d'enjouement. Il souriait avec bonhomie en regardant tout le monde, et les hommes souriaient aussi, désireux de ne pas paraître plus crédules que leur maître.

Baravoux, on ne peut plus flatté du rôle important qu'on lui réservait, toussa, salua, et modestement continua en ces termes: — Par-devant M. le père de Mme la comtesse et nous, maire de Grand-Fort...

— Oh! faites-lui des questions toutes simples; il ne faut pas effrayer cet enfant, et d'ailleurs cela n'a rien d'officiel; c'est M. le curé surtout que cela regarde.

Baravoux, ayant approuvé de la tête, dit : — Voyons, petit, raconte l'histoire. — Et le pâtre, qui depuis le lever de l'aurore débitait son aventure, recommença pour la vingtième fois, d'une voix très fatiguée, le récit que vous savez. Lorsqu'il fut arrivé au moment où la bonne dame avait fait le fameux geste, M. Larreau, jus-

qu'alors souriant et sceptique, devint extrêmement sérieux, et l'assemblée, qui avait les yeux fixés sur lui, redoubla d'attention. Le père Baravoux, comprenant que ce geste avait une importance en quelque sorte solennelle, précisa ses questions. — Te souviens-tu bien, dit-il, dans quelle direction la bonne dame,... je veux dire la sainte Vierge, car tout porte à croire... n'est-ce pas, monsieur?

— C'est fort grave, murmura le spéculateur.

On aurait entendu une mouche voler. — Te souviens-tu dans quelle direction la sainte Vierge a étendu le bras?

— Eh que oui, bien sûr, puisque j'ai couru tout de suite là où elle disait, et que c'était directement droit sur la nouvelle bâtisse où je me suis arrêté parce que le mur m'empêchait d'aller plus loin.

Tout le monde se regarda silencieusement. — Mon Dieu, mes enfans, fit le richard en donnant de petits coups sur sa tabatière, je ne suis pas plus crédule qu'un autre. S'il fallait croire tout ce qu'on raconte, vous comprenez bien que... — Toutes les têtes s'inclinèrent en signe d'approbation. — Moi-même, quand on m'a parlé ce matin de cette apparition, j'ai haussé les épaules, je ne vous le cache pas, j'ai haussé les épaules; mais devant le récit de cet enfant dont la conduite a été, comme l'assure sa mère, tout à fait vertueuse, irréprochable...

— Ah! c'est bien la vérité, je l'ai dit et je le dis encore : c'est un enfant comme il n'y en a jamais eu et qui mérite bien d'être récompensé.

Le maire, arrêtant d'un geste la bonne femme : — Taisez-vous, mère Ribat; laissez parler monsieur, et tâchez de tenir en place.

— J'avoue donc, mes enfans, que devant des faits... Il est impossible de le nier, cela est très grave.

— Moi aussi, moi aussi, souffla Baravoux respectueusement.

— Il ne faut pas être trop crédule, c'est certain; mais d'un autre côté on ne doit pas nier tout, absolument tout.

— Comme des païens.

— Comme des païens. M. le maire, qui a jusqu'à présent agi avec une grande prudence, a parfaitement raison : comme des païens. Je regrette que M. le curé ne soit pas là pour nous éclairer; attendons-le, mes amis, attendons-le.

Et M. Larreau, prenant sans façon le bras de l'officier municipal, se promena sur la place de long en large. — Voyez-vous, mon cher ami, disait-il, toutes les fois qu'il se présente un fait surnaturel, une foule de gens sont prêts à dire : « Le bon Dieu n'y est pour rien. » Moi tout au contraire, je me fais cette réflexion : « pourquoi le ciel serait-il étranger à ce qui arrive? » Vous êtes un homme fin et un homme juste, père Baravoux, ai-je tort ou raison?

— Ah! monsieur a raison; c'est la vérité.

— Ainsi, par exemple, le miracle de la grotte de Lourdes... Connaissez-vous le miracle de la grotte de Lourdes?

— Oui, monsieur, j'ai lu cela dans un petit écrit que vendait l'an dernier un marchand de bas de coton en tournée dans le pays.

— Eh bien! de tous les côtés, on a dit: « Ce n'est pas un miracle, non, cela n'est pas un miracle. » Cependant c'en était un. Qu'est-ce qu'il y avait en effet dans cette grotte avant que la fontaine y coulât? Un peu d'humidité, pas davantage, ce qui est très fréquent dans les montagnes; rien n'est plus ordinaire que de rencontrer un peu d'humidité. Sans aller chercher plus loin, nous avons ici même, à deux cents pas de la bâtisse neuve, vers le rocher, nous avons un coin très humide. Il n'y a là rien d'extraordinaire, personne ne fut donc étonné que la grotte de Lourdes fût humide; mais voilà que tout à coup (Baravoux écoutait avec une profonde attention), mais voilà que tout à coup, sur l'indication d'un enfant éclairé par une révélation...

— Oui, monsieur.

— On déblaie légèrement le sol humide de la grotte, et...

— Oui, monsieur.

— La fontaine jaillit.

— Oui, monsieur.

— Je vous le demande, mon cher ami, à vous qui êtes un homme de sens et de jugement, est-ce là oui ou non un miracle?

Le maire ne répondit pas, tant était grande sa préoccupation. Son gros œil était fixe, et il soufflait bruyamment, comme un cabaretier qui remonte de la cave.

M. Larreau enfonça ses mains dans ses poches, et après avoir examiné son maire en connaisseur: — Encore une fois tout cela est fort grave; je regrette infiniment que M. le curé ne soit pas là. Dans tous les cas, vous avez interrogé l'enfant aussi bien que possible, et je vous en fais mon compliment. Au revoir, mon cher ami, je vais déjeuner.

A peine M. Larreau fut-il parti que le maire, se retournant avec la solennité d'un trois-ponts qui vire de bord, dit à quatre ou cinq paysans qui étaient là: — Mes enfans, allez prendre des pioches et des pelles, et suivez-moi. J'ai mon idée...

Les hommes ayant été chercher leurs outils, ils partirent en silence, suivis de beaucoup de monde et précédés par le maire en personne, qui semblait inspiré.

XXIV.

Par le plus pur des hasards, la comtesse, qui avait, au dire de sa femme de chambre, passé une fort mauvaise nuit, était restée dans son appartement, se faisant excuser auprès de son père de ne point descendre déjeuner avec lui. M. Larreau avait donc déjeuné seul. Après le repas, il était entré dans son cabinet, et il y était fort occupé depuis longtemps déjà lorsque son valet de chambre, le libre penseur que nous avons aperçu, vint lui dire d'un air assez dégagé que M. le maire réclamait sa présence dans la vallée. — C'est bon, j'irai tout à l'heure, dit le marchand de robinets, et, faisant une légère concession aux opinions de son domestique, il ajouta d'un air ennuyé : — Que me veulent-ils encore?

— Si monsieur n'avait pas besoin de moi pendant une heure ou deux, je demanderais à monsieur la permission...

— Vous êtes libre, allez où vous voudrez.

— ... La permission, poursuivit-il en souriant, d'aller visiter le lieu du miracle.

— Miracle! quel miracle? qui est-ce qui parle de miracle? Allez où bon vous semble, mais parlez des choses pieuses avec plus de respect.

— Si monsieur croit à ces choses-là, j'y crois aussi. On est trop bien au service de monsieur pour...

— Enfin il ne faut choquer personne, voilà ce que je veux dire... Il est fin comme l'ambre cet animal-là!

Une demi-heure après, apercevant M. Larreau, qui marchait à petits pas comme un homme en promenade, le père Baravoux vint à sa rencontre, et d'une voix émue, haletante, lui montrant de la main le large trou qu'on avait creusé : — Une source! monsieur, une source dans du sable... rouge... que j'ai trouvée!

— Une source, mon cher ami, est-ce possible? Diable... diable! — Et, retrouvant bientôt son aplomb ordinaire, qui d'abord lui avait fait défaut, il dit assez haut pour être entendu de ceux qui étaient là : — Eh bien! pour être sincère, je n'en suis qu'à moitié surpris; j'avais toujours eu le pressentiment qu'il devait y avoir là une source.

Il cherchait des yeux l'invisible curé, le seul homme qui fût en état par sa situation de supporter publiquement le poids de ce miraculeux événement, et, ne l'apercevant pas, il était désireux d'atténuer un peu le caractère surnaturel de cette trouvaille. — En vérité, je ne suis pas étonné qu'il y ait là une source.

Le maire parut profondément piqué par l'observation du capita-

liste. — Monsieur, fit-il avec aigreur, ne m'a pas dit ce matin qu'il s'en doutait, et, parlant par respect à monsieur, je lui ferai remarquer que, s'il s'en était douté, il aurait exécuté tout de suite ce que j'ai fait.

Il fallait que Baravoux fût véritablement très blessé pour oser parler ainsi au père de la comtesse. Il continua cependant avec une égale agitation, tandis que toute sa personne remuait comme une masse de gélatine. — C'est après l'interro...

— L'interrogatoire, père Baravoux.

— C'est lorsque monsieur a été parti pour déjeuner que l'inspiration m'est venue de me rendre ici, aussi vrai que le soleil nous éclaire, et si je n'avais pas reçu l'inspiration... eh bien! on... on n'aurait pas trouvé la source.

M. Larreau allait répondre en termes concilians lorsque la mère du petit pâtre, qui tenait toujours son fils par la main, fendit la foule, et se plaçant devant M. le maire : — Eh bien! alors, puisque c'est comme cela, dit-elle, qu'est-ce donc qu'a fait mon gars? — Elle ne songeait même pas à dissimuler son indignation. — Ce n'est donc pas lui qui a couru où on lui disait d'aller? Ce n'est donc pas lui qui a indiqué l'endroit, qui a dit : C'est là, pas ailleurs, et tout et tout, dans le gros et dans le menu?

Baravoux, devenu écarlate, répliqua : — Je ne prétends pas...

— Ah! par exemple, aussi vrai qu'il n'y a qu'un Dieu, monsieur le maire a prétendu, oui, il a prétendu... Je ne suis qu'une pauvre femme, mais je dis la vérité. Tout cela, c'est parce que nous ne sommes pas riches, et, si mon défunt était encore de ce monde, on n'oserait pas enlever au petit la récompense, et monsieur le maire, qui n'a pas besoin de cela, est bien dur pour les pauvres gens. — Se retournant alors vers le public avec une croissante exaltation : — On va le dire tout de suite : c'est-il mon gars qui a vu la bonne dame cette nuit?

— C'est lui, ah! c'est bien lui, murmurèrent toutes les femmes attendries.

— Je veux qu'on réponde aussi pour moi, s'écria Baravoux : qui est-ce qui a trouvé la source?

— C'est vous, c'est bien sûr vous, dirent tous les hommes présens.

— Eh bien! alors, puisque c'est moi qui ai eu l'inspiration, je reste ici, et voilà, parce que ça, c'est mon ouvrage...

— Et ce diable de curé qui ne vient pas, pensait M. Larreau; il faudrait les bénir, leur parler... Où se cache-t-il, mon Dieu, où se cache-t-il?

— Monsieur le maire peut bien rester ici, reprit la mère Ribat

d'un air menaçant, moi et le petit nous allons à la Croix-Blanche, et, s'il le faut, nous dirons à la bonne dame de revenir.

Elle s'en alla à grands pas, traînant par la main le petit pâtre, qui tombait de fatigue.

Le trou creusé par les ordres du maire s'était peu à peu rempli d'eau, et le nombre des curieux avides de contempler ce spectacle augmentait à chaque instant. On goûtait le liquide roussâtre et trouble dont l'odeur n'avait pourtant rien de bien appétissant. On s'humectait le visage, on faisait force signes de croix. Cependant, comme il arrivait d'autres curieux encore et que le terrain se détrempait sous les piétinemens, les plus voisins du trou se sentaient mal à l'aise, glissaient et jouaient des coudes en s'apostrophant. Baravoux, dont la colère n'était qu'à moitié calmée, dit à ses travailleurs d'écarter la foule, et ordonna d'établir immédiatement une forte palissade à l'aide d'échalas.

Quant à M. Larreau, nous n'avons pas besoin de dire qu'il avait profité du départ de la mère Ribat pour retourner au château. Il trouvait que ce miracle réussissait un peu trop vite, et ce qui l'irritait surtout, c'était l'absence obstinée du curé. Qu'est-ce que tout cela allait devenir? Il avait souhaité un léger nuage de merveilleux autour de cette affaire pour en assurer le succès, mais rien de plus. Pouvait-il s'attendre à ce que ce brave curé, si peu expansif, si calme en apparence, irait de son propre chef, sans prévenir personne, organiser une aussi colossale jonglerie?

« Il n'aura pas cru, pensait-il, à l'efficacité réelle de mes eaux; il n'aura voulu compter que sur la puissance de son apparition... C'est hardi!... Hardiesse d'ambitieux qui connaît le cœur humain en somme. Tous ceux qui, même dans l'intérêt général, ont voulu fonder quelque chose, n'ont-ils pas été forcés un beau matin de risquer le tout pour le tout et de décrocher une étoile? Je suis content dans tous les cas de n'être pour rien dans cette gaminerie. Je l'en aurais dissuadé, s'il avait eu le bon sens et la politesse de me consulter... Comment diable a-t-il pu exécuter tout cela?... C'est raide, extrêmement raide, mais c'est habile... A Paris, dans un grand centre intellectuel, on se ferait écharper à jouer ce jeu-là... Qui sait?... mais non!... Bah! ce qu'il y a encore de plus solide, de plus inaltérable dans l'homme, c'est la foi, la foi aveugle. Elle lui a été donnée par le ciel pour l'aider à se faire conduire, tout comme la bouche a été donnée au cheval pour permettre au cavalier l'usage de la bride. C'est ainsi que l'histoire de l'humanité se résume en deux mots : l'intelligence vous fait cheval ou cavalier. La bête porte et se fatigue, c'est vrai; mais le rôle de son maître n'est pas non plus sans inconvéniens : outre qu'il se fatigue aussi, il risque tôt ou tard de se

faire jeter par terre. Tout se pondère; Dieu est bon, la Providence est juste... Mon curé n'est peut-être en somme qu'un grave étourneau?... Écrivons à Claudius. »

XXV.

Tandis que Baravoux faisait entourer son œuvre d'une solide palissade et que le capitaliste écrivait à son ami Claudius, l'abbé Roche se dirigeait lentement vers son presbytère. Il avait prié longtemps auprès de la fille de Loursière, puis il avait poussé jusqu'au bourg, et il revenait par le chemin suivi la veille au soir, un peu calmé, pensant plus froidement à tout ce qui s'était passé, lorsque, approchant du lieu où il avait commis ce qu'il continuait à appeler son crime, il crut entendre le bruit confus de gens parlant ensemble. L'endroit d'ordinaire était peu fréquenté; d'où pouvait venir cette affluence?

Le curé inquiet, sentant son cœur battre, pressentant vaguement que ces rumeurs avaient quelque rapport avec les événemens de la veille, hâta le pas. Au détour du chemin, il s'arrêta stupéfait en apercevant dix ou douze personnes agenouillées devant la Croix-Blanche. A l'approche du prêtre, chacun se leva, et il se fit un grand silence. — Qu'est-ce que vous faites là, pourquoi êtes-vous agenouillés devant cette pierre? dit le curé.

Alors la mère Ribat, qui venait d'arriver, s'avança,... s'élança, pourrait-on dire, vers l'abbé Roche, et, rendue à moitié folle par tout ce qu'elle avait fait et dit depuis le matin, prenant à peine le temps de respirer, elle parla ainsi : — Monsieur le curé, c'est mon gars qui a vu la bonne Vierge cette nuit, tout contre cette pierre, en compagnie de saint Joseph et de son âne, sauf votre respect, qui a découvert la source...

Le curé se troubla visiblement et regarda la bonne femme avec une expression qui, en toute autre circonstance, l'eût fait trembler. Elle reprit avec une animation croissante : — Oui, oui, c'est lui qui a découvert la source, et ça n'est pas M. le maire, comme on vous le dira pour nous attirer de la peine. C'est mon garçon, c'est lui, bien lui, et la bonne dame lui a dit : Je veux que ça soit toi et pas un autre... Tu iras là... Et il y a été avec bien du mal à cause des chiens, et on a trouvé la source, et si l'on guérit les maux du monde, ce sera mon gars qui méritera la récompense qu'on donne partout ailleurs aux enfans qui font des miracles.

— Taisez-vous, malheureuse folle, s'écria le prêtre, qui n'était plus maître de lui.

— Non, monsieur le curé, je ne peux pas me taire, parce que

c'est le bonheur de mon gars, et j'irai jusqu'au bout, car il y a des gens injustes qui se croient plus capables que nous d'entendre la voix de la bonne dame, parce qu'ils ont deux paires de bœufs que nous n'avons pas; mais ça n'y fait rien du tout, le bon Dieu fait faire son ouvrage par qui il veut, et M. le maire n'est pas dans le miracle, non, il n'y est pas. On me couperait en quatre plutôt que de me faire dire qu'il y est. C'est mon gars que vous coucherez sur votre rapport, monsieur le curé, parce que c'est lui qui a tout fait, que nous sommes pauvres comme de juste, et bien travailleurs et allant à confesse, et qu'il a couru jusqu'à en avoir les pieds en sang, tandis que M. le maire n'a pas couru, puisqu'il ne peut pas courir, qu'il n'a rien vu, rien entendu, et qu'il dormait à cette heure-là.

— Taisez-vous, s'écria encore le prêtre, mais cette fois avec un tel accent de menace et de colère que tous reculèrent de quelques pas. Taisez-vous, et vous tous qui êtes ici retournez à vos travaux... Vous m'entendez?

Ils connaissaient trop le curé pour oser lui répondre, cependant ils murmuraient à voix basse : — Non, non, ça n'est pas juste, Baravoux n'a rien fait... Le bon Dieu le sait bien et la bonne dame aussi. — Ils reculaient toujours à mesure que le prêtre avançait; mais, s'ils étaient effrayés par l'air de leur pasteur, ils l'étaient encore davantage par son irrévérence à l'endroit de l'apparition. Il devait pourtant en savoir long là-dessus, et il fallait bien qu'il y eût une raison pour qu'il n'ôtât même pas son chapeau devant cette croix blanche, lui tournât le dos comme à la première pierre venue, et ne pût tolérer que l'on dît des prières dans cet endroit-là. Qui sait après tout si ce miracle était un bon vrai miracle du bon Dieu, et non pas un de ceux que le diable fabrique pour s'entretenir la main et tenter le monde?

L'abbé Roche, voyant l'air ahuri de tous ces pauvres gens, coupables tout au plus d'un excès de ferveur et de naïveté, comprit tout à coup combien il avait été imprudent et injuste. N'était-il pas en somme la cause première de cette pitoyable aventure? Étrange idée que de prendre prétexte de sa faute pour s'emporter contre eux! N'aggravait-il pas le mal au lieu de le calmer? Était-il digne de lui de violenter et de menacer ceux-là même dont il devait implorer l'indulgence et le pardon? Il allait sans doute leur parler avec plus de douceur et de conciliation, lorsque du bouquet d'arbres où l'âne avait été attaché la nuit dernière on vit sortir le valet de chambre de M. Larreau. Cet esprit indépendant avait voulu, comme on sait, apporter les procédés de la critique moderne dans l'analyse des lieux. Son examen sans doute avait réussi, car il était radieux, et tout en jouant avec une badine dont il fouettait l'espace,

il sifflait un air de chasse, sans souci aucun. En apercevant le curé, il fit un mouvement rapide comme un homme qui cache quelque chose sous son gilet. Toutefois, s'approchant avec un sang-froid imperturbable, il salua la Croix-Blanche, puis se retourna vers le curé, qu'il salua aussi le plus gracieusement du monde, tandis qu'un imperceptible sourire, dont la finesse augmentait encore l'impertinence, plissait ses lèvres minces.

— C'est ici, n'est-ce pas, monsieur le curé, qu'a eu lieu le miracle? fit-il.

Le prêtre, qui sentait l'insulte sous cette question toute simple, répliqua d'une voix frissonnante : — Passez votre chemin.

— Le chemin est à tout le monde, monsieur le curé, le jour... comme la nuit.

Il tourna les talons avec aisance et s'en alla.

L'abbé Roche se trouva bientôt seul devant cette pierre maudite, écoutant le bruit des pas de ses paroissiens, qui descendaient vers le village. En songeant au visage moqueur de ce domestique, ses joues s'empourprèrent subitement. Il lui semblait impossible de supporter cette honte; il était tenté de courir après ce drôle, de l'obliger à parler et de le châtier sur l'heure.

— Pourquoi, se disait-il, aurait-il souri de cette façon-là, s'il n'avait pas connu l'aventure jusque dans ses plus minces détails. — Et puis aussi qu'avait-il caché dans son gilet en sortant du bois? car il avait caché quelque chose! une preuve accablante, sans doute... Qu'est-ce que cela pouvait être?

Il avait la fièvre, et à mesure qu'il était plus troublé, sa nature reprenant le dessus, il sentait le besoin d'une décision violente. Il voulait avouer tout, noblement, en public, faire une confession loyale et entière. On le jugerait après; il en serait déshonoré, qu'importe? Son devoir était d'encourir ce châtiment mérité plutôt que de souiller la religion par son lâche silence, et de laisser un mensonge devenir article de foi.

S'il eût été seul, il eût agi de la sorte; mais il n'était pas seul. Avait-il le droit de compromettre la comtesse, de lui faire partager un tel scandale? Pouvait-il révéler un secret qu'on lui avait confié, qui n'était pas le sien, et rendre publique cette faute du comte que sa femme elle-même cherchait si noblement, si chrétiennement à effacer?

D'autres pensées lui venaient en tête : il était impossible que le petit pâtre n'eût point aperçu la comtesse lorsqu'il la serrait dans ses bras, qu'il ne l'eût point vu, lui aussi, couvrant de baisers les mains de la jeune femme. Sans doute l'enfant n'avait rien dit de tout cela par honte et par crainte; mais, si on l'interrogeait, il avoue-

rait la vérité. Ces détails devenaient pour le curé le fait principal, presque unique, de cette infernale nuit. Il en jugeait l'importance par la grandeur de ses remords, et il ne comprenait pas qu'ils eussent passé inaperçus.

Bientôt il se remit en marche. A chaque pas qu'il faisait vers le village, il craignait que quelque révélation nouvelle ne se dressât devant lui. Les enclos qu'il côtoyait lui semblaient plus solitaires, jamais il n'avait trouvé les cabanes aussi peu habitées qu'elles l'étaient aujourd'hui. Il aperçut de loin à travers les arbres deux femmes qui remontaient le sentier. L'une d'elles portait une grosse bouteille avec des précautions peu ordinaires. Il s'imagina je ne sais pourquoi que cette bouteille devait avoir un rapport quelconque avec le grand événement, et, oubliant ce besoin d'explications et de publicité que tout à l'heure encore il ressentait, il escalada le talus et se cacha derrière une petite haie bordant la route. Il lui semblait qu'il ne pourrait s'empêcher de rougir en se trouvant face à face avec ces deux femmes. En passant au-dessous de lui, l'une dit à l'autre : — Si cette eau guérit le monde, elle doit être bien bonne aussi pour les bestiaux?

— Oui, mais faut savoir si elle guérit le monde, répondit l'autre.

Lorsqu'elles furent loin, l'abbé Roche reprit sa route. Il se proposait de faire un détour pour rentrer au presbytère sans être aperçu; mais il comptait sans l'obstination du maire Baravoux, qui, apprenant par les gens chassés de la Croix-Blanche que le curé était de ce côté, avait pris, en dépit de son embonpoint, le parti d'aller à sa rencontre.

— Ah! monsieur le curé, enfin c'est donc vous, s'écria le bonhomme en apercevant le prêtre, tout le monde vous cherche depuis ce matin. Où donc étiez-vous, mon Dieu, où donc étiez-vous dans un pareil moment?

— J'étais chez le père Loursière, dont la fille vient de mourir.

— Mais elle n'est pas de la paroisse, monsieur le curé, et pendant ce temps-là tout le monde vous cherchait.

— J'en suis désolé... Qu'est-ce que vous voulez me dire?

— Vous avez été informé, monsieur le curé, de cet événement dont il n'est plus possible maintenant de calculer les conséquences.

Le curé tressaillit.

— Je suis pressé, dit-il.

— Pas plus que moi, monsieur le curé; j'ai grande hâte de vous dire les choses telles qu'elles sont. J'ai toujours été un homme juste; eh bien! je déclare que c'est moi qui ai trouvé la source. Tout à coup une idée m'a passé par l'esprit; j'ai senti une chaleur et puis un froid, et j'ai dit presque malgré moi : Mes enfans, allez chercher

vos pelles, vos pioches, et suivez-moi. A chacun son dû, n'est-ce pas, monsieur le curé? Je dirais que j'ai vu cette nuit la bonne dame sur son âne, avec saint Joseph derrière, que je mentirais. C'est le petit gars de la Ribat qui a vu tout cela, et d'un côté ça n'est pas un mal, vu que ces gens-là ne sont pas riches, et que ça va, comme de juste, exempter cet enfant du service. Je ne lui en veux pas d'avoir été dans le miracle, moi, mais pas un brin, monsieur le curé...

L'abbé Roche, si inquiet et agité qu'il fût, se sentait désarmé par l'épaisse simplicité de ce brave homme, et, s'efforçant de rester calme, il lui dit : — Comment osez-vous, père Baravoux, parler d'une chose que vous n'avez pas vue et faire tout ce bruit parce qu'un enfant raconte une histoire incompréhensible? Comment osez-vous mêler à tous ces bavardages le plus pur de tous les noms, celui de la mère de Dieu?

— Ça, c'est vrai, monsieur le curé, il n'y a peut-être pas grand'-chose dans ce miracle-là; je me le suis dit bien des fois dans la journée. D'abord le petit est fûté.

— Il peut avoir eu peur, avoir cru merveilleuse une rencontre toute naturelle...

— Ah! dame, il est poltron, aussi poltron que sa mère est bavarde. C'est vrai aussi que la nuit les yeux voient double. Non, voyez-vous, monsieur le curé, dans tous ces prodiges qu'on fait la nuit, il y a toujours matière à causer. Pour ce qui est du gars, comme homme, je lui veux du bien, mais comme maire,... je ne dis rien... D'ailleurs ça m'est égal. Ce qui est important, c'est d'avoir eu l'inspiration du bon Dieu, en plein jour, devant tout le monde, et d'avoir dit : Mes enfans, prenez vos pelles et vos pioches; c'est d'avoir trouvé une source qui va guérir des maladies étonnantes. Ah! c'est là le vrai miracle, et celui-là, c'est moi qui l'ai fait. — Il s'animait de plus en plus. — Ça, c'est la vérité, c'est la justice, et si on voulait m'enlever mon dû, eh bien!... je plaiderais, oh! je plaiderais! aussi vrai que voilà une canne, et je gagnerais mon procès, ou bien alors c'est qu'il n'y aurait plus de bon Dieu, plus rien de rien.

— Vous ne savez ce que vous dites, interrompit le prêtre d'une voix impérieuse et brève qui laissa le maire stupéfait.

En ce moment, ils arrivaient sur la place de l'église, où ils furent immédiatement entourés, et Baravoux, si bonne envie qu'il eût de répondre à l'inexplicable sortie du curé, dut se contenter de marmotter entre ses dents une foule de choses que l'on n'entendit pas.

Il est probable que la mère Ribat avait déjà raconté ce qui s'était passé à la Croix-Blanche, car les gens qui étaient là s'approchaient

du curé, chuchottaient en le regardant, mais n'osaient lui parler. L'expression de son visage d'ailleurs n'avait rien d'encourageant; il était extrêmement pâle, et marchait droit sans regarder personne. Ayant traversé la place sous le feu de tous ces regards curieux, il avança vers le porche, poussa la porte et entra dans l'église. Il comptait n'y rencontrer personne à cette heure; il espérait éviter, au moins pour le moment, toute conversation, et rentrer au presbytère par la sacristie, dont la porte s'ouvrait dans son petit jardin.

Sa surprise fut grande lorsqu'il aperçut au milieu de l'église un groupe de femmes et d'hommes agenouillés, non pas devant l'autel, mais en face de cette étincelante *Fuite en Égypte* que la paroisse devait à la générosité de Claudius. Un bouquet fraîchement cueilli et placé dans un vase avait été mis au-dessous du bas-relief, et plusieurs bouts de chandelle brûlaient autour.

L'abbé Roche n'était pas malheureusement l'homme des concessions et des temporisations prudentes. En retrouvant jusqu'en la maison du Seigneur ce prétendu miracle qui depuis deux heures se dressait devant lui comme un fantôme à chaque détour du chemin, il lui sembla que toutes ces prières nasillardes étaient comme autant d'injures qu'on lui lançait à la face, et dont les éclaboussures atteignaient la comtesse. Il alla droit au bouquet, l'arracha du vase, le lança contre le mur, renversa du pied les chandelles, et se retournant vers les fidèles interdits : — Sortez d'ici, — fit-il avec beaucoup de calme; mais on devinait bien, à l'entendre, qu'au moindre murmure, au moindre geste, sa colère eût éclaté furieusement.

Il croisa les bras, et, regardant le public, il attendit que tout le monde fût sorti. Alors il se dirigea vers la porte, la ferma soigneusement, et mit la clef dans sa poche. Il entendait au dehors le bourdonnement de voix émues et indignées. Lorsqu'il fut rentré dans sa chambre, il murmura : — Mon Dieu, si j'agis mal, punissez-moi, ou dites-moi ce que je dois faire, car, si cela durait, je deviendrais bientôt fou!

Il ne pouvait en effet rester longtemps dans cette situation. Il fallait absolument en sortir d'une façon quelconque. Il avait sur ses devoirs, sur son honneur de prêtre, des convictions particulières, et la pensée de livrer par faiblesse un mensonge à la crédulité publique lui paraissait être une ignominie impossible à supporter. De nouveau l'idée d'une confession loyale lui revenait à l'esprit; mais il fallait avant tout parler à la comtesse. Il allait donc sortir pour se rendre au château par un chemin détourné lorsqu'il entendit frapper à la porte assez violemment.

XXVI.

— Ouvrez donc, sac à papier, ouvrez donc, mon cher curé! C'est moi, M. Larreau. — Le prêtre ouvrit. — Enfin! vous voilà donc! que le bon Dieu vous bénisse! Où étiez-vous caché?... Mais qu'est-ce que vous avez donc? Vous êtes pâle comme un mouchoir de poche. Est-ce que vous êtes malade par hasard? Il ne nous manquerait plus que cela.

— Merci, je n'ai rien. Que souhaitez-vous de moi?

— Ah! vous pouvez vous vanter de m'avoir diablement intrigué, j'ai envoyé dix fois au presbytère, vous étiez toujours absent.

— Je le regrette.

— J'en suis convaincu, mais avouez que j'avais lieu de le regretter encore plus que vous. Après tout ce qui s'est passé, ma position était singulièrement embarrassante, vous devez le comprendre.

— Je ne vous comprends pourtant pas, monsieur, et je ne vois pas du tout en quoi mon absence a pu vous embarrasser. Cette absence d'ailleurs, dont une autre personne s'est étonnée déjà, n'a rien que de fort naturel : j'ai été visiter la fille de Loursière, qui est morte dans la nuit. J'allais même en informer Mme de Manteigney, qui, je le sais, s'intéressait à elle.

— Oh! c'est inutile. Ma fille ne reçoit pas, elle est souffrante. Je ne l'ai vue aujourd'hui que pendant un instant, et elle n'a pas eu la force de me dire trois mots. Comment! cette petite sauvage est morte?... Justement je voulais parler à son père. Vous vous étonnez que votre absence m'ait embarrassé? C'est me flatter beaucoup; mais, écoutez-moi donc, mon cher ami, je n'ai pas l'habitude de ces choses-là, moi, et ce miracle qui me tombe du ciel, tout ce pays en émoi,... un peu trop en émoi, je l'avoue... Ne trouvez-vous pas que cela marche bien vite?

Il disait cela avec aisance et gaîté.

— Parlez plus clairement, je vous en prie. Le village est depuis ce matin, je le sais, fort ému par le récit d'un enfant sur les indications duquel, m'a-t-on dit, on aurait découvert une source, ce qui n'a rien de fort extraordinaire dans ce pays-ci. Voilà tout ce que je sais, et cela seul m'afflige, m'afflige beaucoup.

— C'est un curé qui a de l'aplomb, pensa maître Larreau, il serait drôle que je fusse obligé de le consoler.

Et souriant malgré lui à cette pensée singulière : — Que voulez-vous, mon cher curé? dit-il; il faut se faire une raison. Causons en amis. Il est certain que la crédulité de la masse est affligeante lorsque des intrigans l'exploitent à leur profit avec cette impu-

deur, dirai-je presque, qui est le fait d'un égoïsme aveugle; mais tout au contraire, lorsque cette crédulité, cette naïveté... — elle a bien sa poésie et sa grandeur, voyons les choses de haut, — lorsque cette naïveté pousse une population vers des hommes intelligens, dévoués, désintéressés,... désintéressés dans les mesures humaines, bien entendu,... vers des hommes qui sauront assurer son bonheur et sa prospérité,... ah! alors... eh! mon Dieu, la Providence, — je parle ici très sérieusement, — la Providence emploie pour arriver à ses fins des détours parfois étranges; ce n'est point à nous à en discuter l'opportunité. On parle d'hommes providentiels; mais en vérité tous les hommes intelligens ne le sont-ils pas un peu? Au-dessus de toutes ces missions individuelles et passagères, il y a la marche irrésistible du progrès, c'est-à-dire la lumière, la richesse, le bien-être, l'activité morale, l'épanouissement du commerce, la facilité des transactions,... c'est-à-dire la moralisation des peuples. J'ai ma religion aussi, mon cher curé, j'ai mes dogmes, mes principes. J'ai la foi du parvenu dont la carrière entière n'a été qu'une protestation en faveur du progrès. Ah! je vous parle à cœur ouvert, car il faut enfin que vous me connaissiez. Ma mission a été celle-ci : accélérer l'extension des richesses publiques, autrement dit centupler la force des capitaux par la concentration. Force et vitesse en effet ne sont qu'une seule et même chose. Point de vitesse, point de force! Point de puissance sans concentration! Un nuage de vapeur d'eau n'est rien; concentrez-le dans un récipient solide, et vous aurez une locomotive. En morale, en politique, même chose. Or à notre époque l'instrument providentiel qui sert à concentrer, c'est... c'est le capitaliste. En se réunissant dans ses mains les richesses éparses deviennent puissantes et fécondes. Encore une fois, mon cher, voyons les choses dans leur ensemble et d'un point de vue élevé.

L'abbé Roche, debout, immobile, les sourcils froncés, serrant de ses deux mains crispées le dossier d'une chaise, écoutait le richard et le regardait avec une telle fixité que celui-ci fut un instant désarçonné.

— Enfin, dit-il après avoir toussé plusieurs fois, je ne vous en veux pas; je ne vous fais aucun reproche, mon bon ami. Je n'avais pas compté, je vous l'avoue, sur une scène aussi pompeuse : nous aurions pu, en nous entendant mieux, trouver quelque chose de plus simple et de moins compromettant; mais enfin... quand le vin est tiré, comme on dit, il faut le boire.

A ce moment, M. Larreau fut interrompu par le bruit d'une chaise qui se brisait tout à coup. Soit que le curé se fût trop appuyé sur le siége dont il tenait le dossier, soit que ses mains se fussent contrac-

tées instantanément avec une violence peu ordinaire, le siége fut réduit en morceaux.

— En fait de chaises et de miracles, vous n'y allez pas de main morte, mon cher ami, fit observer gaîment le père de la comtesse.

Si l'abbé Roche, au lieu d'être à contre-jour, se fût trouvé en pleine lumière et que son visage eût été plus visible, il est bien probable que notre capitaliste providentiel eût gardé pour lui sa dernière phrase. La figure du prêtre, tout à l'heure si pâle, était maintenant injectée de sang, agitée par des mouvemens convulsifs, les veines de son front et de son cou étaient gonflées, et sa respiration irrégulière, saccadée, ressemblait à celle d'un coureur qui vient de fournir une longue course.

— Continuez, fit-il d'une voix sourde, dites, dites, je veux tout savoir. Allez, ne vous occupez pas de moi.

— Vous me paraissez ému, mon cher curé, et vous avez tort. Il ne faut pas non plus s'exagérer les conséquences de toute cette histoire, elle pourrait en effet devenir compromettante entre les mains de gens inhabiles; mais ce n'est pas notre cas. Je ne blâme en tout cela qu'un petit excès de zèle. Il suffisait de mettre immédiatement sous l'invocation de la Vierge cette source trouvée n'importe comment, par hasard, d'une façon presque providentielle... je dis *presque;* cela suffisait. — Messes d'actions de grâces, fondations perpétuelles de messes commémoratives,... bénédiction par monseigneur d'un hôpital, construction d'une église sous l'invocation de Notre-Dame de Manteigny, c'était l'affaire de six mois; — pierre artificielle et fonte de fer... c'est solide, et ça s'expédie tout numéroté; on n'a qu'à envoyer ses mesures. La chose se faisait, bien entendu, par une souscription organisée dans toute la France. — Excellente affaire pour la religion, excellente affaire aussi pour mes eaux. Inscription des souscripteurs sur des plaques de marbre blanc ou noir suivant la valeur de la somme versée, pèlerinage d'art, etc... On ne nous refusait pas une relique en la demandant poliment. Je connais beaucoup de monde. Mise en action des eaux de Manteigney, particulièrement exquises pour les irritations du larynx, création d'un séminaire de convalescence, chalets spéciaux pour les orateurs sacrés, casino modèle, dans un avenir très rapproché concession d'une ligne ferrée, vente immédiate d'une brochure médico-catholique vantant les merveilles thérapeutiques de cette source trouvée presque providentiellement, toujours *presque;* oh! j'y aurais tenu, le public faisait le reste. — Recherches historiques sur le pays, controverses, discussions, fouilles...

— Oui, oui, je commence à comprendre, murmura le prêtre.

— Parbleu!... Et de cette façon, sans péril, sans coup de théâtre,

nous faisions tranquillement notre petit tour de force. Nous arriverons au même résultat, je l'espère, par un autre moyen plus hardi, plus rapide peut-être, mais moins sûr, et qui dans tous les cas donne à l'entreprise un autre caractère, un tout autre caractère...

M. Larreau hésita un instant, agita sa tabatière, clignota de son œil gauche et reprit :

— Parlons franchement, — en affaires, il faut jouer cartes sur table, — vous n'avez pas pu supposer, en entamant la chose aussi... énergiquement, que vous alliez entrer pour une part quelconque dans les bénéfices de l'exploitation?... Il n'est pas vraisemblable qu'une pareille idée ait dirigé vos actions, n'est-il pas vrai, mon cher curé?

— Il faut avouer, monsieur, que vous êtes un bien franc misérable! dit l'abbé Roche.

Si grands qu'eussent été ses efforts pour se contenir et entendre jusqu'au bout le marchand de robinets, qui se dévoilait enfin, il ne pouvait plus en accepter davantage. Il poursuivit : — Je comprends maintenant le service que vous réclamiez de moi : aider à votre commerce par un sacrilége et un parjure, écrire de ma main le nom de Dieu sur vos prospectus, suspendre mon costume de prêtre à la porte de votre boutique, vendre ma conscience, me rouler dans la boue de votre fontaine... A ma place, vous eussiez donc été capable de faire tout cela?

Et, voyant s'approcher de lui cet hercule en fureur, le millionnaire devint blême.

— Plaisantez-vous, mon cher ami? murmura-t-il en balbutiant; qu'avez-vous, qu'ai-je dit?... Remettez-vous, je me suis mal expliqué... La robe du prêtre, veuillez le croire, est sacrée pour moi.

L'abbé Roche avait détourné les yeux, et, les bras croisés sur sa poitrine, il pensait : — En m'apercevant pour la première fois, il s'est dit : Voilà l'homme qu'il me faut!... J'ai donc l'air d'un être infâme? Depuis plus d'une année, il me considère comme un de ses pareils, m'étudie, me sonde, et je n'ai rien compris!...

Larreau, rassuré par le calme apparent du prêtre et retrouvant son aplomb, enfonça profondément ses mains dans ses poches, et s'avançant à son tour : — Mais, dites-moi donc, mon cher, vous le prenez sur un singulier ton avec moi, et je vous trouve audacieux. Vous ignorez probablement que vous parlez à un homme que tout le monde respecte, que... que les ministres eux-mêmes ménagent, et qui, s'il le voulait, vous écraserait sous sa botte.

— Essayez donc, misérable! répliqua l'abbé Roche en se redressant de toute la hauteur de sa grande taille. Il était si noble et si fier dans cet élan d'indignation, ses yeux avaient une expression de

si profond mépris qu'en dépit de ses relations ministérielles le capitaliste fut intimidé.

— Après tout, dit-il, parlons peu et ne nous fâchons pas; je vous ai peut-être fait entendre dans des conversations antérieures qu'il y avait dans ce pays-ci, sur les terres de Manteigney, une source d'eau minérale ignorée jusqu'à présent, et que j'entendais exploiter. J'ai pu vous faire comprendre encore que votre concours, votre sympathie, votre influence morale, me seraient d'un grand secours... C'est parfait; mais êtes-vous bien certain d'avoir compris ce que je vous disais? On n'agit pas sur une parole dite en l'air. Vous n'avez pas, que je sache, un papier signé de moi qui vous invite, serait-ce même d'une façon voilée, à promener par les chemins la mascarade de cette nuit. Vous avez cru qu'il était plus avantageux pour vous d'agir sans mon conseil et sans mon approbation,... et vous couronnez votre chef-d'œuvre en me parlant avec insolence! Vous me croyez compromis, vous pensez me tenir;... mais, mon cher ami, vous ne savez même pas la marche de ce jeu-là : vous êtes un enfant, monsieur l'abbé.

— Bien enfant et bien sot en effet, puisque je n'ai pas vu tout de suite que vous étiez le plus fourbe des hommes.

— Ne dites donc pas de bêtises, cela vous attirerait des désagrémens. Votre naïveté m'intéresse, le diable m'emporte! Prétendez-vous par hasard que vous n'êtes pour rien dans l'apparition de cette nuit? Est-ce cela que vous voulez dire? Ah! je ne demande pas mieux. Expliquez-vous, disculpez-vous. Prouvez qu'à cette heure-là vous étiez dans votre lit, que vous n'avez ni prévu ni organisé cette plaisanterie. Je vous écoute; voyons, voyons, je suis tout oreilles.

— Avez-vous bien l'audace de m'interroger? Et au nom de qui, de quel droit? Pourquoi êtes-vous ici? Ne comprenez-vous pas que j'ai peine à me contenir, que je considère comme la dernière des hontes d'avoir à me disculper devant vous, qu'on ne s'explique qu'en présence d'un juge respectable, que votre voix m'irrite, que ma colère augmente... — il s'approchait lentement en disant tout cela, ses bras se décroisaient, — et qu'au lieu de vous répondre je vais vous souffleter.

— Imbécile! s'écria M. Larreau en ouvrant rapidement la porte, vous me paierez tout cela.

Et il disparut.

XXVII.

Le lendemain, d'assez grand matin, la comtesse, entortillée plus que de raison, se dirigeait vers le presbytère. Elle n'avait plus dans

sa démarche cette aisance, ce sans-façon charmant que nous avons remarqués. Inquiète, agitée, tremblant à l'idée de rencontrer quelqu'un, elle marchait rapidement. Il lui semblait en effet que le petit pâtre, suivi de tout le village, devait l'attendre à chaque détour du chemin, et qu'en l'apercevant il dirait : — Voilà la bonne dame que j'ai vue près de la Croix-Blanche. — Qui sait si l'on ne se doutait pas déjà de la vérité? A la moindre question, elle perdrait la tête et répondrait en dépit d'elle-même : Oui, c'était moi.

Durant toute la journée de la veille, elle était restée chez elle, enfermée, regardant par la fenêtre les curieux qui accouraient dans la vallée, interrogeant sa femme de chambre, essayant de sourire aux récits de cette fille, et, lorsqu'elle avait fini, cherchant mille prétextes pour l'interroger encore. Bientôt elle avait craint que son obstination à ne point paraître ne fît naître des soupçons parmi les domestiques du château. Elle était donc dans la soirée descendue au salon, où elle avait trouvé son père. Celui-ci, sous l'empire de sa fureur encore mal éteinte, avait parlé de l'abbé Roche en termes tout à fait menaçans. Elle avait compris qu'il fallait au plus tôt faire cesser cet état de choses et se rendre au presbytère.

Lorsque le curé eut ouvert la porte, elle entra précipitamment, s'assit sur une chaise, releva son capuchon, et joignant les mains : — Mon Dieu, mon cher curé, qu'avez-vous fait, qu'avez-vous dit à mon père ?

S'il était une personne à qui le prêtre fût désireux d'expliquer sa conduite, c'était à coup sûr la comtesse; mais, au moment d'ouvrir la bouche et de soulager son cœur, il pensa qu'il était indigne de lui d'accuser le père devant sa fille, et il dit simplement : — Certaines paroles de M. Larreau m'ont blessé beaucoup, et je les ai relevées... un peu violemment. Voilà tout.

— Voilà tout, voilà tout! Et vous trouvez cela naturel? mais vous ne savez donc pas que mon père est le meilleur des hommes, plein de cœur et de délicatesse (l'abbé Roche ne put retenir un mouvement), oui, oui, plein de délicatesse et d'honneur. Eh bien! mon père a les défauts de ses qualités; il est susceptible et ne pardonne pas un outrage... Il va s'inquiéter, fouiller partout, interroger; il voudra savoir la vérité, et il la saura, car papa réussit dans tout ce qu'il entreprend.

— Eh! mon Dieu, s'écria le prêtre, que la lumière se fasse donc; je la souhaite, je préfère la vérité, si dures que puissent en être les conséquences, à la situation honteuse où je suis.

— Si on ignore tout, il n'y aura point de honte pour vous.

— Aurais-je seulement à rougir vis-à-vis de moi-même, que cela serait déjà trop. Et la douleur de voir un mensonge devenir une

croyance religieuse, la comptez-vous pour rien? Ne suis-je pas prêtre, chrétien, madame? Non, non, il faut que tout cela ait un terme.

— Vous êtes égoïste, vous ne pensez qu'à vous. Oubliez-vous donc que le scandale retombera sur moi et sur le comte? Comment expliquerez-vous notre promenade nocturne? Vous direz la vérité, je le veux bien, mais qui vous croira? D'ailleurs avez-vous le droit de disposer d'un secret que j'ai confié à votre loyauté? Irez-vous dire aussi, pour vous disculper plus complétement, que le comte a séduit cette fille, qu'il est le père de son enfant? Raconterez-vous en public les confidences que je vous ai faites? Vous y serez forcé; quand on dit la vérité, il faut la dire tout entière. Vous agirez peut-être alors en bon prêtre; mais je doute qu'une telle conduite soit celle d'un honnête homme. Comment n'avez-vous pas compris tout cela? Pourquoi n'avez-vous pas ménagé mon père? Peu à peu je lui aurais avoué la vérité, tout cela se fût calmé, et l'aventure eût été bientôt oubliée... tandis que maintenant mon père, irrité, furieux, grâce à vous, prétend qu'il faut éclaircir ce mystère, que son honneur y est engagé; il ne veut pas, dit-il, accepter la responsabilité de toutes ces sottises, et sans doute il va demander directement à monseigneur une enquête sérieuse... Ah! que je suis malheureuse!

Elle porta la main à ses yeux, et d'une voix pleine de douceur :

— Vous êtes dur, monsieur le curé, dur pour les autres. Vous prenez peut-être pour de la vertu ce qui n'est que de la rudesse. Et si je voulais avouer toute la vérité, moi aussi! si je voulais chercher dans mes souvenirs, croyez-vous que je n'y trouverais pas des causes de ressentiment contre des gens qui se croient à l'abri de tout reproche? Vous placez bien haut votre dignité de prêtre, votre honneur d'homme; croyez-vous, monsieur, qu'en ma qualité de femme je n'aie ni honneur ni dignité, et que lorsqu'on m'insulte il me soit défendu de m'indigner aussi? Quelques mots de mon père, un peu vifs peut-être, c'est possible, vous ont poussé à des violences... extrêmes, si j'en juge par le ressentiment qu'elles ont fait naître. Pourquoi donc ne serais-je pas violente aussi, moi qui ai eu à subir non pas des paroles vives, mais des actes inouis, oui, monsieur, inouis, venant de vous surtout?... Cependant, moi qui ne suis pas une sainte, qui ne m'estime pas au-dessus des faiblesses humaines, moi dont le devoir n'est pas, après tout, de donner l'exemple de toutes les vertus, je me tais, et je veux oublier... Il est étrange que vous n'ayez pas tout aussi bien que moi le courage du silence.

Tandis que la comtesse parlait ainsi, l'abbé Roche, immobile, interdit, n'avait pas dit un mot, et cependant bien des pensées lui avaient traversé l'esprit. Il était comme un coupable qui écoute une

sentence suprême; mais en même temps qu'il éprouvait la douleur de s'entendre condamner de la sorte, il partageait les émotions de son juge, il suivait sur le visage de la jeune femme la trace des pensées qui venaient s'y peindre, et peu à peu, s'oubliant en elle, il partageait ses impressions. Il était à la fois au banc des accusés et dans le fauteuil du président. — Oui, pensait-il, l'abbé Roche est un orgueilleux, et nous sommes trop indulgens pour lui.

Il oubliait Larreau et ses insultes pour ne plus se souvenir que de sa propre conduite. Il avait agi en homme brutal, violent, injuste... C'était évident, puisqu'elle le disait. Il acceptait ses jugemens avec confusion, allait au-devant de ses blâmes, et trouvait une joie singulière à lui reprocher sa trop grande indulgence. Il croyait être convaincu par les raisonnemens de la comtesse, et il n'était qu'ébloui, charmé par sa présence. Il croyait voir plus juste parce qu'il voyait avec des yeux qui n'étaient plus les siens. Ce qui dominait en lui, c'était cette pensée irritante, coupable peut-être, mais délicieuse, et qu'il ne pouvait chasser : la comtesse et lui étaient désormais réunis ensemble par les mêmes intérêts, les mêmes craintes, les mêmes espérances. Il y avait entre eux une sorte d'association que le hasard avait formée, et à laquelle ils ne pouvaient se soustraire.

L'angélique créature! Elle daignait encore venir à lui, ne lui reprochait sa honteuse conduite qu'avec des ménagemens dont il était indigne, et, pour achever de le confondre, elle lui en accordait l'oubli,... presque le pardon! Il eût voulu se jeter aux pieds de son juge, baiser la trace de ses pas, lui dire : — Je vous appartiens, ma vie est à vous, — car maintenant c'était dans la honte silencieuse, supportée patiemment, qu'il voyait la grandeur et le courage.

— Ordonnez, madame, dit-il avec émotion, ordonnez, je ferai ce qu'il vous plaira. Je vous ai offensée,... pardonnez-moi.

— Promettez-moi de ne point parler, voilà tout ce que je vous demande. Laissez-moi faire, je calmerai mon père... Vous me promettez de n'approuver ni condamner rien... pour quelques jours seulement? Comprenez que c'est là le seul moyen d'éteindre toute cette affaire, et qu'il n'y a pas d'autre parti à prendre dans l'intérêt de tous. Dieu ne juge-t-il pas nos intentions? Vous ne direz rien, vous me le jurez?

Elle avait prononcé ces dernières paroles avec une voix si douce, un sourire si affectueux; elle avait fait appel à sa générosité avec tant de confiance, qu'il murmura, ayant presque les larmes aux yeux : — Je me tairai, je vous le promets,... je me tairai.

— Le silence coûte un peu à votre nature; mais faites ce petit sacrifice, mon cher curé, faites-le pour moi, qui vous en prie. Ce

n'est point un acte de faiblesse que l'on vous demande. Il n'y a rien de honteux à laisser un feu de paille s'éteindre de lui-même et à s'abstenir de souffler dessus par excès de zèle;... — puis, avec une affabilité toute confidentielle : — Vous avez été bien inquiet, n'est-ce pas, bien tourmenté? Je lis cela sur votre visage.

— Oui, oui, je vous assure. — Il se sentait calmé, ravi, par la douceur de cette voix qu'il aimait tant.

— Et moi donc! si vous saviez dans quel état j'étais! Je pensais à vous, je me disais : Pourvu qu'il ne lui échappe rien qui nous puisse compromettre, pourvu qu'il n'attache pas d'importance à ces rumeurs, qu'il ne se croie pas dans l'obligation de démentir cette absurde apparition et ne complique pas l'affaire au lieu de la simplifier! Quand on m'a dit hier que vous aviez chassé de l'église tous les gens qui priaient, j'ai été dans la consternation.

— C'est vrai, j'ai eu tort; j'étais révolté, hors de moi! — Il était honteux de cette violence, dont le simple récit l'avait consternée. — Vous avez raison, il faut conserver son calme; à tous les points de vue, il le faut. Dans l'intérêt même de la religion, c'est ce qu'il y a de mieux à faire. L'église est ouverte ce matin, et restera ouverte, je vous l'assure.

— Eh bien! j'en profite, et je vais aller prier le bon Dieu pour cette pauvre enfant... Au fait, nous n'en avons point parlé; elle est morte, la pauvre petite!

— Il ne faut pas la juger trop sévèrement.

— Assurément, assurément... Et qu'a dit son père lorsque vous lui avez donné... vous savez?

— Il était bien ému. Il a accepté en bénissant votre générosité.

— Générosité à laquelle il m'a bel et bien obligée le poing sur la gorge... Enfin! Et l'enfant, où est-il?

— Il est chez la Marianne, où je l'ai porté moi-même.

— Il est aussi près d'ici! Voyez comme on est égoïste. Je me ferai à cette idée; mais dans le premier moment cela m'est pénible. Je ne lui en veux pourtant pas à ce malheureux petit être... Au revoir, monsieur le curé. — Et comme elle s'entortillait dans sa pelisse : — Je me cache, tout ce village me fait un peu peur.

— Voulez-vous passer par la sacristie? de cette façon vous ne serez pas obligée de faire le grand tour...

Quoiqu'il n'y eût personne dans l'église, Mme de Manteigney se réfugia dans le coin le plus obscur, et se mit à prier avec ferveur pour le repos de l'âme de la défunte. Elle était embarrassée pour parler à Dieu de cette pauvre enfant, car elle ne pouvait penser à cette fin subite sans éprouver une sensation qui ressemblait à une délivrance. Elle plaignait cette infortunée, mais elle ne pouvait

se dissimuler tout à fait que sa mort simplifiait beaucoup les choses, calmait ses inquiétudes, et coupait court, quant à présent, aux espiégleries du comte. C'était un malheur, un accident, une circonstance qui sous certains rapports pouvait passer pour un bienfait. Ayant donc prévenu le Seigneur qu'elle allait lui adresser des prières pour le repos de l'âme de la petite Loursière, elle récita pieusement un assez grand nombre de *Pater* et d'*Ave* sans songer autrement à celle qui en avait été le prétexte. De temps en temps seulement un frisson l'agitait, et du plus profond de son cœur elle disait : — Seigneur! Seigneur! ramenez le comte vers moi, permettez-lui de m'aimer, je ferai tant d'efforts pour le rendre heureux!

Tandis qu'elle priait ainsi, elle entendait derrière elle un bruit de pas presque incessant, de sorte que lorsqu'elle eut terminé ses oraisons et se fut retournée, elle ne fut qu'à moitié surprise d'apercevoir devant le fameux bas-relief de Claudius un groupe de femmes agenouillées. Elle jeta un coup d'œil rapide sur cette *Fuite en Egypte*... La Vierge lui ressemblait... En vérité, elle lui ressemblait, et le saint Joseph, abstraction faite de la barbe, était le portrait de l'abbé Roche. Elle baissa son voile et passa rapidement. Toutes les têtes se retournaient vers elle. Sous le porche, plusieurs femmes causaient avec animation; elles se turent à son approche, et l'une d'entre elles, s'approchant de la comtesse, fit une belle révérence en souriant.

— Que me voulez-vous, ma bonne femme?

— Eh! madame la comtesse vient de prier pour le miracle, bien sûr... C'est moi qui suis la mère du petit, un enfant qui n'a donné que de la joie à ses parens. Si madame la comtesse voulait faire parler le petit. Tout le monde l'a entendu, excepté madame...

— Non, merci, ma bonne mère.

— ... Avec tous les détails!

— Je n'y tiens pas, je suis pressée.

— C'est que madame la comtesse entendra dire que ce n'est pas mon gars qui a trouvé la source, et c'est pourtant bien lui qui a tout indiqué.

— Je ne vous dis pas le contraire, mais je n'ai pas le temps.

— Alors madame la comtesse se rappellera que ce qu'on en dit c'est pour nuire à de pauvres gens.

D'autres femmes s'approchaient. — Laissez-moi, fit la comtesse, on m'attend. — Et elle s'éloigna.

Un quart d'heure après, tout le village savait que Mme de Manteigney avait été prier pour le miracle. Certains ajoutaient même qu'elle avait déposé un bouquet devant le tableau en relief.

XXVIII.

Contrairement à ce que la comtesse avait espéré, le village ne se calmait pas. Les lamentations acharnées de la mère Ribat, qui peu à peu s'abandonnait au fanatisme le plus violent, avaient déjà porté leur fruit. Tous ceux qui pour une raison quelconque étaient jaloux ou mécontens du maire Baravoux, tous ceux qui trouvaient ses bœufs trop grands, sa maison trop belle, ses prés trop verts, son ventre trop gros, s'étaient groupés autour de la bonne femme, cette mère dévouée qui défendait si courageusement la cause du petit monde. Ainsi que cela se passe ordinairement, la question avait changé d'aspect. De fait particulier, elle devenait un principe général où chacun trouvait aisément matière à discussion. La bonne dame, saint Joseph et le pauvre âne étaient en vérité bien loin. Il s'agissait maintenant de savoir si un maire, parce qu'il possédait une maison en pierre, deux paires de bœufs, une écharpe tricolore et des pâturages, avait le droit de s'interposer entre la Providence et les pauvres gens, le droit d'arracher le pain de la bouche de ses administrés, d'intercepter de son épaisse personne les rayons célestes... Alors d'autres individus se levaient pour défendre Baravoux, et de verre de vin en verre de vin les débats devenaient si orageux qu'il y eut un beau soir des coups donnés et reçus.

Le maire, dont les nerfs étaient, suivant l'expression, tendus comme les cordes d'un violon, décréta, pour dépenser un peu de sa colère, que momentanément le cabaret du *Sapin-Vert* serait fermé au coup de l'*Angelus*. C'était jeter de l'huile sur le feu. L'animation redoubla, certains s'indignèrent, d'autres crièrent *bravo*. Bref, il fallut que chacun prît parti pour ou contre et se déclarât publiquement. Tout naturellement le nombre des curieux venant visiter la source croissait à vue d'œil, si bien qu'après avoir construit une palissade pour protéger le trou miraculeux, il avait été bientôt nécessaire de protéger la palissade elle-même, et deux gendarmes venus du bourg montaient la garde aux heures de l'affluence.

Si l'agitation était grande à Grand-Fort-le-Haut, le bourg de Virez était aussi terriblement ému. La question de savoir si Baravoux l'emporterait sur la mère Ribat et réciproquement n'avait plus, il est vrai, qu'une importance secondaire; mais les discussions n'en étaient pas plus calmes pour cela. L'abbé Vilain, curé de Virez, n'avait pas, — il faut bien l'avouer, quoi qu'il nous en coûte, — n'avait pas une très grande sympathie pour l'abbé Roche, son confrère de Grand-Fort. Ce n'est pas qu'il eût à lui reprocher quoi que ce soit; mais la nature avait fait ces deux hommes trop différens l'un de l'autre pour qu'ils pussent jamais se comprendre et s'aimer. L'un

était grand, robuste, actif, sobre, aimant les grandes marches, la fatigue, l'action; l'autre au contraire était court, replet, nonchalant, somnolent dans son embonpoint, adorant les méditations à l'ombre, le calme, le repos, les repas joyeux et soignés. Leur nature morale était en parfait accord avec leur tempérament physique, et l'on retrouvait la trace de ces dissemblances dans les plus minces détails de leur vie; elles sautaient aux yeux en particulier lorsque, réunis ensemble, ils faisaient après vêpres leur partie de boules.

L'abbé Vilain, joueur prudent, habile, plein de lenteurs et de combinaisons, étudiait le terrain, savait profiter des pentes; l'obstacle d'un gravier, les contre-chocs, les ricochets, lui étaient des moyens plutôt que des embarras. Il lâchait sa boule avec mollesse et douceur, la bénissant, si j'ose dire, par un dernier frémissement des doigts, l'accompagnant, la protégeant d'un regard humide, paternel, la dirigeant de ses vœux. Il semblait en vérité que le gros curé eût soufflé dans cette bonne boule du bon Dieu une parcelle de son âme, car on la voyait, roulant avec circonspection, tourner autour d'un obstacle, éviter un écueil, s'arrêter comme pour réfléchir, et, profitant d'une pente légère que personne n'avait prévue, s'approcher de plus en plus près du but, et finalement s'arrêter au meilleur endroit. Durant ce temps, les émotions les plus diverses se peignaient sur le visage coloré de l'abbé Vilain avec d'autant plus de franchise que son âme pure se refusait à toute dissimulation: l'espérance, la crainte, l'ambition, la tendresse, l'angoisse, l'orgueil du succès. Il venait se placer devant sa boule triomphante; la soutane relevée du côté droit jusqu'à la naissance de la culotte, les poings sur les hanches, la bouche entr'ouverte, il s'épanouissait, et sur son visage fleuri un large sourire s'étalait pendant un instant, instant rapide, car tous les regards fixés d'abord sur lui se tournaient presque immédiatement vers l'abbé Roche, et chacun semblait dire : — C'est là un joli coup, mais nous allons bien voir!

Et en effet le curé de Grand-Fort se reculait de trois ou quatre pas, tâtait, caressait son instrument, ajustait un instant, et bientôt avec un geste superbe d'aisance et de vigueur il lançait à une hauteur prodigieuse cette boule fatale, bardée de fer et lourde comme un boulet de canon. On la voyait monter en l'air, se perdre dans le vert des arbres, retomber comme une bombe sur celle de l'abbé Vilain et la déloger honteusement. Or j'ose affirmer que lorsqu'un joueur sérieux ayant une *boule maîtresse*, une boule qui *tient* de près, se voit chassé de la sorte, brutalement, sans égards pour son *bien joué*,... et que ces violences se renouvellent depuis une dizaine d'années chaque dimanche après vêpres, publiquement, sans trêve ni merci, j'ose affirmer, dis-je, que le joueur sérieux sent naître en lui de sourdes indignations qui peuvent rapidement se transformer

en tempêtes. Comprenez qu'il s'incorpore pour ainsi dire en sa propre boule, et par suite ressent cruellement le contre-coup de la brutalité qu'elle vient de subir.

L'abbé Vilain ne pouvait donc oublier l'effroyable chute de la boule ferrée, et le bruit navrant de cette masse tombant du ciel... Paff, boumm! ces sons lui étaient restés dans l'oreille et dans le cœur, et lorsqu'il entendit parler de l'apparition, du miracle, de la source, qu'on lui raconta l'indignation de l'abbé Roche chassant les fidèles de l'église et se refusant à toute explication, il murmura entre ses deux grosses lèvres : — Paff, boumm! ces aventures-là n'arrivent que dans certaines paroisses!

Par ces simples mots, le cher homme regagnait bien des parties perdues. Comme on peut le penser, ces paroles recueillies par la femme du notaire, qui crut devoir les confier à la femme du percepteur, se répandirent rapidement dans le bourg, où elles furent analysées et commentées. Il y avait décidément quelque chose de louche dans ce miracle. On se rappela que le soir même de l'événement l'abbé Roche avait été rencontré par le docteur dans la cabane du père Loursière. Le curé de Grand-Fort avait dû passer devant la Croix-Blanche précisément à l'heure de l'apparition. Pourquoi ces emportemens, suivis d'un silence obstiné? Vainement le maire de Virez avait cherché à s'éclairer. M. Larreau était impénétrable; l'abbé Roche fermait sa porte au nez des gens; le père Baravoux était dans un état perpétuel d'ivresse furieuse. Quant au sous-préfet, il n'avait même pas répondu à la lettre qu'on lui avait adresssée. N'y avait-il pas sous ce miracle une question politique, une manœuvre électorale? On se souvenait que la croix de pierre qui sert de but au pèlerinage des Sept-Douleurs et les vingt-quatre petites croix de fonte qui ornent le chemin avaient été offertes à la commune lors des dernières élections. Il était clair que l'apparition de la Croix-Blanche avait une importance politique, mais laquelle? qu'est-ce que cela signifiait? Était-ce la ruine de Virez que voulait le gouvernement? La commune était dans une agitation extrême; impossible de se faire servir ou d'obtenir quoi que ce soit des ouvriers. Les femmes laissaient leurs enfans enfermés dans la maison pour aller visiter la source, autour de laquelle on avait installé des boutiques de toute sorte. Les colporteurs y vendaient des bonnets, des bas, des chapelets, des petits livres. Il y avait des tirs à l'arbalète où l'on gagnait des macarons; c'était un véritable champ de foire. Sous prétexte d'assister à une seconde apparition, des bandes de pèlerins s'acheminaient vers Grand-Fort, et s'arrêtaient au cabaret du *Sapin-Vert*, qui était devenu le rendez-vous officiel de tous les ivrognes du pays, de sorte qu'au beau milieu de la nuit le bourg était troublé par les chants et les cris, et deux fois de suite

le boulanger Raimbeau avait brûlé sa fournée pour être rentré à deux heures du matin dans un état de complète ivresse. Était-ce tolérable? n'était-il pas à souhaiter que l'autorité ecclésiastique se prononçât enfin, et fît le jour dans ces ténèbres?

XXIX.

Pendant que le village et le bourg s'occupaient presque exclusivement du miracle et de ses conséquences, l'habile Claudius lançait l'affaire en plein Paris avec une adresse merveilleuse. Un soir de première au Gymnase, il arrivait chez Vernon, bien sûr d'y trouver réunis les chroniqueurs de la capitale, et tout à coup, sans préparation, encore ému par la lettre qu'il venait, disait-il, de recevoir, il racontait l'histoire avec une verve et un entrain inimitables, décrivant les lieux, faisant le portrait des gens, peignant avec une chaleur qui frisait l'éloquence la grande émotion de cet admirable pays. La vérité est qu'il avait étudié cette improvisation durant une partie de la journée, et qu'au moment de monter en voiture il avait bu quelques verres de vin de Champagne pour se mettre à la hauteur des circonstances.

Ce n'est point une chose aisée que de raconter dans certains milieux un miracle tout neuf que l'opinion publique n'a point encore estampillé : aussi Claudius eut-il bien soin de n'émettre aucune opinion personnelle. Cela n'était dans sa bouche qu'un conte de fées étourdissant, plein de descriptions colorées, étranges, de détails piquans que chacun pouvait interpréter à sa guise. Quant au miracle en lui-même, il fut plein de respect pour lui, car sur certains chapitres on était dans l'atelier Vernon très collet-monté. Lorsqu'il eut achevé son récit, il ajouta au milieu du silence général : — Eh bien! je vous donne en cent à deviner quel est le propriétaire sur les terres duquel se sont passés les faits très véridiques que je viens de raconter... Vous ne devinez pas?... Messieurs, le théâtre de cette merveilleuse histoire est le domaine de Manteigney.

— Ah! çà, voyons, plaisantez-vous, Claudius? Est-ce une gageure? Qu'est-ce que tout cela veut dire?

— Je n'en sais rien du tout, et M. Larreau, qui m'écrit ce matin, n'en sait pas plus que vous. Ce qui est certain, c'est qu'il y a une source d'eau minérale là où l'on n'en connaissait pas, c'est que cette eau a été analysée et qu'elle est extrêmement riche. Ce qui est vrai encore, c'est que tout le pays est en l'air, et que Larreau demande à grands cris une enquête au sujet de ce miracle, dont il ne veut pas assumer la responsabilité. Enfin voilà, c'est renversant, impossible, mais cela est. J'ai la lettre dans ma poche.

— Mon cher, il y a là un feuilleton adorable.

— Faites-en ce que vous voudrez, on ne m'a pas demandé le secret.

Le lendemain, l'apparition de la Croix-Blanche, la source de Manteigney, étaient livrées à la curiosité publique sous les mille formes que comportent les événemens de cette espèce. Feuilletons, causeries, faits-Paris, menus propos, chroniques, on retrouvait partout cette étrange nouvelle, racontée, commentée, suivant l'opinion ou la fantaisie de l'écrivain. Claudius, qui pourtant avait toujours eu l'art d'écrire en horreur, prit une feuille de papier et y traça les lignes suivantes d'une écriture fine et menue qui ne lui était pas ordinaire.

« Monsieur le rédacteur,

« N'a-t-on pas lieu de s'étonner de la facilité en quelque sorte malveillante avec laquelle la presse irréligieuse, — elle prendra sans doute cette qualification pour une flatterie, — accueille et reproduit la relation des faits surnaturels? Le récit d'une apparition, qu'aucune approbation ecclésiastique ne sanctionne encore, semble être une bonne fortune pour ces messieurs. C'est une pierre de plus lancée dans les jardins de la foi, et tous ces hommes aveugles dans leur haine lâchent leur petit caillou avec un ensemble et une ardeur qui écœurent et affligent tout à la fois. En présence de faits incompréhensibles que l'épiscopat seul doit et peut apprécier, le premier des devoirs ne devrait-il pas être un silence respectueux? Comment ne pas comprendre que la publicité donnée avant l'heure à de semblables faits trouble les consciences, altère dans les cœurs ces deux flammes divines sans lesquelles la société moderne se trouverait dans la plus effroyable obscurité, j'entends le respect et la foi? »

Claudius relut ce qu'il venait d'écrire. — Cela ne signifie pas grand'chose, dit-il, mais cela prête à la réplique. Ajoutons quelques personnalités. — Et il écrivit de nouveau :

« A voir la façon légère et spirituellement irrévérencieuse dont on raconte les faits, ne prendrait-on pas cette apparition pour l'habile réclame de quelque spéculation anonyme, pour le prospectus éhonté d'un établissement d'eau minérale? Il était donné à notre époque, monsieur le rédacteur, à notre époque affolée de spéculations malsaines, grisée par la puanteur de toutes les incrédulités, de voir ces audaces coupables accueillies avec un tel ensemble.

« Et quelles sont les feuilles qui osent prêter leur publicité à ces manéges? Est-ce le journal de l'homme aux trois morales, l'automédon célèbre et ridicule de la patache démocratique, ce coucou libéral qu'on aperçoit chaque matin, traîné par son pégase étique?

Est-ce le carré de papier de cet autre arlequin conciliateur et rétrospectif, de ce grand-prêtre de la chèvre et du chou, de ce don Juan du pour et du contre, qui, dépassant Cadet-Roussel dans l'art de se vêtir, arrache des morceaux de doublure à tous les gens qui passent, et dans ces loques grotesques se drape comme un nouveau messie? »

— Le diable m'emporte! fit Claudius, je crois que j'aurais fait un journaliste tout comme un autre. Continuons :

« Excusez, monsieur le rédacteur, la vivacité de mes paroles; mais en vérité, pour peu que l'on ait conservé dans le cœur le respect de notre sainte religion, on est indigné par ces façons d'agir.

« Au nom des intérêts les plus sacrés, nous demandons la lumière. Nous demandons qu'une décision de l'autorité ecclésiastique approuve ou condamne, et empêche dans tous les cas qu'une spéculation particulière prenne un fait divin pour base de ses opérations, ou bien, abusant de la crédulité publique, revête d'un caractère sacré ce qui n'est que mensonge et supercherie. »

Claudius, satisfait de son petit travail, tailla une plume d'oie en gros, et, sans débrider, profitant de l'inspiration, écrivit sur une autre feuille de papier :

« Allons, tout va bien, et le progrès s'étale avec aisance. Nous avons vu tout dernièrement les merveilles de l'art appliqué à l'industrie, la Vénus de Milo coulée en fonte et transformée en bornes-fontaines, l'Apollon du Belvédère entrant carrément dans le mouvement et couronnant les maisons sous forme de tuyau de cheminée, la Diane antique devenue loquet de porte, la frise du Parthénon entourant les clysopompes, l'Acropole utilisée comme moutardier, et, pour ne rien laisser perdre de ce passé vénérable, l'Olympe traîné sur les tréteaux et les dieux de la vieille Grèce faisant recette et amusant la foule sous la perruque de Bobêche et le masque de Galimafré.

« Tout allait donc fort bien, mais voilà qui va mieux encore : le catholicisme moderne sent le besoin de devenir pratique. Saint Joseph prend un brevet, se fait baigneur, administre des douches, et, rivalisant avec Calchas, trouve qu'il n'est pas de sot métier quand on a le bon Dieu pour soi.

« La station thermale guérissant l'âme et le corps d'un seul coup est un produit de notre civilisation. Entendra-t-on la messe dans son bain, y aura-t-il un aumônier-pédicure attaché à l'établissement? Tout cela demande éclaircissement, et nous attendons avec impatience les décisions de l'autorité compétente en matière de miracles appliqués à l'industrie, pour répondre aux questions de toute sorte que nos abonnés nous adressent.

« Justice étant rendue, qu'il nous soit permis d'applaudir à cette prodigieuse expansion de l'activité humaine.

« En se mettant courageusement en tête du mouvement industriel, en s'efforçant de rajeunir ses vieilles croyances et d'extraire de ces ruines un côté utilitaire, pratique, fécond, le catholicisme mérite à coup sûr la reconnaissance des gens intelligens.

« Souhaitons donc bienvenue à cette pieuse entreprise de Manteigney, dont le succès n'est pas douteux pour nous.

« Agréez, monsieur le rédacteur...

« UN DE VOS ABONNÉS. »

— C'est raide, c'est vif, c'est coloré, dit Claudius en se frottant les mains. Les deux écritures sont absolument dissemblables, cherchons maintenant des enveloppes différentes l'une de l'autre et sans initiales.

Lorsqu'il eut trouvé son affaire, il écrivit sur la première enveloppe le nom d'un journal religieux bien connu, et sur l'autre celui du rédacteur en chef d'une feuille démocratique.

Ces deux articles, publiés simultanément par les deux journaux les plus opposés, furent le signal de cet incroyable vacarme dont on se souvient. La situation était alors assez tendue. Le portefeuille de l'intérieur venait d'être donné tout à coup à un homme fort connu pour ses amitiés dans le haut clergé, ce qui avait soulevé beaucoup de mécontentemens et réveillé en même temps de vives espérances. On parlait vaguement dans le public d'un remaniement du personnel universitaire, on donnait comme certaine l'épuration prochaine de nos bibliothèques et de nos musées : bruits absurdes, qui cependant avaient pris quelque consistance parmi les esprits étroits et malveillans, grâce au silence persistant de l'administration. Quoi qu'il en soit, le miracle de Manteigney arrivait admirablement pour ranimer la discussion. C'était une arme efficace, un prétexte tout naturel pour affirmer ses opinions, ses haines ou ses sympathies, pour battre en brèche certaines élections qui venaient d'avoir lieu. Claudius avait compté sur tout cela, et ce n'était pas au hasard qu'il avait tout d'abord mis en avant quelques personnalités politiques qui n'accepteraient pas sans y répondre bruyamment ses plaisanteries de mauvais goût. Le bruit dépassa les espérances de l'habile vicomte. L'homme aux trois morales, l'automédon célèbre de la patache démocratique, comme le disait Claudius, répondit avec une violence sans précédent. Inquiet, aigri par un désaveu récent et public que lui avait infligé le nouveau ministre, il avait vu dans cette sortie audacieuse un moyen de ramener les sympathies administratives. L'homme aux trois morales parlait donc de « concessions misérables » faites à un parti rétrograde et dangereux... Notre France

de 89 allait-elle courber la tête sous le goupillon gouvernemental? Le journal satirique éclatait de rire; le journal religieux citait les pères de l'église. Un duel s'ensuivit, et le vacarme fut d'autant plus grand. Les journaux officieux, extrêmement blessés d'ailleurs, conservaient une attitude raide et polie qui ne calmait rien.

C'est alors qu'apparut en même temps dans trois ou quatre feuilles une lettre de M. Larreau datée de Manteigney. Elle était courte, et semblait empreinte de ce parfum de franchise et de loyauté qui tout de suite attire l'estime des honnêtes gens. En l'absence du comte, son gendre, il croyait de son devoir de répondre avec une absolue franchise aux bruits qui circulaient dans Paris. Alors, sans dire son opinion personnelle, il racontait les faits dans toute leur simplicité, avouait que depuis longtemps déjà il avait supposé dans la vallée de Manteigney l'existence de sources minérales, et réclamait enfin avec l'énergie d'un honnête homme une enquête sérieuse, immédiate, sur les faits de la Croix-Blanche, à l'explication desquels son honneur et celui de sa famille étaient engagés. On ne pouvait tenir un langage plus digne et plus ferme. En attendant la décision, irrévocable en semblable matière, de l'autorité ecclésiastique, il entendait poursuivre devant les tribunaux toute insinuation tendant à faire supposer que lui ou son gendre avait pu jouer un rôle quelconque dans cette affaire. On fut unanime pour trouver la conduite du capitaliste absolument convenable.

Durant ce temps, Claudius ne restait pas inactif. Assidu aux réceptions de Vernon, il ne perdait aucune occasion d'agir sur l'opinion, et lorsqu'il parlait de la situation absurde où se trouvaient le comte de Manteigney et sa famille, il se laissait aller à des indignations furieuses. Grâce à lui, l'analyse des nouvelles eaux minérales était bientôt publiée officiellement dans plusieurs journaux spéciaux. L'un d'eux ajoutait à cette analyse un article extrêmement élogieux.

« La science, disait-il, n'a point à s'occuper de la façon dont ces eaux furent découvertes; son devoir est uniquement d'en apprécier la valeur, et sur ce point aucun doute n'est possible. Elles ont des propriétés toniques, diurétiques, une composition alcaline, magnésienne, gazeuse et ferrugineuse, qui leur donne en médecine une rare importance. Elles fortifient le système nerveux sans laisser aucune irritation. Les personnes obèses ou menacées d'obésité, d'engorgement, de congestion ou de coup de sang, y trouveront un soulagement assuré. »

Claudius faisait faire un tirage spécial de ce numéro et le répandait à profusion, tandis que Larreau adressait une lettre au docteur Ferrand, auteur de l'article, et l'invitait à venir à Manteigney pour juger par lui-même de l'abondance de la source et l'éclairer de son

expérience sur le parti qu'on en pouvait tirer. Claudius était assiégé par les questionneurs et les curieux; il fallait qu'il donnât des détails sur le climat du pays, ses ressources, les moyens de s'y rendre, etc. Le baron de Solernie l'attira un soir dans l'embrasure d'une fenêtre, et, lui souriant d'une façon charmante : — Eh bien, mon cher Claudius, l'affaire de Manteigney prend une bonne tournure; les eaux sont excellentes, à ce qu'il paraît. On en parlait hier au ministère.

— L'affaire, comme vous le dites, n'aura véritablement pris une bonne tournure que le jour où la responsabilité du comte et celle de son beau-père seront dégagées absolument, que le jour où la lumière se fera autour de ce miracle, vrai ou faux, qui donne à tout cela je ne sais quel air de charlatanisme on ne peut plus injurieux pour mes amis. C'est une situation insoutenable.

— Sans doute; mais ces rumeurs s'éteindront, et il restera une fort belle opération financière.

— Je ne vous dis pas; mais vous connaissez Larreau, il est chatouilleux, susceptible jusqu'à l'excès.

— Il n'en est que plus estimable. On rencontre bien rarement dans les affaires cette noble fierté.

— Il met sa réputation d'honnête homme avant tout et n'est point de ceux qui... Larreau est une barre d'acier incapable de transiger avec sa conscience.

— Et qui songe à l'en accuser? Vous savez parfaitement qu'il a toutes nos sympathies. Entre nous, je suis convaincu que dans cette affaire-là il est victime de quelque faiseur audacieux qui aura voulu s'associer violemment à l'exploitation de cette source... Le pays est très superstitieux?

— Plus que vous ne sauriez croire.

— Et le bas clergé doit y avoir une influence énorme! Tout cela est très délicat,... dangereux même à éclaircir. Il faut y regarder à deux fois avant d'arracher une illusion à un public quelconque. Comme on le disait dans ce fameux article, tous les respects s'enchaînent, toutes les autorités se tiennent; n'espérez pas toucher à celle-ci sans nuire à celle-là. Le coup de marteau que vous donnez au rez-de-chaussée casse les pendules au premier étage. Les planchers sont fragiles et les cloisons sont minces.

— Ce que vous dites là, mon cher baron, est très remarquable.

— Cela est du sens commun. Le respect est devenu dans les masses une fleur de serre chaude. Chaque fois que nous nous laissons aller à la discussion, nous cassons un carreau de la serre, nous arrachons un paillasson, et la fleur attrape un rhume. C'est ce qui me faisait vous dire que l'enquête demandée par Larreau est fort délicate à exiger, très dangereuse à obtenir. Par le temps qui court,

une pincée de doute jetée à terre produit en quelques mois toute une moisson de sceptiques. Discutez aujourd'hui saint Joseph, et demain on discutera le candidat officiel proposé par le préfet. La discussion est une arme terrible. J'aimerais mieux me condamner à ne jamais avoir chez moi un couteau qui coupe que d'être exposé à m'emporter trois doigts de la main le jour où je m'en servirai.

— Et vous croyez que l'administration pense...

— Comme moi? Oui, je ne serais pas étonné qu'elle jugeât les choses ainsi. Voyez-vous, mon bon ami, jusqu'à présent, on n'a pas considéré la question sous son véritable jour. Il est possible, même très possible, suivant moi, que cette apparition de la Croix-Blanche ait en effet un caractère surnaturel, divin, eh! mon Dieu, oui, divin. Je crois même qu'il serait très heureux que ce caractère surnaturel fût officiellement constaté et reconnu.

Les deux causeurs se lardèrent d'un regard rapide. Le baron toussa et reprit : — Quant à l'affaire matérielle, commerciale, elle me... on la trouve digne de tout intérêt, et si Larreau était disposé à faire concourir à cette entreprise, qui peut prendre des proportions colossales, d'autres capitaux que les siens, peut-être s'attirerait-il par là certaines sympathies précieuses dont l'influence pourrait simplifier beaucoup les choses... C'est là une idée qui m'est toute personnelle, bien entendu.

— Nous y avions pensé, murmura Claudius avec une expression toute confidentielle, nous y avions pensé, d'autant mieux que l'exploitation de cette source, exploitation nécessaire...

— Et qu'au besoin l'autorité pourrait rendre obligatoire.

— Entre gens intelligens, on n'emploie pas ces moyens-là. Nous ne refuserons jamais l'exploitation de la source, soyez-en sûr, quoiqu'à vrai dire cette entreprise ne soit qu'un détail,.. un prétexte pour faire circuler dans un pays absolument neuf l'activité, la vie.

— Oui, oui, on s'en doute bien.

— Une pauvre petite ligne de chemin de fer pénétrant au cœur des montagnes par les vallées de Lindousie et de Manteigney, nous n'en demandons pas plus pour mettre en circulation des richesses incalculables. C'est la porte d'un trésor à ouvrir, mon cher baron, qu'on nous prête un passe-partout.

— Échange de bons procédés, cher ami. Dites un mot de tout ceci à M. Larreau, n'est-ce pas? Pour mille raisons, il doit tenir à se créer des amitiés politiques... Nous en recauserons; au revoir, mon cher Claudius.

GUSTAVE DROZ.

(*La cinquième partie au prochain n°.*)

LA TRAVERSÉE

DU MONT-CENIS

ET

LES NOUVEAUX CHEMINS DE FER

L'Italie est séparée du reste de l'Europe par la chaîne des Alpes, qui décrit un vaste demi-cercle depuis le golfe de Gênes jusque vers Trieste sur la mer Adriatique, et dont le Mont-Blanc, haut de 4,800 mètres, forme en quelque sorte le noyau. Cette barrière naturelle a pendant de longs siècles servi de rempart à la péninsule italienne, et permis à la civilisation de s'y développer en toute sécurité, tandis que les contrées voisines étaient encore plongées dans la barbarie. Pourtant il n'est pas de barrière si formidable que l'homme, attiré par l'inconnu, poussé par le désir d'étendre sa puissance, ne cherche à franchir, pas de montagnes si élevées qu'il ne veuille traverser. Aussi les Romains, une fois leur domination assurée dans toute l'Italie, n'hésitèrent-ils pas à pousser au-delà des limites naturelles de leur premier domaine. Remontant les vallées étroites au fond desquelles grondent les torrens, escaladant les rochers presque à pic, ils se frayèrent un chemin le long des cols de cette chaîne aux sommets neigeux, et passèrent ainsi d'un versant à l'autre. C'est par ces cols, élevés d'environ 2,000 mètres au-dessus du niveau de la mer, qu'ils envahirent les plaines de la Gaule et de la Germanie, c'est par ces mêmes cols que le torrent des barbares se rua sur l'Italie, et que jusqu'à ces derniers temps les armées françaises allèrent y chercher des champs de bataille.

Si les Alpes n'ont guère empêché les armées de passer et les peuples de se battre, du moins ont-elles toujours été pour les relations commerciales un obstacle des plus sérieux. Jusqu'au commencement de ce siècle, il n'existait encore dans ces montagnes aucune route carrossable, et c'était à dos de mulet qu'on les traversait. Ce fut Napoléon qui, en 1801, fit ouvrir la première, celle du Simplon, pour laquelle il dépensa 18 millions et employa 6,000 ouvriers. Aujourd'hui même, pour se rendre de Suisse ou de France en Italie, il n'y a encore que sept routes dignes de ce nom : celle du Splügen, terminée en 1823, qui unit la vallée du Rhin au lac de Côme; celle du Bernardin, construite en 1822 entre la vallée du Rhin et le lac Majeur; celle du Saint-Gothard, construite de 1820 à 1832, entre les lacs des Quatre-Cantons et Majeur; celle du Simplon, qui suit les rives du lac de Genève et la vallée du Rhône, et vient également aboutir par Domo d'Ossola au lac Majeur; celle du Petit-Saint-Bernard, entre la vallée de l'Isère et la vallée d'Aoste; celle du Mont-Cenis, entre la vallée de l'Arc et Suse; enfin la route de la Corniche, qui suit le bord de la mer. De ces différens passages, le plus curieux, en raison des travaux qu'on y exécute et des essais divers qui y ont été tentés, est celui du Mont-Cenis.

I.

La route actuelle du Mont-Cenis, comme celle du Simplon, a été ouverte par les ordres de Napoléon; elle a été construite de 1805 à 1810 par le chevalier Fabroni, et a coûté 7,500,000 francs. Partant de Chambéry, elle suit pendant quelque temps la vallée de l'Isère, qu'elle abandonne bientôt pour celle de l'Arc, un des affluens de cette rivière, et dont le lit torrentueux est encombré de galets. Les sites ont le caractère de sauvage grandeur que présentent toutes les montagnes savoisiennes. Ces montagnes, dont l'existence est relativement récente, sont formées des couches les plus diverses, car le soulèvement qui les a produites est postérieur aux dépôts du terrain tertiaire, et a mis au jour des affleuremens de tous les étages inférieurs. Toutefois les couches qui dominent dans cette partie de la Savoie, qu'on appelle la Maurienne, sont les schistes des terrains anthracifères et les poudingues, roches formées de cailloux agglomérés qui se désagrégent par l'action des eaux. Le fond des vallées, couvert des débris des montagnes, est généralement fertile, et, comme il est abrité contre les vents froids par les hauteurs voisines, il jouit d'une température des plus favorables. C'est la région des céréales et des prairies, et jusqu'à une hauteur de 900 mètres au-

dessus de la mer on voit la vigne courir d'arbre en arbre et former ces hautains pittoresques que connaissaient déjà les Romains. Au-dessus de cette région des cultures est celle des forêts, qui s'élève jusqu'à 1,300 mètres environ, hauteur où commence celle des pâturages et des neiges.

Dans les parties inférieures et aux expositions méridionales, les forêts sont des taillis de chênes, de hêtres et de charmes; mais à une altitude plus élevée elles se peuplent d'épicéas et de mélèzes. Cette zone forestière est de beaucoup la plus importante, moins à cause des produits qu'elle fournit que par la protection qu'elle exerce sur la région cultivable. Le sol tantôt schisteux, tantôt formé de poudingues, est extrêmement friable. Il se délite sous l'action des pluies d'orage, se creuse, se ravine, et donne naissance à des torrens qui charrient des galets jusqu'au fond de la vallée, et recouvrent les plaines de cailloux stériles. La présence des forêts dans ces régions est une précieuse sauvegarde; elle maintient les terres sur les pentes, permet aux eaux de s'y infiltrer et de s'écouler lentement en fertilisant la contrée au lieu de la dévaster. Partout où elles ont disparu, on voit d'abord des ravins se former, comme des rides, sur les flancs de la montagne; bientôt après se montre le roc nu, dont les débris ressemblent de loin à un amas de vieilles ruines.

La conservation des forêts est pour ces contrées une question de vie ou de mort, et exige dans les exploitations la plus grande circonspection. Afin de ne pas s'exposer à découvrir le sol ou à trop espacer les arbres, qui pourraient alors être renversés par le vent, on doit éviter de concentrer les exploitations sur un même point et s'en tenir à la méthode du jardinage, qui consiste à abattre çà et là, au milieu des massifs, les arbres arrivés à maturité. Pour plus de sécurité, il convient même de ne les couper qu'à un mètre du sol, afin que les racines, restant en terre, continuent leur office de protection jusqu'à ce que de nouveaux sujets aient remplacé les anciens. Un peu abandonnées sous le régime piémontais aux dévastations des habitans et aux abus du pâturage, les forêts ont depuis l'annexion été l'objet de soins plus intelligens. La loi sur le reboisement sera notamment une de celles dont la postérité saura le plus de gré au gouvernement français.

Au-dessus de la région des forêts commence celle des pâturages. Le climat y est trop rude pour la végétation arborescente; mais le gazon y croît avec abondance, précieuse ressource pour les troupeaux de vaches et de moutons qui chaque printemps quittent les vallées pour passer l'été sur ces hauts plateaux. Les cimes sont généralement dentelées, et, vues de face, elles présentent l'aspect d'un mur à pic continu; on voit que les couches auxquelles elles appar-

tiennent, autrefois horizontales, ont été violemment déchirées et soulevées à une grande hauteur par une explosion souterraine.

Jusqu'à Saint-Michel, à 722 mètres au-dessus de la mer, la route ne quitte pas la région des cultures; un peu au-delà, elle pénètre dans celle des forêts, bien que l'on y rencontre encore quelques villages, et que de nombreux champs de seigle et de pommes de terre interrompent fréquemment la sombre uniformité du paysage. De Saint-Michel à Modane, la route suit toujours l'étroite et abrupte vallée de l'Arc, tantôt longeant le torrent, tantôt le traversant sur un pont de bois à une hauteur vertigineuse. En face, sur le versant opposé, au sommet d'un rocher à pic, est le fort d'Esseillon, dont les batteries superposées commandaient dans toutes les directions la route de France. Il est mis en communication avec celle-ci par un pont suspendu jeté sur le précipice au fond duquel gronde l'Arc en fureur. Ce fort, aujourd'hui abandonné, est d'un effet très pittoresque; il contribue à orner le site, et c'est le seul service que nous voudrions à l'avenir avoir à attendre de tous les ouvrages de ce genre. De Modane à Lanslebourg, la vallée devient de plus en plus sauvage et grandiose. On aperçoit tantôt des cascades aux eaux écumantes qui se précipitent d'une hauteur prodigieuse, tantôt des ravins qui, en été à sec, seront pendant la saison des pluies des torrens furieux. Parfois une tache jaune, au sommet de la montagne, indique qu'un éboulement s'est produit à cet endroit, et que les terres détrempées ont été précipitées dans la vallée.

Bien que depuis Saint-Michel les rampes de la route dépassent quelquefois 8 pour 100, ce n'est qu'à Lanslebourg que, pour les gens du pays, commence l'ascension du Mont-Cenis. Ici en effet, la route quitte la vallée de l'Arc, et, s'attaquant directement à la montagne, en escalade les flancs par des lacets répétés qui la conduisent jusqu'au sommet du col. Elle traverse d'abord une magnifique forêt de sapins et de mélèzes, puis entre dans la région des pâturages et des rochers. La neige en ferait pendant l'hiver perdre la trace aux voyageurs, si des dés en pierre et des poteaux placés de distance en distance n'en signalaient les sinuosités. Ce n'est pas d'ailleurs tout ce qu'on a fait pour assurer la sécurité du passage. Vingt-trois maisons de refuge ont été construites entre Lanslebourg et Suse; elles sont occupées par des cantonniers dont le devoir est non-seulement d'entretenir la chaussée, mais encore de venir en aide aux voyageurs en péril. Au sommet du col est un petit plateau abrité par les cimes des montagnes voisines, et sur lequel se trouve un charmant lac, aux eaux azurées, peuplées de truites délicieuses; en face du lac se trouve un hospice qui fut fondé par Charlemagne lorsqu'il traversa le Mont-Cenis avec son armée pour se rendre en Italie. Très utile à

l'époque où le passage offrait quelque danger, cet hospice n'est plus habité que par un abbé qui se fait avec la pêche du lac un revenu considérable.

La hauteur du col au-dessus du niveau de la mer est de 2,098 mètres; celle de Saint-Michel étant de 722 mètres, la différence de niveau entre ces deux points est de 1,376 mètres, et la distance de 52 kilomètres. Les rampes varient entre 3 et 8,50 pour 100. Sur le versant italien, elles sont plus fortes, car la distance entre le col et Suse n'est que de 27 kilomètres, et la différence de niveau de 1,562 mètres. La route ici ne suit plus les sinuosités de la montagne à cause des avalanches, qui sont à craindre sur plusieurs points; elle descend en lacets et arrive à Suse par la belle vallée de la Novalèse. En temps ordinaire, les voitures mettent douze heures pour faire les 79 kilomètres qui séparent Saint-Michel de Suse, et sont parfois obligées d'atteler jusqu'à quatorze mules; mais pendant l'hiver le trajet, souvent dangereux, se fait en partie en traîneau.

Cette route, chef-d'œuvre de hardiesse et de solidité relative, a beaucoup contribué à multiplier les relations entre la France et l'Italie; elle était la voie la plus directe pour se rendre à Turin et incessamment parcourue par des services réguliers pour les voyageurs et les marchandises. Toutefois, si elle constituait un progrès énorme sur les sentiers de mulets qui l'avaient précédée, elle devenait elle-même bien insuffisante en présence des conditions nouvelles que les chemins de fer ont apportées aux relations des peuples. La quantité de marchandises transportées et le nombre de voyageurs en mouvement se sont accrus, grâce à ces voies de transport, dans des proportions telles que tous les anciens modes de locomotion ne peuvent plus satisfaire aux nouvelles exigences. Ce n'est pas seulement aux nécessités d'un trafic agrandi qu'il faut trouver moyen de faire face, c'est encore à un besoin de rapidité devenu général. Lorsqu'en seize heures on peut parcourir 680 kilomètres pour venir de Paris à Saint-Michel, il est difficile de se résigner à mettre douze heures pour faire les 79 kilomètres qui séparent Saint-Michel de Suse, les deux points où l'ancienne ligne du Victor-Emmanuel se trouve interrompue par la chaîne des Alpes. C'est pour combler cette lacune que le percement du Mont-Cenis par un tunnel fut décidé; mais ce travail devait durer longtemps. On avait calculé que, par les procédés ordinaires, il ne faudrait pas moins de vingt-quatre ans pour le terminer, et bien qu'à l'aide des nouveaux procédés découverts par M. Sommeiller on pût espérer diminuer de beaucoup ce délai, le laps de temps qui devait s'écouler était encore assez considérable pour qu'on avisât à quelque autre moyen de franchir la montagne. C'est ce qui décida une compagnie

anglaise à tenter l'essai d'un chemin de fer d'invention nouvelle, et qui est aujourd'hui en exploitation.

II.

Personne n'ignore que sur les chemins de fer ordinaires les rampes à franchir doivent être très faibles et les courbes très peu prononcées. Cette condition est la cause principale des dépenses qu'exige l'établissement d'une voie ferrée, puisque les tunnels, les viaducs, les ouvrages d'art, n'ont d'autre objet que de rendre la voie aussi plane et aussi droite que possible. Dans un chemin de fer en effet, le moteur est la locomotive, que mettent en mouvement les pistons de deux cylindres à vapeur fixées par une manivelle aux roues motrices. Or il est évident que la puissance de traction dépend de l'adhérence de ces roues sur les rails, et cette adhérence est proportionnelle à la charge des essieux, c'est-à-dire au poids de la machine. D'un autre côté, l'effort qu'il faut développer à la montée des rampes augmente avec l'angle d'inclinaison de la voie, tandis que l'adhérence des roues diminue, puisque celles-ci, entraînées par la pesanteur, tendent sans cesse à redescendre. La résistance à la traction devient ainsi très rapidement supérieure à la résistance du point d'appui, et rend impossible l'ascension de rampes un peu fortes.

La vitesse d'une locomotive dépend du diamètre des roues motrices, puisque, pour un même nombre de coups de piston, une roue d'un diamètre considérable parcourt plus de chemin qu'une roue d'un diamètre moindre. Les machines à grande vitesse n'ont que deux roues motrices, situées à l'arrière, afin que le diamètre puisse en être augmenté sans que le centre de gravité soit déplacé, ni que la stabilité soit compromise. Ces machines ont beaucoup moins d'adhérence sur les rails que celles dont toutes les roues, placées sous la chaudière, sont couplées entre elles; elles ne peuvent par conséquent traîner qu'un poids plus faible que celles-ci et gravir des rampes beaucoup moins fortes. Lorsqu'il s'agit de surmonter ces difficultés, la vitesse doit donc en tout état de cause être sacrifiée. Les rampes ordinaires des chemins de fer varient entre 3 et 8 millimètres par mètre en plaine; en montagne, elles vont jusqu'à 30 millimètres. Au-delà, ce sont des rampes exceptionnelles, qu'on ne peut gravir qu'avec un matériel spécial. Telle est la rampe du chemin de fer de Saint-Germain, qui a 35 millimètres, et celle du chemin de fer d'Enghien à Montmorency, qui en a 45.

Pour les courbes, la difficulté est la même. Afin de donner plus de solidité à la locomotive et aux voitures, les essieux des roues

sont fixés l'un à l'autre de manière à rester toujours parallèles entre eux; il en résulte que, lorsqu'on a des courbes accentuées, ils ne peuvent s'incliner dans la direction du rayon de courbure, et qu'ils empêchent les roues de s'emboîter exactement dans les rails. Ce n'est pas tout; lorsque le train dépasse une certaine vitesse, la force centrifuge tend à lui faire prendre la tangente de la ligne qu'il parcourt, et par conséquent à le faire dérailler. Sur les chemins de fer ordinaires, le rayon des courbes varie de 300 mètres à 800 mètres, et sur ceux d'intérêt local, dont la vitesse est beaucoup moindre, il descend à 200 mètres. Si l'on veut décrire des courbes d'un plus faible rayon encore, il faut, comme sur le chemin de fer de Sceaux, adopter un système qui laisse les essieux indépendans l'un de l'autre, et qui, par des galets directeurs, mette le train à l'abri des déraillemens. Dans ce cas, le rayon peut être réduit jusqu'à 50 mètres.

Pour gravir les rampes, on a eu recours à divers procédés. On a d'abord employé la traction au moyen d'un câble, mû soit par une machine fixe située au sommet, soit par un plan automoteur. Ce système est appliqué au chemin de fer de la Croix-Rousse, dont la rampe a 165 millimètres, et sur plusieurs lignes d'Angleterre et d'Amérique; mais il est peu pratique et applicable seulement sur de petites distances. On a essayé ensuite du système atmosphérique, que nous avons vu fonctionner à Saint-Germain sur une rampe de 35 millimètres. C'était un tube creux dans lequel une machine fixe, placée au haut de la rampe, faisait le vide, et dans lequel glissait à frottement un piston fixé par une tige verticale au premier wagon. Le train se trouvait ainsi en quelque sorte aspiré par la machine. On a renoncé à ce système dès que l'on est parvenu à gravir cette rampe avec des locomotives.

C'est un ingénieur allemand, M. Engerth, qui résolut le problème. Pour accroître l'adhérence de la machine, il chercha à en augmenter le poids; mais, afin de ne pas trop surcharger les essieux, il imagina de réunir le tender à la locomotive et de donner par conséquent dix roues à l'appareil moteur, tout en en répartissant le poids sur cinq essieux au lieu de trois. Il arriva ainsi à construire des machines d'une puissance considérable et assez adhérentes pour monter des rampes de 3 et 4 pour 100. Ces machines, essayées d'abord sur la ligne du Sommering, de Vienne à Trieste, sont celles qu'on emploie le plus souvent pour remorquer les trains de marchandises. Le système du Mont-Cenis est basé sur un tout autre principe.

Depuis longtemps, on avait pensé pouvoir résoudre les difficultés qu'offrent les rampes et les courbes par l'emploi d'un troisième rail. Cette idée remonte à 1830, et appartient à un ingénieur anglais,

M. Vignole, et à un Suédois, M. Ericsson. M. le baron Séguier s'en est occupé spécialement, et a étudié la question assez à fond pour qu'on puisse le considérer comme l'inventeur du système qui vient d'être appliqué avec succès au *railway* du Mont-Cenis par une compagnie anglaise, et qui porte le nom de système Fell. Voici théoriquement en quoi il consiste. Outre les deux rails qui, comme sur les voies ordinaires, supportent la machine et tout le train, il y a un rail central, élevé au-dessus du sol de 18 centimètres environ, et solidement fixé aux traverses de la voie. Ce rail est embrassé par deux roues horizontales qui le pressent, et qui augmentent beaucoup l'adhérence. Pour se figurer l'effet qu'il produit, il suffit de se rappeler comment une barre de fer introduite entre les deux cylindres d'un laminoir est entraînée par le mouvement de rotation de ces cylindres. Ici, la barre est fixe, c'est le rail, le laminoir est mobile, ce sont les roues, et celles-ci, par l'effet de la réaction, sont entraînées en avant. Grâce à ce système, qui rend l'adhérence indépendante du poids de la machine, on peut gravir des rampes de 80 à 90 millimètres par mètre.

Les locomotives ont huit roues solidaires et de même diamètre, quatre roues verticales portant sur les rails extérieurs, quatre roues horizontales exerçant sur le rail central une pression qui est réglée par le mécanicien au moyen d'une vis et de ressorts, et qui peut être portée à 30 tonnes. Comme le poids de chaque machine est de 20 tonnes, il en résulte que la pression totale des huit roues sur les rails est de 50 tonnes, et qu'elle produit une adhérence du sixième de ce chiffre, c'est-à-dire de 8 tonnes. Les machines marchent à la pression de 9 atmosphères, et peuvent remorquer un train pesant de 20 à 30 tonnes.

Les locomotives comme les wagons sont armés d'un frein ordinaire à sabots de bois ou de fonte et d'un frein central qui serre le rail du milieu. Ils obéissent l'un et l'autre à la même manivelle, et sont manœuvrés simultanément. Toutes les voitures sont articulées, et portent en outre deux galets directeurs entre lesquels passe le rail médian; enfin chaque essieu est muni d'une roue folle pour éviter le déraillement dans le passage des courbes. Le rail central, qui constitue l'originalité de ce système, remplit donc trois fonctions principales: d'abord il augmente l'adhérence des trois cinquièmes et aide à la traction dans la même proportion; dans les courbes, embrassé qu'il est par les roues horizontales, il empêche les déraillemens; enfin, au moyen du frein qui le serre comme un étau, il permet dans les descentes d'arrêter les trains presque instantanément.

La voie ferrée, qui à Saint-Michel comme à Suse aboutit dans l'intérieur des gares des compagnies de Lyon et de la Haute-Italie,

a été établie sur la route de terre, dont on a distrait un tiers environ de la largeur pour cet objet. Elle en suit le bord extérieur, et est séparée du reste de la route par une barrière de bois destinée à empêcher les voitures ordinaires de s'engager sur la voie, ou les chevaux effrayés de se précipiter dans l'abîme. Sur quelques points, où les lacets de la route sont trop prononcés, la voie ferrée quitte celle-ci et décrit une courbe un peu plus large, dont le rayon descend souvent à 40 mètres. Dans les passages à niveau, le rail médian s'abaisse pour s'engager dans une rainure, et permet ainsi aux voitures de traverser sans danger.

La plus sérieuse difficulté qu'on ait rencontrée pour la construction de ce chemin de fer, c'est l'abondance des neiges, qui dans les régions élevées couvrent le sol pendant la moitié de l'année, et souvent à une hauteur de plusieurs mètres. On l'a résolue en établissant dans cette partie de la route, sur une longueur de près de 10 kilomètres, des tunnels artificiels pour protéger la voie. Ils sont formés d'un mur de 1 mètre de haut environ, sur lequel sont fixées des cloisons en planches, surmontées par une toiture de tôle ondulée et ouverte par le milieu pour donner passage à la fumée. Ces tunnels, qui, vus de l'extérieur, sont très pittoresques d'aspect, ont parfaitement résisté jusqu'ici à la pression des neiges; mais dans les parties exposées aux avalanches il a fallu les construire un peu plus solidement. Ce sont alors des galeries en maçonnerie dont le toit suit l'inclinaison naturelle du sol, de façon à ce que les neiges qui viennent du haut de la montagne ne rencontrent pas d'obstacle et puissent passer par-dessus sans les emporter. Sur le surplus du trajet, le chemin est à découvert; les chasse-neige et les cantonniers suffisent généralement à le déblayer. Il peut arriver cependant que sur certains points l'amoncellement soit tel qu'il faille momentanément interrompre le service; on passe alors ces parties en traîneau, et l'on reprend le chemin de fer un peu plus loin. C'est ce qui est arrivé l'hiver dernier pendant une douzaine de jours.

Des interruptions du même genre sont à craindre quand après de violens orages la route est obstruée par les cailloux et les terres amenées de la montagne, ou quand elle est elle-même emportée sur quelques points par les torrens furieux. Dans le premier cas, il suffit ordinairement de quelques heures pour déblayer le terrain; mais dans le second il faut refaire la route et la voie : aussi l'interruption peut-elle durer plusieurs semaines. C'est ce qui s'est présenté en 1868, aux mois d'août et de septembre, et les voyageurs ont dû prendre une autre direction. Il n'y a guère de remède à ce danger, qui menace la route de terre aussi bien que le chemin de fer, puis-

qu'il tient à la nature du sol, dont le peu de consistance facilite les ravinemens; il n'y a guère que des palliatifs, qui sont le maintien à l'état boisé des parties supérieures des pentes et l'établissement de barrages dans les ravins les plus dangereux.

Dans les circonstances où s'est établi le chemin Fell, c'est-à-dire sur une route fréquentée qui n'a elle-même pas plus de 10 mètres de largeur, on a dû nécessairement lui disputer l'emplacement. On ne lui a cédé qu'une largeur de 3 mètres, ce qui a forcé les constructeurs à réduire à 1m 10 la largeur de la voie, qui sur tous les autres chemins de fer est de 1m 44. Cette voie est établie sur des traverses munies de rails à patins et reliées entre elles par une longrine qui supporte le rail central.

Le rétrécissement de la voie présente plusieurs inconvéniens graves qu'il importe de signaler, afin qu'on cherche à les éviter dans les nouvelles applications qu'on pourra faire de ce système. D'abord il nécessite des voitures spéciales, et par conséquent, pour changer de ligne, des transbordemens ennuyeux lorsqu'ils s'appliquent aux personnes et onéreux en ce qui concerne les marchandises. En second lieu, les voitures étant plus étroites, il a fallu placer les voyageurs sur le côté, comme dans les omnibus, ce qui est toujours incommode pour les longs trajets. Enfin le rétrécissement de la voie a entraîné celui du foyer de la machine, et diminué par conséquent la quantité d'air qui peut le traverser dans un temps donné. Or, la quantité de vapeur produite étant proportionnelle à cette quantité d'air, c'est-à-dire à la chaleur dégagée par la combustion, il devient souvent difficile, pendant la montée, d'obtenir assez de vapeur pour produire l'effort de la traction. Parfois dans les fortes rampes, surtout lorsque les rails sont rendus glissans par la pluie ou les brouillards, la machine s'arrête essoufflée. Il faut attendre un instant qu'une nouvelle quantité de vapeur ait été produite, et qu'elle puisse, par un nouvel effort, avancer encore de quelques mètres. Ces à-coups répétés usent rapidement le mécanisme et nécessitent des réparations fréquentes. La compagnie d'ailleurs possède à Saint-Michel des ateliers qui lui permettent de réparer et de construire la plupart des pièces qui lui sont nécessaires. La faiblesse des machines oblige à restreindre beaucoup le nombre des wagons remorqués; en général, ce nombre ne dépasse pas 4, ce qui représente 48 voyageurs par trajet, et l'on ne fait par jour que deux trajets dans chaque sens. Quant aux marchandises, la compagnie a dû y renoncer, du moins en partie, et aujourd'hui encore c'est un service de roulage qui transporte de France en Italie les colis qui ne peuvent supporter les frais de la grande vitesse.

Les machines brûlent 20 kilogrammes de charbon par kilomètre

et consomment 100 grammes d'huile pour graisser les 44 articulations à mettre en jeu. Les frais de traction, y compris le personnel, s'élèvent à 3 fr. 35 c. par kilomètre, ce qui est un chiffre très élevé, puisque ces frais ne s'élèvent guère à plus de 1 fr. sur les chemins ordinaires, et qu'une machine Crampton, qui fait 80 kilomètres à l'heure et traîne 88 tonnes, ne consomme que de 7 à 8 kilogrammes de charbon par kilomètre. Cet exemple confirme une fois de plus le fait, connu depuis longtemps, que les frais d'exploitation sont toujours beaucoup plus élevés sur les chemins qui ont été établis dans des circonstances exceptionnelles et qui, sous le rapport des courbes et des pentes, présentent des conditions anormales.

Malgré les inconvéniens assez nombreux qu'il présente, inconvéniens dont les uns sont dus à la nature du sol et à la configuration du terrain, dont les autres tiennent aux conditions spéciales et éphémères dans lesquelles ce chemin a été créé plus qu'au système lui-même, le chemin Fell a rendu un très grand service. D'abord il permet de transporter journellement d'un côté de la montagne à l'autre près de 200 voyageurs, et cela à raison de 25 francs au lieu de 37 que coûtaient les anciennes diligences. De plus il exécute ce voyage, lorsque le temps est favorable, en cinq heures et demie au lieu de douze ou quatorze qu'il fallait autrefois; enfin il a de beaucoup diminué les chances d'accident: s'il arrive parfois qu'on est arrêté en route par la rupture de quelque pièce de la machine, il n'en résulte jamais qu'un retard de quelques heures, et nous ne croyons pas qu'aucun malheur soit jamais arrivé. Il n'en était pas de même avec les voitures, qui versaient assez souvent. Ce n'est sans doute pas sans une certaine émotion qu'on se voit côtoyer le précipice, ni arriver en droite ligne sur un abîme; mais lorsqu'on s'est bien rendu compte du mécanisme, on sent qu'il ne peut y avoir aucun danger, qu'au moment opportun le train tournera sur lui-même, et qu'au besoin le frein central serait assez puissant pour le maintenir cloué sur la voie. Ce frein peut en effet arrêter le train sur la pente la plus forte, et c'est ce qui explique pourquoi la vitesse moyenne à la descente est moindre qu'à la montée; celle-ci est de 24 kilomètres à l'heure, tandis que la première n'est que de 17.

Si la création de ce chemin a été heureuse pour le pays, a-t-elle été aussi avantageuse pour la compagnie? Ceci est une autre question. La concession lui en a été faite gratuitement, il est vrai, mais pour un petit nombre d'années seulement, car, aussitôt que le percement du tunnel sera effectué, elle devra cesser tout service. Bien que le terrain de la route lui ait été abandonné, et que les principaux travaux d'art n'aient pas été par conséquent à sa charge, la construction de la voie lui a coûté 10 millions; le matériel et les machines

environ 2 millions (1). Si aux intérêts de ce capital on ajoute les frais d'exploitation et l'entretien de la voie, il est permis de douter que la compagnie fasse de grands bénéfices. Les recettes sont très variables, et les profits que lui procurent les mois les plus favorables sont bien atténués par les pertes qu'elle doit éprouver pendant les mois d'hiver, car, bénéfices ou non, elle est tenue de faire circuler ses trains. Quoi qu'il en soit de cette entreprise en particulier au point de vue des résultats financiers, on peut dire que le problème de l'ascension des montagnes est résolu. Si le chemin Fell, construit dans des conditions aussi défavorables sous le rapport de la durée de la concession comme sous celui de la topographie du terrain, a pu triompher des obstacles qui s'opposaient au succès, on ne peut douter que ce système, appliqué d'une manière permanente et sur des montagnes d'un accès plus facile, ne puisse être très avantageux.

La chaîne des Vosges, par exemple, qui sépare la vallée du Rhin du reste de la France, n'est traversée que par deux chemins de fer, celui de Strasbourg et celui de Mulhouse, qui aboutissent aux deux extrémités de l'Alsace, et qui obligent les habitans des localités intermédiaires à faire un long circuit pour joindre ces deux lignes. De petits chemins de fer s'enfoncent, il est vrai, dans les vallées de Mutzig, de Sainte-Marie-aux-Mines, de Munster et de Wesserling, et les relient à l'artère principale de Strasbourg à Bâle; mais ces lignes s'arrêtent au pied des montagnes, et ne peuvent joindre les voies ferrées qui, sur le versant opposé, sont arrêtées par le même obstacle. On ne peut songer à opérer cette jonction au moyen de tunnels qui seraient trop dispendieux pour les résultats à obtenir; mais rien n'empêche d'installer, sur les magnifiques routes qui traversent la chaîne, un chemin Fell qui éviterait aux marchandises et aux voyageurs le long circuit de Strasbourg ou de Mulhouse. Le chemin du Mont-Cenis a coûté 400,000 livres sterling ou 10 millions pour 79 kilomètres, soit environ 126,000 francs par kilomètre. Dans les Vosges, où les terrains sont plus consistans, où l'on n'a ni éboulemens, ni avalanches à craindre, où l'on n'aurait à construire ni tunnels, ni galeries, ni ponts, on pourrait peut-être établir une voie ferrée à moitié prix en utilisant les routes actuelles, et par conséquent avec une somme de 2 ou 3 millions compléter les 25 ou 30 kilomètres qui séparent les tronçons des chemins de fer aujourd'hui coupés par la chaîne des Vosges. Ce que nous disons des Vosges est évidemment applicable à bien d'autres montagnes. Grâce au système Fell, il sera possible de créer des chemins d'in-

(1) Il y a douze machines dont chacune coûte 50,000 francs, plus les wagons, les ateliers, etc.

térêt local même dans les contrées les plus accidentées qui menaçaient d'être à jamais privées de ce puissant élément de prospérité et de richesse.

III.

Si la magnifique route ouverte par Fabroni, si le chemin Fell, ont été pour la traversée du Mont-Cenis un immense progrès, celui qui résultera du percement aujourd'hui en cours d'exécution sera bien plus considérable encore. Nous ne reviendrons pas sur les circonstances qui ont amené le gouvernement italien à entreprendre ce gigantesque travail, et qui ont été exposées dans la *Revue* d'une manière si complète et si intéressante (1); nous nous bornerons à décrire l'état présent des travaux et à exposer en peu de mots les procédés employés pour surmonter les difficultés que devait présenter une œuvre aussi colossale. C'est en 1857 que M. de Cavour s'entendit avec la compagnie du Victor-Emmanuel pour le percement du Mont-Cenis ou plutôt du Mont-Tabor, montagne contiguë à la première. D'après les conventions, les travaux devaient être exécutés aux frais et sous la direction du gouvernement italien; mais la compagnie devait y contribuer pour une somme de 20 millions. Après l'annexion de la Savoie, en 1862, la compagnie du Victor-Emmanuel fut démembrée; la partie française fut incorporée dans le réseau de Paris-Lyon-Méditerranée, tandis que la partie italienne, d'abord restée indépendante, fut, par nous ne savons quelle combinaison financière, fusionnée avec le réseau calabro-sicilien, dont elle eut à subir les vicissitudes. A ce moment, le gouvernement italien, qui d'abord était seul chargé de l'entreprise, demanda la coopération du gouvernement français. Celui-ci fit estimer ce que coûterait le percement par les procédés ordinaires; ce chiffre s'élevait à 3,500,000 fr. par kilomètre, et l'opération devait durer vingt-quatre ans. Le gouvernement français accepta de payer la moitié de cette somme et d'ajouter une subvention de 300,000 francs par année gagnée sur les vingt-quatre ans, de 500,000 francs par année gagnée sur quatorze ans. D'après les évaluations qu'on peut faire aujourd'hui, la dépense totale sera de 75 millions, dans laquelle le gouvernement français entrera pour 26 ou 27 millions.

La plus sérieuse difficulté étant incontestablement la longueur du tunnel à percer, on a dû, pour raccourcir celle-ci le plus possible, établir l'ouverture aussi haut dans la montagne que le permettaient

(1) Voyez la *Revue* du 15 février 1865, *Il Traforo delle Alpi*, par M. Hudry-Menos.

les rampes à franchir. Il est clair en effet que, si le tunnel avait été creusé au fond de la vallée, la longueur en eût été beaucoup plus grande, et la dépense infiniment plus considérable sans que les frais de traction en eussent été proportionnellement diminués.

L'ouverture du côté italien, à Bardonnêche, qui devait, par la disposition des lieux, commander l'emplacement du tunnel, fut fixée à environ 1,291 mètres au-dessus du niveau de la mer. L'ouverture du côté français, près de Modane, devait se trouver le plus bas possible par rapport à celle-ci, afin que le tunnel pût se raccorder plus facilement avec la ligne qui aujourd'hui s'arrête à Saint-Michel. Voici comment on put déterminer le point d'attaque. De quelque manière qu'on opérât, il fallait, afin de permettre l'écoulement des eaux, que le tunnel eût une double pente, l'une dirigée vers le versant sud ou italien, l'autre vers le versant nord ou français, et que le point culminant se trouvât précisément au milieu, à égale distance des deux ouvertures; mais, l'ouverture sud étant la plus élevée, il fallait que la pente vers le sud fût la plus faible possible, c'est-à-dire de 1/2 millimètre par mètre environ; par contre, l'ouverture nord étant située plus bas, la pente, à partir du milieu, devait être aussi forte que le permettaient les exigences de la traction; elle fut fixée à 22 millimètres par mètre. Ces chiffres, appliqués à la longueur de 12,200 mètres que doit avoir le tunnel, mettent l'ouverture de Modane à 128 mètres environ plus bas que celle de Bardonnêche, c'est-à-dire à 1,163 mètres au-dessus du niveau de la mer, et à 110 mètres au-dessus du fond de la vallée. Et comme Saint-Michel, point extrême de la ligne actuelle, est à 722 mètres, la hauteur à racheter jusqu'au tunnel sera de 441 mètres.

Les deux points d'attaque étant déterminés, il fallut s'assurer que les galeries creusées de part et d'autre se rencontreraient au milieu. Une simple déviation de 1/2 centimètre par mètre dans chacune d'elles suffirait pour les faire passer, au centre de la montagne, à 120 mètres l'une de l'autre. Pour déterminer la direction d'une manière certaine, on commença par fixer et jalonner extérieurement le plan vertical dans lequel se trouvent les deux ouvertures. L'opération présentait de sérieuses difficultés en raison de l'élévation de la montagne à franchir, montagne dont le sommet est à peu près inaccessible. Il fallut procéder trigonométriquement, et, au moyen de triangles successifs, jeter sur la montagne une ligne imaginaire qui, se brisant en autant d'angles qu'il se rencontre d'aspérités interceptant la vue, montait par degrés de l'ouverture de Modane jusqu'au sommet, pour redescendre sur l'ouverture de Bardonnêche. Ce ne fut qu'après plusieurs tentatives répétées que l'opération réussit, et qu'on put avec certitude planter sur le point culminant un

signal qui fût dans le même plan vertical que les deux ouvertures. Ce premier travail terminé, il s'agissait de fixer exactement la direction à suivre dans le souterrain. Pour cela, on a établi sur le flanc opposé de la vallée, juste en face du tunnel à ouvrir et dans le prolongement même de l'axe de ce tunnel, un observatoire muni d'un puissant théodolite. Cet instrument, alternativement braqué sur le repère du sommet et sur une lumière placée au fond des galeries, empêche celles-ci de s'écarter de la ligne exacte déterminée à l'avance. Comme les mêmes précautions sont prises des deux côtés et que les attaques s'avancent de part et d'autre en ligne droite et suivant une pente régulière, il faut inévitablement qu'elles se coupent au centre de la montagne. Aucun doute sous ce rapport n'existe dans l'esprit des ingénieurs.

L'attaque de la roche se fait au moyen de perforateurs, c'est-à-dire de tiges d'acier mues par des machines à air comprimé. C'est au bord de l'Arc que sont installés les appareils à comprimer l'air. Un canal de dérivation fournissant 6 mètres cubes d'eau par seconde, et de 6 mètres de chute, fait mouvoir 6 grandes roues hydrauliques représentant chacune une force de 80 chevaux. Chacune de ces roues commande à 12 corps de pompe coudés, en partie remplis d'eau, et dans lesquels se meuvent, au moyen de bielles et de manivelles, des pistons horizontaux. En se retirant, le piston fait baisser la colonne d'eau dans la partie verticale du corps de pompe, et provoque l'introduction dans celui-ci de l'air extérieur au moyen d'une soupape qui s'ouvre du dehors au dedans; en revenant sur ses pas, le piston repousse la colonne d'eau qui comprime l'air, et le refoule dans la partie supérieure du corps de pompe. Une nouvelle soupape, s'ouvrant du dedans au dehors, lui livre passage à travers un tuyau de fer qui le conduit dans un vaste récipient. C'est le jeu des pompes à la fois aspirantes et foulantes qui, par les oscillations alternatives de la colonne d'eau, aspire et comprime l'air puisé dans l'atmosphère. Les récipiens dans lesquels cet air est conduit sont situés dans un bâtiment à part; ils sont en fonte, au nombre de 10, et contiennent chacun 17 mètres cubes d'air à la pression de 7 atmosphères, ce qui équivaut à 119 mètres cubes d'air à la pression ordinaire. Chacun de ces mètres cubes représente à cette tension une force de 130,000 kilogrammètres, c'est-à-dire la force nécessaire pour élever à un mètre de hauteur un poids de 130,000 kilogrammes. — Ainsi emmagasinée, cette force se conserve pendant plus de vingt-quatre heures sans déperdition sensible, et se distribue avec la plus grande facilité sur les points où elle peut être utilisée.

De ces récipiens en effet partent de longs tuyaux de fer qui esca-

ladent les flancs de la montagne et plongent dans les profondeurs du tunnel, où ils apportent la force motrice nécessaire pour faire marcher les machines perforatrices. Ces tubes ont aujourd'hui un développement total de 6,440 mètres, dont 2,200 mètres à l'extérieur. Dans le tunnel, la conduite est souterraine, et par conséquent à l'abri des éclats de mine et des blocs tombant de la voûte; elle se ramifie ensuite en plusieurs veines flexibles au moyen de tuyaux de caoutchouc enveloppés d'une forte chemise de toile, qui se déroulent à mesure que le travail avance. Chacun de ces tuyaux aboutit à une machine composée d'un corps de pompe dans lequel se meut, par l'effet de la dilatation de l'air, un piston d'acier terminé en pointe. Ce piston frappe le roc de 200 coups par minute, et chacun de ces coups représente le choc d'un poids de 160 kilogrammes. Par un mécanisme très ingénieux, le piston, dont la course est de 12 centimètres, tourne sur lui-même et avance peu à peu à mesure que le trou se creuse. Neuf de ces machines, munies chacune de 6 perforateurs, travaillent incessamment sur un front de 2^m, 80 de largeur sur 2^m, 60 de hauteur. Lorsque les trous qu'elles ont creusés ont atteint la profondeur de 80 centimètres, on y place des cartouches préparées à l'avance, et auxquelles on met le feu. La roche vole en éclats, les déblais sont enlevés sur des wagons, et les machines recommencent leur œuvre. Cette opération, répétée trois fois en vingt-quatre heures, produit un avancement d'environ 2 mètres par jour. Au commencement de septembre de cette année, la longueur ouverte était, du côté italien, de 5,913 mètres, et du côté français, de 4,222 mètres; comme le tunnel doit avoir 12,200 mètres, il ne restait à perforer que 2,065 mètres, opération qu'on espérait avoir terminée pour les premiers jours de 1871.

Nous avons dit que les machines ne fonctionnaient que sur un espace de 2^m,80 de large sur 2^m,60 de haut. Le surplus des matériaux à enlever pour donner au tunnel la section normale nécessaire à l'établissement de deux voies, c'est-à-dire une largeur de 8 mètres, est extrait par les moyens ordinaires, le pic, le marteau et la mine. Les parois sont ensuite maçonnées et cimentées avec soin, de façon à empêcher les éboulemens qui pourraient survenir.

Les roches qu'on a rencontrées dans ce travail sont des quartzites, des schistes et des calcaires schisteux. Les premières étaient d'une dureté extrême : aussi n'avançait-on qu'avec une grande lenteur et en usant un grand nombre de machines; aujourd'hui on est dans la zone calcaire, et le travail se fait beaucoup plus vite. On avait craint que le percement ne mît à découvert quelques nappes d'eau souterraines qui, envahissant le tunnel, empêcheraient l'exécution des travaux. Rien de semblable ne s'est passé. Il s'est produit

sans doute des infiltrations, on a crevé quelques poches intérieures; mais au bout de quelques jours toute l'eau qu'elles renfermaient s'était écoulée, et les travaux étaient à sec.

Ce tunnel sera beaucoup plus long que tous ceux qu'on a construits jusqu'ici; — il aura plus de 12 kilomètres, tandis que les deux plus grands, celui de la Nerthe, entre Marseille et Avignon, et celui de Blaisy, près de Dijon, n'ont l'un que 4,200 mètres, l'autre que 4,000 mètres. On se demandait donc avec une certaine inquiétude comment on pourrait, à d'aussi grandes profondeurs, fournir aux travailleurs l'air nécessaire, et comment les trains pourraient circuler sans asphyxier les voyageurs de leur fumée. Pour des puits d'aération, on n'y devait pas songer, car il eût fallu percer la montagne verticalement sur une hauteur de 1,500 ou 1,600 mètres. Une fois le tunnel construit, l'aération se fera naturellement, et probablement avec plus d'activité qu'on ne le désirerait. Deux causes y contribueront : d'abord la différence de température entre le versant nord et le versant sud, ensuite la plus grande élévation de l'orifice méridional. La différence de niveau étant de 128 mètres, le tunnel fera l'effet d'une cheminée de 128 mètres de haut à travers laquelle il s'établira un tirage considérable.

Quant à l'aération du tunnel pendant l'exécution des travaux, elle a été obtenue d'une façon très heureuse par l'emploi de l'air comprimé comme force motrice. Si l'on avait dû avoir recours à la vapeur, le problème eût été probablement insoluble, et l'on ne fût jamais parvenu à expulser au dehors l'air vicié par la respiration des ouvriers, la combustion du charbon et l'explosion des mines, sur une longueur de plusieurs kilomètres dans la montagne. Grâce à l'invention de M. Sommeiller, chaque coup de piston perforateur laisse échapper dans le fond de la galerie une certaine quantité d'air propre à la respiration. Il s'introduit ainsi par minute 6 mètres cubes d'air à la pression de 7 atmosphères ou 42 mètres cubes à la pression ordinaire. Si ce volume d'air pur était insuffisant, on n'aurait qu'à ouvrir le robinet d'un tuyau aboutissant à des récipiens spéciaux remplis par le surplus de l'air non utilisé pour les travaux, pour en avoir toute la quantité nécessaire. L'air qui se dégage au fond des galeries chasse donc derrière lui l'air vicié, qui revient vers l'ouverture; mais, refoulé également par la pression extérieure, ce dernier reste stationnaire à une certaine distance dans l'intérieur du tunnel : c'est là qu'au moyen d'une machine située au dehors il est aspiré et rendu à l'atmosphère. Les débris de la roche sont, après l'explosion des mines, enlevés par des wagons et jetés en avant de l'ouverture sur le flanc de la montagne où ils forment un talus grisâtre qu'on aperçoit de loin.

La hauteur du tunnel au-dessus de la vallée eût été pour les ingénieurs chargés du travail une difficulté de plus, s'il avait fallu amener sur le chantier, avec des voitures, tous les matériaux nécessaires. M. Sommeiller sut éviter cette cause considérable de dépenses par l'établissement d'un plan automoteur qui, partant du fond de la vallée, permet de faire parvenir jusqu'au tunnel toutes les pierres, les outils, les provisions de toute nature dont on a besoin. Ce plan se compose de deux wagons reliés entre eux par une chaîne engagée autour d'une poulie, et qui roulent sur des rails inclinés, de façon à ce que l'un monte pendant que l'autre descend. Veut-on faire monter un wagon chargé, on remplit d'eau le wagon vide, qui, entraîné par son poids, descend sur le plan en faisant remonter l'autre. Quand il est en bas, on vide l'eau dont il était rempli, on le charge de matériaux, et on le remonte par le même procédé.

L'organisation du travail est bien entendue; 1,200 ouvriers, presque tous Piémontais, sont constamment occupés. Ils sont payés les uns à la tâche, les autres à la journée et suivant leurs aptitudes spéciales. Ils habitent la plupart sur le lieu même de leurs travaux, aux Fourneaux, à 2 kilomètres de Modane, dans des maisons construites par la société qui aujourd'hui a l'entreprise des travaux, et qui leur loue des logemens à des prix très réduits, — 8 francs par mois pour une chambre dans laquelle habitent ordinairement 4 ouvriers. — Cette société a également établi des magasins dans lesquels elle revend à peu près au prix coûtant les marchandises achetées par elle en gros.

La société dont nous parlons se compose de MM. Sommeiller frères et des autres ingénieurs qui dans l'origine faisaient exécuter les travaux en régie pour le compte du gouvernement italien, mais qui, afin de simplifier l'organisation, ont depuis quelque temps pris l'entreprise à forfait. Ils ont traité, nous a-t-on dit, à raison de 4,600 fr. par mètre courant du tunnel complétement terminé et prêt à être livré à l'exploitation. Quels que soient les bénéfices qu'ils puissent faire ainsi, ils ne recevront jamais une rémunération proportionnée à l'immense service qu'ils auront rendu à leur pays.

De toutes les inventions dues à M. Sommeiller, la plus remarquable est certainement celle de l'emploi de l'air comprimé, dont jusqu'alors il avait été impossible de tirer parti, et qui est devenu entre ses mains une force d'une souplesse extrême et des plus faciles à manier. L'air comprimé offre sur la vapeur de nombreux avantages; d'abord il peut s'introduire partout sans danger et se transporter à de grandes distances. Il serait donc facile d'en produire sur un point donné une certaine quantité, de l'emmagasiner dans des récipiens, et de la répartir ensuite, au moyen d'une cana-

lisation spéciale et de branchemens particuliers, chez les industriels, qui pourraient l'utiliser comme force motrice. L'ouverture d'un robinet suffirait pour mettre la machine en marche, et un compteur semblable à celui du gaz ferait connaître la force dépensée. Avec cet agent, il n'est plus nécessaire, comme pour la vapeur, d'avoir un local séparé pour la chaudière, la machine et le charbon; on n'a plus ni fumée, ni chaleur, ni crainte d'incendies; il ne faut plus d'eau pour alimenter les générateurs, et l'on est à l'abri des coups de feu et des explosions. L'air comprimé, loin d'être une cause d'insalubrité, assainit les ateliers, et ne se paie que quand on le consomme. D'après les calculs faits par M. Sommeiller, une usine établie à Paris pour comprimer l'air et le distribuer dans un quartier coûterait, pour une force de 2,000 chevaux effectifs, environ 17 millions; mais elle pourrait donner un bénéfice de plus de 3 millions, car le prix de revient du mètre cube d'air comprimé à 6 atmosphères serait de 0 fr. 046 mill. et pourrait être vendu 0 fr. 16 cent. Il y a évidemment là matière à une entreprise à la fois fructueuse pour ceux qui l'entreprendront et extrêmement utile pour la petite industrie. Si ces prévisions se réalisaient, le percement du Mont-Cenis n'aurait pas seulement été par lui-même une œuvre d'une immense portée civilisatrice, il serait encore indirectement devenu l'occasion d'un progrès industriel des plus importans.

IV.

Ainsi que nous l'avons dit en commençant, l'Italie est séparée du reste de l'Europe par une barrière de montagnes qui, jusqu'au commencement de ce siècle, était pour elle un obstacle absolu à des relations commerciales avec les pays voisins. Les routes qui depuis cette époque ont été ouvertes à travers la chaîne des Alpes sont aujourd'hui insuffisantes, et quand des voies ferrées unissent un bout de l'Europe à l'autre et fusionnent tous les peuples, l'Italie seule ne peut rester en dehors du mouvement général. Deux chemins de fer déjà la relient à l'Allemagne méridionale, celui du Sommering, entre Vienne et Trieste, qui fut construit par l'Autriche dans un intérêt stratégique, et celui du Brenner, qui va de Munich à Vérone en traversant le Tyrol. Le chemin du Mont-Cenis et celui de la Corniche, qui suit le littoral de Marseille à Gênes, répondront à tous les besoins du côté de la France; mais la Suisse et l'Allemagne du nord restent jusqu'ici sans communication directe par voies ferrées avec l'Italie. Il est probable que cette lacune ne tardera point à être comblée, car dès aujourd'hui quatre projets de percement sont

en présence : celui du Simplon, celui du Saint-Gothard, celui du Splügen et celui de Lucmanier. Nous n'avons pas à entrer dans la discussion qu'ils soulèvent, et qui passionne très vivement toutes les localités intéressées.

En Suisse, le gouvernement fédéral ne subventionne aucune ligne de chemin de fer, car il serait alors forcé de les subventionner toutes : il laisse ce soin aux cantons traversés, dont l'intérêt est immédiat; mais, si riches que soient ces cantons, ils ne peuvent prendre à leur charge une dépense comme celle qu'entraînera le percement des Alpes, il faut donc qu'ils comptent sur le concours des autres nations intéressées, l'Allemagne et l'Italie, dont les sympathies sont, dit-on, acquises au projet du Saint-Gothard (1). Le tunnel à percer n'aurait pas moins de 16 kilomètres, et l'on ne pourrait guère espérer l'avoir terminé avant une dizaine d'années. Jusque-là rien n'empêcherait que, sur ce point comme sur d'autres, on n'eût recours au chemin Fell pour réunir les lignes suisses aux lignes italiennes.

Lorsqu'il s'agit de franchir les montagnes, on se trouve en effet en présence de trois systèmes différens : l'un les perce par de longs tunnels, le second consiste à traverser les cols au moyen de rampes très fortes et de courbes très prononcées, enfin le troisième, participant des deux autres, fait usage de rampes moins fortes et de courbes d'un plus grand rayon que ce dernier, mais nécessite par contre l'ouverture d'un certain nombre de tunnels. D'après les études qui ont été faites, ce dernier système, guère moins dispendieux que le premier, est d'une exploitation aussi difficile que le second, et présente les inconvéniens des deux autres sans en avoir les avantages; il paraît donc, en ce qui concerne la traversée des Alpes, devoir être écarté.

Le système des longs tunnels exige que la voie soit construite avec le plus grand soin, et permet par conséquent que l'exploitation des lignes soit faite avec économie, régularité et célérité; mais il est très cher, et retarde pendant de longues années la mise en activité du chemin. Quels que soient les progrès qu'on puisse atteindre dans l'art de percer les montagnes, il est douteux qu'on dépasse jamais beaucoup la rapidité des travaux du Mont-Cenis. Sans doute, s'il était possible d'ouvrir des puits verticaux et d'introduire des travail-

(1) Cette prévision vient de se réaliser; le protocole de la conférence internationale instituée pour cet objet a été signé le 13 octobre 1869. D'après les conventions, une subvention de 85 millions serait accordée à la compagnie concessionnaire de la voie de Lucerne à Bellinzona, et qui serait chargée de tous les travaux de construction. Dans ce chiffre, l'Italie figure pour 45 millions, la Suisse pour 20, les états allemands pour le surplus. Le point le plus élevé serait à 1,162 mètres, et les pentes les plus fortes de 25 millimètres; la surveillance de la ligne est confiée au conseil fédéral.

leurs dans les entrailles mêmes de la montagne, on pourrait multiplier les points d'attaque et avancer la besogne; mais, si l'on est forcé de s'en tenir aux deux ouvertures extrêmes, il n'est pas probable qu'on creuse jamais plus de 3 mètres par jour de chaque côté. En admettant ce chiffre, bien supérieur aux résultats obtenus jusqu'ici, il ne faudrait guère moins de huit années pour percer un tunnel de 16 kilomètres, comme serait celui du Saint-Gothard. C'est là un délai considérable et qui retarderait beaucoup les bénéfices de l'entreprise.

Le second système au contraire, qui consiste à franchir les cols au moyen d'une voie ferrée à fortes rampes, et dont le chemin Fell est aujourd'hui le type le plus complet, offre l'immense avantage de permettre une exploitation à peu près immédiate et de coûter moins de frais d'établissement; mais il a l'inconvénient d'être d'une exploitation difficile, d'accroître sensiblement les dépenses de traction et d'entretien, et, surtout dans les hautes montagnes, d'être exposé pendant l'hiver à des irrégularités et des interruptions de service. Ces systèmes ont donc chacun leurs mérites et leurs défauts; la préférence à donner à l'un ou à l'autre doit dépendre des circonstances où l'on est placé.

Lorsqu'il s'agira d'une voie principale, destinée à un trafic considérable, à une circulation active, il n'y aura point à hésiter: c'est aux longs tunnels qu'il faudra recourir, et c'est pour ce motif qu'on a eu raison de percer le Mont-Cenis, qu'on aura raison de percer le Saint-Gothard ou toute autre montagne de cette chaîne. Les frais seront alors plus que couverts par les bénéfices d'une exploitation de grande importance. S'il ne s'agit que de donner satisfaction à des intérêts plus restreints, le système Fell sera préférable, car, tout en permettant de parcourir au moins 25 kil. à l'heure, il permettra d'éviter des dépenses qui ne donneraient aucune compensation. On a tout dit sur les avantages économiques et moraux des chemins de fer; encore faut-il que ces avantages balancent les sacrifices qu'ils imposent, et dans les tracés nouveaux à choisir c'est aujourd'hui moins de la question technique que de la question économique qu'on doit se préoccuper. Or il est de principe qu'en matière de chemin de fer il faut proportionner les frais à l'activité commerciale des pays qu'ils sont appelés à desservir; s'il est rationnel d'acheter une exploitation régulière et peu onéreuse par une première mise de fonds considérable, il serait insensé de poursuivre la perfection à grand renfort de millions dans les pays qui ne peuvent donner qu'un trafic insignifiant.

Ces principes ne sont pas seulement applicables à la Suisse, et la France fera bien de s'en pénétrer à son tour, puisqu'elle songe au-

jourd'hui à compléter le réseau de ses chemins de fer d'intérêt local. On n'est pas d'accord en effet sur la manière d'exécuter ces nouvelles lignes. Quelques ingénieurs pensent que, bien que destinées seulement à satisfaire aux besoins de localités circonscrites, elles doivent cependant être construites avec soin, avoir la même largeur de voie que les chemins ordinaires, afin que le matériel roulant puisse y être employé sans transbordement, être établies aussi de façon à ce qu'elles puissent servir à un trafic beaucoup plus considérable que celui qu'on prévoit. Ils consentent à une diminution de vitesse qui permettrait, comme sur les chemins de la Suisse, de franchir des rampes assez fortes; mais ils veulent une voie spéciale, et n'évaluent pas le prix du kilomètre à moins de 80,000 ou 100,000 fr., c'est-à-dire au quart de ce qu'ont coûté les grandes lignes. D'autres ingénieurs non moins autorisés croient que, pour les chemins de fer de cette nature, il faut avant tout viser à l'économie, afin de diminuer les frais de premier établissement, et ils proposent, pour éviter les travaux d'art, d'établir autant que possible la voie ferrée sur les routes de terre déjà existantes, lors même que celles-ci présenteraient de fortes rampes et des courbes prononcées. Ils pensent que l'inconvénient des transbordemens n'est pas aussi grand qu'on le dit, et qu'il vaut mieux le subir que d'accepter les charges d'un matériel trop dispendieux. Les frais d'exploitation de ces lignes d'intérêt local s'élèvent à 8,000 ou 10,000 francs par kilomètre, tandis que les recettes sont souvent bien inférieures; il est donc important de ne pas engager dans la construction un capital trop considérable (1).

Les chemins de fer dits américains, qui sont traînés par des chevaux, et le chemin Fell répondent à ces conditions, et pourraient

(1) Dans son ouvrage *De l'Exploitation des Chemins de fer*, M. Jacmin, directeur de l'exploitation de la compagnie de l'Est donne les chiffres kilométriques suivans pour les chemins de l'Alsace et des Vosges en 1866, en tenant compte des annuités relatives à la voie et au matériel roulant :

	Recettes.		Dépenses.	
Strasbourg à Wasselonne.	8,333 fr.	40 cent.	9,068 fr.	81 cent.
Schélestadt à Sainte-Marie-aux-Mines..	6,236	25	7,351	78
Haguenau à Niederbronn.	7,317	81	8,369	33
Lunéville à Saint-Dié.	11,838	10	9,113	75
Épinal à Remiremont.	8,401	23	8,093	89
Avricourt à Dieuze.	7,184	30	7,273	92

Il pense que des compagnies locales tireraient de ces lignes un bien meilleur parti que celle de l'Est, d'abord parce que le public se montrerait pour elles beaucoup moins exigeant, ensuite parce qu'elles n'auraient pas à supporter les charges élevées qui sont imposées aux grandes compagnies, telles que le transport gratuit des postes, des gendarmes, des troupes.

être établis sans grands frais dans certains pays de montagne. Il en est de même du système Larmanjat, qui fonctionne aujourd'hui sur une longueur de 5 kilomètres entre la station du Raincy et Montfermeil. Ce système consiste à faire porter les roues motrices de la machine sur le sol naturel et celles des wagons qu'elle remorque sur un rail unique; on augmente ainsi l'adhérence de la machine tout en diminuant la résistance de la charge. Deux roues, placées l'une devant, l'autre derrière, supportent la voiture; afin que celle-ci puisse se maintenir en équilibre, deux roues latérales qui roulent sur des bandes en bois, mais sans s'y appuyer, lui conservent son aplomb. Les roues du milieu, qui emboîtent le rail, peuvent être abaissées ou relevées à volonté, de façon à supporter seules tout le poids ou à le faire supporter par les roues latérales comme dans une voiture ordinaire. On peut alors y atteler des chevaux et circuler librement sur la route. Ce chemin, établi comme essai, a une rampe de 72 millimètres et des courbes très prononcées; il fait 16 kilomètres à l'heure.

Il est probable que de nouveaux procédés surgiront encore pour l'établissement économique des voies ferrées; mais ce n'est pas tout de triompher des obstacles matériels qui empêchent les hommes de se rapprocher, il faut aussi faire disparaître d'autres obstacles qui s'opposent à de fréquens déplacemens. L'un des plus graves est l'élévation des tarifs. Aux demandes souvent répétées qui leur sont faites à ce sujet, les compagnies répondent par des motifs pleins de raison. Le tarif doit payer, disent-elles, d'abord l'intérêt des capitaux engagés dans l'entreprise, ensuite les dépenses de transport et d'entretien; sur les routes ordinaires, les frais de construction sont payés par l'état, qui n'en réclame pas le remboursement, et les frais de transport seuls restent à la charge des voyageurs. Si l'état voulait consentir à rembourser les capitaux déboursés pour la construction des lignes, il serait possible aux compagnies d'abaisser les prix de 50 ou de 60 pour 100; mais jusque-là il faut bien admettre qu'elles s'indemnisent de leurs sacrifices. Or réclamer à l'état les frais de construction, c'est les demander aux contribuables et par conséquent commettre une injustice, car il est beaucoup plus juste de les faire payer à ceux qui se servent des chemins de fer qu'à ceux qui ne s'en servent pas. Elles font remarquer enfin que les tarifs sont le résultat d'un contrat mutuel, et que abaisser les prix contre leur gré serait une véritable spoliation.

Ces argumens sont très sérieux, mais nous pensons que les compagnies elles-mêmes trouveraient leur avantage à une réforme dont le résultat inévitable serait la multiplication des voyages et l'accroissement du trafic. Ce n'est là qu'une simple conjecture; pour-

tant le succès des combinaisons adoptées sur quelques lignes pour réduire le prix des places lui donne une grande probabilité. Ainsi le système des abonnemens permet d'habiter la campagne à ceux que leurs affaires appellent journellement à la ville, les billets circulaires à prix réduits et les trains de plaisir ont pour effet de faire voyager des personnes qui, sans ces réductions, n'auraient pas quitté leur foyer.

Que les compagnies entrent plus largement dans cette voie, et à coup sûr elles ne s'en trouveront pas mal. En tout état de cause, il y a dès aujourd'hui une réforme indispensable à faire dans les tarifs, c'est celle d'une plus équitable répartition des prix. La répartition par kilomètre n'est pas rationnelle, car tous les frais de l'entreprise n'augmentent pas avec la distance; il y en a qui ne varient pas et qui resteraient ce qu'ils sont, lors même que toutes les stations ne seraient qu'à un kilomètre du point de départ : tels sont les frais d'administration, ceux de personnel et d'entretien de gares. Les dépenses qui augmentent avec la distance sont seulement les frais de traction et ceux d'entretien de la voie. Il résulte de là que le prix des transports, pour être convenablement réparti, devrait se composer de deux parts : une part fixe, uniforme pour toutes les distances, une part variable et calculée en raison du nombre de kilomètres à parcourir. Les petits trajets coûteraient, il est vrai, un peu plus cher; mais les grands éprouveraient une notable diminution. Il ne faut pas perdre de vue que, si les chemins de fer ont déjà rendu au monde civilisé d'importans services, ils sont appelés à en rendre de bien plus grands encore, car ils doivent contribuer de plus en plus aux progrès moraux et matériels des peuples; mais il faut pour cela que ceux qui les détiennent ne cessent de se préoccuper des moyens de donner une satisfaction de plus en plus grande aux besoins du public.

J. Clavé.

HAZLITT

ARTISTE, MÉTAPHYSICIEN, CRITIQUE

D'APRÈS DE NOUVEAUX DOCUMENS.

I. *Memoirs of William Hazlitt, with portions of his Correspondence*, by W. Carew Hazlitt; 2 vol., London 1868. — II. *List of the writings of William Hazlitt and Leigh Hunt, with critical notes, and a selection of opinions regarding their genius*, by Alexander Ireland; London 1869.

Un témoin de l'époque d'Hazlitt, lord Lytton, a exprimé à propos de ce vif esprit le jugement suivant : « le premier intervalle de calme et de paix qui suivra les querelles politiques présentes fera revivre son nom, et confirmera sa réputation (1). » La plupart des grands écrivains anglais de ce siècle ont joui de leur gloire avant de disparaître de la scène. Un peu plus tôt, un peu plus tard, ils ont eu leur jour, ils ont obtenu justice. Celui dont nous avons aujourd'hui l'occasion d'entretenir le public, un peu par sa faute, beaucoup par la rigueur des temps, n'a pas eu la même fortune. La grande renommée ne lui a pas fait défaut; mais à chacune de ses brillantes journées les hasards du champ de bataille de l'opinion attachèrent quelque blessure. Jamais sa réputation ne brilla sans nuages. Il était libéral, radical même; cependant il n'était pas agréé des chefs de son parti : de celui-ci parce qu'il méprisait les sectes, de celui-là parce qu'il se moquait des utilitaires. Il sentait vivement la poésie, et interprétait avec une sympathie convaincue les poètes nouveaux, en particulier Wordsworth, Coleridge et Southey; les amis de ces

(1) *Some Thoughts on the genius of William Hazlitt.*

derniers ne lui pardonnaient pas des mots amers sur leurs palinodies politiques; il s'était même un jour égayé outre mesure à propos de leurs manies littéraires. Il avait le tort de se connaître et de montrer qu'il s'estimait assez haut. Comme il avait des systèmes sur toute chose, et qu'il ne prenait aucun soin d'en dissimuler la singularité, il était accusé de cultiver le paradoxe; on attribuait ses propositions hardies au désir d'étonner. A ces singularités de l'esprit s'ajoutait une sensibilité quelquefois maladive. Sa vie privée, plus orageuse qu'irrégulière, fournissait des prétextes à ses ennemis, et il avait le malheur de se brouiller souvent avec ses amis.

Cependant il est peu d'écrivains qui aient moins écouté leur fantaisie personnelle. Quand il s'est trompé, — ce qui est rare, au moins dans les matières qui intéressaient le public, — il obéissait encore à des principes mal compris. Nul peut-être, dans une époque de débats passionnés, ne fut plus fidèle à ses convictions. Il resta toute sa vie un de ces enthousiastes de 1796 qui voulaient établir en Angleterre le règne des idées françaises. A travers les vicissitudes des trente premières années de notre siècle, il garda toujours quelques-unes des espérances de sa jeunesse. Il vécut dans l'attente de la réforme. Ce grand changement dont nous sommes témoins et que l'Angleterre a préparé non par la force, mais par les progrès successifs de l'opinion, tous les partis libéraux y ont travaillé, chacun à sa manière. Les dissidens religieux l'ont attendu comme une sorte de *millenium* politique; ils fondaient le bonheur public sur l'abolition des priviléges du clergé. D'autres aspiraient à un âge d'or qui mettrait en honneur le travail et concilierait les citoyens en les gagnant par l'intérêt; c'étaient les utilitaires. Ils ne doutaient pas qu'en appelant tous les hommes à la richesse la société absorberait l'aristocratie dans une vaste unité industrielle. Les carrières de l'intelligence avaient de même leurs radicaux, — avocats, savans, écrivains, poètes. Ceux-ci rêvaient aussi un eldorado politique et social: le clergé, l'aristocratie, étaient également à leurs yeux des obstacles à la prospérité commune; mais le grand ennemi, le fléau public, ils le voyaient dans la royauté, telle qu'elle existait encore, avec des prérogatives qui tendaient à s'agrandir depuis George III et la prépondérance des tories. La perspective d'une république, si elle n'éclatait pas dans leurs discours, apparaissait du moins à leur imagination comme un mirage lointain. Hazlitt à l'âge de vingt ans faisait partie de ce bataillon sacré, soutenu par le talent et l'espérance, et il demeura jusqu'à la fin ce qu'il était à vingt ans. Cette persistance au milieu d'une réaction qui dura trente années, cette constance parmi les défections nombreuses, étaient un reproche vivant, une contradiction incessante, incommode, pour tous ceux qui avaient écouté les conseils de l'expérience ou la voix de l'intérêt. Comment

s'étonner que le critique persévérant parût un raisonneur obstiné, un homme à paradoxes?

L'événement a donné raison à ceux qui le jugeaient d'une manière plus favorable, à ceux qui ont regretté de le voir mourir sans avoir joui de sa part de gloire. Il est toujours temps d'être juste. Trente-neuf ans écoulés n'ont pas vu s'effacer la mémoire de cet écrivain original, de cette intelligence profonde et vive. Il n'a pas cessé d'avoir des lecteurs; le nombre en augmente peut-être. Ses œuvres, qu'il n'avait pas eu l'honneur et le plaisir de recueillir lui-même, l'ont été depuis sa mort, et plus d'une fois. Sa vie, racontée brièvement par son fils, il y a trente ans, quand les préjugés dont il avait souffert étaient encore debout, la voici tout au long reproduite avec les papiers de famille et les fragmens de correspondances que la piété d'un petit-fils a pu réunir. Il serait fâcheux de ne pas saisir l'occasion d'aborder une étude qui, je crois, n'a pas été faite sérieusement dans notre pays, d'esquisser un portrait qui n'est pas assez connu. Puisque les préjugés contre Hazlitt ont passé le détroit, il importe aujourd'hui de faire place au jugement équitable. Sans nous proposer d'autre plan que la suite de sa biographie, peu chargée d'événemens, nous tâcherons d'analyser en lui l'artiste, le métaphysicien, le critique, puisque aussi bien il a été tout cela successivement.

I.

William Hazlitt, né à Maidstone, comté de Kent, en 1778, était par son père d'origine irlandaise. Anglais de naissance, il ne s'est jamais réclamé de ses ancêtres celtiques. Les Irlandais sont éloquens et spirituels; mais, pour trouver des penseurs, des métaphysiciens, des hommes constans et fermes en leurs desseins, appliquant à un but pratique toute leur intelligence et toute leur habileté, il faut traverser le canal Saint-George. Les bateaux à vapeur de l'île d'Anglesea et le pont tubulaire que l'industrie a jeté sur les flots grondans et indignés du détroit de Menai, *pontem indignatus Araxes*, ne paraissent pas avoir porté en abondance dans la verte Erin ces dons et ces qualités de nature britannique. Hazlitt est parfois éloquent, spirituel toujours; mais c'est un penseur parmi les critiques, plus même qu'il ne faudrait quelquefois pour échapper au reproche de subtilité. Il est métaphysicien au moins par son goût pour les analyses psychologiques. Il a porté la constance de ses idées jusqu'à l'obstination. Les tendances pratiques ne lui sont pas étrangères, si l'on songe que tous ses travaux philosophiques, politiques, littéraires, traités dogmatiques, articles de journaux, critique de théâtre, essais, cours publics, il a tout dirigé en vue du triomphe des idées

libérales auxquelles il avait dévoué sa vie. Par là, il est bien du pays de sa mère, simple fille de fermiers du comté de Cambridge ; c'est un Anglais obéissant déjà aux tendances de l'avenir, démocrate avant que le nom en fût adopté dans ce pays, partisan déterminé de la réforme qu'il n'eut pas le bonheur de voir, radical, et en cette qualité ennemi des anciennes formes, des vieilles associations, des universités. C'est là l'esprit nouveau s'annonçant de loin en Angleterre, et Hazlitt, quoiqu'il n'ait pas joué de rôle politique, en est un représentant fidèle.

Il est moderne non-seulement par la couleur des opinions, mais par une largeur de libéralisme sans laquelle le règne absolu de la démocratie serait un sérieux péril pour la civilisation. Il ne veut pas d'une organisation de la société qui rendrait tous les hommes esclaves de ce qu'on appelle l'essentiel, c'est-à-dire des besoins matériels et du travail destiné à les satisfaire. En appelant tous les citoyens à l'exercice de leurs droits, il ne leur impose pas une pénible ornière qu'il faut suivre et un joug pesant où il faut s'atteler, comme le veulent les utilitaires trop écoutés dans un pays presque amoureux de tristesse et de labeur. Il les convoque au banquet des arts et des lettres, et son idéal est une Angleterre joyeuse et saine comme celle de Shakspeare et des excellens poètes que la nation applaudissait quand elle avait un théâtre. Culte du beau sous toutes ses formes, traditions de délicatesse et d'esprit sans connivence avec les aristocraties et les pouvoirs héréditaires, en deux mots voilà le critique Hazlitt. Lui qui se moquait de la chimère des utilitaires, n'avait-il pas aussi la sienne? Il rêvait une Attique au milieu d'un de nos états gigantesques, et il crut la trouver à Paris quand il y passa quatre mois de l'année 1802 pour faire des études de peinture. A ce moment, la victoire avait fait de Paris une Athènes sans rivale : c'était l'affaire de deux ou trois campagnes. Il faut l'entendre décrire son ravissement tous les jours renouvelé devant les chefs-d'œuvre divins que renfermait la galerie du Louvre. Il n'est pas jusqu'à l'avertissement des gardiens à la fin de la journée qui ne fût un plaisir pour lui : « *citoyens*, il est quatre heures, on va fermer. » Ce mot le chassait du sanctuaire, mais c'était un mot républicain. Ce mot seul le faisait passer sur la nécessité de partir, et sur l'ennui de rentrer rue Coq-Héron. Si c'était une chimère, elle était noble, et après tout, quoi de plus humain que d'aimer la liberté adoucie par les arts et les arts ennoblis par la liberté? Dans ce siècle de tâches laborieuses et d'efforts constans, où la démocratie ne semble grandir qu'en augmentant le poids du travail, quoi de plus nécessaire, de plus vital, que de conserver le feu sacré et de perpétuer l'habitude des jouissances de l'esprit?

Le père de Hazlitt, placé à la tête d'un petit troupeau d'unita-

riens, désirait faire de lui un ministre, comme il l'était lui-même. C'était une secte de chrétiens à peu près rationalistes qui se faisaient gloire de leur titre de *rational dissenters*, et croyaient très sincèrement en Dieu, seule personne divine, et en Jésus-Christ crucifié; protestans rationnels, ils se persuadaient à peine, dit Hazlitt, que les autres fussent des êtres raisonnables. L'esprit de secte enseigne la proscription à ceux-là même qui en souffrent. Soit tendance au mécontentement, soit plutôt jugement réfléchi qui le porta toujours à se faire un parti à lui seul dans son parti, Hazlitt conçut de bonne heure une prévention contre cette petite église où l'on remerciait Dieu régulièrement d'avoir donné à ses élus une religion plus logique qu'au vulgaire des chrétiens. Plus tard, il devait également prendre en dégoût la philosophie positive du temps, dont l'édifiante habitude était de se féliciter dans tous ses discours de professer une doctrine plus éclairée que le commun des philosophes. Hazlitt resta simplement déiste en continuant de lire la Bible et respectant les croyances; il refusa de se faire pasteur.

Sans avoir connu par expérience le puritanisme dans toute sa perfection, Hazlitt fut élevé dans le respect des vieux unitariens du XVIe siècle, qui s'interdisaient comme un manque de gravité, sinon comme un péché, une image de style, une saillie pour éveiller l'esprit, un mouvement pour saisir le cœur. Au milieu de ces in-folios pour lesquels son digne père s'était pris de passion dans une université d'Écosse, une nostalgie du beau s'empara de cet enfant qui avait peut-être reçu le premier baiser paternel entre deux grands feuillets des *Fratres Poloni*. Il appelle ainsi une bien respectable collection où le nom le moins difficile à prononcer était celui de Pripscovius. Un génie follet s'était pourtant caché parmi ces redoutables dieux pénates de la maison; c'était un exemplaire du *Tatler* de Steele, le modèle le plus parfait des *essayists*, parce qu'il a le charme de la grâce naturelle. La fée sans doute l'avait glissé là lors de la naissance du critique. Elle s'y prenait bien d'avance, et le germe jeté dans ce jeune esprit qui s'ignorait absolument ne devait fructifier qu'après trente-sept ans et plus.

L'instinct qui empêchait le fils du pasteur d'entrer dans les voies arides de l'unitarianisme l'appelait naturellement vers la littérature et les beaux-arts; mais son choix n'était pas fait. Il hésita douze ou treize ans entre la plume et le pinceau, et quand il se décida pour la plume, il n'en fit pas encore l'usage qui devait assurer sa célébrité. Les travaux de critique et les essais qu'il a marqués d'une personnalité si riche et si forte sont des fruits lentement préparés qui, parvenus enfin à leur maturité, tombèrent sans effort et coup sur coup, comme d'un arbre chargé de sa récolte et secoué par le vent. Durant les longues années que se fit en lui cette sourde végé-

tation des idées, il partagea ses facultés entre les deux études qui l'invitaient également. A la peinture, il appliqua son imagination et ce que la nature lui avait donné d'enthousiasme pour admirer le beau, de courage pour l'exprimer. A la littérature, il consacra son goût très décidé pour la philosophie et les habitudes d'esprit qu'il avait puisées dans la controverse. Le critique chez lui se composait ainsi peu à peu d'un peintre et d'un métaphysicien. Il y a entre les arts une émulation : lorsque l'un d'eux prend l'essor, l'autre tâche de suivre. Il profite de la leçon, en extrait ce qui est à son usage. Hazlitt a observé que la faveur dont la peinture fut l'objet en Angleterre vers la fin du dernier siècle donna l'éveil à la littérature. Son propre talent est un exemple de cette influence. Il dut sans doute aux travaux de l'atelier comme à l'observation de la nature son goût des justes proportions, une rare précision du trait, l'art d'interpréter la vie et la pensée dans les objets extérieurs, celui de voir et de sentir ce qui échappe au regard distrait de la foule. La peinture fut la première qui dissipa pour lui le brouillard de la scolastique, qui déchira le voile gris à travers lequel la métaphysique lui montrait les hommes et les choses. Les disputes avaient laissé son esprit hésitant : l'art lui parla par les sens; il crut à ce qu'il voyait; la vérité lui devenait palpable. Sa toile, ses pinceaux, sa palette, lui révélèrent une philosophie sensible qui ne manquait pas d'élévation.

D'autre part, ses lectures théologiques, celles-là même où il avait contracté le dégoût de la carrière paternelle, lui fournirent une arme pour cette nouvelle épreuve. Il y a dans l'étude exclusive et matérielle de la beauté quelque chose qui énerve : l'âme de l'artiste qui ne réagit pas contre le plaisir d'une contemplation passive tombe dans une sorte d'épicuréisme de l'art; la jouissance de l'admiration paralyse la pensée et l'invite à une paresse qui se communique à l'industrie même du peintre. S'il faut en croire ceux qui ont manié le pinceau aussi bien que la plume, il y a plus de plaisir à peindre qu'à écrire. Hazlitt du moins n'était jamais fatigué du premier de ces deux métiers. Écrire, c'est traduire des sentimens vivans en paroles qui ne le sont pas toujours et jamais au même degré; peindre, c'est avec des noms d'objets faire des choses, c'est-à-dire créer. Chaque coup de pinceau est une découverte; à chaque instant, c'est un triomphe que vous remportez; tout est plaisir. Voici maintenant le revers. La faculté de sentir le beau n'est pas la même que celle de l'exprimer. La première, qui est la source de tant de jouissances, n'est pas toujours accompagnée de la seconde. On s'y arrête comme les voyageurs de la fable à l'écueil des sirènes. On passe de la pureté divine de Raphaël à la grâce de Léonard, des séductions de Corrége à la science de Michel-Ange, de la riche facilité de Véronèse à la vie puissante de Titien; puis c'est Rubens qui vous enivre,

c'est Claude Lorrain qui parle à votre âme, c'est Ruysdael, c'est Backuisen qui vous captive. Vous êtes tour à tour peintre d'histoire, paysagiste, peintre de marine, et au bout de ces initiations successives il se trouve que vous êtes impuissant ou découragé. Plus vous avez admiré, plus votre imagination est devenue stérile. Quel est alors le refuge du peintre qui a senti son incapacité? Malheur à celui dont les doigts ne connaissent que le pinceau! S'il sait tenir une plume, il portera du moins dans l'art d'écrire une part quelquefois précieuse d'originalité; pourtant n'est-il pas à craindre qu'il soit esclave de son premier métier, qu'il répande avec profusion sur le papier les couleurs chatoyantes de sa palette? Riche de nuances, mais pauvre d'idées arrêtées, ne sera-t-il pas livré au hasard des circonstances, à la merci du vent qui souffle? Hazlitt connut le découragement dont nous venons de parler, il l'a décrit dans un essai sur les peintres anglais à Rome; mais il y avait en lui un philosophe ébauché. Sa pensée, exercée aux âpres sentiers de la métaphysique, était capable de marcher au but d'un pas assuré.

Les quatre mois de son séjour à Paris, en 1802, marquent l'époque de son exaltation la plus vive comme artiste et le commencement de sa défiance de lui-même. Il revient toujours avec délices sur les heureuses journées qu'il passait au Louvre; il raconte que longtemps après dans ses rêves il s'y revoyait encore. Plusieurs fois aussi il exprime ses angoisses dans la crise qui bientôt décida de sa vocation. C'est une étude d'après Titien qui fit succomber son courage; Titien fut l'ange redoutable avec lequel, comme Jacob, il engagea une lutte qui devait se terminer par sa défaite. Il est probable que sa métaphysique, si elle lui rendit service plus tard, contribua quelque peu à le brouiller avec les pinceaux. C'était l'avis sans doute d'un conservateur du musée pour lequel il avait une lettre de recommandation. Cet homme obligeant causait avec lui d'un paysage auquel le jeune Anglais reprochait d'être d'une couleur trop claire. Ne pouvant le persuader par ses raisonnemens, Hazlitt eut recours à un moyen qu'on peut appeler son argument favori : suivant lui, c'était une question qui ne pouvait être résolue que par la métaphysique. L'objection ne parut pas concluante à son interlocuteur, qui se contenta de marquer par un hochement de tête qu'il y était peu sensible. Ce connaisseur médiocrement prévenu en faveur de la métaphysique était M. Mérimée, le père du célèbre écrivain. Revenu dans son pays, Hazlitt essaya de faire argent avec son métier. Après avoir couru les provinces à la chasse des portraits, n'ayant ni l'espoir de s'illustrer ni le désir de sacrifier la gloire à l'industrie, il quitta la peinture.

Entre tous les artistes qui ont ajouté à leur gloire une réputation d'écrivain, il n'y a peut-être que Benvenuto Cellini qui ait marqué

ses pages d'une vive empreinte d'originalité. Encore n'était-il pas peintre; les vrais peintres qui ont écrit se sont contentés, je crois, d'une prose toute simple et nue, sèche même à force de sobriété; il semble que leur imagination ne se réveille que devant une toile, et qu'en dehors des pinceaux il n'y ait plus de couleur au monde. Hazlitt ne fait pas d'exception à cette espèce de loi. Il eut deux manières comme écrivain. Ses premiers écrits sont dénués de toute grâce et de tout ornement. Ils produisent ce qu'il appelle lui-même, à propos d'un autre, l'effet de l'étouffement. La métaphysique y étale pour ainsi dire toute sa rigueur. Peu de lectures sont plus pénibles à faire que celle des traités philosophiques réunis par son fils dans les *Literary Remains*. A peine deux ou trois traits caractéristiques sur Locke et sur Hobbes font-ils entrevoir dans le lointain la promesse d'un critique. Quant à son premier ouvrage, qui est de 1805 et porte le titre d'*Essai sur les principes des actions humaines*, il est presque oublié; les curieux n'en ont conservé que ce souvenir, qu'il était aussi sec, aussi rigide dans son style que les formidables ouvrages dont il est la réfutation; on ajoute encore qu'il fut lu par Mackintosh. Il est vrai que ce dernier se trouvait alors dans les Indes, et jouissait de tous les loisirs d'un juge à Calcutta. Heureusement il est aisé de se faire une idée juste de la philosophie de l'auteur d'après les petits traités des *Literary Remains*, et encore mieux d'après ceux de ses essais de sa seconde manière qui se rapportent à la psychologie ou à la morale.

La métaphysique d'Hazlitt, c'est-à-dire, pour nous servir des termes usités dans l'école française, ses principes de psychologie et de morale générale, se réduit à une réfutation constante de la théorie de l'intérêt bien entendu. Il n'a cessé de combattre la doctrine d'Helvétius sous toutes les formes successives qu'elle a prises en Angleterre avec Paley, Hartley, Godwin, James Mill et Jeremy Bentham. La lutte qu'il a soutenue contre ces différens systèmes se retrouve dans presque tous ses écrits, dans ceux-là même qui paraissent le plus étrangers à la philosophie. Elle explique les paradoxes qui étonnent le plus ses lecteurs, et fait comprendre en partie cet air de singularité dont l'accusent ceux qui n'ont vu chez lui que le désir de penser autrement que les autres. Elle prouve d'une manière incontestable qu'il avait des principes arrêtés dont il ne s'est jamais départi. A cet égard, il ressemble d'une manière surprenante à notre Rousseau, qui a été son auteur favori, son épée de chevet, comme dit Montaigne, et souvent son modèle dans ses écrits, quelquefois même dans sa vie. Dans ce combat prolongé contre la morale matérialiste, on peut saisir aisément plusieurs époques : ce sont aussi les périodes qui renferment toute l'histoire de sa vie et de son talent.

Dans la première, il se déclare d'abord contre les maîtres de la philosophie anglaise. Des doctrines de Hobbes, dont il admire le vigoureux génie, il accepte celle de la nécessité plus ou moins conciliée avec le libre arbitre, et repousse le sensualisme, c'est-à-dire la théorie d'après laquelle toutes les idées, toutes les volontés, devenues passives, dériveraient simplement des sens. A Locke, chez lequel il ne trouve rien d'original, il oppose sur tous les points une négation absolue. Ce philosophe, à son avis, n'a fait qu'adoucir pour les esprits timides le matérialisme de Hobbes en inventant une prétendue faculté de réflexion qui n'est qu'un mot, puisqu'elle n'implique pas dans sa pensée une puissance d'agir, et qu'il en fait seulement une élaboration spontanée, mécanique, de la sensation. Il se sépare également de tous les deux en revendiquant pour l'âme humaine le principe d'activité, sans lequel il n'y a pas d'intelligence proprement dite ni de volonté. Il exprime non sans bonheur sa pensée en disant que, dans l'*Essai sur l'entendement* de Locke, ce qui manque est précisément l'entendement. La conséquence naturelle de ces principes, la plus importante à mettre en lumière dans une étude sur Hazlitt, c'est que l'âme n'est pas un simple organisme, un instrument monté par la nature pour vivre et se conserver suivant des lois auxquelles elle ne peut rien changer. Elle porte en soi un principe d'action; elle a des volontés réelles, et elle le prouve en s'écartant de ce qui est conforme à sa conservation personnelle et à son intérêt, en le négligeant même pour l'intérêt d'autrui. Hazlitt, pour le moment du moins, ne va pas plus loin; il lui suffit d'avoir trouvé une objection sérieuse à la morale de l'intérêt personnel, et cette puissance particulière de l'âme qui lui semble détruire la doctrine des matérialistes en morale, il l'appelle bienveillance, *benevolence*. Jusque-là rien d'original, rien qui puisse expliquer ni promettre les riches développemens des écrits du célèbre *essayist*. On devine aisément qu'il n'était ni avec Paley, ni avec Hartley. Le premier, par ses efforts pour concilier le système de Locke avec l'orthodoxie, avait pu conquérir l'autorité la plus considérable dans les universités d'Angleterre, mais non briser les liens qui l'enchaînaient à une doctrine sans élévation. Le second avait greffé sur le tronc vieilli de la philosophie nationale la théorie nouvelle de l'association des idées; mais un ingénieux procédé de plus ne rendait pas la séve de l'arbre plus abondante. On s'étonne peut-être que le métaphysicien ne parle guère de ses devanciers écossais. Après ce que nous avons dit de sa discussion contre le lockisme, il est impossible de méconnaître qu'il avait bien quelque dette de ce côté; mais les Anglais sont jaloux en métaphysique aussi bien qu'en littérature. Hazlitt est Anglais; il combat des Anglais, et se garde bien de le faire avec des argumens venus d'Écosse. Il ne fait mention qu'une fois d'Hutche-

son, qui avait sa place marquée d'avance dans un débat sur la morale de la sympathie. En l'absence d'autorités pour soutenir sa doctrine de la bienveillance, Hazlitt a préféré en chercher une dans notre pays. Jean-Jacques Rousseau a eu cet honneur inattendu d'être opposé par lui aux métaphysiciens les plus autorisés d'Angleterre. Ce n'est pas le seul exemple d'un critique spirituel aboutissant, après un combat en règle contre les plus grands noms, à choisir comme patron le personnage le moins fait pour jouer ce rôle.

Une comparaison superficielle du philosophe français et du critique anglais ne permet d'abord de voir entre eux que des différences. Le premier aime la phrase riche, harmonieuse; la rhétorique ne lui déplaît pas : il n'attend pas toujours que son sujet le soulève de terre pour s'exalter jusqu'à l'éloquence; le second, dans sa première manière, marche à pas comptés, roulant devant lui sa période lourde et embarrassée. Il procède par déduction perpétuelle. On est surpris qu'il ait si peu profité des leçons de son modèle; on s'étonne encore plus du choix qu'il a fait de son guide, quand on songe que c'est par *la Nouvelle Héloïse* et par les *Confessions* qu'il l'a connu, quand on se rappelle qu'il a rêvé, qu'il a pleuré sur Julie, sur Saint-Preux, sur Rousseau, qu'il en a nourri son cœur et son imagination. Est-ce bien là l'écrivain de ses affections, quand il méditait dans sa pensée les pages ternes et sévères par où il s'est fait connaître dans le principe? Il n'y a qu'une manière d'expliquer cette sorte de contradiction. Hazlitt, quand il écrivait ces pages, tenait en réserve comme dans un coin de son cœur son trésor d'éloquence et d'images, à peu près comme Rousseau l'a fait lui-même quand il a composé *le Contrat social*, tout condensé en propositions successives et pour ainsi dire bourré de déductions géométriques. L'un et l'autre, à un certain moment, se sont défiés systématiquement de leur talent. Seulement Hazlitt a commencé par là; Rousseau en eût peut-être fait autant, s'il avait débuté comme écrivain à Genève. Peu importent les dissemblances : sans doute Rousseau a fait l'éloge de l'état sauvage, et Hazlitt a été le champion passionné des arts et des lettres; mais l'idéal d'une solitude au sein de la nature était un aliment pour la sensibilité de Rousseau, que blessaient les raffinemens d'une société corrompue et d'une vie artificielle. Si je le place par la pensée au milieu d'un matérialisme utilitaire, d'une sorte de puritanisme industriel, et que je me souvienne de sa passion pour la musique, de son goût pour les vers italiens, de son enthousiasme pour la Grèce et pour Plutarque, surtout de ses poétiques promenades et de ses rêves d'amour à l'Ermitage, je ne vois plus en lui le sauvage ni le solitaire en bonnet d'Arménien. Au lieu de copier de la musique pour vivre, il écrit des comptes-rendus d'opéras sous la dictée de sa passion dominante et sincère. Au lieu d'argumenter contre

le théâtre et de se livrer à d'ingénieux paradoxes sur *Bérénice* et sur *le Misanthrope*, il venge Racine et Molière des caprices de la mode ou des mépris d'une secte qui voudrait mettre une utilité basse et servile à la place des plus nobles plaisirs. Sans cesser d'être démocrate, il demeure attaché à la civilisation, à la société, et se sert de sa plume pour en faire pénétrer les bienfaits dans les rangs inférieurs. Sans devenir optimiste ni grand admirateur des hommes, ce qui est impossible avec une sensibilité maladive, il sait jouir de l'indépendance qu'une grande ville comme Paris assure à celui qui fait profession d'écrire sa pensée. Quoi qu'il en soit de cette hypothèse, qui a l'avantage de mettre en lumière un certain côté de l'esprit d'Hazlitt, il est hors de doute que Rousseau exerça trop d'influence sur lui pour qu'il n'y eût pas entre eux de nombreuses affinités. Le moyen de concevoir autrement un Anglais qui cite à chaque instant le philosophe de Genève, et qui dit quelque part que cet écrivain a changé la face de la littérature moderne?

II.

Dans sa première manière, Hazlitt combattait des morts, et sa dialectique semblait se ressentir de la contagion de leur froideur. Comme le héros troyen, il tirait son épée contre des ombres, et ses coups ne portaient pas. Du jour où il se tourna contre des vivans, il trouva une vigueur qu'il ne s'était pas connue. C'était pourtant toujours la même guerre, mais avec d'autres armes, celles qui étaient à sa main et qui devaient attirer sur lui les regards. Il les tira de l'arsenal de Steele, d'Addison, de Johnson, et les remit sur l'enclume pour en faire un nouvel usage.

Entre les contemporains qui s'étaient faits les champions de la morale de l'intérêt, le plus heureux, le plus populaire, était sans comparaison Godwin, l'auteur des *Recherches sur la justice politique*. L'homme était un ami déclaré de la révolution française, le livre une défense éloquente de la liberté dans un temps où l'Angleterre, revenant en arrière comme effrayée, se donnait tous les jours de nouveaux démentis. Godwin se trouvait alors à l'apogée de sa réputation. On allait à lui comme à l'oracle de la vérité. Les jeunes universitaires jetaient aux orties leur robe avec leur espoir d'avancement dans l'église établie, et se précipitaient sur ses pas comme le peuple élu à la recherche d'un nouveau Gamaliel. Les docteurs pleins d'avenir quittaient l'amphithéâtre et les leçons de clinique pour le suivre; ils délaissaient le corps pour l'esprit, et ne rêvaient que de la constitution nouvelle des sociétés. Godwin voyait se mêler à ses admirateurs Wordsworth, Coleridge, Southey, qui depuis,... ils étaient alors d'intrépides démocrates. D'ailleurs la doctrine était

noble, et avait pour base l'intérêt de tous. Point d'autre loi de la morale que le bien public. Après une démonstration en règle sur l'utilité qu'il y a pour chacun de chercher en toutes choses l'intérêt général, il ne paraissait pas douteux que tout se réglât pour le mieux dans la société. Plus de passions, plus de vices. Le bonheur inaltérable du genre humain allait commencer. Il est vrai que les partisans de la *philosophie moderne* (c'était le nom adopté) ne comptaient dans le monde que des héros et des héroïnes; ils voyaient la terre peuplée de Catons, de Cornélies, de Codrus et de Régulus; autrement il était à craindre que la nouvelle Jérusalem du bien public, « brillante de clarté, » ne fît place aux affreuses échoppes de l'égoïsme et au dégoûtant bourbier de l'intérêt personnel (1). Nous ne donnerons pas Hazlitt pour le premier ni pour le plus puissant des adversaires de l'école de Godwin. Coleridge fut par sa parole et par ses écrits un ennemi plus redoutable de la doctrine de l'intérêt, qu'il déclarait une tache et presque un opprobre pour le caractère national; Malthus eut un succès sans pareil avec son *Essai sur la population*, dont le premier volume était une réponse aux utopies de Godwin. La campagne fut longue, remplie d'incidens, et Hazlitt y prit part seulement comme partisan. Libéral et réformiste autant que Godwin, il combattit Malthus, et lança quatre ou cinq fois sa pierre à la tête du Goliath des tories; mais il eut le mérite de résister à ceux qui suivaient en aveugles le maître des radicaux, et défendit la démocratie tout en rejetant des théories compromettantes ou frivoles. On le voit dès lors ce qu'il fut toujours depuis, très fort sur les réserves, à cheval sur les distinctions, ayant son parti à lui dans le parti de ses amis. D'ailleurs la pensée littéraire l'occupait désormais autant que le but politique ou philosophique. Il avait fait son choix; les essais, les articles de journaux, les morceaux de critique, étaient désormais son domaine. Il faisait servir sa littérature à la défense de ses principes, et les principes étaient un soutien pour sa littérature. Il y avait en lui un écrivain et un philosophe qui répondaient l'un pour l'autre.

Dans une de ses maximes à la manière de La Rochefoucauld, *Characteristics*, nous lisons cette phrase sur les moralistes qui veulent rapporter toutes les actions humaines à l'intérêt : « ils font de l'exception la règle; il serait aisé de renverser leurs argumens et de prouver que nos actions les plus égoïstes sont contraires à l'intérêt. » Ce paradoxe apparent est au fond de tous les essais d'Hazlitt sur la morale. Il revendiqua pour la passion, qu'elle portât le nom de vertu ou de folie, la place énorme qu'elle a toujours dans la vie humaine, même aux époques d'utopies rationnelles et utilitaires. Avec cette idée, il

(1) Voyez Hazlitt, *Spirit of the Age*, notice sur Godwin.

combattit plus ou moins les doctrines de Godwin et celles de Bentham, la *philosophie moderne* et l'*utilitarianisme*. Tant qu'il était resté dans les limites de sa théorie de la bienveillance, il n'ajoutait pas un mot à ce que Rousseau avait avancé contre Helvétius, il ne faisait pas un pas hors du cercle tracé par les Écossais, et en particulier par Adam Smith et Hutcheson. Désormais il entre sur le terrain des adversaires, et il le leur conteste; il fait invasion dans ce domaine de l'intérêt personnel que La Rochefoucauld a décrit en termes magnifiques, et il en chasse cet usurpateur. Vous prétendez que l'amour de soi règne et domine dans toute la vie humaine; montrez-nous donc ses titres. L'homme est si ondoyant, si divers, si passionné, qu'il est même incapable de s'aimer réellement. Il croit le faire, et il se trompe. Ce qu'il appelle amour de soi, c'est tantôt une passion, tantôt une autre. Vous, honnête et chimérique Godwin, vous tombez dans l'erreur la plus profonde en imaginant que cet amour de soi peut être réglé, corrigé, épuré. Vous attendez tout de notre égoïsme, vous croyez donc bien à notre vertu! mais cet intérêt que vous revêtez du beau nom de raison, où est-il? Cherchez un amour de soi bien manifeste, bien avéré; vous n'y trouverez que passions et mouvemens desordonnés de ce cœur que vous espérez supprimer dans l'homme. Vous, respectable Bentham, vous changeriez toute la société humaine en une de vos écoles de l'utile, que vous appelez *chrestomathies*. Vous avez horreur de la nature, vous seriez fâché de vous chauffer au bois, de vous éclairer à la lampe. Vous demandez à quoi sert un bel arbre, une campagne riante, un horizon lointain. Ils servent au même usage que les arts; les hommes ne peuvent pas plus s'en passer que de poésie. L'utilité même, dont vous faites si grand cas, n'a plus d'objet sans le plaisir. Vous ôtez à la nature humaine sa respiration naturelle; vous mettez l'homme dans le récipient d'une machine pneumatique. Pour développer ces pensées, la métaphysique n'était plus de saison, elle n'aurait fait que trahir ce qu'il pouvait y avoir de subtil. A raisonner sur le cœur, Hazlitt eût perdu sa peine, surtout en un sujet d'où il prétendait exclure le raisonnement et bannir le système. Il se tourna du côté de l'observation des hommes, de la peinture des mœurs, ferma ses livres de philosophie, et, confiant dans ses principes, inaugura la liste presque innombrable de ses essais. Le mouvement, la couleur, le style, lui vinrent comme par surcroît.

Prenons pour exemple l'un des plus estimés de ses essais sur la morale, celui qui a pour sujet *The main chance*, l'essentiel, le positif; le titre en est très caractéristique et bien anglais. Cet essentiel, c'est l'argent; point de langue où ces deux mots ne soient à peu près synonymes, point de pays où la raison et le calcul, appliqués aux in-

térêts de la vie privée, n'aboutissent en général à une question d'argent. Le propriétaire qui ne cesse d'agrandir ses résidences, le capitaliste qui ajoute tous les ans un million nouveau à l'édifice de ses millions, le marchand qui travaille du matin au soir pour remplir sa caisse, et, victime volontaire, se sacrifie au devoir d'amasser des écus, la ménagère insatiable qui lésine sur les gages de ses domestiques, la maîtresse de maison qui fait enlever de dessus sa table le bon plat ou la primeur à laquelle ses convives ont à peine osé toucher, le bon *clergyman* qui visite sa cuisine après tous ses repas pour voir si ses cristaux et son argenterie sont mis en sûreté, la jeune fille qui a résolu de n'épouser qu'un lord, toutes les variétés de l'espèce qui attachent à l'argent un grand prix, c'est-à-dire l'immense majorité des hommes, semblent bien pratiquer le culte des intérêts positifs, et faire de l'essentiel ou de la *main chance* la régle de leur vie. Ce sont autant de prosélytes de Godwin et de Bentham, qui n'attendent sans doute que la prédication de l'évangile de l'intérêt pour arriver en foule autour des nouveaux apôtres. Comment douter que la doctrine utilitaire ne soit reçue à bras ouverts, et que le règne de la liberté et de la vertu ne soit bientôt établi sur les intérêts positifs?

Il importe cependant de regarder de plus près à ces dispositions merveilleuses des adeptes que l'on croit si bien préparés. Comment et pourquoi ces personnes aiment-elles l'argent? Le propriétaire achète ou bâtit une maison magnifique, il n'épargne ni ses millions ni sa peine pour la meubler et l'embellir. Il a des appartemens pour y recevoir ses amis, des dépendances pour leurs domestiques, des écuries pour leurs chevaux. Il se ruine pour bien faire les choses. Quel est son intérêt positif dans ces dépenses? Un lit lui suffirait pour y dormir, une salle pour y manger, une chambre pour s'y retirer après son repas. Le reste n'est pas pour lui, et s'il ne désirait pas recevoir ses amis, se faire honneur de son argent, étonner le monde de son luxe, il n'en aurait eu que faire. Dites qu'il est libéral, généreux, ou bien appelez-le prodigue, insensé, mais ne prétendez pas qu'il obéit à son intérêt.

Le capitaliste avare amasse pour lui, chaque parcelle qu'il ajoute à sa fortune lui paraît une défense de plus contre le fantôme de la pauvreté; mais ne voyez-vous pas que plus il s'en éloigne, plus il en a peur? Semblable au voyageur qui fait l'ascension d'un pic élevé, plus il monte, plus l'abîme qui est au-dessous lui donne le vertige. Est-ce de l'intérêt positif ou de la passion et de la folie? Un enfant roule sa boule de neige et la grossit jusqu'à ce qu'elle ne tienne plus dans ses petits bras; il veut montrer, il veut admirer lui-même son habileté, sa persévérance. L'avare amoncèle son or; il ne peut ni ne veut en consommer la valeur, pas plus que l'enfant n'a l'idée

d'avaler sa boule de neige. Il sait qu'il mourra bientôt, et l'enfant n'ignore pas que son œuvre fondra demain aux premiers rayons du soleil. Tous deux se valent, et l'un n'est pas plus positif que l'autre. L'avare aime l'or pour l'or, non pour ce qu'il peut produire à son avantage. L'avare a un idéal comme le poète; la religion du *main chance* n'a donc pas le droit de le compter parmi les siens.

Mais le marchand qui fait de sa vie une balance journalière entre le doit et l'avoir sera peut-être le modèle, le type du sage utilitaire que nous cherchons. Eh bien! tout comme un autre, il sera gouverné par une coquette, il aura des querelles avec sa femme, il battra ses apprentis, il épousera une personne qui a deux fois son âge en vue d'une grosse dot, il sera dupé par sa fille à peine sortie de pension, il s'enivrera tous les soirs, il s'acheminera par ses excès de table vers la seule échéance qu'il ne sait pas prévoir, celle d'une bonne apoplexie; il ne conservera la confiance de personne, il sera un whig ou un tory forcené, il aura mille défauts, une mauvaise humeur ou des colères qui deviennent la véritable affaire et le tourment de sa vie. Utilitaires, ne comptez pas sur lui : cet homme-là n'est pas des vôtres.

On en peut dire tout autant de la ménagère : ses domestiques la trompent, et ses lésineries ne lui rapportent pas 5 shillings par an; tout autant de la maîtresse de maison : ses primeurs se perdent, ses bons plats ne reparaissent pas sur la table; tout autant du *clergyman:* il ne réussit qu'à devenir la fable de ses cuisinières; de la jeune fille : elle ne veut accepter qu'un lord pour mari, précisément parce qu'elle n'a aucune chance raisonnable d'en rencontrer un : plus elle est mortifiée de ne pas réussir, plus elle s'acharne. Et d'où vient ce ridicule désir? A-t-elle calculé ses intérêts, a-t-elle des vues sérieuses d'avenir? Elle a rêvé de s'entendre appeler *my lady* et de voir des armoiries peintes sur son carrosse. Où sont donc les citoyens futurs de la république utilitaire? Sont-ce les joueurs, les ivrognes, les amoureux, les sectaires, les gens qui se battent en duel, ceux qui sont esclaves, — et tous ne le sont-ils pas plus ou moins? — de leurs passions ou de leurs préjugés? Écartons encore les ambitieux, les glorieux, les poètes, les artistes; écartons enfin, car il y en a, les patriotes, les amis dévoués de l'humanité, les saints, les martyrs de leur foi ou de leur conviction. Que restera-t-il? Conclusion : l'essentiel est si peu la règle constante de la conduite des hommes que ce qui paraît en eux pur égoïsme n'est que passion, imagination, habitude, caprice, en un mot absence de raison.

Dire que la science du cœur humain c'est l'étude des passions n'est pas une proposition bien nouvelle; mais les moralistes qui prétendent corriger les passions avec le secours de la raison ne sont pas les maîtres suivis par Hazlitt. Il ne croit qu'à la victoire d'une

passion sur une autre, et il admet des passions vertueuses en reconnaissant qu'il y en a de criminelles. Le sentiment est son critérium en morale, en littérature, dans les arts. Aussi ne faut-il pas s'étonner que Montaigne et Rousseau soient ses guides. D'abord il se serra contre le second, puis il s'approcha de plus en plus du premier, et il est bon de noter que dans un chapitre sur les *essayists* il attribue à celui-ci l'invention du genre. La parenté des esprits n'est pas difficile à suivre du moraliste sceptique du XVIe siècle au moraliste métaphysicien dont nous nous entretenons. Substituez aux chapitres inégaux — où l'esprit de Montaigne suit sa pente comme une eau qui s'épanche — de libres causeries pleines d'*humour*, mais sur des sujets déterminés, vous avez les essais de Steele. Supposez à côté de ces causeries des conversations élégantes où l'esprit a plus de part que la nature, c'est Addison que vous lisez. On sent d'ailleurs que tous deux aiment Horace. Les essais, sous la forte main de Johnson, deviennent de petites dissertations en style périodique; on voit qu'il lit Sénèque et Cicéron. Les personnages, correspondans fictifs, héros de romans qui peuplaient agréablement cette région littéraire et y jouaient de petits drames variés, s'y montrent encore de loin en loin; mais ils sont raides et froids, semblables à des marionnettes jouant des comédies vertueuses. Nous les ôterions volontiers pour n'entendre que ce brave Johnson, le plus honnête homme de la littérature anglaise. Accordez enfin à l'essai plus d'étendue; que la dissertation s'y coudoie avec la causerie, en sorte que l'auteur ait souvent lieu de revenir à ses moutons et d'user de ces transitions, « nous disions plus haut » et « reprenons, » familières à Montaigne; faites-y place à la métaphysique du sentiment, aux querelles de parti, au *spleen* politique et social : c'est Hazlitt, le rédacteur de l'*Examiner* ou du *Liberal*, qui entre en scène.

Telle est son originalité. Quand on lit ses pages tour à tour brillantes et familières, il ne faut pas perdre de vue les principes du métaphysicien. C'est pour l'avoir fait trop souvent qu'on se représente Hazlitt, surtout à l'étranger, comme un esprit paradoxal dont le plaisir, ainsi que le talent, consistait à chercher quelque jolie thèse à soutenir, quelque question curieuse à traiter. Sans cette précaution, il arriverait, par exemple, que l'*Essai sur les testamens* (*On will-making*) serait interprété comme une satire sur les testateurs et sur les bons tours que les défunts se plaisent à jouer aux vivans. Au reste ce ne serait pas avoir la main heureuse que de la mettre sur ce sujet après Horace, Lucien et tant de modernes qui l'ont traité. Hazlitt n'a pas songé à écrire douze ou quinze pages sur les méchancetés posthumes : il a fait une analyse des passions qui sont en tiers entre le notaire et le testateur. L'héritage, ce prolongement de la propriété, lui fournit une suite à son *Essai sur l'amour*

du positif. Ne croyez pas légèrement que son petit *Traité sur les Plaisirs de la haine* (*Pleasures of hating*) soit une occasion d'exhaler sa misanthropie; il a voulu montrer que la haine n'est pas plus que l'affection un résultat de l'amour de soi. Ses titres souvent nous trompent. Que penser de celui-ci : *Pourquoi les objets éloignés nous plaisent*, sinon que l'esprit de l'auteur s'amuse autour d'une pensée, et qu'il écrit un essai comme on ferait une partie à un jeu d'adresse? Lisez pourtant, et vous aurez un nouvel aperçu de l'auteur sur les passions : vous penserez sans doute avec lui que, si la distance est à l'avantage des objets, *major e longinquo reverentia*, elle tourne au détriment des personnes. Le sentiment de l'humanité se développe au contact de nos semblables, et l'amour du prochain est le mot le plus juste pour l'exprimer.

Au contraire, la loi de l'intérêt nous rend barbares. L'éloignement nous représente les Hottentots et les Cafres comme des êtres d'une autre espèce, la doctrine utilitaire nous réconcilie aisément avec la traite des noirs, et nous arrivons à mettre un morceau de sucre en balance avec le sang et la vie des malheureux qui souffrent les horreurs de l'esclavage pour nous le procurer à meilleur marché. Bentham réduit les hommes à l'état de machines destinées à produire le plus possible. James Mill, un autre utilitaire, écrivant une histoire de l'Inde, prétend que le meilleur moyen d'y réussir est de rester en Europe et de s'entourer de documens officiels; jamais de sa vie peut-être il ne vit un de ces Indiens dont il rédigeait les annales. Les hommes, pour cette école, sont des chiffres, des êtres sans âme et sans cœur. Les purs raisonneurs méprisent la vie humaine. Hazlitt explique ainsi les excès de la terreur : suivant lui, ce sont les théories qui ont dressé la guillotine en permanence sur la place publique. M. Owen de Lanark, un utilitaire encore qui vient de mourir, s'était procuré un sauvage d'Amérique afin de le mettre en opposition avec l'homme civilisé, et en particulier avec l'homme reformé suivant sa méthode. Ce sauvage, qu'il montrait au public, était un argument favori, une antithèse qui lui servait à prouver d'une manière triomphante la supériorité de l'homme européen, surtout quand celui-ci aurait passé par ses mains. Était-il bien sûr que l'argument fût excellent pour le sauvage, et, si ce dernier avait eu sa liberté, serait-il resté chez M. Owen? Bentham, James Mill et Owen prenaient tous leurs semblables pour des animaux logiques: ils construisaient la société comme un théorème de géométrie. Ils ne voyaient pas que l'homme apprend beaucoup plus par les sens, par le cœur et l'imagination que par le raisonnement. Leurs noms, si bruyans autrefois, plongent tous les jours davantage dans le silence et l'oubli. On lit encore Hazlitt. Comme eux, il a combattu pour la réforme; mais il l'a voulue comme elle s'est faite, sans priver la

démocratie des ornemens de l'esprit et des jouissances de l'imagination. Insister sur sa lutte contre les utilitaires proprement dits nous entraînerait trop loin; on peut lire ses essais sur la *Raison et l'imagination*, sur les *Gens de bon sens*, et sa notice sur Bentham. Il suffit que dans le critique nous ayons retrouvé le métaphysicien.

III.

Les œuvres de critique littéraire d'Hazlitt nous font pénétrer plus intimement dans son caractère. Là surtout, nous retrouvons le naturel de l'homme, ses passions dans la vie privée et dans la vie politique. Ses premiers essais dans ce genre datent de 1814; ils coïncident avec la première restauration. La paix semblait faite au détriment de la réforme et de la liberté; l'heure était mauvaise pour le radicalisme militant. Hazlitt, de concert avec son collaborateur Leigh Hunt, entreprit la publication d'une suite d'esquisses à la manière du *Tatler* et du *Spectator*; mais le débarquement à Cannes entraîna de nouveau les deux amis dans la tourmente politique. Le nom de *Table-Ronde* (*Round Table*) fut donné au recueil de ces morceaux de transition qui ne sont ni tout à fait de la vieille école ni entièrement du genre dont Hazlitt devait faire son domaine. Les chevaliers de ce nouvel ordre allaient chacun de son côté à la recherche du Saint-Graal de la démocratie. On peut même dire qu'ils avaient leur roi Arthur dans l'île d'Elbe, endormi d'un sommeil beaucoup moins profond que l'autre. Cela est vrai du moins d'Hazlitt, qui regardait Napoléon comme l'ennemi le plus redoutable du droit divin, et qui de loin le chérissait, donnant un démenti à son discours sur les objets éloignés, mais confirmant par son propre exemple sa doctrine sur la puissance des sentimens.

Dans les deux ou trois années de colère et de représailles aveugles qui suivirent Waterloo, Hazlitt prit part à toutes les discussions qui passionnèrent l'Angleterre. Il n'est guère de questions ou d'hommes politiques du temps dont il n'ait parlé en vrai réformiste de l'avenir, ni whig, ni tory. Écrivain brillant, plein de traits et d'idées ingénieuses, mais dans un pays où la signature n'est encore aujourd'hui qu'à moitié entrée dans les mœurs, causeur vif et heureux à ses momens, mais privé du talent oratoire indispensable chez nos voisins à tout homme qui s'occupe de politique, il était encore peu connu. Sa grande réputation commença réellement avec ses leçons sur la littérature. On sait qu'en Angleterre les leçons publiques portent et méritent à tous égards le nom de *lectures*. L'orateur lit son cours pour la forme, car il le doit posséder par cœur; par convenance, il regarde son papier plutôt que son écriture. L'auditoire est d'ailleurs fort difficile sur la façon de lire, et plus d'un

de nos plus habiles conférenciers échouerait dans une lecture à Londres. C'est un art où quelques-uns seulement réussissent. Dickens y excelle. Pas n'est besoin d'un texte inédit; il lit quelques-unes de ses pages connues de tout le monde, et c'est à sa lecture que le public apporte ses applaudissemens et son argent. Les leçons d'Hazlitt eurent un grand succès; mais cette fois le sujet, la composition, les idées, tout était nouveau. D'ailleurs les nécessités de la vie, un mariage qui n'avait pas changé sa position de fortune, l'obligeaient de multiplier son industrie d'homme de lettres. De 1816 à 1821, il donna quatre cours de littérature, *Characters of Shakspeare's plays, Lectures on the English Poets, Lectures on the English comic Writers, Dramatic Literature of the Age of Elizabeth.* Son attitude dans cette carrière nouvelle a été reproduite avec intérêt par un témoin qui compte parmi les critiques distingués de son temps (1).

Nous ne croyons pas nous éloigner de la vérité en disant que ces quatre ouvrages sont peu connus en France. La critique française n'a guère reçu que de seconde main les idées dont ils sont remplis et qu'ils ont mises en circulation, celles-ci entre autres, que Shakspeare n'est pas dans la littérature du XVIe siècle une exception colossale, une espèce de géant et comme un monstre de beauté que le hasard a vu naître au milieu d'un temps barbare. Ces quatre livres mériteraient une étude approfondie. Il serait surtout intéressant de montrer comment Hazlitt a suivi l'exemple de se reporter vers le temps où la littérature anglaise a été le plus nationale, et de mettre en relief les développemens originaux qu'il a tirés de cette étude. L'initiation lui vint de Coleridge. « Dans l'année 1798, dit-il (les chiffres qui composent ce nombre sont pour moi comme le nom redoutable de Démogorgon), M. Coleridge vint à Shrewsbury (2). » La résidence du père d'Hazlitt n'était pas loin de cette ville. La philosophie fut l'entrée en matière entre le maître et le disciple; mais après leurs premières entrevues il se trouva qu'Hazlitt était gagné à la vieille littérature nationale. Coleridge avait le faible d'estimer surtout ce dont les autres ne s'étaient pas avisés. Un autre maître, le révérend Fawcett, apprit à Hazlitt à mettre sa confiance dans le sentiment personnel. C'était un de ces hommes, comme il s'en trouve plus que les critiques de profession ne l'imaginent, qui ont un jugement exquis lorsqu'ils causent, quoiqu'ils perdent le sentiment du vrai lorsqu'ils s'avisent de faire le métier d'écrivains. Le signal était donné, les perspectives nouvelles étaient aperçues. Dès lors Hazlitt vécut dans l'intimité d'un petit nombre de grands auteurs du passé,

(1) Sergeant Talfourd, *Pensées sur le caractère intellectuel de William Hazlitt.*
(2) *Literary Remains.* — My first acquaintances with poets.

mais sans intermédiaires. Les ayant connus à fond et pour ainsi dire dans l'âme, toutes les fois qu'il eut occasion d'en parler, ce fut avec une sorte d'abondance de cœur, rarement pour suivre une tradition, jamais pour édifier un de ces systèmes qui ne portent que sur des raisonnemens. Telle fut la source de son originalité comme critique. Il n'était pas érudit; Jeffrey lui reprochait discrètement son peu de lecture, il trouvait en lui beaucoup moins de savoir que de vivacité de sentiment, et une sorte d'ivresse du beau. Jamais peut-être on n'a mieux appliqué cette devise de Quintilien qu'Hazlitt ne connaissait sans doute pas, *non multa sed multum*, lire souvent et peu de livres. Il digéra durant de longues années cette nourriture de l'esprit, et, par une nouvelle ressemblance avec Rousseau, l'éclosion de son talent se fit tard et fut complète. Il avait déjà toutes les idées qu'il devait répandre dans ses écrits. Du moment qu'il prit la plume, la lecture lui devint superflue. Nous aimons les richesses qui ne sont pas d'emprunt; en parcourant Hazlitt, on sent qu'il a mis beaucoup du sien dans ce qu'il nous présente. La chaleur de cœur est communicative; quand elle prête son secours à la critique, elle est comme la flamme qui fait reparaître sur le papier des caractères effacés.

Hazlitt juge Shakspeare avec la sensibilité exquise qu'éveille en lui la poésie, et pour lui la poésie jaillit de l'imagination et du cœur. Johnson l'a jugé en le réduisant à la prose, pis que cela, en le soumettant au critérium d'un poète certainement médiocre. Voilà pourquoi Hazlitt a réussi à casser l'arrêt porté par Johnson. Il a l'honneur d'avoir fait pour l'Angleterre ce que Schlegel avait fait pour le reste de l'Europe : il a remis Shakspeare sur le trône d'où Voltaire, de l'avis de beaucoup d'Anglais, l'avait presque fait descendre. Ses leçons sur les poètes anglais sont le développement de ses idées sur l'art. Il en remonte le cours dans le domaine du génie anglais, comme on revient à la source d'un beau fleuve. Né dans un siècle de prose, parmi des générations utilitaires dont il a déjà combattu les impérieuses prétentions, il croit que la poésie va toujours s'amoindrissant. Faut-il partager son avis? Comme nous n'imaginons que ce que nous ne pouvons savoir, il semble naturel de penser que le domaine de la science s'agrandit aux dépens de celui de l'imagination. Nous entendons plus d'un critique de ce temps-ci, temps de science positive, exprimer les mêmes craintes. Ces craintes après tout témoignent d'un invincible besoin de l'esprit humain. Le fleuve de poésie, comme les autres, a des affluens; quand son niveau baisse, quand on voit apparaître le fond, voilà tout à coup, au sortir de ces sables, au détour de ce marécage, un cours nouveau qui vient le grossir et rouler ses eaux dans son lit intarissable. Les leçons d'Hazlitt sur les comiques anglais furent plus que tout autre ouvrage

le fruit lentement préparé de ses pensées de jeune homme. Lui qui aimait tant le théâtre, il n'avait pas connu d'autre comédie que ces livres vieux d'un siècle et demi. Toutes les vives impressions qu'il avait reçues des beaux esprits de la cour de Charles II, toutes les joies secrètes et défendues qu'il avait goûtées en cette compagnie audacieuse et raffinée, au milieu de son petit monde campagnard et puritain, voilà ce qu'il a mis dans ses *Comiques anglais*. Sa littérature dramatique du temps d'Élisabeth ne coule pas autant de source que les ouvrages précédens. Il sort souvent du domaine de ses premières lectures, et, suivant l'observation de Talfourd, ce qu'il écrit a quelquefois été appris la veille. Ce qui n'a pas été, à notre avis, assez remarqué cependant, c'est la belle étude sur le XVIe siècle qui sert d'introduction à ce dernier cours. Nous avons sur ce sujet d'excellens ouvrages, mais pas un chapitre où l'on ait saisi et marqué avec cette force l'influence de la Bible sur la littérature de la renaissance. En résumé, si, comme historien de la poésie nationale, il a été original et nouveau, il le doit au caractère très personnel de ses jugemens.

A mesure qu'il se livrait davantage à la littérature proprement dite, la personnalité gagnait du terrain dans ses écrits. C'est l'écueil où de notre temps la curiosité publique attend les auteurs. De quel sujet parleraient-ils plus volontiers, et en est-il un qu'ils croient mieux connaître? Nous approchons du moment où Hazlitt à son tour tomba dans le piége. De 1821 à 1822, il passa par une crise des plus étranges. La mort de Napoléon le mit presque au désespoir; un chagrin d'amour acheva de l'accabler. Il avait quarante ans, jamais il n'avait aimé sérieusement. Ces passions d'arrière-saison ravagent d'autant plus sûrement le cœur qu'elles le prennent au dépourvu, et que, défiant de lui-même, connaissant ses désavantages, comptant avec tristesse ses années, espérant peu de l'avenir, jaloux de l'univers entier, l'homme n'a plus l'orgueil qui soutient; il se met à la merci de son idole. Hazlitt étonna ses lecteurs par la confidence de son malheureux amour, et mit contre lui le public, ses amis, ses parens. Il publia sous un voile fort transparent les conversations intimes qu'il avait eues avec la jeune fille, les encouragemens qu'il en avait reçus, le refus qui lui fut opposé au-delà d'une certaine limite qui n'était pourtant pas celle de la modestie. Rien ne put vaincre cet obstacle, pas même les propositions sérieuses et plusieurs fois répétées d'un mariage. On en aimait un autre. D'où venaient les familiarités singulières, les excessives privautés dont se prévalait la partie plaignante? Elles ne pouvaient être expliquées que par la coquetterie; de plus elles avaient pris naissance dès la première semaine, et, circonstance aggravante, la belle Sarah Walker, fille d'un brave tailleur et d'une prudente maîtresse d'hôtel,

rendait des services personnels aux locataires de ses dignes parens, et pouvait avoir trop d'expérience dans l'art de les retenir sous le toit paternel.

L'honnête homme trompé s'éloigne et ne dit mot.

Hazlitt s'éloigna, mais il écrivit un volume de deux cents pages auquel il donna le titre de *Liber amoris, ou le Nouveau Pygmalion*. Il était en effet le Pygmalion d'une statue qu'il adorait et insultait tour à tour, mais qui resta toujours de marbre pour lui. Pourquoi refusa-t-elle de prêter l'oreille à des propositions qui l'honoraient au-delà peut-être de ce qu'elle pouvait espérer? Avait-elle un engagement sérieux? C'est un problème qui sans doute, s'il avait été désintéressé dans la question, aurait excité la curiosité de moraliste d'Hazlitt. Tout eût été pour le mieux, si cet échec était tombé sur un homme qui voulût admettre que le raisonnement peut quelque chose contre la passion. Combien d'autres ont prouvé comme lui que moraliste n'est pas synonyme de sage!

Une autre circonstance compliquait la situation de l'auteur du *Liber amoris:* il était marié, quoiqu'il vécût séparé de sa femme. Pour arriver à toucher le cœur de la belle Sarah, il demanda et obtint le divorce suivant la loi d'Écosse, plus indulgente en cette matière que la loi anglaise. Personne ne s'y opposait, ni la femme d'Hazlitt, qui avait assez du mariage, le connaissant par une fâcheuse épreuve, ni les familles des deux époux, qui continuèrent à vivre dans le meilleur accord. Sur ce point, la correspondance d'Hazlitt est confirmée par le journal que sa femme, fidèle à une habitude anglaise, tenait fort exactement. Jamais ils ne s'étaient mieux entendus que depuis qu'ils plaidaient en séparation; ils se rencontraient souvent, logeaient parfois presque porte à porte, prenaient dans l'occasion le thé ensemble, se donnaient les meilleurs conseils. Il arriva même à Mme Hazlitt de blâmer amicalement son époux d'avoir mis le public dans la confidence, et à M. Hazlitt de s'excuser comme il put en disant que la publication s'était faite sans qu'il le voulût, ce qui n'était vrai qu'en un sens: ce n'était point par un acte de volonté réfléchie qu'il avait mis sous presse le *Liber amoris*; l'amour déçu, la vengeance peut-être, la passion certainement, en avaient donné le bon à tirer. Le critique de Quincey a prononcé sur ce livre le mot définitif: « Ce fut l'explosion d'un moment de folie. Il jeta au vent le cri de son angoisse, sans se demander qui l'entendrait, quelles sympathies ou quelles dérisions pouvaient l'accueillir. Il n'avait souci ni des marques de pitié ni des éclats de rire. Son unique besoin était d'exhaler ce qu'il avait dans le cœur. »

Hazlitt fut donc séparé de sa femme. Il mit sa liberté aux pieds de Sarah Walker, qui n'en agréa point l'hommage; il épousa une

seconde femme qui fit avec lui le voyage d'Italie et de Suisse, et fut quitté par elle au retour. Cela donne lieu de croire que, si la belle Sarah avait quelques torts dans le passé, elle ne jugeait pas mal de l'avenir. Rousseau avait à peu près le même âge lorsqu'il aima pour la première fois de sa vie. La femme qui lui inspira ce sentiment profond n'eut pas moins de complaisance pour lui que Sarah Walker pour Hazlitt. Elle opposa le même refus et la même excuse à sa passion : elle aimait un autre homme. Mais Mme d'Houdetot était comtesse et Sarah une demoiselle d'hôtel garni; la première était sincère, dans la seconde il y avait calcul et coquetterie. Bien que les intentions d'Hazlitt fussent plus correctes, il a été dupe, et son aventure ne peut supporter la comparaison avec le roman des amours de Rousseau. Le *Liber amoris*, malgré des pages délicates ou passionnées, est plus curieux qu'intéressant. On peut aujourd'hui s'assurer de l'authenticité des correspondances et d'une partie des récits qui le composent. M. Carew Hazlitt, qui possède les pièces originales, n'a trouvé dans le livre de son grand-père que des changemens d'ordre et des interversions en vue de l'effet à produire.

Nous avons parlé de son désespoir à propos de la mort de Napoléon. Quoiqu'il fût très bon Anglais d'ailleurs, il partageait le préjugé, fort répandu sur le continent, que le héros de la conquête française était le plus ferme soutien du progrès et de la liberté. La sainte-alliance avait eu soin de commettre toutes les fautes nécessaires pour populariser cette idée. Les espérances que l'auteur du *Round Table* avait pu garder après 1815, il les perdit en 1821. Ce n'étaient plus des marques ordinaires de tristesse que l'on pouvait apercevoir dans le laisser-aller de sa mise ou même dans l'oubli de sa sobriété habituelle. La mort de l'empereur fut pour lui beaucoup plus qu'une calamité publique : il porta son deuil, non en bonapartiste, mais en radical pur, en radical d'or vierge, suivant le mot des Anglais, *a virgin gold radical*. Il le pleura comme le capitaine de la révolution, et parce que ses larmes étaient autant d'injures à la royauté légitime et aux tories. Ses idées prirent un tour particulier qui est visible dans les essais de cette époque. Plus que jamais il s'isole et s'enferme avec ses pensées, comme si la pierre de la tombe était scellée sur le siècle et sur lui-même, et qu'elle portât la fatale inscription que Dante a gravée sur sa porte de l'enfer. Plus que jamais il vit en lui et pour lui, inflexible dans ses principes et détaché de tout, même du prosélytisme. Il vit dans le passé : son goût littéraire l'y portait déjà; mais il détourne ses yeux de l'avenir, auquel il ne croit pas. De là de nouveaux paradoxes faits pour étonner ceux qui ne suivent pas le développement de ses idées dans sa vie, celui-ci par exemple, que l'idée des années qui ne sont plus fournit à l'âme autant d'aliment et de plaisir que celle des années qui ne

sont pas encore. Il va plus loin dans le scepticisme du découragement, et s'efforce de nier les bienfaits de l'intelligence; il applique tout son esprit à prouver le néant de l'esprit. De là des comparaisons entre la force intellectuelle et la force physique, à laquelle il donne la victoire. Dégoûté du talent, dont les résultats ont trahi ses plus nobles aspirations, il envie la supériorité d'un athlète, d'un joueur de paume, d'un boxeur. Il y a peu d'essais plus originaux que celui où il fait l'oraison funèbre du grand joueur de balle Cavanagh, et cet autre dont une lutte de boxeurs est le sujet. Rousseau vante l'état sauvage par haine des raffinemens de la société; Hazlitt met les corps robustes au-dessus des grandes intelligences par ennui et fatigue des vains efforts de l'intelligence (1). Dans cette veine pathétique et profonde de l'écrivain, nous choisissons la page suivante, comme échantillon de son style à la fois ému et brillant. On y retrouvera l'écho lointain de sa double plainte dans les consolations même qu'il demande au passé.

« Je fus toujours porté à mettre bien haut le pouvoir de l'amour. Je pensais que cette douce puissance devait associer les formes les plus aimables aux cœurs les plus aimans, que nul n'avait part à ses triomphes, s'il n'avait sa beauté divine imprimée au front et son empire établi au cœur. Aussi le contemplais-je à distance, me jugeant indigne de grossir un si brillant cortége, et je n'avais garde, même un instant, de ternir une si belle vision en prétendant m'y faire admettre. C'était ma pensée alors; mais Dieu sait que c'était une des erreurs de ma jeunesse. Quand je le considérai de plus près, je vis le boîteux, l'aveugle, l'estropié, entrer dans l'enceinte; j'y vis également le bossu, le nain, le laid, le vieux, l'infirme, l'homme de plaisir, l'homme mondain, le petit impertinent, le vantard ridicule, l'imbécile et le pédant, l'ignorant et le brutal, les êtres les plus étrangers à ce qu'il y a de plus beau sur la terre, à ce qui fait l'orgueil de la vie humaine. Voyant tous ceux-ci entrer dans la cour d'Amour, je pensai que je pourrais m'y risquer moi-même à la faveur de la foule; mais, comme je fus rejeté, j'imaginai, peut-être à tort, que j'étais au-dessus plutôt qu'au-dessous du niveau commun... Je m'enorgueillis de ma disgrâce, et je conclus que mon patrimoine était ailleurs. Le seul titre dont je me sois jamais prévalu est l'*Essai sur les principes des actions humaines,* ouvrage que pas une femme n'a lu, que pas une sans doute ne comprendrait... Pourquoi me plaindre? comment espérer de recueillir de beaux fruits parmi des ronces et des chardons? La pensée en moi a étouffé le plaisir; ce front soucieux, penché sur la vérité, est devenu un roc sur lequel toute affection s'est bri-

(1) Voyez les essais intitulés des *Advantages of intellectual superiority, Indian Jugglers, On the pleasure of hating, On living to one's self, On great and little things,* dans les recueils du *Table Talk* et du *Plain Speaker.*

sée. J'ai exhalé ma vie en un long soupir; si jamais une douce figure s'est tournée vers la mienne, ce fut bien tard, trop tard; mais quoi? je ne regrette rien, si cette image pure et modeste, si cette figure tendrement inclinée sur moi, réjouit mon avenir de sa douceur angélique, si elle jette un rayon sur mon passé, un rayon perçant comme un sourire à travers les larmes. Une lumière vient alors couronner ma tête. Une atmosphère d'amour se répand dans ma chambre solitaire... Les fleurs de l'espérance et de la joie, renaissant dans ma pensée, rappellent le temps où elles y fleurirent pour la première fois. Les années enfuies frappent à ma porte et rentrent chez moi. Je suis encore au Louvre. Le soleil d'Austerlitz ne s'est pas couché. Il brille encore ici, dans mon cœur, et *lui*, le fils de la Gloire, n'est pas mort, il ne le sera jamais pour moi... Tout ce que j'ai pensé et senti n'a pas été en vain. Je ne suis plus un être sans valeur; je ne mourrai pas, je ne périrai pas dans le mépris. Je puis m'asseoir sur la tombe de la Liberté, je puis écrire un hymne à l'Amour. Oh! si tout cela est déception, laissez-moi mon erreur! laissez-moi vivre dans l'enchantement de ces doux regards! et toi, quand tes baisers devraient être mon poison, quand tes sourires me donneraient la mort, trompe-moi jusqu'à la fin par l'idée de ton amour (1)! »

On a dans ce morceau Hazlitt peint par lui-même, avec ses illusions, avec ses entraînemens personnels et aussi avec son exubérance de style. Ce style, un peu flamboyant dans quelques passages, a pu étonner sa génération; mais il lui appartenait en propre, et jaillissait ainsi par momens comme une fontaine bouillonnante. La personnalité, si l'on met à part le *Liber amoris*, fait souvent la vie de ses essais. Ses illusions, il les lui faut pardonner; elles sont rachetées par une rare constance dans ses principes. Il a écrit une vie de Napoléon qui est une apologie; mais c'était déjà le temps des plaidoyers historiques, et il répondait au long réquisitoire de Walter Scott devant l'Angleterre courroucée et en face de lord Wellington. Au reste, s'il n'avait jamais eu de parti-pris, il eût fait exception à la règle commune. Il exerça la critique dans le camp des radicaux, mais avec moins d'injustice qu'elle n'était pratiquée dans celui des tories par Croker, Gifford et les autres. Jeffrey lui-même parmi les whigs, quoique moins passionné, se montra souvent plus partial. Hazlitt appartenait à une génération qui avait salué la révolution française comme une aurore; mais il avait vu les espérances communes pâlir et s'éclipser l'une après l'autre, les hommes manquer à leurs promesses et trahir leur cause. C'était pour lui comme si la foi et la vertu disparaissaient de la terre. Sa constance fut inflexible; tantôt irrité contre ses amis qui avaient changé, tantôt attristé, mais sym-

(1) *On great and little things.*

pathique à leurs succès, il resta toujours le même au fond, pour les tories irréconciliable, pour les whigs dédaigneux et défiant.

IV.

Dans le portrait d'Hazlitt que nous venons d'esquisser, nous avons suivi les documens dont on doit la publication à son petit-fils; nous avons emprunté à lui-même les principales lignes qui composent sa figure. Toutefois on serait loin de posséder l'idée d'Hazlitt tout entier, si l'on ne prenait pas soin de dégager de son œuvre ce qui en fait le critique d'une époque spéciale de la littérature anglaise, et si à côté de sa doctrine littéraire on n'indiquait pas ses titres comme écrivain en matière d'art. C'est de 1822 à 1826 qu'il a donné ses meilleurs essais sur la littérature contemporaine. On les trouve dans le *Table Talk*, dans le *Plain Speaker*, et surtout dans le *Spirit of the age*, l'esprit du siècle. A ceux qui veulent surtout connaître l'homme, les deux premiers recueils ont le droit de plaire; à ceux qui veulent aussi étudier le temps, le dernier se recommande plus que tout autre ouvrage de l'auteur. C'est un aperçu rapide et plein de couleur sur les hommes d'état, les poètes, les philosophes d'outre-Manche à l'époque des grands combats entre les réformistes et l'aristocratie.

Hazlitt, à notre avis, est l'écrivain qui représente le mieux le mouvement littéraire anglais d'il y a trente ou quarante ans. Ses devanciers avaient fait de la critique française, ceux du XVIIe siècle en rapportant les œuvres aux règles traditionnelles, à la manière de Rapin et de Le Bossu, ceux du XVIIIe en rédigeant des jugemens discrets avec de petites citations à l'appui, comme Johnson. Désormais les livres étaient trop nombreux pour qu'il fût possible aux lecteurs de contrôler par eux-mêmes les arrêts portés par cette magistrature littéraire, et le besoin d'en parler dans les conversations trop général pour qu'on s'en tînt aux modestes dissertations dont on s'était jusque-là contenté. Non-seulement les critiques demeuraient investis de leur fonction de dégustateurs en titre du goût public : on leur demandait dans le triage des écrits de signaler ceux qu'il fallait absolument lire, on exigeait sur le reste des raisonnemens tout faits pour s'en entretenir sans les avoir lus. De là cette dialectique abondante qui étonne un peu les lecteurs de Jeffrey et de Macaulay; ces écrivains étaient comme chargés de pourvoir les salons et les clubs d'élémens de discussion. C'est ainsi que peu à peu les critiques se substituaient aux auteurs; ils étaient maintenant mieux que des essayeurs assermentés, et devenaient des intermédiaires entre le public et la littérature. Il y avait sur chaque ouvrage la thèse des whigs, qui prirent l'initiative, celle des tories,

qui suivirent de près, celle des radicaux, qui levèrent vingt ans plus tard le drapeau utilitaire. Telle était la situation du temps d'Hazlitt. On ne peut plus dire qu'il en soit de même aujourd'hui. Les partis existent toujours; mais la critique a cessé d'être si bien enrégimentée. Elle a encore des drapeaux, et n'arrivera pas de si tôt à l'impartialité philosophique où M. Matthew Arnold voudrait la voir parvenue; cependant elle ne porte plus de livrée, elle fait la guerre de partisans. Chacun suivant sa conviction ou son humeur, chacun pour son compte, attaque ou soutient, blâme ou loue les hommes et les œuvres. Le fond même de la critique paraît sensiblement changé. On raisonnait à perte de vue sur l'esthétique; après un débat sur quelques principes mis en avant, on tirait des conclusions sur la bonté de l'ouvrage. On écoutait d'ailleurs les adversaires non pour apprécier leurs argumens, mais pour y répondre. Comme la littérature était un champ clos, la critique était une escrime. Rien ne ressemblait davantage à une conférence de stagiaires, *debating society*. Jeffrey, qui excellait dans l'art de ne pas céder, fut nommé le prince des critiques. Se faire admettre à la *Revue d'Édimbourg*, c'était alors bander l'arc d'Hercule; durant trente ans, celui qui réussit le mieux dans cette opération d'athlète fut ce petit homme poli, qui avait toujours des réserves à faire de la meilleure grâce du monde, et qui n'était jamais à court d'argumens. Aujourd'hui certes la métaphysique ne fait pas défaut dans les travaux de ce genre, les longs raisonnemens paraissent autant que jamais être du goût des lecteurs anglais; mais la discussion porte sur le fond, non sur la forme de l'ouvrage. Le livre est-il bon, pourquoi s'attarder à le prouver? On se contente généralement de le dire, et l'on passe à l'analyse des idées qui le composent. Nous ne saurions nous étonner que le grand critique d'Édimbourg ressemble aujourd'hui aux oracles grecs dont parle Plutarque. Le silence s'est fait bien vite autour de son sanctuaire. La renommée d'Hazlitt a mieux résisté, et la cause n'en est pas seulement dans la vivacité de son talent et dans le radicalisme de ses opinions. Il ne recevait le mot d'ordre que de son propre sentiment, et son esthétique était d'intuition beaucoup plus que de raisonnement. Comme il se pénétrait des sensations et des pensées de chaque esprit qu'il voyait passer devant lui, ses analyses étaient vivantes. Son *Esprit du siècle* est une galerie de portraits qui n'a rien perdu de sa fraîcheur.

Les critiques d'intuition et de sentiment sont de deux sortes : le goût des uns est tranché, original; ils aperçoivent les objets à travers un milieu qui leur est particulier; ils voient vivement, mais seulement avec leurs yeux. Le goût des autres est plus général et plus souple; ils savent se mettre à plusieurs points de vue; ils comprennent, ils devinent même votre sensation. Ils reçoivent une vive

impression d'un plus grand nombre de choses; ils enrichissent leur nature d'un plus grand nombre d'emprunts. Les premiers ressemblent davantage aux poètes; les seconds sont, je crois, des critiques plus complets. Hazlitt était de ces derniers. Dans la célèbre discussion sur Pope, il n'embrassa rigoureusement aucun des deux partis. Il demandait la correction, l'élégance à Pope, et ne permettait pas qu'on le dépouillât du titre de poète; mais s'il s'agissait de force et de sublimité, il les cherchait dans Shakspeare et dans Milton. « Quand on veut proscrire, disait-il, tout ce qui n'atteint pas à un modèle de perfection imaginaire, ce n'est pas qu'on ait un goût plus pur ni une intelligence plus haute, c'est qu'on voudrait escamoter les opinions qu'on ne partage pas ou les plaisirs d'esprit auxquels on est étranger. » Il a écrit des lignes charmantes sur ce Fawcett, son ami, dont nous avons parlé, et qui l'initia aux secrets de la vraie critique.

« Aimez-vous Sterne? — Oui, sans doute, répondait-il; je mériterais d'être pendu, si je ne l'avais pas aimé. Entendre seulement M. Fawcett répéter quelques vers du *Comus* de Milton, de sa belle voix, douce et profonde, et les commenter ensuite avec enthousiasme, c'était une fête pour l'oreille et pour l'âme. Il lisait la poésie de Milton avec la même ferveur et la même dévotion que depuis j'en ai vu d'autres lire leur propre poésie. Je l'ai entendu s'écrier : « C'est le plus délicieux des sentimens que d'aimer ce qui est excellent, peu importe de qui. » A cet égard, il pratiquait sa maxime. Il était incapable d'une injustice secrète, et jugeait d'après ce qu'il sentait. Il n'y avait pas une paille, pas une tache dans le clair miroir de son esprit. Il était aussi ouvert aux impressions qu'il était ferme pour les soutenir. Que l'auteur fût ancien ou nouveau, en vers ou en prose, il n'en prenait aucun souci. « Ce qu'il voulait, disait-il, c'est quelque chose qui le fît penser. »

Voilà bien le critique parfait; mais qui se rendra le témoignage d'avoir toujours été le lucide miroir sans défaut et sans nuage? qui pourra dire qu'il a conservé avec courage les impressions qu'il a reçues avec candeur? Le vrai critique ne s'aime pas lui-même; sa conscience lui parle avec toute l'impérieuse sévérité d'une religion. Il ne fait pas de son talent son excuse. « Quand j'aurais toute la science, quand je parlerais avec la langue des anges, je ne serais rien sans la charité. » Il s'applique ces paroles du texte sacré; elles signifient qu'il vaut mieux, pour lui, avoir un sentiment libéral et porter des jugemens désintéressés que d'être grand et original avec beaucoup de haine et d'envie, et de nier misérablement tout ce qui n'est pas son œuvre, tout ce qui n'est pas lui. Hazlitt était d'un parti. Il a ravalé Byron, parce que Byron était lord. Il a mal compris Shelley, parce « qu'il se défiait des Grecs et de leurs pré-

sens, » et qu'à ses yeux tous les nobles étaient des Grecs. Il a été dur pour Thomas Moore, parce que l'auteur de *Lallah-Rook* était le poète lauréat des aristocrates du whiggisme. Il s'est plu au moins une fois à exagérer les ridicules des lakistes, parce que les lakistes étaient tories. S'il a sacrifié à la passion, il a professé, il a toujours voulu pratiquer des maximes honnêtes, celles de la conscience littéraire, et qui s'expriment en deux mots, humanité et désintéressement. Ainsi nous le retrouvons comme critique ce qu'il était comme moraliste. D'autres ont mieux parlé que lui sur quelques points, Charles Lamb par exemple; mais on ne trouve que dans Hazlitt l'image complète de la littérature du temps. Jeffrey a eu le succès complet et la puissance; mais il passera, il a passé déjà. Hazlitt est resté, parce qu'il a été moins exclusif pour les hommes et moins systématique dans les choses. La renommée de Macaulay est encore tout entière. C'est un esprit d'une trop grande étendue pour le mettre en balance avec Hazlitt, et nous ne pouvons avoir l'idée de comparer un écrivain aventureux et toujours contesté avec un auteur d'une popularité immense. Pourtant, dans le cercle limité de la critique littéraire, Hazlitt est pour ainsi dire indispensable; Macaulay néglige l'art et se détourne vers les appréciations morales. Hazlitt sera toujours un guide plus sûr; il fait aimer ceux dont il parle, son rival songe plutôt à se faire admirer lui-même et à étaler ses vastes connaissances.

Si nous rapprochons Hazlitt de ses successeurs, nous ne sommes pas moins frappé des ressemblances que des différences entre eux et lui. En général, ils sont plus érudits; ils savent plus en détail, non pas mieux, je crois, leur littérature anglaise; ils connaissent beaucoup mieux, j'en suis sûr, l'antiquité et les littératures du continent. Il en est qui sont parvenus à une sorte d'éclectisme cosmopolite qui est une preuve bien curieuse, surtout pour l'Angleterre, de la marche rapide de l'esprit moderne. Quelques-uns même, fatigués des caprices du sens individuel, invoqueraient volontiers le secours d'une autorité littéraire dans le genre de l'Académie française. Sans bâtir en vue de Westminster une coupole de l'institut de la Grande-Bretagne, M. Matthew Arnold ne serait pas éloigné de l'idée d'ériger un tribunal de l'opinion publique en matière littéraire, une cour suprême de la critique sans distribution de prix ni réceptions solennelles, une académie sans directeur ni chancelier. Hazlitt se contentait à peu près de savoir la langue anglaise, mais il la savait en perfection. Il était un partisan trop déclaré de la liberté pour avoir prévu la tendance qui existe aujourd'hui vers un essai d'autorité et de centralisation dans les lettres et dans l'éducation publique. En un mot, il était de son temps; mais il ressentait déjà

tout ce qui porte l'esprit contemporain à réclamer un partage égal des avantages sociaux, il voulait le libéralisme largement appliqué au domaine des lettres et des arts; il rêvait de voir le beau, cet ornement de la vie humaine, cesser d'être le patrimoine de certaines classes, et devenir l'héritage de tous. Tel est le caractère généreux de ses ouvrages, et c'est pour cela qu'il nous paraît un critique vraiment moderne.

Les dernières années d'Hazlitt furent à peu près consacrées à la publication de ses écrits divers sur les arts. Ces morceaux détachés, formant trois volumes, *Criticisms on art* et *Conversations of northcote*, ont le mérite d'avoir stimulé le goût anglais, qui commençait à s'éveiller, d'avoir répandu dans un public presque entièrement novice les idées et les notions relatives à la peinture et à la sculpture. L'Angleterre est la dernière venue au banquet des arts; elle y a sa place. C'est la nature libre, sans procédés, sans conventions, qui règne sur ces toiles que nous n'avons pas vues d'abord sans surprise. Il ne faut pas croire cependant que les Anglais aient commencé par là, ni que cette peinture ait pris naissance comme une génération spontanée. La nature ne vient pas ainsi prendre les hommes par la main : suivant le mot de Goethe, elle nous dérobe ses secrets avec obstination. Il y a eu des peintres avant Reynolds, et Reynolds lui-même était non-seulement un disciple scrupuleux des anciens maîtres, mais un adepte fervent de l'idéal. La peinture a été longtemps pour l'Angleterre un objet d'exportation, et même une marchandise qu'elle a d'abord reçue sous pavillon étranger. Elle faisait venir du continent ses peintres comme ses chanteurs d'opéra, ses maîtres de danse et ses cuisiniers. Elle eut ensuite des artistes anglais; mais l'art continua d'être un produit étranger introduit par des nationaux. Ils n'avaient rien qui ne fût italien, flamand ou hollandais. Les Anglais sont un peuple laborieux par goût et triste par humeur. Tout ce qui est pénible et dur, canaux, machines, industrie, labour, travaux scientifiques, problèmes ardus d'économie politique, — tout ce qui n'a ni fleur ni sourire a des attaches singulières pour ces hommes froids, sérieux et robustes. Dans ces sortes de labeurs, ils n'ont pas besoin du continent. On dirait que l'épanouissement du plaisir leur est étranger. Ils le ressentent au fond de l'âme, et le rendent par la poésie comme par une sorte de respiration. Ils ne l'expriment point par les sens et pour les yeux. Ils y arrivent cependant, mais beaucoup plus tard que les autres peuples, — singulier désavantage dans les arts, où les temps postérieurs semblent toujours frappés d'une espèce de stérilité. Ils y arrivent, mais quand le moment favorable est passé. Le sentiment du beau est éveillé, mais le plaisir a pris d'autres routes; la richesse est devenue trop grande,

le besoin d'argent trop impérieux; le caprice règne en maître parce qu'il peut payer toutes ses folies. La surprise a pris la place de l'admiration, et la vanité se contente sans avoir besoin du génie.

Il y a cependant un art anglais, une école anglaise, et Hazlitt n'a pas peu contribué à les fonder. Jusqu'à lui, la critique d'art, si l'on peut dire qu'il en existât une, ne différait pas beaucoup de la critique littéraire. Elle consistait dans la description du sujet, des groupes, de la perspective et des détails matériels. C'est ainsi que, pour apprécier une tragédie, on faisait l'analyse de l'exposition, de l'action, du dénoûment, en ajoutant quelques mots sur les caractères des personnages et sur le style du poète. De la pensée, de la passion, de l'âme même du drame, il n'en était pas question. Ainsi du tableau : l'expression et le sentiment de la beauté disparaissaient. Les écrivains rédigeaient, pour ainsi dire, des notes, comme des voyageurs qui ne veulent pas sortir d'un musée leur carnet vide. Hazlitt est aussi pour un public peu artiste un voyageur qui revient de loin; mais ce n'est pas son carnet, c'est son cœur qui est plein. Un critique brillant et facile a de notre temps renouvelé l'art d'écrire sur la peinture en faisant passer le dessin et la couleur dans son propre texte. Hazlitt se rapproche davantage de Diderot : il décrit ce qu'il sent; mais il ne substitue jamais la sensation à l'objet réel, il voit aussi bien qu'il sent : à travers la toile, il atteint jusqu'à l'artiste. Il a une puissance de perception et d'analyse correspondante à la puissance d'exécution du maître et de sa réalisation de la beauté. Bien que sa tendresse passionnée soit pour Titien, son esprit n'est pas moins compréhensif dans l'art que dans la littérature. Je ne vois que les Hollandais pour lesquels il soit sobre d'éloges; encore faut-il se souvenir qu'il combat le goût dominant de son pays, et en particulier celui du roi George IV et de ses courtisans, lesquels étaient amoureux de ces *magots* qui déplaisaient si fort à Louis XIV. Même en peinture, si l'on veut, les préjugés du radical reparaissaient. Il triomphait de voir les grands se méprendre en ces matières. Il apprenait avec plaisir que lord Wellington ne pût goûter Raphaël. « O Raphaël, s'écriait-il, on est heureux de savoir que c'est un homme incapable de te comprendre qui a fait des bévues si fatales à l'humanité! » Cependant son esprit est ouvert à toutes les formes du beau. Il ne fait pas grand état de la hiérarchie des genres, pourvu que les genres soient pris dans la nature. Sans doute tout ne dépend pas toujours de l'exécution; mais la grandeur des sujets ne fait pas la grandeur des maîtres. L'art de bien voir est le même partout, et il peut être poussé si loin qu'il compense l'infériorité du modèle.

La nature est toute la loi pour l'école anglaise; elle est aussi le dernier mot de la critique d'Hazlitt. Si nous avons insisté, c'est qu'il

a été pour les Anglais le théoricien de la nature. Reynolds, dont les *Discours sur l'art* sont estimés, avait développé la théorie contraire. Il proposait pour objet aux artistes l'idéal; mais cet idéal, qui est une chose réelle et vraie tant qu'il reste dans la métaphysique pure, perd toute sa valeur, s'il est envisagé d'une manière pratique et en quelque sorte grossière. Choisissez non le modèle, mais les traits qui le composeront; prenez des formes non individuelles, mais moyennes; voyez plusieurs objets à la fois, jamais un seul en particulier; songez à l'ensemble et négligez le détail : vous êtes alors, suivant Reynolds, sur le vrai chemin de l'idéal, et vous n'avez qu'à marcher devant vous. On reconnaît ici la théorie de Cicéron, qui nous semble, par l'assimilation de l'éloquence à la philosophie, altérer singulièrement celle de Platon. Hazlitt, que les attaches de l'autorité des anciens n'incommodent en aucune façon, a rompu complétement avec cette doctrine. Le mot d'idéal, il ne le repousse pas; il est vrai qu'il n'y met pas d'autre sens que celui du mot réalité. L'artiste choisit ses modèles suivant la beauté qu'il y entrevoit; mais c'est toujours une imitation immédiate des objets qu'il se propose. Raphaël a pris ses vierges dans la nature, et c'est la nature qui a fourni les belles formes qui respirent dans les marbres du Parthénon. Dans ses essais et dans ses livres spéciaux, par occasion ou directement, partout, Hazlitt a réfuté Reynolds. L'étude du mouvement de l'art en Angleterre remonte donc à lui comme à l'une de ses sources. Si l'on avait le loisir d'instituer une comparaison entre l'auteur des *Criticisms* et M. Ruskin, on arriverait peut-être à se convaincre que les idées du second sont à plusieurs égards le développement extrême des idées du premier. Sauf les exagérations, nous sommes porté à penser que le génie moderne, qui en tout aspire à l'affranchissement, penche du côté de cette doctrine de la nature, nous dirions du *naturalisme*, si ce mot ne semblait pas un peu gros de prétentions. Relisez une page bien remarquable de Goethe, celle où Werther dessine ce groupe de deux enfans, le premier de quatre ans, le second de six mois, dans les bras l'un de l'autre.

Point d'autorité, peu de raisonnement, de la métaphysique, mais pas d'autre que celle du sentiment, on voit que notre auteur établit dans les arts les mêmes principes qu'en morale et en littérature. Reste une seule observation à faire pour retrouver Hazlitt toujours semblable à lui-même. De son temps, les galeries les plus précieuses appartenaient à de riches propriétaires, et, dispersées dans les différens comtés, étaient d'un accès difficile. Gardées comme le jardin des Hespérides, quelque indomptable dragon, sous la forme d'un intendant, veillait à l'entrée de ces collections comme si l'admiration publique en eût diminué la valeur. La fatale barrière élevée

entre l'artiste et les chefs-d'œuvre qu'il était seul capable d'apprécier ne tombait parfois que devant le noble visiteur descendant d'une chaise de poste ou arrivant à cheval accompagné d'un domestique en riche livrée. Les offres les plus généreuses d'un touriste à pied n'étaient pas toujours entendues. La fantaisie du maître ouvrait ou fermait tour à tour les collections, et Hazlitt fut contraint de décrire de mémoire des œuvres que depuis plusieurs années il n'avait pas vues. C'était un premier obstacle à l'entreprise de populariser les notions d'art. Le libéralisme des grands seigneurs d'Italie faisait absolument défaut à l'aristocratie anglaise. Ce n'est pas tout, l'amour de l'art s'est développé en Angleterre bien après la richesse. Quand les personnes qui pouvaient payer ces nobles jouissances commencèrent à soupçonner le plaisir que peut procurer un précieux marbre ou bien une noble peinture, le superflu de la fortune avait trouvé d'autres issues. La balance nécessaire entre l'excédant de la richesse et le sentiment du beau n'existait pas dans ce pays : l'argent par sa pente naturelle allait à la rareté, à l'orfévrerie, aux mosaïques étrangères, aux pierres précieuses, aux porcelaines. De là cette tendance tout anglaise à l'étalage de l'or et des pierreries. « Ceci est à moi, semblait dire au public toute personne qui ouvrait aux visiteurs ses salons encombrés de trésors, et il n'y a personne au monde qui ait le droit d'éprouver à la vue de toutes ces choses d'autre sentiment que celui d'admirer combien je suis riche. » Hazlitt a combattu avec esprit, avec éloquence, ce double préjugé du faste qui étale les raretés et de l'avarice qui cache les chefs-d'œuvre. Tandis que le roi, la cour, la noblesse, couraient à l'exhibition de la richesse ou des objets d'art dont la garde jalouse faisait à leurs yeux le plus grand prix, l'écrivain radical invoquait le principe humain, généreux, du partage des jouissances de l'esprit. Il montrait que l'œuvre d'un grand maître agrandit la pensée de tous ceux qui l'admirent, autant que l'appareil de la fortune rapetisse les âmes de tous ceux qui en sont les témoins curieux. En soutenant cette thèse, que faisait-il, si ce n'est de porter dans la critique d'art les mêmes sentimens sympathiques et libéraux dont en dernière analyse tout lecteur équitable peut le voir partout inspiré?

Hazlitt mourut en 1830, quelques mois après notre révolution de juillet. Toutes les causes qu'il avait défendues étaient encore pendantes; il avait eu sa part de toutes les défaites que son drapeau avait essuyées. Le succès de la réforme parlementaire était encore douteux. Le radicalisme, il est vrai, gagnait tous les jours du terrain; mais il semblait étroitement lié à la doctrine utilitaire. Les idées d'Hazlitt paraissaient donc condamnées. En politique, les événemens lui donnaient tort comme en morale. Il avait fait une guerre

sourde et continue au système monarchique, et jamais la nation ne s'était montrée plus attachée de cœur à la royauté. Il léguait à l'Angleterre une apologie de Napoléon, et la popularité de la dynastie perpétuait dans son pays le triomphe de la légitimité. En littérature, où il suivait le mouvement général, ses jugemens se compliquaient souvent de ses antipathies politiques. Dans les arts, il contrariait les goûts de l'aristocratie, qui seule s'intéressait d'une manière évidente à la question; il combattait les opinions reçues et renversait les traditions. De plus, le sentiment très vif de sa supériorité le rendait hautain. Il abordait de front ses adversaires, et il en avait sur tous les points, il en cherchait au besoin. Sa manière même de composer était provoquante. Il allait droit à ce qui lui paraissait faux, et poussait sa pensée jusqu'à la limite extrême. Sans reconnaître, sans contester ce qui avait été dit sur un sujet, il se bornait à dire ce qui lui semblait nouveau. La critique des devanciers lui apparaissait comme un grand livre que tous pouvaient lire et d'où il était inutile de rien extraire. Il se contentait d'écrire en marge sur ce livre : ce n'était pas sa faute si ces observations, placées pour ainsi dire en vedette, attiraient les yeux et semblaient dictées par l'humeur contredisante. Hazlitt laissa la réputation d'un esprit paradoxal. Nous ne pouvons, nous, être blessés de ces allures originales; elles le tirent de la foule et le mettent en lumière. Nous lui savons gré d'avoir évité toute compilation, d'avoir eu l'horreur des redites. Aujourd'hui des radicaux sont au pouvoir, mais ni l'esprit de secte, ni la doctrine utilitaire n'y est entrée à leur suite; la dynastie royale s'appuie sur l'affection des sujets, et cependant elle exige d'eux si peu de sacrifices de leur indépendance qu'ils peuvent se croire en république. A qui le temps a-t-il donné raison, d'Hazlitt ou de ses mortels ennemis les tories? Les velléités d'humeur du juge en matière de goûts sont oubliées; les années ont consacré la plupart de ses arrêts littéraires. Une école remarquable de peinture a prouvé tout au moins que l'auteur de tant d'écrits sur l'art ne prêchait pas dans le désert. Les paradoxes d'hier sont devenus, en grande partie du moins, des vérités. Il est donc permis de dire en toute assurance, et avec le beau sens que les Anglais attachent à ces expressions, que William Hazlitt, malgré quelques entraînemens, fut « un critique noble et libéral, » noble à cause de son grand talent, libéral à cause des généreux principes qu'il a toujours défendus.

LOUIS ÉTIENNE.

HISTOIRE

DES SCIENCES

L'ANCIENNE ACADÉMIE ET LES ACADÉMICIENS.

L'Académie des Sciences et les Académiciens de 1666 à 1793, par M. Joseph Bertrand, membre de l'Institut; Paris 1869.

Notre siècle se distingue par les études historiques. Nous savons mettre en lumière la physionomie des temps passés, placer dans leur vrai jour les hommes et les idées d'autrefois. Nous excellons à éclairer ainsi le présent par le souvenir des époques qui ont précédé. Nous recherchons soigneusement l'origine de nos institutions, de nos opinions, de nos connaissances, nous en examinons curieusement le développement progressif; nous arrivons ainsi à juger sainement de l'état où nous sommes parvenus et à estimer, par le chemin que nous avons déjà fait, celui que nous avons encore à faire. C'est ainsi que l'histoire proprement dite, l'histoire des nations, a été reconstruite sous nos yeux par des méthodes entièrement nouvelles. Nous avons vu également la philosophie se résoudre en une sorte de critique historique, en une histoire des idées. Partout la méthode historique a illuminé les questions actuelles par le reflet des choses anciennes. A vrai dire, c'est l'œuvre principale de nos écrivains les plus éminens. Ils ont développé dans notre littérature le sentiment de l'évolution humaine, ils nous ont habitués à considérer les formes successives de la vie des peuples, et à trouver dans cette étude une source féconde d'enseignemens.

Il semble au premier abord qu'il n'y ait qu'un faible avantage à appliquer la méthode historique aux sciences proprement dites, aux

sciences mathématiques, physiques, naturelles. On est porté à croire que les objets dont ces sciences s'occupent ont quelque chose d'absolu qui les met en dehors de l'histoire; mais c'est là une erreur qui ne tient pas contre l'examen des faits. Nous pouvons dire que, pour comprendre véritablement les sciences, il est indispensable de connaître les différentes phases qu'elles ont traversées. L'enseignement classique nous présente un certain nombre de vérités dont l'ensemble constitue une science; il les met toutes sur la même ligne, ou du moins il essaie d'établir entre elles un ordre logique, passant des plus simples aux plus compliquées. Cela serait peut-être suffisant, s'il s'agissait de sciences entièrement faites et dont tous les élémens seraient connus : l'édifice pourrait alors être construit de toutes pièces dans un dessein bien arrêté; mais il n'en est pas ainsi la plupart du temps, il s'agit de connaissances incomplètes, de découvertes partielles, d'aperçus à demi lumineux, qui ne nous permettent que des conjectures sur le plan de l'œuvre totale. L'ordre qu'on établit est donc artificiel, et il est bien difficile qu'il s'impose assez nettement à notre esprit pour lui être d'un grand secours; dès lors nous nous trouvons en face d'un amas confus de vérités, sans trop savoir quelles sont celles qui présentent le plus d'importance, sans avoir de points fixes auxquels nous puissions nous attacher. Que si à l'ordre logique on vient substituer l'ordre historique, tout se classe et s'éclaire; nous comprenons alors les efforts successifs de l'esprit humain, et nous voyons, au milieu des tentatives avortées, naître les germes heureux que doit féconder l'avenir. Les systèmes qui s'écroulent les uns sur les autres nous expliquent les traces qu'ils ont laissées dans la science et dont le sens nous avait d'abord échappé. Les controverses anciennes nous font comprendre l'intérêt qui s'attache à certains faits dont la portée spéciale est d'ailleurs devenue fort restreinte. La science perd ainsi ce qu'elle avait de froid, de terne, d'impersonnel; elle devient vivante, animée, elle prend couleur humaine.

Il est donc certain que l'enseignement classique des sciences gagnerait beaucoup, si l'on y introduisait dans une certaine mesure les considérations historiques dont il est encore entièrement privé; mais il est surtout une lacune qu'il importe vraiment de faire disparaître au plus tôt. Comment n'y a-t-il pas dans l'enseignement supérieur une seule chaire d'histoire des sciences? La création d'une pareille chaire, soit au Collége de France, soit à la Sorbonne, répondrait à un véritable besoin. Quant aux livres propres à donner une idée de l'intérêt que la méthode historique introduit dans les études scientifiques, ils sont extrêmement rares. On peut citer, parmi les plus anciens, l'*Histoire des Mathématiques* de Bossut, l'*Histoire de l'Astronomie* de Bailly, quelques-unes des œuvres d'Arago, la *Philoso-*

phie chimique de M. Dumas. Parmi les livres récens, nous ne voyons guère, comme exemple à donner, que l'*Histoire des Doctrines chimiques depuis Lavoisier*, par M. Wurtz. Nous sommes donc encore bien pauvres sous ce rapport, et il y a là une mine féconde qu'il importe d'exploiter. Il est certain qu'une histoire générale des sciences serait un des livres les plus beaux et les plus utiles qu'on pût faire actuellement, et qu'à défaut d'une œuvre si considérable il y a encore à entreprendre des travaux de haute conséquence en traçant les annales de quelques sciences particulières.

Celui qui ne craindrait pas d'aborder de front l'histoire générale, qui ne reculerait pas devant la tâche ardue de tracer ainsi un vaste tableau d'ensemble, trouverait un cadre commode et nettement dessiné dans l'histoire même de notre Académie des Sciences. Elle a pris depuis deux cents ans la part la plus active à toutes les recherches et à toutes les découvertes; elle n'a pas cessé d'être comme le foyer où sont venus converger les efforts des savans. Elle s'est recrutée d'ailleurs de tous les hommes qui ont marqué dans nos fastes scientifiques; il n'y manque aucun nom célèbre, et on peut remarquer qu'elle a été sous ce rapport plus heureuse que l'Académie française, qui a omis d'appeler dans son sein des hommes tels que Molière et La Fontaine, — pour ne citer que ces deux-là. Une histoire de l'Académie des Sciences deviendrait donc facilement, entre les mains d'un auteur habile et compétent, une histoire des sciences elles-mêmes, et l'on y verrait naître et se développer dans leur vrai milieu tous les grands problèmes qui ont successivement excité la curiosité humaine. M. Joseph Bertrand, en se faisant dans un livre récent l'historien de l'ancienne académie, ne s'est point proposé une œuvre si complète. Et d'abord il s'arrête aux dernières années du XVIIIe siècle, au moment où toutes les académies furent dispersées par des décrets de la convention; mais, dans la période même qu'il embrasse, il ne s'attache pas à marquer, même à grands traits, la marche générale des sciences. Il s'est fait un plan plus modeste. Il a recueilli nombre de données intéressantes sur la vie intérieure de l'ancienne académie, dont il a compulsé les procès-verbaux; il est arrivé ainsi à faire revivre la physionomie des séances et à nous montrer les académiciens dans leurs travaux et dans leurs préoccupations de chaque jour. C'est un des côtés du sujet, la chronique plutôt que l'histoire. S'il a plu à M. Bertrand de considérer la question à ce point de vue restreint, on sait que personne n'était plus apte que lui à mener à bonne fin le travail d'ensemble dont nous parlions tout à l'heure. Prenons pour le moment ce qu'il nous donne. L'esquisse légère à laquelle il a voulu se borner nous montre du moins, sous une forme vivante, l'Académie dans les principales périodes de son existence.

I.

C'est Charles Perrault, l'auteur des *Contes de fées,* qui détermina Colbert à fonder une Académie des Sciences sur le modèle de la Société royale de Londres. Cette académie, à l'origine (1666), comprenait non-seulement des géomètres et des physiciens, mais aussi des érudits et des hommes de lettres; elle était divisée en sections qui s'assemblaient séparément et qui avaient seulement quelques réunions générales; c'était à peu près, sur une échelle réduite, l'organisation actuelle de notre Institut. Cependant l'Académie française et l'Académie des Inscriptions, qui existaient déjà de leur côté, — la première fondée, comme on sait, par Richelieu en 1635, la seconde par Colbert lui-même en 1663, — s'émurent du caractère de généralité donné à cette institution rivale; elles firent remarquer qu'il y avait là un double emploi, et au bout de très peu de temps Colbert réduisit le rôle de l'académie nouvelle aux études et aux recherches purement scientifiques. L'académie ainsi constituée ne comprit d'abord que seize membres choisis par Colbert avec grand soin. Les plus célèbres de ces premiers académiciens furent Huyghens, Roberval, Picard, Auzout; nous y pouvons ajouter Claude Perrault, le frère de Charles, à la fois médecin et architecte, et qui devait bientôt s'immortaliser en fournissant les plans du nouveau Louvre.

Sous la protection éclairée de Colbert, les seize académiciens formaient une petite famille assidue au travail, aussi modeste que laborieuse, attentive à tout étudier et absorbée dans le désir de découvrir des vérités nouvelles. L'académie se réunissait deux fois par semaine, le mercredi et le samedi; les séances du mercredi étaient spécialement consacrées aux travaux mathématiques, celles du samedi aux expériences de chimie et d'histoire naturelle, que la langue du temps réunissait sous la désignation commune de physique. Tous les membres payaient largement de leur personne, tous les plans d'études étaient mis en commun, et chacun s'ingéniait à combiner son action avec celle de ses collègues. Ce n'est pas que les plans proposés fussent toujours heureux, ni que les expériences que l'on instituait fussent toujours fécondes. Il est certain que les méthodes alors suivies dans les études de chimie, d'histoire naturelle, nous paraissent maintenant bien stériles, et l'historiographe de l'académie n'a pas de peine à provoquer notre sourire en nous retraçant par le menu quelques-unes des recherches qui étaient alors gravement poursuivies dans le laboratoire de nos savans. Pourtant son récit nous laisse une impression sérieuse; on se sent pris de sympathie pour les allures simples, pour la robuste

foi de ce petit groupe d'hommes entièrement adonnés à la recherche de la vérité.

Les travaux d'Huyghens suffiraient seuls à jeter un éclat durable sur les débuts de l'Académie des Sciences lacé entre Galilée et Newton, Huyghens est à peine inférieur à ces deux grands hommes; son *Traité sur le pendule*, son *Traité sur la lumière*, restent parmi les livres qui ne peuvent pas périr et qui jalonnent de siècle en siècle la voie des connaissances humaines. Les astronomes de l'académie naissante se signalèrent aussi par de véritables succès. Picard et Auzout, chargés par le roi de mesurer la grandeur de la terre, perfectionnèrent les méthodes géodésiques en appliquant pour la première fois les lunettes à la mesure des angles. Ce fut aussi Picard qui alla déterminer la position précise de l'observatoire que Tycho-Brahé avait fondé à Uranienborg. On s'occupait alors de construire l'observatoire de Paris, et il importait de fixer avec la dernière exactitude la position relative des deux établissemens pour pouvoir utiliser les travaux de Tycho-Brahé. Picard s'acquitta fort heureusement de cette mission. Il obtint encore dans ce voyage un autre résultat des plus précieux; il ramena de Danemark en France et attacha à l'Académie des Sciences le jeune Rœmer, qui devait le premier déterminer la vitesse de la lumière en observant les occultations des satellites de Jupiter.

Colbert avait toujours soutenu avec un soin intelligent l'académie qu'il avait fondée, plein de prévenances et de ménagemens pour elle, soucieux de ses intérêts et de sa dignité. Après la mort de Colbert (1683), elle trouva dans l'impérieux Louvois un protecteur moins éclairé. Louvois, en accordant sa faveur à l'académie, n'entendait pas la laisser libre de suivre à son gré des recherches d'une pure utilité scientifique; il voulait qu'elle eût toujours en vue les intérêts de l'état et la grandeur du roi. Cette pression administrative froissa et paralysa l'Académie des Sciences. Elle subit d'ailleurs vers cette époque des pertes irréparables; Huyghens quitta la France après la révocation de l'édit de Nantes, sans vouloir profiter des facilités exceptionnelles qu'on lui offrait; Rœmer se retira de même en Danemark, et Picard mourut en 1684. On voit alors l'académie s'effacer et languir; elle abandonne le système du travail en commun qui avait soutenu son zèle; le laboratoire est déserté, et les procès-verbaux deviennent stériles.

Cet état de choses dura jusqu'en 1699. Une nouvelle organisation donnée alors à l'académie devint pour elle le signal d'une sorte de renaissance. Ponchartrain avait succédé à Louvois comme protecteur de la compagnie; son neveu, l'abbé Bignon, s'en fit donner la direction et mit en vigueur un règlement nouveau. Le nombre des académiciens fut porté de seize à cinquante, dont dix membres ho-

noraires, vingt pensionnaires et vingt associés. Les membres honoraires étaient de grands seigneurs à qui l'on ne demandait pas une collaboration effective. Les pensionnaires, recrutés pour la plupart parmi les membres de l'ancienne compagnie, furent partagés en six sections, celles de géométrie, d'astronomie, de mécanique, de chimie, d'anatomie et de botanique. Les associés étaient des sortes d'adjoints dont douze devaient être pris parmi les Français et huit parmi les savans étrangers (1). Une mesure importante caractérisait le nouvel ordre de choses : l'académie se recrutait elle-même en présentant pour chaque place vacante une liste de trois membres à la nomination du roi. Le système se complétait par l'adjonction d'un élève à chaque pensionnaire. Les pensionnaires choisissaient eux-mêmes leurs élèves avec l'agrément de la compagnie et les soumettaient à la sanction royale; ces jeunes surnuméraires avaient d'ailleurs le privilége de figurer, dans une proportion déterminée, sur les listes de présentation pour les places d'associés (2).

L'académie, ainsi renouvelée et agrandie, fut solennellement installée au Louvre dans un logement spacieux et comfortable. Une nouvelle ère de travail commence alors pour elle. On a renoncé aux plans d'ensemble, à la culture collective de la science. Chacun travaille comme il l'entend, choisit ses sujets de recherches; mais une règle sévère astreint tout académicien à un labeur effectif : sauf les membres honoraires, chacun doit fournir son tribut aux discussions et aux mémoires publiés par la compagnie. Des exclusions rigoureuses sont prononcées non-seulement contre les membres qui, sans excuse valable, restent trop longtemps absens, mais même contre ceux qui assistent aux séances sans y apporter leur part de travail. Ceux dont l'âge a diminué les forces obtiennent seuls, sur leur demande, le titre de vétéran, qui les dispense d'une occupation régulière (3).

Sous l'empire de ces dispositions, le rôle et l'influence de l'académie grandissent rapidement. Elle acquiert une notoriété considérable, et tout ce qui intéresse les sciences vient peu à peu se soumettre à son contrôle; les particuliers, l'administration, prennent l'habitude de la consulter sur les grandes questions où sa voix peut se faire entendre avec utilité. Tous les géomètres, tous les savans, lui adressent leurs mémoires, et elle s'astreint à examiner régulièrement tout ce qui lui est envoyé; de 1699 à 1790, ses archives ne

(1) Les huit premiers associés étrangers furent Leibniz, Tchisnauss, Gulhiemini, Hartsœcker, les deux frères Bernoulli (Jacques et Jean), Rœmer et Newton.

(2) Le titre d'élève fut aboli en 1716 par une ordonnance du régent, et remplacé par celui d'adjoint.

(3) Le titre de vétéran fut accordé successivement à Saurin, à Jacques Cassini, à Maraldi, à Fontenelle, à Leymery, à Mairan, à La Condamine et à Grandjean-Fouchy.

contiennent pas moins de dix mille rapports. Avec un budget des plus modestes, — 30,000 ou 40,000 livres tout au plus, dont la plus grande part constituait les pensions des membres, — elle trouve moyen de fonder des prix et de susciter ainsi sur une foule de problèmes des recherches intéressantes.

L'initiative privée lui vint en aide à cet égard, et il est juste d'appeler l'attention sur le nom de Rouillé de Meslay, qui donna le signal de pareilles libéralités. Rouillé de Meslay, conseiller au parlement, mort en 1715, légua à l'Académie des Sciences une rente de 4,000 livres, au principal de 100,000 livres, constituée à son profit par les prévôts des marchands et échevins de la ville de Paris, à condition que MM. de l'académie proposeraient tous les ans un prix de la moitié de ladite somme pour être donné à qui aurait le mieux réussi « par raison et non par éloquence, » en quelque langue et style que ce fût, dans une dissertation « touchant ce qui contient, soutient et fait mouvoir en ordre les planètes et autres substances contenues dans l'univers, le fond premier et principal de leurs productions et formations, le principe de la lumière et du mouvement. » L'autre moitié de la somme devait être affectée « aux rétributions ou épices de MM. les juges » et aux frais de publication. Rouillé de Meslay donnait encore à l'académie, dans les mêmes conditions, une rente de 1,000 livres pour la fondation d'un prix destiné à récompenser chaque année « celui qui aurait le mieux réussi en une méthode courte et facile pour prendre plus exactement les hauteurs et degrés de longitude en mer et en des découvertes utiles à la navigation et grands voyages. » Il voulait ainsi contribuer après sa mort à la solution de ces problèmes dont il s'était occupé de son vivant, et pour lesquels il avait proposé des solutions quelquefois bien bizarres. En ce qui concerne les longitudes par exemple, il avait espéré qu'un coq né sous un certain méridien et habitué à chanter à un certain moment dans le lieu de sa naissance continuerait à chanter aux mêmes intervalles, si on le transportait en d'autres lieux; un coq de Lisbonne, habitué à chanter chez lui à minuit, chanterait ainsi à une heure à Paris. Cet animal devait donc servir de chronomètre pour estimer entre deux stations la différence des heures, c'est-à-dire des longitudes. De pareilles singularités furent invoquées comme des preuves d'insanité d'esprit par le fils de Rouillé de Meslay, qui, mécontent de voir son héritage entamé, attaqua le testament paternel; mais l'académie obtint gain de cause, et à partir de 1721 elle commença la distribution des prix en se conformant autant que possible aux volontés du testateur. Le problème de la cause première du mouvement des planètes disparut bientôt de ses programmes; mais celui des longitudes resta à l'ordre du jour pendant plus de cinquante ans. D'autres prix vinrent s'y joindre, et l'on

vit les plus grands noms de l'Europe, les Bernoulli, les Euler, se disputer à l'envi les récompenses académiques et les mériter par des travaux considérables.

L'autorité que l'Académie des Sciences avait acquise lui assurait d'ailleurs de la part de l'administration des subventions spéciales dans les occasions extraordinaires, et elle trouvait ainsi des ressources pour organiser une série d'expéditions lointaines. Cette tâche, il faut le dire, lui était souvent facilitée par le désintéressement et la générosité de ceux de ses membres qui étaient chargés de ces voyages. Une des plus anciennes parmi les explorations scientifiques est celle que Richer fit à Cayenne; il y résolut plusieurs questions d'une importance capitale; il y démontra que le pendule qui bat la seconde est plus court dans les régions équatoriales qu'à Paris, et il fournit ainsi les premiers élémens pour déterminer la façon dont la pesanteur varie suivant les latitudes. Dans le même voyage fut calculée la distance de la planète Mars à la terre; c'était un moyen de fixer le rayon encore inconnu de l'orbite terrestre. Jusque-là les astronomes ne connaissaient que les rapports des distances planétaires, et ils n'avaient aucune idée de la valeur absolue de ces grandeurs. On eut dès lors un terme de comparaison qui établit les véritables dimensions du système solaire.

La double expédition envoyée en Laponie et au Pérou pour mesurer la longueur des degrés polaires est une des plus célèbres dans les annales de l'académie. Bien que les théories de Newton eussent commencé à se répandre en France, on n'était pas encore fixé sur la véritable figure de la terre. Cassini, directeur de l'Observatoire, et beaucoup d'autres astronomes, se fondant sur les mesures données par Picard, prétendaient que les degrés sont plus courts au pôle qu'à l'équateur, et ils en tiraient cette conclusion géométrique, que la terre est un sphéroïde allongé dans le sens des pôles. Fallait-il admettre un résultat si contraire au système newtonien, qui représentait la terre comme un ellipsoïde à pôles aplatis? L'académie résolut en 1735 de faire une vérification solennelle et définitive. Maupertuis partit pour la Laponie, emmenant avec lui Clairaut, Lemonnier et l'abbé Outhier. La Condamine, Bouguer et Godin, accompagnés de Joseph de Jussieu et de Couplet, s'embarquèrent pour le Pérou. L'expédition du nord fut heureuse. Maupertuis revint triomphant en 1738, rapportant les mesures polaires qui, comparées aux mesures prises en France, suffisaient à la rigueur à résoudre la question. Les degrés polaires étaient décidément les plus longs, et la terre était par conséquent un ellipsoïde aplati. Les gravures du temps nous ont conservé le souvenir du succès obtenu par Maupertuis; elles le représentent en costume d'hercule lapon, un bonnet fourré sur les yeux; d'une main, il tient une massue, et de

l'autre il écrase un globe terrestre. Si la mission de Laponie réussit pleinement, celle de l'équateur subit au contraire une série de traverses funestes. Couplet en arrivant à Quito fut emporté par une fièvre maligne; Seniergues, le chirurgien de l'expédition, fut assassiné par la populace de Cuença. Godin fut pris d'autorité par le vice-roi du Pérou et installé à Lima dans une chaire de mathématiques qu'il n'eut pas la faculté de refuser. Joseph de Jussieu quitta lui-même l'expédition et se fixa au Pérou, d'où il ne revint que plus de trente ans après, infirme et entièrement privé de mémoire. Bouguer et La Condamine rapportèrent seuls en France les résultats de la mission, retardée par mille contre-temps; Bouguer ne revint qu'en 1742, La Condamine en 1743, et, à peine réunis à Paris, ils donnèrent au public le fâcheux spectacle de leurs dissentimens et de leur rivalité.

Citons encore le voyage que La Caille fit en 1752 au cap de Bonne-Espérance pour étudier les étoiles de l'hémisphère austral. Peu de voyages furent aussi fructueux par l'abondance des matériaux rassemblés. Pendant qu'il rendait ainsi à l'astronomie des services signalés avec des ressources bien modestes, La Caille était sans cesse poursuivi de la crainte de coûter trop cher au gouvernement, qui faisait les frais de sa mission. « J'ai toujours, écrivait-il, ménagé la dépense depuis que je suis ici, et si je n'avais pas avec moi un ouvrier qui dépense plus que moi, quoique jamais mal à propos, je n'aurais pas dépensé cinquante piastres par-dessus ma pension. »

Un phénomène qui ne se renouvelle que deux fois par siècle avait été choisi par les astronomes pour vérifier la distance de la terre au soleil, calculée d'abord, comme nous l'avons dit, par Richer; ce phénomène était le passage de Vénus sur le disque du soleil; il devait avoir lieu le 6 juin 1761 et se renouveler en 1769. Un grand nombre d'observateurs se répandirent sur tous les points du globe pour en étudier les diverses circonstances. C'est ainsi que Pingré alla à l'île Maurice, Le Gentil à Pondichéry, l'abbé Chappe en Sibérie. Ce bon abbé Chappe, que l'impératrice Catherine accusait à cette occasion d'avoir tout vu en Russie « en courant la poste dans un traîneau bien fermé, » devait cependant périr, peu d'années après, victime de son dévouement à la science. Envoyé en Californie en 1769 pour observer le second passage de Vénus, il fut atteint, à son arrivée dans le pays, d'une maladie contagieuse qui enleva tous ses aides et ses compagnons. Affaibli lui-même, languissant, privé de tout secours dans un pays désert, il avait réussi cependant à échapper au danger; mais, le moment décisif de l'observation étant venu, il ne voulut pas laisser perdre une occasion qui ne devait plus se représenter de longtemps : il se traîna jusqu'à son observatoire volant, y épuisa ses dernières forces et mourut.

II.

L'historiographe de l'Académie des Sciences, c'est M. Bertrand que nous voulons dire, met ainsi en relief, à travers les travaux de nos savans, la physionomie propre d'un grand nombre d'académiciens. Il trace toute une série de portraits rapidement enlevés en quelques traits. C'est comme une galerie de médaillons finement touchés. On y trouve, à côté des hommes célèbres dont la gloire a été consacrée par la postérité, un certain nombre de figures secondaires, oubliées maintenant, mais qui n'ont pas laissé de remplir dans leur temps des rôles de quelque importance.

Voici d'abord la série des secrétaires perpétuels de la compagnie. Le premier fut Duhamel, un modeste et savant abbé que Colbert avait choisi à cause de sa belle latinité. Duhamel avait résumé dans un livre un instant célèbre, *Philosophia vetus et nova*, les opinions philosophiques de toutes les écoles. Sans se piquer d'invention, il savait exposer les idées d'autrui, et sa critique témoigne d'un jugement sûr. Duhamel eut d'ailleurs la bonne fortune de choisir pour aide et de léguer à l'académie, pour second secrétaire perpétuel, l'ingénieux et brillant auteur de *la Pluralité des mondes*. Fontenelle ne fut jamais très savant; il n'entra jamais bien profondément dans les diverses théories dont sa charge l'amenait à parler; mais il avait une merveilleuse aptitude à saisir la surface des choses, il savait prendre dans chaque question ce qu'elle avait de brillant, et la présenter au public sous l'angle où elle rayonnait le mieux. Sceptique d'ailleurs et ne se laissant aller entièrement à aucune opinion, il se jouait également avec tous les systèmes et les présentait tous avec une aimable désinvolture. « Il ne faut donner, disait-il, qu'une moitié de son esprit aux choses de cette espèce, et en tenir une autre moitié libre où le contraire puisse être admis. » Deux fois par an, l'Académie des Sciences entendait solennellement l'éloge de ceux de ses membres qui étaient morts depuis la dernière réunion publique. Les éloges prononcés par Fontenelle dans ces occasions ont acquis une juste célébrité. Un tour noble et aisé, un choix heureux de détails biographiques, une analyse ingénieuse des travaux et des découvertes de chacun, font de ces petits morceaux autant de chefs-d'œuvre qui sont restés dans notre littérature et qu'on n'a cessé d'imiter. Fontenelle ne mourut u'en 1757, âgé de près de cent ans; mais dès l'année 1739 il fut remplacé comme secrétaire perpétuel par Dortous de Mairan.

Mairan est un exemple de ces célébrités d'un jour qui s'évanouissent devant la postérité; peu de savans ont eu une carrière plus facile et ont joui de plus d'estime parmi leurs contemporains. L'Aca-

démie des Sciences, comme pressée de le posséder, lui fit un honneur qu'elle n'avait encore fait à personne, et qui fut refusé plus tard aux hommes les plus illustres : elle le nomma d'emblée pensionnaire sans le faire passer par les grades inférieurs d'adjoint ou d'associé. L'Académie française le distingua de son côté et l'appela dans son sein. Rien ne justifie à nos yeux les faveurs exceptionnelles dont Mairan fut ainsi l'objet. Sans doute son principal mérite consistait dans ces qualités d'entregent qui frappent vivement les contemporains, mais dont l'histoire perd le souvenir. Il ne resta d'ailleurs que trois ans secrétaire, et céda sa place en 1743 à Grandjean de Fouchy. L'académie eut en Fouchy, pendant plus de trente ans, un secrétaire diligent et infatigable, activement mêlé aux travaux de ses collègues et attentif à les enregistrer avec un soin jaloux. Sous des dehors un peu ternes, il avait les qualités solides de son emploi. Comme Duhamel, qu'il rappelle par plusieurs côtés, il eut la modestie de se choisir un adjoint doué des qualités les plus brillantes, et de se donner ainsi un successenr qui devait l'effacer; ce fut Condorcet, qui conserva les fonctions de secrétaire jusqu'en 1793. Condorcet s'était fait de bonne heure un nom comme géomètre; il s'était donné dès la jeunesse cette forte éducation scientifique que rien ne remplace. Assez instruit pour entrer dans le vif de toutes les questions, doué d'un esprit assez ouvert pour embrasser l'ensemble des sciences, habile à écrire et à parler, il remplit ses fonctions avec autant de zèle que d'éloquence jusqu'au moment où la vie politique vint l'absorber tout entier. Ses éloges académiques, moins gracieux, mais plus nourris que ceux de Fontenelle, étaient fort goûtés de ses contemporains. « Le public, lui écrivait Voltaire, va désirer qu'il meure un académicien par semaine pour vous en entendre parler. »

Telle est la liste des secrétaires perpétuels de l'ancienne académie. Il faillit s'y introduire, entre les noms de Fontenelle et de Condorcet, un nom bien plus glorieux, celui même de Voltaire. A l'époque où Fontenelle songeait à abandonner une fonction devenue trop fatigante pour sa vieillesse, Voltaire avait conçu le secret dessein de recueillir cette charge de « premier ministre de la philosophie. » Voltaire, à cette époque, n'était point encore entré à l'Académie française; ses ennemis avaient réussi à l'en écarter, et un certain dépit le poussait à fausser compagnie aux quarante en allant remplir chez leurs voisins un office auquel il eût sans doute donné un grand éclat. Il s'appliquait donc à se créer des titres scientifiques. Retiré à Cirey, il s'occupait de physique avec l'ardeur qu'il mettait à toutes choses; il étudiait Newton, dont il résumait les théories dans son livre des *Élémens de philosophie newtonienne;* il fai-

sait des expériences originales sur la chaleur, et concourait pour un prix proposé par l'académie sur la nature et la propagation du feu. Jaloux enfin de faire ses preuves de géomètre, il prenait part à la grande controverse qui agitait les savans de l'époque au sujet de la mesure de la force, et combattait la théorie des « forces vives » dans un long mémoire qu'il envoyait à l'académie (1741). Ce ne furent là que des velléités passagères; il abandonna bientôt la physique et la géométrie, et cessa de leur consacrer un temps qu'il trouvait à employer plus utilement pour sa gloire. Laissons donc la candidature hypothétique de Voltaire, et revenons vite aux véritables académiciens, pour recueillir dans la galerie de M. Bertrand quelques physionomies et quelques traits.

De toutes les sections de l'Académie des Sciences, celle de géométrie est sans contredit la plus riche en grands noms. Elle forme comme le cœur de l'illustre compagnie. Sans compter Huyghens, dont nous avons déjà rappelé les principaux ouvrages, sans compter Sauveur, dont les travaux sur le son inaugurent brillamment les grandes recherches de physique mathématique, sans compter Maupertuis, qui doit une bonne partie de sa célébrité à l'inimitié de Voltaire et à la *Diatribe du docteur Akakia*, nous y trouvons, vers le milieu du XVIIIe siècle, deux hommes véritablement illustres, Clairaut et d'Alembert. Clairaut nous apparaît comme le type du géomètre pur; c'est un de ces esprits qui ont la claire perception des hautes vérités mathématiques, et qui se trouvent assez à l'aise sur les sommets de la géométrie pour tracer sans effort des voies nouvelles. Fils d'un pauvre professeur de mathématiques qui élevait à grand'peine sa nombreuse famille, il fut nourri dès son enfance des plus fortes études. Ce fut une sorte d'enfant prodige, et contrairement à ce qui arrive d'ordinaire en pareil cas, il tint les promesses de ses premières années. A dix-huit ans, il entrait à l'Académie des Sciences avec une dispense d'âge. Une modique pension, rehaussée par sa gloire précoce, lui permit de se livrer tout entier à ses travaux; il le fit tout en remplissant dans le monde ce rôle brillant que la société du XVIIIe siècle assurait à tous les esprits d'élite. Le *Traité sur la figure de la terre*, publié par Clairaut à la suite de son voyage en Laponie, demeure comme un des monumens de l'histoire des sciences. Maupertuis, à peine revenu de l'expédition, s'était hâté d'en publier les résultats (1738) pour s'en attribuer le principal honneur. Clairaut ne se pressa point; c'est en 1743 seulement qu'il donna au public le fruit de ses recherches et de ses méditations. « L'ouvrage de Clairaut, dit M. Bertrand, est peut-être, de tous les écrits mathématiques composés depuis deux siècles, celui qui, par la forme sévère et la profondeur ingénieuse des démonstrations, pourrait le mieux être comparé, égalé même, aux plus beaux cha-

pitres du *Livre des principes*. Clairaut s'est pénétré de l'œuvre admirable de Newton, et de ce commerce intime avec un génie plus grand que le sien, mais de même famille, est sorti un géomètre tout nouveau. Les premiers travaux de Clairaut avaient donné de grandes espérances; le *Traité sur la figure de la terre* les dépasse, et de bien loin. » Clairaut devait être en effet le premier à reprendre, après cinquante ans, l'œuvre commencée par Newton. Le grand géomètre anglais avait tracé les principales lignes du système du monde; mais il n'avait fait qu'une sublime ébauche, qui demandait à être précisée et complétée. Parmi les travaux de premier ordre qui vinrent ainsi s'ajouter à l'œuvre du maître, il faut citer le livre de Clairaut sur la théorie de la lune. La lune, attirée par la terre et par le soleil, suit en somme une marche compliquée dans l'espace, et Clairaut en détermine habilement les détails. C'est ce qu'on appelle le problème des trois corps; il constitue une des plus hautes difficultés de l'astronomie mathématique. Dans un sujet que l'analyse ne peut traiter d'une façon absolument rigoureuse, les calculs de Clairaut, immenses tout en étant ingénieusement abrégés, se rapprochaient de plus en plus de la vérité par une série d'approximations successives. Cette méthode excita l'étonnement des contemporains, les vieux géomètres, habitués à la rigueur des anciens procédés, crièrent au scandale; elle est restée cependant, et elle a donné les fruits les plus heureux entre les mains des successeurs de Clairaut.

D'Alembert, lui aussi, est né géomètre. Enfant abandonné, recueilli par une pauvre femme, il avait besoin de songer à sa fortune, et il craignait avec quelque raison que l'étude pure des mathématiques ne fût un mauvais moyen de réussir dans le monde. Résistant à sa vocation, il prit le parti d'étudier la médecine. Le voilà donc qui se sépare, comme de compagnons dangereux, de tous ses livres de géométrie et qui va les déposer chez un de ses amis; mais bientôt les livres reprennent un à un le chemin de son logement, et d'Alembert, renonçant aux études qu'il s'était imposées, s'abandonne sans contrainte à son génie naturel. A ses premiers essais, on reconnut un maître, et l'Académie des Sciences le reçut à l'âge de vingt-trois ans. L'œuvre principale de d'Alembert comme géomètre est son *Traité de mécanique*, qui a entièrement renouvelé la science du mouvement; mais son esprit, aussi étendu que solide, a suffi à plus d'une tâche. L'ami de Voltaire et de Diderot, le rédacteur du *discours préliminaire* de l'*Encyclopédie*, est devenu une des grandes figures de son siècle et une des gloires des lettres françaises. Peu d'hommes inspirent par leur caractère autant d'estime et de sympathie que d'Alembert. On chercherait en vain une vie plus simple et plus noble. Sensible à tous les grands intérêts de l'humanité, ému de tous les souffles qui peuvent faire vibrer une âme honnête, il semble pla-

ner dans une région supérieure réservée aux grandes intelligences, et il dédaigne tout ce qui ne s'élève pas jusqu'à ce niveau. Rien n'est curieux comme le contraste qu'on remarque à cet égard entre Voltaire et d'Alembert, et qui éclate dans leur correspondance. Voltaire, inquiet, agité, s'irrite d'incidens mesquins, se préoccupe des attaques les plus viles, s'arrête à mille détails vulgaires, fait lui-même la cuisine de sa gloire. Rien de pareil chez d'Alembert; toutes ces choses triviales le laissent calme et indifférent; il n'a aucun effort à faire pour les mépriser, car, les yeux fixés plus haut, il ne les voit pas.

Après Clairaut et d'Alembert, l'académie eut une seconde moisson de grands géomètres. Laplace, l'illustre auteur de la *Mécanique céleste*, était un autre géomètre de race. Il se fit connaître de bonne heure par des mémoires qui marquaient la puissance de son esprit. Cependant l'académie se fit longtemps prier pour lui ouvrir ses portes. Il dut se présenter plusieurs fois avant d'être nommé adjoint, et ce n'est qu'en 1783, à l'âge de trente-quatre ans, qu'il obtint le titre d'associé. Sans doute, dans nos habitudes actuelles, c'est un jeune académicien qu'un homme de trente-quatre ans; mais il faut se reporter à l'époque dont nous parlons. L'académie n'était pas alors une retraite, on n'y entrait pas pour s'y reposer des fatigues d'une vie de travail. Elle voulait avoir un rôle actif, et attirait à elle, sur quelques promesses brillantes, des sujets encore tout pleins du premier feu de la jeunesse. Peut-être faut-il chercher dans le caractère de Laplace les motifs du retard qu'il subit. De bonne heure, Laplace manqua de simplicité, et les grands airs qu'il affectait déplaisaient fort à d'Alembert, alors très influent dans les choix académiques. — Lagrange, né à Turin, avait été recommandé par d'Alembert à Frédéric II, qui l'attira à Berlin; il ne devint Français qu'aux approches de 1789. « Il nous effacera tous, avait dit d'Alembert, ou du moins empêchera qu'on nous regrette. » Sans aller jusque-là, Lagrange a marqué sa place au premier rang des géomètres; son analyse ferme et lucide a joué un rôle décisif dans la solution des hauts problèmes astronomiques qu'agitait la fin du XVIIIe siècle. — Monge, fils d'un pauvre marchand ambulant, fut élevé par les oratoriens de Beaune, qui, frappés de ses heureuses dispositions, voulurent l'attacher comme professeur à leur ordre. Monge préféra entrer à l'école du génie de Mézières, embrassant ainsi une carrière où son humble naissance le condamnait à végéter dans les grades inférieurs. Il eut bientôt renouvelé tout l'art des fortifications, et fait jaillir comme d'une source ignorée les méthodes fécondes de la géométrie descriptive. Attaché comme professeur à l'école de Mézières, il fut appelé à Paris par Turgot, et entra en 1783 à l'Académie des Sciences. — Deux ans après, en 1785, l'académie s'attachait Legendre, sur qui son attention avait été appelée par de brillans succès

d'écolier obtenus au collége Mazarin, le seul où l'on enseignât alors les hautes mathématiques. Legendre est surtout connu de notre génération par un traité élémentaire de géométrie qui servait encore à l'enseignement classique il y a dix ans : il est en quelque sorte pour nous le pendant du grammairien Lhomond; mais la haute géométrie lui doit d'importantes théories, et notamment celles des fonctions elliptiques. Laplace, Lagrange, Monge et Legendre, ces quatre noms considérables illustrent les dernières années de la section de géométrie, ils forment comme un lien naturel entre l'ancienne Académie des Sciences et la première section de l'Institut qui la remplaça plus tard.

La section d'astronomie a de son côté de glorieux états de service. Lalande, qui n'était guère porté à la louange, écrivait en 1766 : « La collection des *Mémoires de l'Académie des Sciences* renferme le plus riche trésor que nous ayons en fait d'astronomie. La découverte des satellites de Saturne, l'étude consciencieuse et prolongée de la grandeur et de la figure de la terre, l'application du pendule aux horloges, celle des lunettes aux quarts de cercle et des micromètres aux lunettes, des discussions continuelles et savantes sur la théorie du soleil et de la lune, leurs inégalités, les réfractions, l'obliquité de l'elliptique, la théorie des satellites de Jupiter, tout cela se trouve longuement développé et traité à bien des reprises dans cette collection, dont l'analyse formerait, si on le voulait, un traité complet d'astronomie. » Nous avons déjà indiqué comment les recherches astronomiques occupèrent une place importante dans les premiers travaux de l'académie. L'observatoire de Paris fut fondé en même temps que l'académie elle-même; c'est en 1664 que la création en fut décidée, et c'est en 1667 qu'on en posa la première pierre. Les astronomes du temps n'épargnèrent pas les plaintes au sujet de ce massif bâtiment, auquel on a toujours fait beaucoup de reproches, et qui vient encore de donner lieu sous nos yeux à des controverses animées. Ils prétendaient que l'architecte Claude Perrault n'avait écouté que d'une oreille distraite les recommandations des savans, qu'il avait sacrifié les commodités de la science à la beauté des lignes et à la majesté des formes. Le premier directeur de l'Observatoire fut un de ces Italiens qui depuis les Médicis avaient pris l'habitude de venir chercher fortune en France. Cassini fut recommandé à Colbert par Picard et Auzout, et il éclipsa bientôt ses protecteurs. Homme d'esprit, homme de cour, il sut se pousser auprès du roi. Il apportait dans les questions de science beaucoup de finesse et de perspicacité; mais, sans manquer de science véritable, il savait surtout jeter de la poudre aux yeux. C'était, comme nous dirions aujourd'hui, un « faiseur. » Il excellait à tirer parti de ses collaborateurs et à extraire des circonstances tout ce qui pouvait servir à sa fortune. Ayant trouvé deux nouveaux satellites de Sa-

turne, il se hâta de faire remarquer que cette découverte portait à quatorze le nombre des astres errans; c'était le chiffre même du roi-soleil. Le grand Louis aimait ces flatteries, et il récompensa celle-là par une grasse pension. A ses talens, Cassini joignit celui de fonder une véritable dynastie; ses descendans, Jacques Cassini et Cassini de Thury (1), gérèrent l'Observatoire pendant une grande partie du XVIIIe siècle.

Au reste, les travaux astronomiques n'étaient pas concentrés à l'Observatoire royal. La ville de Paris, pendant tout le siècle, compta presque constamment huit ou dix observatoires sérieusement organisés pour l'étude du ciel. Ainsi Bernoulli, dans un voyage qu'il fit à Paris en 1767, constata que Lemonnier, astronome du roi, avait chez lui, rue Saint-Honoré, une station organisée au moyen des instrumens qui avaient servi à l'expédition de Laponie; Lalande observait au Luxembourg, Lacaille au collége Mazarin. L'École-Militaire avait un observatoire confié à l'académicien Jeaurat; la marine en avait à l'hôtel de Cluny un autre qui était dirigé par Messier; la confrérie de Sainte-Geneviève faisait étudier le ciel par son bibliothécaire, Pingré, dans les bâtimens actuels du lycée Napoléon. Enfin le marquis de Courtanvaux, académicien honoraire et grand seigneur fort riche, avait installé dans sa terre de Colombes un observatoire des plus coquets et des mieux pourvus.

Nous pourrions ainsi trouver dans la section d'astronomie une longue liste d'observateurs exacts et laborieux. Prenons-y seulement quelques noms qui attirent plus particulièrement l'attention. — Bailly, fils d'un gardien des tableaux du roi, s'instruisit seul dans les sciences, et débuta par une théorie des satellites de Jupiter qui eut un grand succès dans son temps. L'œuvre principale de Bailly est pour nous son *Histoire de l'astronomie*, ouvrage d'un style recherché, mais plein d'érudition et d'une science exacte et sérieuse. C'est une figure singulière et originale que celle de l'astronome Lalande. On nous le représente comme une sorte de bourru bienfaisant, en querelle avec tout le monde, affectant de braver les préjugés et d'appeler chaque chose par son nom, ne craignant pas de s'installer sur le Pont-Neuf pour montrer les étoiles aux passans, fort honnête homme d'ailleurs, loyal et généreux à sa manière. Il était, comme on sait, irréligieux avec passion, ce qui ne l'empêcha

(1) Ce dernier a attaché son nom à cette belle carte de France qui a été le résultat des travaux géodésiques de tout le siècle, et qui donnait une représentation exacte du pays à l'échelle d'une ligne pour cent toises. Cassini de Thury avait su intéresser à cette œuvre le roi Louis XV, qui y consacra d'abord des sommes importantes. L'état des finances ayant fait supprimer ces libéralités royales, Cassini de Thury ne se découragea pas; il organisa une association particulière qui soutint l'entreprise à ses frais, et la continua jusqu'en l'année 1793, où la convention, sur le rapport de Fabre d'Églantine, s'empara de la carte et des planches gravées comme d'un bien appartenant à l'état.

pas, au plus fort de la terreur, de cacher dans son observatoire plusieurs prêtres menacés de mort. « Je vous ferai passer, leur dit-il, pour des élèves astronomes. » Et comme ils hésitaient : « Je ne mentirai pas, ajouta-t-il, nous nous occupons du ciel, vous et moi, mais pas de la même façon. » Au reste, il semble que les astronomes, élevés dans une région supérieure par la contemplation des corps célestes, aient eu ainsi comme une grâce d'état pour mépriser les fureurs de la révolution, témoin ce trait qu'on nous raconte. Messier, enfermé dans son observatoire de l'hôtel de Cluny, trouve une comète aux plus mauvais jours de la terreur; malhabile aux calculs, il était embarrassé pour déterminer l'orbite de l'astre errant. Il songea au président Bochard de Saron, habile calculateur, qui aimait à aider les astronomes dans leurs travaux. Le président, déjà condamné par le tribunal révolutionnaire, n'avait plus que quelques heures à vivre. Il les employa à déterminer, à l'aide des observations de Messier, l'orbite de la nouvelle comète.

La section de mécanique comprenait surtout, dans les idées du temps, ceux qui s'appliquaient aux mécanismes et à la physique expérimentale. Nous y voyons figurer au début Amontons, connu pour avoir eu le premier l'idée d'employer comme force motrice celle de l'air échauffé. Huyghens voulait utiliser la force de la poudre, Papin celle de la vapeur d'eau; Amontons eut recours à la force élastique de l'air, et ses recherches sur ce point l'amenèrent incidemment à constater un phénomène des plus importans : il découvrit la constance de la température d'ébullition de l'eau. C'est encore Amontons qui a le premier donné des idées précises sur le frottement; il prouva que cette résistance est proportionnelle à la pression et indépendante des surfaces en contact. C'est lui enfin qui, bien avant les frères Chappe, proposa l'établissement de télégraphes optiques; des gens munis de lunettes et placés dans des postes convenablement espacés devaient en peu de minutes transmettre un signal de Paris à Rome. — Vaucanson eut de bonne heure le génie des amusemens mécaniques. A vingt ans, il présentait à l'académie son célèbre automate joueur de flûte. C'était d'ailleurs un homme d'esprit que ce Vaucanson. Les ouvriers en soierie de Lyon réclamaient pour leurs priviléges compromis par l'usage des machines, ils arguaient de l'intelligence requise dans leur métier; Vaucanson leur produisit aussitôt un appareil auquel il suffisait d'atteler un âne pour fabriquer les étoffes les plus riches. Vaucanson avait formé chez lui une nombreuse collection de machines, véritable musée qu'il légua à l'état, et qui devint le premier fonds de la galerie des Arts et Métiers. — Voici encore Perronnet, le constructeur du pont de Neuilly, et Trudaine, le fondateur de l'École des ponts et chaussées; ce sont les ancêtres de ce corps d'ingénieurs qui a pris dans l'histoire des

travaux publics une place si éminente. — La physique expérimentale est spécialement représentée par les noms de Coulomb, de Borda, de Mariotte. Coulomb avait débuté comme officier du génie et s'était longtemps occupé de travaux tout pratiques. Quand il s'adonna aux recherches scientifiques, il y porta une grande sûreté de vues et un talent alors bien rare pour observer les phénomènes avec précision. A cet effet, il inventa des instrumens nouveaux; la balance de torsion lui permit de faire sur les petites forces, notamment sur les forces électriques, des expériences excellentes auxquelles le temps n'a rien ôté de leur valeur. Borda, d'abord officier du génie comme Coulomb, servit ensuite dans la marine. Il fut le représentant naturel de l'Académie des Sciences dans les recherches relatives aux montres marines et à la détermination des longitudes. Mariotte est surtout célèbre par un traité sur la nature de l'air qui peut être encore aujourd'hui considéré comme un modèle; le nom de Mariotte s'attache pour nous à la loi fondamentale qui a brillamment inauguré l'étude des gaz.

III.

Les physiciens que nous venons de citer, sans obtenir une renommée de premier ordre, ont laissé des travaux excellens et définitifs, des travaux qui ont encore pour nous tout leur prix sous la forme même où ils les ont produits. La section de chimie nous présente un spectacle bien différent. A nos yeux, la chimie date de Lavoisier, et tout ce qui précède est comme non avenu. L'académie, jusqu'au dernier quart du XVIIIe siècle, ne nous offre que des chimistes tout à fait surannés. Rien de puéril pour la science moderne comme leurs doctrines, rien de confus comme leurs recherches. Ce sont eux qui, dans les procès-verbaux de l'académie, nous fournissent le mot pour rire. Duclos, un chimiste de la fondation, un des seize membres choisis par Colbert, établit les principes des corps. « Quand on résout les mixtes naturels, il ne reste que de l'eau. C'est elle qui, altérée par un efficient impalpable et spirituel, produit le mercure, le soufre, le sel et les autres mixtes. Les esprits parfaits et qui ont quelque participation de la vie contiennent un troisième principe nommé *archée*, en sorte qu'il existe en tout trois principes : le corps matériel, qui est l'eau, l'esprit altératif et l'âme vivifiante ou archée. » Un autre, s'en tenant à la théorie des quatre élémens, déclare qu'à ces quatre élémens qui composent les corps correspondent quatre couleurs élémentaires, le rouge, qui est la couleur du feu, le bleu, qui est la couleur de l'air, le vert et le blanc enfin, qui sont respectivement les couleurs de l'eau et de la terre. La distillation est le procédé incessamment employé par les chimistes de cette

époque. L'académie, à l'instigation de ses chimistes, passe un temps considérable à suivre des distillations : on espérait ainsi séparer les essences des corps; mais on n'arrivait qu'à en détruire ou à en confondre les principes immédiats. « La compagnie étant assemblée le 14 juillet 1667, M. Bourdelin a fait voir l'analyse de quarante crapauds tout vivans; il y en avait qui étaient gardés depuis dix-huit jours dans un panier, et ceux-là sentaient fort mal. Ils pesaient 2 livres, 11 onces et plus. On en a tiré 35 onces et 3 gros de liqueur. Les 5 premières onces ont été tirées au bain vaporeux. La première, claire et limpide, d'une saveur piquante, a blanchi l'eau de sublimé; la seconde a rendu laiteuse l'eau de sublimé; la troisième a troublé l'eau de vitriol, etc... Il en reste 10 onces fort sèches. » Une autre fois nous retrouvons le même M. Bourdelin apportant l'analyse de « 3 livres d'excellent café. Les 3 livres ont donné 20 onces 7 gros de liqueur qu'on a tirée par la cornue. La première partie, de 4 onces, un peu austère, a rougi le tournesol. La seconde, avec un peu d'acidité, a fait couleur de vin de Châblis avec le vitriol. La troisième a fait couleur de minium en mettant une portion de vitriol sur sept de cette liqueur. La quatrième, d'odeur de cumin austère et amère, a rendu laiteuse la solution du sublimé, etc. La tête morte avait plus de volume que le café. » Voilà du café bien mal employé, M. Bourdelin eût mieux fait de le boire.

Au milieu des nuages de cette chimie antérieure à Lavoisier, deux noms se distinguent, ceux de Homberg et de Leymery. Ils ont fait autorité dans leur temps; ils ont été cités par Voltaire, d'Alembert et les encyclopédistes. Homberg était fils d'un gentilhomme saxon ruiné par la guerre de trente ans, et qui avait émigré à Batavia pour essayer d'y refaire sa fortune. Le jeune Homberg vint de bonne heure en Europe, et suivit les cours des principales universités de l'Allemagne, où il acquit une instruction très sérieuse sur toutes les sciences alors cultivées. Cette instruction fut complétée par des voyages, et Homberg avait déjà en Europe la réputation d'un savant distingué quand il fut appelé en France par Colbert. Il se lia avec le duc d'Orléans, qui le nomma son médecin, et qui installa pour lui le plus beau laboratoire de chimie qu'on eût encore vu. Ses relations avec ce prince amenèrent un jour sur la tête de Homberg de sinistres accusations. Quand la mort frappa la famille royale à coups redoublés, que le dauphin, puis la duchesse et le duc de Bourgogne disparurent soudainement, bien des gens voulurent voir dans ces catastrophes la main du duc d'Orléans; le mot de poison fut prononcé, et l'officine de Homberg suspectée. Le roi méprisa ces clameurs accusatrices; mais elles assombrirent les dernières années du chimiste. Les mémoires de l'Académie des Sciences contiennent un grand nombre de travaux de Homberg. C'était un expérimentateur infatigable, et il

touchait à tout sans avoir d'ailleurs pour se guider de principes bien lucides. On en peut juger par cet exemple. « Une personne de considération, dit-il, me demanda avec instance d'essayer si de la matière fécale je ne pourrais pas tirer une huile distillée, sans mauvaise odeur, qui fût claire et sans couleur comme de l'eau de fontaine, parce qu'elle en avait vu, comme elle le croyait, un effet surprenant, qui était de fixer le mercure commun en argent fin. » Homberg organise aussitôt les essais qu'on lui conseille, et, ne voulant pas opérer sur des élémens ramassés au hasard, il loue pour alimenter son travail quatre hommes sains et robustes; il les enferme pendant trois mois dans une maison munie d'un grand jardin, après avoir fait avec eux la condition qu'ils ne se nourriraient que d'excellent pain de Gonesse, et qu'ils ne boiraient que du vin de Champagne. Sa matière première ainsi assurée, Homberg la traite par tous les moyens connus, tantôt par voie sèche, tantôt par voie humide; il distille, décante, filtre ses produits, recueille des liqueurs plus ou moins rousses, plus ou moins âcres. Au bout de plusieurs mois seulement, il obtint « une huile incolore, presque sans odeur, et le peu qu'elle avait était légèrement aromatique; » mais hélas! elle ne changeait pas le mercure en argent.

Leymery est l'auteur d'un traité de chimie qui, de 1675 à 1713, eut dix éditions, et qui fut traduit dans toutes les langues de l'Europe. Ce traité ramène tous les mixtes à cinq sortes de substances: l'eau, l'esprit, l'huile, le sel et la terre; « de ces cinq, il y en a trois actives, l'esprit, l'huile et le sel, et deux passives, l'eau et la terre. » Leymery eut surtout de grands succès comme professeur; il faisait chez lui des cours qui étaient suivis par les hommes les plus considérables, et où l'on voyait même quantité de dames.

A cette période de l'histoire de la chimie, nous pouvons encore emprunter une figure originale. Rouelle, qui introduisit en France la doctrine du phlogistique, peut représenter dans notre galerie un type sans lequel elle serait évidemment incomplète, le type du savant distrait, excentrique, qui met sa perruque et ses bas de travers. C'est Grimm, le nouvelliste de la philosophie et des sciences, qui nous a tracé le portrait de Rouelle. « Il était d'une pétulance extrême; ses idées étaient embrouillées et sans netteté, et il fallait un bon esprit pour le suivre et pour mettre dans ses leçons de l'ordre et de la précision... Ordinairement il expliquait ses idées fort au long, et quand il avait tout dit, il ajoutait : Mais ceci est un de mes arcanes que je ne dis à personne!... Il avait une si grande habitude de s'aliéner la tête que les objets extérieurs n'existaient pas pour lui. Il se démenait comme un énergumène en parlant sur sa chaise, se renversait, se cognait, donnait des coups de pied à son voisin, lui déchirait ses manchettes sans en rien savoir. Un jour, se trou-

vant dans un cercle où il y avait plusieurs dames, et parlant avec sa vivacité ordinaire, il défait ses jarretières, tire son bas sur son soulier, se gratte la jambe pendant quelque temps de ses deux mains, remet ensuite son bas et sa jarretière, et continue sa conversation sans avoir le moindre soupçon de ce qu'il venait de faire. » Ce sont là distractions assez innocentes; mais un chimiste peut en avoir de plus dangereuses. Une autre fois Rouelle, faisant un cours devant une nombreuse assemblée, disait à ses auditeurs : « Vous voyez bien, messieurs, ce chaudron sur ce brasier? Eh bien! si je cessais de remuer un seul instant, il s'ensuivrait une explosion qui nous ferait tous sauter en l'air. » En disant ces paroles, il ne manqua pas d'oublier de remuer, et une formidable explosion vint aussitôt lui donner raison. Tel est le portrait un peu humoristique que Grimm nous trace du vieux chimiste.

Mais voici venir Lavoisier, et la théorie de l'oxydation apparaît comme une lueur éclatante au milieu des ténèbres de la science. Les débuts de la chimie moderne sont trop connus, et nous en avons d'ailleurs rappelé trop récemment les traits principaux (1), pour qu'il y ait lieu d'insister ici sur le rôle de Lavoisier. Non-seulement il renouvela la chimie, mais ses études sur la respiration et la chaleur animale ouvrirent à la physiologie des voies nouvelles. L'académie n'accueillit d'abord qu'avec beaucoup de défiance les idées de Lavoisier; les chimistes de profession, les Macquer, les Sage, les Baumé, continuaient à défendre la doctrine du phlogistique; ils s'appuyaient sur l'opinion des savans étrangers les plus considérables, des Sheele, des Cavendish, des Priestley, car, chose singulière, Priestley, qui en découvrant l'oxygène fournit à Lavoisier la base de la chimie nouvelle, mourut sans jamais renoncer à la théorie de Stahl. Peu à peu cependant les résistances s'effacèrent, et, quand Lavoisier tomba frappé par la hache révolutionnaire, la chimie moderne était fondée.

Les sciences que nous appelons naturelles, et que la langue du XVIIIe siècle désignait sous le nom général de physique, alimentaient les sections d'anatomie et de botanique. La section d'anatomie se recrutait principalement de médecins, de chirurgiens, dont les travaux n'ont guère pour nous plus de valeur que ceux des anciens chimistes. Ce sont encore les médecins de Molière. Ils remplissent de leurs querelles les procès-verbaux de l'académie; mais leur science y tient peu de place. Nous trouvons cependant parmi les anatomistes un physicien de premier ordre, Réaumur. C'était un esprit universel; une grande position de fortune lui avait permis de se livrer de bonne heure à l'étude de toutes les sciences, où son

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 juillet 1869, *l'Évolution des doctrines chimiques depuis Lavoisier*.

goût le portait. Il débuta par des mémoires de géométrie, puis il se fit connaître par d'importantes recherches sur la fabrication des aciers. Les résultats en furent consignés dans un livre, *l'Art de convertir le fer en acier, et l'art d'adoucir le fer dur,* qui eut un immense succès sous la régence, et dont l'intérêt ne s'est guère effacé que dans ces dernières années par suite des progrès tout récens qu'a réalisés l'industrie des aciers; mais Réaumur se fit surtout un nom important par ses études sur les animaux inférieurs. Il observa avec autant de sagacité que de patience les mœurs des mollusques et des insectes, et jeta un grand jour sur les conditions élémentaires de leur vie. Ses recherches sur les insectes sont réunies dans un traité en six gros volumes d'une lecture agréable et facile, et qui est pour les naturalistes une œuvre de premier ordre.

Si le XVIIIe siècle fut pauvre sous le rapport des études anatomiques, il faut reconnaître au contraire que la botanique y brilla d'un vif éclat. Les progrès en furent favorisés par une institution qui, pendant toute la période dont nous nous occupons, fut comme une annexe de l'Académie des Sciences; nous voulons parler du Jardin du roi, devenu plus tard le Muséum d'histoire naturelle. Quand l'académie fut réorganisée en 1699, le premier membre qu'elle élut fut Fagon, médecin de Louis XIV et directeur du Jardin du roi. Fagon, absorbé par la pratique de son art, n'était pas un savant; mais il s'entendait à juger les gens. Il sut attacher à l'établissement qu'il dirigeait nombre d'hommes distingués et l'élever ainsi à un haut degré de prospérité. A la mort de Fagon, Chirac, nommé premier médecin du roi, reçut aussi, comme une dépendance de sa charge, la direction du Jardin du roi. Il voulut y prendre une part active, faire tout par lui-même et s'occuper de tous les détails, au point qu'aucune graine ne pouvait être donnée ou reçue que par ses mains. C'était trop, et, distrait d'ailleurs par d'autres soins, il laissa péricliter l'établissement. Dufay lui succéda en 1732; c'était un physicien de mérite, — dans le sens que le mot physicien a pour nous maintenant. L'électricité lui doit l'hypothèse des deux fluides, et c'est là, pour le dire en passant, un assez mauvais service qu'il rendit à la science. En tout cas, il sut remettre le Jardin du roi sur un bon pied et s'entourer d'un personnel d'élite. Atteint de la petite vérole et se sentant mourir, il pria le roi de lui donner pour successeur le jeune Buffon, qui ne paraissait alors avoir aucun titre à un pareil choix. Fils d'un magistrat fort riche et fort considéré, Buffon, comme Réaumur, étudia d'abord toutes les sciences en amateur; il commença par produire des mémoires de géométrie; mais en voyageant à travers l'Europe il avait rassemblé quelques notions sur les sciences de la nature, et lorsque l'Académie des Sciences l'appela dans son sein, à l'âge de vingt-sept ans, elle le plaça dans la section

de botanique. Ce fut cinq ans après que le choix de Dufay mourant le désigna pour l'intendance du Jardin du roi. Sa vocation fut dès lors décidée, et il s'appliqua de toutes les forces de son génie à mériter cette épigraphe qu'on devait mettre un jour sur sa statue : *naturam amplectitur omnem*. L'écrivain chez Buffon a éclipsé le savant. En somme, il n'a laissé que bien peu d'observations nouvelles et d'expériences précises. Son génie oratoire se complut soit dans des œuvres de haut vol, où se déroulent avec audace les hypothèses les plus hasardées, soit dans de splendides descriptions qui brillent surtout par la belle et majestueuse ordonnance des détails.

A côté de Buffon et sous sa direction, nous trouvons dans le Jardin du roi une phalange d'éminens collaborateurs. Nommons d'abord Daubenton, compatriote et ami de l'historien de la nature. Il rédigea en partie les premiers volumes de l'*Histoire naturelle des animaux;* mais il eut à souffrir d'un contact trop soutenu avec la hautaine personnalité de son ami, et il finit par s'absorber tout entier dans les collections du jardin, dont il fit un magnifique musée. On sait aussi que ce fut Daubenton qui naturalisa en France la race des moutons espagnols à long poil. — Voici maintenant toute la famille des Jussieu, c'est-à-dire une série de travailleurs assidus et modestes, qui ont fait sans bruit une œuvre considérable et créé en quelque sorte la science des plantes. Antoine de Jussieu, le premier membre célèbre de cette famille, était fils d'un apothicaire de Lyon. Venu à Paris, il fut distingué par Fagon, qui le choisit à vingt-trois ans (1709) pour remplacer Tournefort comme professeur de botanique au Jardin du roi. Appelé en 1711 à l'académie, il fut chargé d'une mission scientifique en Espagne, et en rapporta d'excellens mémoires sur les diverses branches de l'histoire naturelle. Antoine éleva et instruisit son jeune frère Bernard, homme rare et éminent, qui amassa des trésors d'observations et qui, sans les produire lui-même, les légua précieusement aux héritiers de son nom. L'esprit de famille et d'union brilla au plus haut point chez les Jussieu. Dans la petite maison de la rue des Bernardins, qu'habitaient Antoine et Bernard, on vit arriver un jour un troisième frère, Joseph, celui qui avait fait partie de l'expédition de Bouguer et de La Condamine. Resté en Amérique bien longtemps après ses compagnons, il revenait tout à fait épuisé; son intelligence ruinée ne conservait plus même le souvenir de ses longs voyages. Ses frères n'osèrent pas le montrer à l'académie, qui l'avait élu en 1743, pendant son absence; mais ils lui prodiguèrent à leur foyer les soins les plus affectueux.

Antoine mourut en 1758, et Bernard continua seul le travail commun, accumulant avec patience de précieux matériaux que sa modestie l'empêchait de livrer au public. En 1765, il appela auprès de

lui un jeune neveu, Laurent de Jussieu, alors âgé de dix-sept ans. Il en fit son élève, il lui communiqua la méthode de classification des plantes à laquelle l'avaient conduit ses longs travaux, et il lui confia toutes les richesses scientifiques qu'il avait amassées en silence. Le monde savant d'ailleurs ne se trompait pas sur le mérite de Bernard. Sans qu'il eût presque rien publié, chacun savait ce qu'il valait, et peu à peu son nom était devenu célèbre dans toute l'Europe. A sa recommandation, Buffon fit monter le jeune Laurent, âgé de vingt-deux ans, dans la chaire de botanique du Jardin du roi. Bernard n'avait jamais voulu faire de leçons publiques; il se défiait de sa parole, et il se contentait des modestes fonctions de démonstrateur du cours dont son neveu venait d'être chargé. On vit donc le vieux savant, assis à côté de son élève chéri, tendre d'une main émue au jeune professeur les plantes qu'il lui avait appris à connaître. Bernard mourut en 1777, et c'est en 1789 seulement que Laurent publia le *Genera plantarum secundum ordines naturales disposita*. « Ce livre, dit Cuvier, marque dans les sciences d'observation une époque aussi importante que la *Chimie* de Lavoisier dans les sciences d'expérience. » En le publiant, Laurent eut soin de le donner comme une sorte de testament du vieillard illustre qui lui avait servi de père et de maître.

IV.

Depuis sa fondation, l'académie avait soigneusement borné son horizon au domaine de la science, et s'était strictement abstenue de toute préoccupation politique. Dans la longue série de ses procès-verbaux, on eût cherché vainement, avant 1789, une simple allusion aux événemens du dehors. Les temps allaient venir où, quelque soin qu'elle mît à s'en défendre, les agitations de la vie publique devaient retentir jusque dans son sein. Le 4 juillet 1789, on lit au procès-verbal : « Il est décidé de témoigner à M. Bailly, de la part de l'académie, sa satisfaction de la manière dont il a rempli les fonctions de président de l'assemblée nationale. » Après cette motion tout à fait inusitée, l'académie se hâte de reprendre son ordre du jour; elle entend une lecture de Coulomb sur le frottement des pivots et un mémoire sur la culture de l'indigo. Quelques jours après, l'académie se rend en corps à Chaillot, où habitait Bailly, pour le féliciter au sujet de sa nomination de maire de Paris. A l'heure même où ses collègues faisaient cette démarche, Bailly était à l'hôtel de ville, où il cherchait en vain à soustraire Berthier et Foulon aux fureurs de la populace. Dès la séance suivante, il accourt pour remercier ses collègues de la part qu'ils prennent à son rôle politique.

Ce sont là des faits tout à fait extraordinaires dans les annales académiques. D'ordinaire les procès-verbaux restent impassibles en face des plus graves événemens. Le lendemain de la prise de la Bastille, le mercredi 15 juillet 1789, l'académie tient séance comme à l'ordinaire; aucune trace de ce qui s'est passé la vieille; vingt-trois membres sont présens : Tillet et Broussenet rendent compte d'une machine pour enlever la carie du blé; un auteur étranger propose un procédé pour conserver l'eau douce à la mer; Charles enfin lit un travail sur la graduation des aréomètres. A la séance suivante, trois jours après, Laplace présente un grand travail sur l'obliquité de l'écliptique.

Il semble que l'académie, un peu émue d'abord au premier souffle de la révolution, ait vite repris possession d'elle-même, et se soit imposé de nouveaux efforts pour se maintenir strictement sur le terrain de la science. Plusieurs mois seulement après la nuit du 4 août, dans les derniers jours de 1789, le duc de La Rochefoucauld vient proposer d'abolir toute distinction entre les académiciens. L'académie n'accepte qu'avec tiédeur cette motion égalitaire, elle nomme des commissions, elle élabore des projets, elle traîne l'affaire en longueur. Pendant ce temps, les séances ne laissent pas d'être remplies par des communications du plus haut intérêt : Legendre fait connaître les recherches sur les fonctions elliptiques; Laplace apporte les premiers fragmens de sa *Mécanique céleste*; Lavoisier, aidé de Berthollet et de Fourcroy, achève sa victoire sur les anciennes écoles chimiques. Le contraste est complet entre les agitations de la place publique et les paisibles discussions de la savante assemblée.

Cependant les événemens se précipitent. L'académie, malgré le soin qu'elle met à se tenir à l'écart, est entraînée à des communications fréquentes avec l'assemblée nationale, puis avec la convention. Chargée de préparer les élémens de la réforme générale des poids et mesures, elle nomme aussitôt cinq commissions pour ce grand objet; Cassini, Méchain et Legendre s'occupent des mesures astronomiques; Meusnier et Monge sont chargés de mesurer les bases terrestres avec une rigoureuse précision; Borda et Coulomb étudient la longueur du pendule qui bat la seconde; Lavoisier et Haüy déterminent le poids de l'eau distillée; Tillet, Brisson et Vandermonde enfin dressent l'inextricable réseau des mesures anciennes. Toutes ces commissions se mettent à l'œuvre, incessamment pressées par l'assemblée toute-puissante, qui s'étonne que ce qu'elle a décrété ne soit pas aussitôt achevé de tout point. Sur beaucoup de questions secondaires, l'académie cherche à éluder les embarras qui résultent pour elle des consultations qu'on lui demande. Elle émet le désir de n'avoir plus à donner son avis sur les indemnités

que les particuliers ou les villes réclament au gouvernement. On la consulte sur des données relatives à la question brûlante des subsistances; elle se retranche derrière des résultats antérieurement acquis. On la consulte sur des engins de guerre; elle argue de sa mission de paix.

Elle avait tous les genres de prudence, et évitait soigneusement de donner prise aux déclamations des clubs. Quelques membres mettent un jour en avant l'idée de construire un grand télescope sur le modèle de celui qu'Herschel avait récemment établi. La dépense devait s'élever à 100,000 francs. On proposait d'y affecter une somme de 36,000 francs que l'académie avait en caisse et qui provenait de prix non distribués; on y consacrerait encore la valeur d'une pépite d'or pesant plus de 10 livres et qui ornait le cabinet de l'académie; le surplus serait demandé à l'assemblée nationale. L'académie vit bientôt qu'elle avait fait fausse route en appelant l'attention des clubs sur la petite fortune dont elle disposait; elle renonça à son télescope, et elle se hâta d'offrir à la nation sa pépite ainsi que le résidu de sa caisse.

L'esprit d'union régnait d'ailleurs parmi les académiciens. A mesure que les circonstances devenaient plus graves, ils se serraient plus étroitement les uns contre les autres pour faire face aux dangers communs. Les procès-verbaux ne mentionnent à cet égard qu'une seule exception, et M. Bertrand l'a relevée pour la flétrir. Le 11 août 1792, le lendemain de l'invasion des Tuileries, Fourcroy, le chimiste Fourcroy, qui devait être plus tard un des hauts fonctionnaires de l'empire, se lève et demande qu'on lise la liste des académiciens pour y effectuer des radiations. On élude sa proposition; mais huit jours après il revient à la charge : il fait remarquer que la Société de médecine a rayé plusieurs de ses membres émigrés ou notoirement convaincus d'incivisme; il demande qu'on en use de même. On lui répond que « l'académie ne doit pas prendre connaissance des principes de ses membres ni de leurs opinions politiques, le progrès des sciences étant son unique occupation. » Battu sur ce terrain, Fourcroy se tourne d'un autre côté, et demande qu'on applique le règlement qui permet d'exclure les membres absens plus de deux mois sans congé. On discute, et on ajourne la décision à huit jours. A la séance suivante, le géomètre Cousin fait remarquer que l'académie a pour tradition de s'en remettre aux ministres de toutes les mesures qui ne concernent pas l'avancement des sciences; « il s'étonne que dans un moment où le ministre de l'intérieur, appelé par le vœu de la nation (c'était Roland, revenu au ministère après l'insurrection du 10 août), mérite plus que jamais la confiance de l'académie, elle n'en use pas envers lui comme elle faisait autrefois envers ses prédécesseurs, et il propose de charger les officiers

de l'académie de conférer avec le ministre sur l'objet proposé, tandis qu'elle se livrera à des occupations plus intéressantes. » On s'empresse d'adopter cette solution comme un moyen de traîner l'affaire en longueur et de la faire avorter; mais Fourcroy ne l'entendait pas ainsi. Le 5 septembre, au moment même où le sang des suspects coule à flots dans les prisons de Paris, il poursuit, seul contre tous, sa sinistre motion, et interpelle le secrétaire perpétuel pour savoir s'il a reçu réponse du ministre au sujet de la radiation qui devait être faite des membres hostiles à la révolution. On lit au procès-verbal : « Le secrétaire ayant répondu qu'il n'avait reçu aucune lettre du ministre, l'académie arrête que, le ministre n'ayant pas répondu, le secrétaire ne pourra délivrer aucune liste des membres, ni en faire imprimer aucune jusqu'à ce que cette réponse soit parvenue. » Le zèle opiniâtre de Fourcroy fut ainsi paralysé par l'énergique et unanime réprobation de ses collègues.

La prudence de l'académie ne devait pas la sauver. En vain elle gardait la plus grande réserve et éludait autant que possible les questions qu'on lui posait. Il lui fallait bien quelquefois, bon gré mal gré, émettre une opinion; dans beaucoup de circonstances, il était aussi dangereux de se taire que de parler. Sa cause était d'ailleurs liée jusqu'à un certain point à celle des autres académies, de l'Académie française, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, des académies de peinture et de musique, qui toutes étaient menacées.

Un premier décret de la convention suspendit la nomination aux places vacantes dans les académies (18 novembre 1792); par un singulier hasard, il fut rendu précisément dans une séance où le président de l'assemblée, avec le langage ambitieux de l'époque, avait hautement félicité les membres de l'Académie des Sciences sur leurs travaux relatifs aux poids et mesures. « Estimables savans, leur avait-il dit, depuis longtemps les philosophes plaçaient au nombre de leurs vœux celui d'affranchir les hommes de cette différence de poids et mesures qui entrave les transactions sociales; mais le gouvernement ne se prêtait pas à cette idée des philosophes, jamais il n'aurait consenti à renoncer à un moyen de désunion. Enfin le génie de la liberté a paru, il a demandé au génie des sciences quelle est l'unité fixe et invariable, indépendante de tout arbitraire. Estimables savans, c'est par vous que l'univers devra ce bienfait à la France ! »

C'était là un singulier commentaire au décret du 18 novembre. Aussi Lakanal, qui défendait dans le comité de l'instruction publique les intérêts de l'académie, espéra-t-il qu'il pourrait en prévenir la ruine. Sur sa proposition, le 17 mai 1793, un nouveau décret permit de pourvoir provisoirement aux places d'académiciens va-

cantes; mais bientôt la dissolution fut définitivement prononcée. Lakanal essaya encore d'atténuer les effets de cette mesure. Il fit décider que les membres « de la ci-devant Académie des Sciences » auraient du moins le droit de s'assembler sans titre officiel dans le lieu ordinaire de leurs séances pour traiter des différens objets qui leur seraient déférés par la convention. Le décret portait que les scellés mis sur les papiers et registres de la compagnie seraient levés, et que les attributions annuelles faites aux savans qui la composaient leur seraient payées comme par le passé jusqu'à ce qu'il en eût été autrement ordonné.

Les académiciens ne jugèrent point qu'il fût prudent de profiter de cette espèce de tolérance; ils se dispersèrent et cherchèrent pour la plupart à se faire oublier. On sait qu'ils n'y réussirent pas tous; plus d'un fut atteint dans sa retraite par les tribunaux révolutionnaires. Quelques-uns seulement restèrent en relation avec le comité de salut public, et maintinrent les droits de la science dans ce redoutable voisinage. De ce nombre fut Berthollet. Il conserva la confiance du terrible comité sans l'acheter par aucune condescendance, comme en témoigne cet épisode qui termine fièrement le livre de M. Bertrand et par lequel nous terminerons aussi cette étude. Peu de jours avant le 9 thermidor, on trouva un dépôt suspect dans une barrique d'eau-de-vie destinée à l'armée. Les fournisseurs sont aussitôt arrêtés, la passion populaire les accuse d'empoisonnement, et l'échafaud se dresse déjà devant eux. Cependant Berthollet examine l'eau-de-vie et la déclare pure de tout mélange. « Tu oses soutenir, lui dit Robespierre, que cette eau-de-vie ne contient pas de poison? » Pour toute réponse Berthollet en avale un verre en disant: « Je n'en ai jamais tant bu! — Tu as bien du courage! s'écrie Robespierre. — J'en ai eu davantage, dit Berthollet, quand j'ai signé mon rapport. »

L'Académie des Sciences ne devait pas rester bien longtemps dispersée. En 1795, le directoire organisa l'Institut de France, divisé en cinq classes, dont les quatres premières correspondaient aux anciennes académies et dont la cinquième, de fondation nouvelle, comprenait les sciences morales et politiques. L'Académie des Sciences était devenue la première classe de l'Institut. Sous cette nouvelle forme, elle se hâta de renouer la chaîne que la violence des temps avait un instant interrompue, et elle tint à honneur de restaurer toutes les traditions de l'ancienne compagnie qui, pendant un siècle et demi, avait pris une part si considérable au mouvement général des sciences.

EDGAR SAVENEY.

REVUE MUSICALE

L'influence exercée par les grands esprits sur leurs contemporains est un des côtés les plus intéressans de l'histoire de l'art. Impossible d'admirer certaines fresques de Raphaël sans se représenter involontairement les *Prophètes* de Michel-Ange. A ces entrelacemens d'anges et de sibylles, à ces prodigieuses difficultés vaincues et tournant à l'avantage du tableau, comme lorsqu'il s'agit de faire tenir l'immensité d'une composition dans un espace rétréci et en apparence des plus défavorables, — comment ne pas reconnaître l'action d'une puissance dominante? Les génies tels que Raphaël n'imitent pas, je le sais; mais il leur faut, bon gré mal gré, et pour un temps si court qu'il soit, subir le motif ambiant, qu'ils développent, varient à leur manière et sans se départir de leur originalité native, ainsi qu'on peut le voir à Rome en parcourant les églises de San-Agostino et de Santa-Maria-della-Pace. Malheureusement il n'y a pas toujours là des Michel-Ange pour donner la note à des Raphaël, et ce n'est point la chapelle Sixtine, c'est l'œuvre de M. Richard Wagner qu'a traversée l'auteur du *Dernier Jour de Pompéi.*

M. Victorin Joncières travaillait, dit-on, pour être peintre lorsqu'il lui arriva dans un moment ineffable d'entendre de la musique de M. Wagner. Ce fut le coup de foudre sur le chemin de Damas : *patuit aula cœlestis.* J'aime ces vocations à grand orchestre, cela fait merveilleusement dans le paysage, et vous pose dès le début en homme de l'avenir. En un temps comme le nôtre, où rien ne réussit que par l'anecdote, ces aventures, vraies ou fausses, pour peu que quelques amis les colportent habilement, aident tout de suite à ce que Stendhal appelait si bien la cristallisation. Être incompris du public n'est pas donné au premier venu qui se mêle d'écrire, et le musicien qui commencerait tout simplement par produire de petits chefs-d'œuvre, comme *le Chalet* ou *le Chien du jardinier,* n'au-

rait qu'à renoncer à cette gloire pour le reste de ses jours, tandis que si vous avez l'air de revenir de Corinthe ou de Munich, si vous débutez par un *Sardanapale* ou par quelque sublimité du même ordre, vous voilà d'emblée hors de pair et en position de systématiser vos erreurs. Tomber au théâtre n'est point si désastreux qu'on pense, il s'agit de s'arranger de manière à se donner une attitude; celle d'initié aux mystères de la fameuse école de Weimar réussit pour le quart d'heure assez bien, et pendant qu'il en est temps encore je conseille aux jeunes compositeurs en mal de génie d'en user et d'en abuser chaque fois qu'ils rencontreront une scène capable, comme le Théâtre-Lyrique, de bien vouloir se ruiner héroïquement par simple amour de ce bel art.

Ce que je reproche à M. Joncières, c'est de ne pas être assez de son opinion, de n'avoir que la foi, et de manquer des qualités indispensables pour la pratique. Il se peut que l'auteur du *Dernier Jour de Pompéi* affiche très haut les théories des maîtres sonoristes; mais son orchestre ne prouve guère qu'il ait mis à profit leur science. Du bruit et puis du bruit; ni coloris ni invention, et dans la coupe des morceaux, dans la distribution des voix, une largeur de conscience qui ne recule pas devant l'emploi des formules italiennes les plus rebattues, — cette fameuse phrase renouvelée de la *Lucie* par exemple, au moyen de laquelle on obtient, en tenant en suspens l'action dramatique, certains effets prestigieux de sonorité, et qui semble vous crier par toutes les voix des chanteurs et de l'orchestre : station de Donizetti, cinq minutes d'arrêt! Nous ne voudrions décourager personne; il couvient cependant d'avertir qui se trompe. Le jeune musicien qui nous occupe paraît avoir besoin d'être mieux conseillé. L'aventure de *Sardanapale* n'ayant point réussi, malgré l'effort d'une Nilsson, l'habileté eût voulu qu'on y regardât à deux fois avant de recommencer en de bien pires conditions, alors qu'on n'avait avec soi qu'un poème à tout écraser et une exécution solennellement dérisoire. A distance, cette chute, ou, si l'on aime mieux, ce demi-succès de *Sardanapale* pouvait servir de texte aux plus agréables commentaires sur les dispositions et l'avenir du jeune compositeur. *Le Dernier Jour de Pompéi,* avec ses continuelles réminiscences de Verdi et de Donizetti, son style composite, ses défaillances instrumentales, que cherchent vainement à déguiser toutes ces suites harmoniques d'une rudesse étrange, toutes ces combinaisons de timbre qui voudraient bien vous faire croire à des abîmes de science, *le Dernier Jour de Pompéi* est venu maladroitement couper court aux illusions, et ce serait aux véritables amis de M. Joncières de lui répéter ce mot de Delacroix, qui disait à un jeune dessinateur déjà très célèbre et comblé de toutes les faveurs de la fortune : « Vous voulez faire de la peinture, monsieur, mais alors il vous faudra longtemps et beaucoup travailler. »

Du reste il y aurait peut-être lieu d'en finir avec ces grands sujets

empruntés à l'histoire du monde romain. *Les Martyrs, Herculanum, le Dernier Jour de Pompéi,* toujours la même fable de moins en moins bien racontée. Lors de la reprise d'*Herculanum* à l'Opéra, nous remarquions qu'un certain détestable genre aujourd'hui fort à la mode, et qu'on nomme vulgairement l'opérette bouffe, rendait désormais impossible de représenter au sérieux une scène antique, et songez que cette musique dont nous avions eu le sens perverti par ces misérables ritournelles qui empoisonnent l'atmosphère était de M. Félicien David, que ces personnages qu'une fausse optique nous montrait paradant sur le théâtre et dignes seulement des lazzis du public étaient des artistes d'un ordre supérieur. Que voulez-vous maintenant qu'il en soit quand, au lieu d'être à l'Opéra, vous vous trouvez au Théâtre-Lyrique? Comment traiter avec respect ces augures, s'intéresser à leurs passions, à leurs discours? Comment ne pas éclater de rire au nez de cette espèce d'Alcibiade coiffé du bonnet phrygien qui, sous prétexte d'épuiser la coupe de la folie et de la volupté, s'allonge sur une sorte de civière à porter les malades à l'hôpital, et, pendant que trois ou quatre parasites de carton débitent sur un mode piteux le chœur des vieillards dans *Faust,* contemple vaguement une malheureuse almée rabâchant le vieux pas de l'écharpe :

Je me sens altéré,
Verse-moi quelque froid breuvage?

Et le brave homme tend son verre à son esclave, qui l'intoxique. Ici le sang-froid vous abandonne, vous n'êtes plus au Théâtre-Lyrique, vous êtes aux Bouffes-Parisiens. Que peut un infortuné musicien contre une pareille mise en scène? Il continue à s'escrimer avec toutes les rages de la conviction : grondement des basses dans l'orchestre, violons à l'aigu, au suraigu, rhythmes contrariés, tremblement souterrain annonçant le prochain cataclysme; mais, hélas! rien n'y fait, plus la symphonie a l'air de croire que c'est arrivé, plus l'hilarité devient générale, et quand le Vésuve se décide à se mettre en colère, alors, oh! c'est alors que la gaîté touche à son comble, et qu'on se prend à plaindre le compositeur fourvoyé dans cette galère!

Après un remarquable morceau d'ensemble très vigoureusement enlevé à la Verdi, personnages et chœurs se dispersent épouvantés, et la parole reste au seul orchestre, qui commence à nous débiter son récit de Théramène. On n'imagine pas l'effet risible que produit cette symphonie succédant ainsi sans transition au tumulte excessif des voix continué à plaisir depuis trois heures. C'est assurément ce qui se pouvait concevoir de plus anti-dramatique. Tout le monde a présentes à la mémoire ces quelques mesures par lesquelles se termine un opéra, et qui parfois, comme dans *Don Juan,* se prolongent un rapide instant, le ri-

deau baissé : cela dure à peine vingt secondes, et suffit presque pour jeter un froid. Qu'on se figure ce que doit être en pleine action, en pleine tourmente théâtrale, l'effet de cet orchestre si platoniquement descriptif. C'est à se demander ce que le musicien a voulu faire; Mme Scarron remplaçait à sa table le rôti absent par quelque historiette bien narrée; l'auteur du *Dernier Jour de Pompéi* savait-il d'avance à quel Vésuve impotent il aurait affaire, et son intention a-t-elle été de suppléer par un morceau de musique au manque de tableau final? On peut l'admettre; mais en ce cas je ne m'explique pas très clairement l'expression bucolique de son intermède : il doit y avoir là quelque pensée transcendentale, quelque allégorie wagnérienne inspirée par un ressouvenir de ce fameux trait de violon chargé, dans l'ouverture de *Tanhäuser*, d'initier le spectateur à toutes les ivresses de l'amour physique; mystère! Quoi qu'il en soit, l'écroulement des trois villes est consommé; Herculanum, Pompéi et Stabia viennent de disparaître sous les cendres, et voilà deux amans qui traversent les flots sur une barque légère, doucement poussés vers d'autres bords par une brise harmonieuse :

Les canards l'ont bien passée.

Ce dénoûment est peut-être de chez Séraphin; mais la mélodie arcadienne qui cette fois l'accompagne en relèvera la signification bourgeoise aux yeux des gens qui savent lire dans les mythes.

Je ne connais pas le *Gil Blas* de M. Semet, l'auteur de *la Petite Fadette*, qu'on joue en ce moment à l'Opéra-Comique; mais je me souviens dans *Ondine* d'une chanson de taupier très réussie; surtout dans le travail symphonique de l'accompagnement, qui est d'un fouillé merveilleux. J'ai cherché depuis à me procurer ce joli morceau : on ne l'a même pas gravé; grand dommage! c'est un petit chef-d'œuvre perdu. Si parmi tant de musiciens qui comptent aujourd'hui, il en est dont la rage est de vouloir faire plus que de la musique, d'autres dont l'industrie est de faire beaucoup moins, quelques-uns s'en tiennent encore à pratiquer tout simplement la tradition, et c'est dans ce nombre d'honnêtes et bons esprits que doit être classé M. Semet. Avec des titres fort estimables, *les Nuits d'Espagne, Gil Blas,* — un grand succès au Théâtre-Lyrique, — *Ondine,* M. Semet n'a guère conquis jusqu'à présent qu'une demi-célébrité. Les artistes l'aiment et le considèrent, le public le connaît à peine. C'est un de ces talens modestes qui cachent leur vie et prennent un emploi souvent très humble pour pouvoir se livrer en toute indépendance à leurs travaux d'imagination. Timbalier dans l'orchestre de l'Opéra, il y vit depuis des années comme le chercheur de perles sous sa cloche, et c'est de ce gouffre de résonnance qu'il sort de loin en loin

pour offrir au public une de ces partitions où, comme dans *la Petite Fadette,* se révèle à chaque page la plus intime connaissance du secret des maîtres. Je dirai même que cette fréquentation trop assidue n'aura pas été sans inconvénient pour le compositeur. Le détail symphonique l'absorbe, il s'y attarde, s'y oublie, et la phrase, qui semblait s'annoncer si bien, en reste là. Elle sort cependant par intervalles, pleine alors d'expression poétique ou de naturel, comme dans cette mélopée que Fadette soupire au clair de lune et surtout comme dans cette exquise ariette de la bonne femme disposant ses plantes pharmaceutiques. Ce morceau mérite une mention à part; Boïeldieu, dans l'air du rouet de *la Dame Blanche,* n'a pas mieux fait. Quel tour mélodique charmant et quelle ingénieuse distinction dans la manière dont le dessin vocal soutenu par les violons est accompagné par les clarinettes et les hautbois! Mme Révilly débite avec un sentiment très juste cette délicieuse chansonnette. Sa mauvaise voix au moins ici ne gâte rien. Je regrette de n'en pouvoir dire autant de Mme Galli-Marié, réduite maintenant à mimer toute la partie musicale de ses rôles, ce qui fait que la rêverie de Fadette sur le seuil de sa cabane, inspiration élevée et pathétique, passe complétement inaperçue. Le duo qui suit entre la petite paysanne et son amoureux Landry s'efforce de remplacer par des harmonies fines et délicates l'idée mélodique qui ne vient point, et bien lui prend de se transformer en trio à l'arrivée de Sylvinet, car la situation ne serait en vérité pas tenable, M. Maillard l'ayant déjà traitée dans *les Dragons de Villars* et de façon à ne permettre à personne d'y plus toucher. Qui ne se souvient de cet adagio si nuancé, si coquet et en même temps si naïf dans sa demi-teinte : *Moi jolie?* Tout le caractère de la *Petite Fadette,* du moins en ce qu'il a de scénique, est tracé là comme par un Greuze musical.

Ce que c'est pourtant que de savoir aborder une situation! M. Maillard, en musique, est un homme de théâtre, M. Semet n'est qu'un élégiaque; aussi je ne m'étonne pas qu'à l'Opéra-Comique le sujet ait tout de suite paru manquer de nouveauté. Le succès des *Dragons de Villars* avait dès longtemps escompté celui de *la Petite Fadette;* l'imitation avait lestement pris les devans, et c'est l'original qu'on accuse aujourd'hui de ressembler à la copie. Ni plus ni moins que ce ténor italien qui, voyant représenter *le Barbier de Séville* à la Comédie-Française, voulait absolument que ce fût Beaumarchais qui eût dépouillé le librettiste de Rossini, une certaine partie peu lettrée du public ne pardonnait pas à George Sand d'avoir de si belle façon dévalisé MM. Cormon et Lockroy. Notez en outre que *les Dragons de Villars* conservent cet avantage d'être une pièce intéressante et bien faite. Les auteurs, gens fort experts en matière d'opéra-comique, s'étaient contentés d'emprunter au romancier un type qu'ils avaient ensuite dépaysé de leur mieux, inventant une action, créant autour de lui d'autres personnages. Cette manière peut

n'être point aussi commode que celle qu'emploient MM. Barbier et Carré dans leurs éternelles découpures; mais du moins exige-t-elle un certain art, et c'est en ce sens que je la préfère. Peut-être doit-on regretter, au point de vue du succès de *la Petite Fadette,* la simplicité un peu bien grande de cette action, dont le principal attrait avait d'avance été défloré au théâtre, car si le roman, à la place où George Sand l'a mis, reste un chef-d'œuvre, à l'Opéra-Comique Rose Friquet avait dès longtemps coupé l'herbe sous le pied à Fanchon Fadette. Il faut bien se l'avouer, surtout quand c'est la même actrice qui revient avec les mêmes habits, le même geste malin, espiègle, intelligent, j'allais dire avec la même voix; mais je m'arrête, car ce trésor-là, Rose Friquet en a dépensé le principal, et ne laisse guère à la pauvre Fadette que ses deux beaux yeux pour pleurer. N'importe, cette paysannerie en trois actes et cinq tableaux a son charme; cela respire l'honnêteté, la chansonnette y fleurit, non point malsaine et empoisonnée de ces puanteurs de tabagie et de mauvais lieux, mais fraîche, simplette, exhalant son petit parfum de fraises des bois. La ritournelle vous invite à penser à Sedaine, à Monsigny, et vous avez un de ces spectacles fins et précieux qui sont, dirait Hamlet, « du caviar pour le peuple, » mais dont les délicats s'arrangent à merveille.

Déjà s'ouvre la perspective sur *le Rêve d'amour* de M. Auber; les répétitions ont commencé, et le maître vit désormais dans la plus complète quiétude à l'endroit de son ténor. Le voyage en Amérique est remis à l'année prochaine. M. Capoul, pour l'heure présente du moins, ne quitte pas la terre de France. L'Opéra-Comique n'aura fait là qu'un mauvais rêve; au *Rêve d'amour* maintenant! Un pareil titre implique chez l'auteur une préoccupation exceptionnelle des rôles de femme; on peut compter d'avance que M. Auber y mettra tous ses soins, dût-il multiplier les essais et beaucoup tâtonner, selon son habitude, avant d'avoir trouvé ce qu'il cherche. Voici qu'on se prend à parler de Mlle Marie Roze, absente de la scène depuis quelque temps, et dont la légende ne se lasse pas de nous raconter la transfiguration en cantatrice de premier ordre! Non contente de son succès de jolie femme dans *le Premier jour de bonheur,* la gracieuse Dugazon serait allée demander à M. Wartel le secret du grand art, et ce singulier fabricateur de voix, l'inventeur des Nilsson et des Trebelli, aurait accompli à cette occasion son troisième miracle! En attendant que le public sache au juste à quoi s'en tenir, les bruits de coulisse font voyager la nouvelle étoile du Théâtre-Lyrique, qu'elle dédaigne de sauver, à l'Opéra, qui n'a pas besoin qu'on le sauve. Aujourd'hui c'est avec l'Opéra-Comique que l'entretien est engagé; qu'on en finisse donc! L'Opéra-Comique ne saurait mettre à se recruter trop d'empressement : Mme Cabel chevrotte, Mme Galli-Marié joue et ne chante plus guère, Mlle Cico ne joue ni ne chante; pour peu qu'un tel état de

choses se prolonge, les médisans auront bientôt raison, qui prétendent que l'Athénée possède à cette heure une troupe fort supérieure.

L'assertion est exagérée; il n'en reste pas moins vrai que ce petit théâtre montre une activité des plus méritoires. Avec des ressources assez bornées, sans recevoir de l'état aucune subvention, il a réussi à se composer un personnel chantant très présentable, un ensemble à la tête duquel figurent une virtuose de bon aloi, Mlle Marimon, et deux ou trois sujets qui seraient remarqués même sur une scène plus relevée. Il suffira, pour s'en convaincre, d'aller entendre le *Crispin* des frères Ricci et la traduction de *Tutti in Maschera* du signor Pedrotti, charmant ouvrage qui, après avoir fait le tour de l'Italie, est venu prendre gîte dans ce modeste coin on ne peut plus hospitalier, capable d'accueillir, lorsqu'il s'en présente, jusqu'à des musiciens français, à une condition cependant, c'est qu'ils ne travailleront pas dans le genre de l'opérette, car de cette musique charivarique, dont la plupart des théâtres sont infestés, cette petite scène a le courage de n'en pas vouloir; elle se rebiffe à la seule vue de ces partitions d'estaminet qui dégradent l'art musical, et si elle a connu les mauvais jours, c'est, on peut le dire bien haut à son honneur, pour n'avoir jamais voulu sacrifier à l'idole funambulesque; *potius mori quam fœdari.* J'admire qu'une si énergique protestation soit venue d'une scène qui, pour s'enrichir tout de suite, n'aurait eu, comme tant d'autres, qu'à tenir boutique de produits frelatés. Rossini, morose et vieilli, n'avait plus qu'un dégoût en ce monde; une seule chose le tirait de son apathie, l'idée de la dépravation finale du goût, indignement faussé d'en haut comme d'en bas : d'en haut par les doctrines hypercritiques du messianisme wagnérien, d'en bas par les bonimens tintamaresques des vendeurs d'orviétan. « Quoi que nous fassions, disait-il avec une sorte d'amertume mal déguisée, c'est à ces gens-là que l'avenir appartient. » Eh bien! il se trompait. L'immense échauffourée du *Rheingold* ne présage déjà point tant de merveilles; combien de pèlerins sont revenus l'oreille basse de cette foire de Munich où s'étaient donné rendez-vous tous les enthousiasmes et toutes les vanités? D'autre part, nous voyons ici que les crincrins commencent à s'user. C'est assurément fort peu encore que la protestation d'un théâtre comme l'Athénée; on ne peut cependant s'empêcher d'en tenir compte. Hasard ou signe du temps, c'est un fait à ne pas dédaigner. Pourquoi ces efforts, qui naguère se dépensaient en pure perte, réussissent-ils aujourd'hui? En dépit de la commission des auteurs, en dépit de la vogue un moment si menaçante des orchestres de Barbarie, ce théâtre est resté debout, attendant, préparant des jours meilleurs à force de sacrifices et d'industrieuse activité. Remonter les courans de la sorte, c'est prouver qu'on a la vie dure, et je conseille aux voisins d'être sur leurs gardes.

Le Théâtre-Italien ne serait point fâché de varier un peu son fonds

en empruntant à nos scènes lyriques diverses œuvres qu'il ferait traduire à son usage. Il semblerait au premier abord que la question soit des plus simples. Erreur profonde! Ce théâtre, qui passe sa vie à prêter son bien à tout venant, se voit refuser la faculté d'entrer dans le champ du voisin pour y ramasser, en les payant, les fruits dont personne ne veut. Les priviléges ici ne souffrent pas la réciprocité. Il est admis que l'Opéra prendra au Théâtre-Italien la *Semiramide* et le *Trovatore*, que le Théâtre-Lyrique lui prendra *il Barbiere*, *Rigoletto* et *la Traviata*, mais qu'en revanche le Théâtre-Italien s'abstiendra de toucher à *la Favorite*. Vous pensez si la discussion a chaudement épousé la querelle : il n'y a qu'un cri contre ces malheureux traités qui ne concordent pas, et cependant je serais presque tenté d'en prendre la défense. Iniques! oui, je le veux bien; mais en quoi l'application a-t-elle jamais nui aux intérêts du Théâtre-Italien? Sans aucun doute les priviléges ont le tort de n'être pas réciproques; mais les prétendus dommages causés à la scène italienne par les divers emprunts qu'on peut lui faire ne sauraient se comparer, pour la gravité des résultats, à l'inconvénient que produirait à nos scènes lyriques ce droit de participer à leurs répertoires accordé ainsi à la plus redoutable des concurrences. Qu'importent tous les emprunts qu'on peut lui faire à un théâtre dont le répertoire est connu du monde entier, et qui puise l'élément de sa vie et de sa fortune dans le seul prestige de l'exécution? Qu'on joue *Rigoletto* ou *Violetta* au Théâtre-Lyrique, *le Trouvère* à l'Opéra, le mal qui en résulte en somme ne sera jamais bien grand. Ces traductions d'une platitude écœurante, exécutées à la diable par des chanteurs distraits pour un moment de leur besogne ordinaire et qui ne demandent qu'à y retourner, ces traductions ne sauraient porter préjudice. Elles ont au contraire le mérite de vulgariser, de faire en quelque sorte acte de réclame pour le Théâtre-Italien, lequel voit ainsi venir à lui tout un public nouveau mis en humeur de dilettantisme, et qui, après avoir goûté du médiocre, tient à connaître l'excellent. Supposons maintenant la réciprocité des priviléges, et demandons-nous sérieusement si *le Domino noir* reviendrait faire une belle figure à l'Opéra-Comique après avoir été chanté la veille à Ventadour par Mme Patti, et si le dommage causé au Théâtre-Italien par la représentation du *Trouvère* équivaudrait à l'inconvénient qu'il y aurait pour l'Académie impériale à laisser *la Favorite*, *Robert* et *les Huguenots* s'en aller courir la prétentaine de l'autre côté du boulevard.

Il faut en ce monde être ce qu'on est, et tâcher de l'être le mieux possible. Qui dit Théâtre-Italien dit apparemment un théâtre où l'on va pour entendre de la musique italienne. J'ai beau y réfléchir, je ne vois pas ce que l'on gagnerait à mentir publiquement à son enseigne. La raison d'être de la scène Ventadour, son succès et sa fortune sont dans sa spécialité; qu'elle s'y tienne. Je ne prétends point qu'on doive s'abstenir de tout

empiétement, mais à la condition que l'extension ne portera que du côté de l'étranger : qu'on s'annexe l'Allemagne, qu'on nous donne *Fidelio* avec Mlle Krauss, *Oberon* avec Mme Patti, et qu'on prenne à son compte tant de trésors inexploités. Le jour où le Théâtre-Italien n'aurait d'autre ressource que celle d'appeler à lui les *jeunes* compositeurs français et de faire traduire à son profit les partitions dont ne veulent ni l'Opéra, ni l'Opéra-Comique, ce jour-là sa ruine serait consommée, et mieux lui vaudrait fermer ses portes que de tenter une pareille régénération. Du reste les essais auxquels on s'est livré l'an passé ne sont pas pour encourager beaucoup. Le *Struensée* de Meyerbeer, le *Piccolino* de Mme Grandval, la *Contessina* du prince Poniatowski, n'ont rien produit. Aux Italiens, il n'y a de salut, je le répète, que dans l'active et intelligente exploitation du répertoire, un des plus riches qui se puisse imaginer et des plus faciles à varier, puisqu'on y peut faire entrer les chefs-d'œuvre de Beethoven et de Weber.

Réunir sur un point donné le plus de forces, c'est la vraie loi pour vaincre, au Théâtre-Italien comme à la guerre. A vouloir obstinément courir les aventures, on finirait par perdre son public, déjà bien dispersé depuis quelque temps, ainsi que vous le fait trop voir à certaines soirées l'aspect de cette salle panachée de contrastes où, dans les loges découvertes du premier rang, des princesses du monde interlope étalent leurs diamans et leurs guipures à côté d'un groupe de gens à peine décemment vêtus : le fiacre de la rue aux Ours à côté du huit-ressorts de la fille entretenue... Qu'est devenu ce public homogène d'autrefois qui faisait la respectabilité du Théâtre-Italien comme il en faisait les grosses rentes? C'est cette clientèle intelligente et passionnée, « ce public de la location, » qu'il faudrait tâcher de reconstituer avant tout, et l'on n'y parviendra qu'en ne s'écartant pas du programme traditionnel. La désuétude aura beau s'y mettre, elle n'empêchera pas qu'on chante là comme nulle part ailleurs on ne chante. Allez entendre le *Trovatore* aux Italiens après avoir entendu *le Trouvère* à l'Opéra; ce n'est plus la même musique : nombre d'effets qui passent inaperçus ou qui vous choquent rue Le Peletier, à Ventadour s'accentuent, se nuancent, le détail ressort mieux, la rudesse, au lieu de tourner à la sauvagerie, s'humanise par l'effort et le style de l'interprétation. La dernière fois que j'avais entendu *le Trouvère* à l'Opéra, une exécution des plus détestables m'avait presque dégoûté de cette musique : M. Morère faisait Manrique, M. Caron le comte de Luna, et Mlle Hisson Léonore; c'étaient des cris à mettre en fuite toute une salle, vous eussiez dit une gageure. Cette année, pour sa fête d'ouverture, le Théâtre-Italien avait choisi le *Trovatore;* quelle différence! Si l'exécution de cette musique à l'Opéra semblait n'avoir à cœur que d'en accuser les défauts, l'interprétation italienne lui rendait cette fois tous ses avantages, lesquels ne

sont point tant à dédaigner, n'en déplaise à quelques critiques qui s'amusent à traiter Verdi de haut en bas en l'appelant une manière de Dennery musical.

Nous ne sommes point, quant à nous, assez versé dans les répertoires de l'Ambigu ou de la Gaîté pour décider de la question, mais nous leur souhaitons de compter beaucoup d'œuvres égales en littérature à ce que peuvent représenter musicalement les partitions de *Rigoletto*, d'*Ernani* et du *Ballo in Maschera*. Pour ne pas sortir du *Trovatore*, quel entrain, quelle puissance mélodique d'un bout à l'autre de cette partition, quelle vigueur dans le maniement des situations! Les plaisans vous disent: « Donnez au premier venu ce tableau du *Miserere*, les moines psalmodiant au dehors, — sur le devant de la scène, au pied de la prison d'où son amant lui jette son suprême appel, une jeune femme en proie à toutes les éplorations, et vous verrez que ce que vous admirez là n'était point si difficile à réussir. » Alors, puisqu'un heureux arrangement de mise en scène commande ainsi l'inspiration à tout venant, comment M. Thomas s'y est-il donc pris pour ne point faire un splendide chef-d'œuvre du dernier tableau de son premier acte d'*Hamlet?* A coup sûr, ce n'était pas le pittoresque qui lui manquait : ce château-fort dans le fond où l'orgie royale mène sa fanfare, et sur le premier plan, les pieds dans la neige, Hamlet causant, au clair de lune, avec le spectre de son père! J'estime que la situation avait de quoi rendre, et qu'un Verdi s'en serait mieux tiré; il n'est point tant inutile parfois d'avoir un tempérament de dramaturge, surtout quand on s'attaque à Shakspeare et qu'on prétend mettre en musique son *Hamlet* ou son *Roméo*.

Mlle Krauss est une Léonora des plus émouvantes. Ces rôles chaleureux et tourmentés de Verdi vont à sa nature tragique; elle en a le souffle et l'entrain. Dans le *Miserere* et surtout dans ce terrible duo qui suit, d'une entrée en matière si féroce, si redoutable pour la cantatrice, épuisée déjà par la scène précédente, elle trouve des accens à la Frezzolini. Impossible de mieux répondre à toutes les péripéties de la situation, d'être plus furieuse et plus suppliante, et quand elle s'agenouille éperdue aux pieds du comte de Luna, sa voix, dans cette délicieuse réplique qui termine et complète la phrase violente du baryton, sa voix, apaisée, attendrie, a des demi-teintes ravissantes. A de tels effets, l'âme de la cantatrice ne suffirait pas, il y faut cet art merveilleux du style dont on n'a le secret qu'au Théâtre-Italien. Que serait, par exemple, Fraschini, sans cette ressource qui l'aide à chaque instant à réparer les brèches de sa voix? En dehors de la pièce qui se joue, c'est un spectacle des plus intéressans d'observer ce que ce grand ténor dépense de science, d'ingéniosité, à dérober à la masse du public certaines défaillances organiques. Et notez que les plus roués eux-mêmes s'y laissent prendre. Tel que nous l'entendons à cette heure dans la *Lucia*, tel que l'âge et la

pratique ininterrompue de son rude métier ont pu le faire, c'est encore un Rawenswood du plus beau type. A ne point parler de Rubini, qui reste incomparable, l'attitude de Fraschini dans le grand finale, sa façon de dire le magnifique récitatif de la scène des tombeaux, effacent tous les souvenirs. Oui, sans doute l'effort y est, mais l'art qui gouverne ce son fatigué, laborieux, a tant de puissance, cette nature physique est si robuste, que tout cet énorme travail échappe au spectateur ordinaire, et que les gens experts, pleinement rassurés d'avance sur le résultat, n'ont qu'à se laisser émouvoir et charmer en se disant : « Fatigue ou non, c'est son affaire et point la nôtre ! »

Une organisation qui par contre ignore l'effort, c'est Mme Patti. Elle a beau se prodiguer, sa voix n'en devient que plus belle : émission splendide, éclat, rondeur, justesse, velouté, l'instrument est merveilleux; quel gosier, quelle virtuose, mais aussi quelle étrange actrice ! Le Théâtre-Italien ne passe point généralement pour une fameuse école de mise en scène, cependant encore devrait-on savoir marcher et faire un geste. Mme Patti songe à peine à ce qu'elle chante, comment s'occuperait-elle de son jeu? Aucune espèce de parti-pris dans la physionomie, dans le costume, jamais un mouvement qui laisse voir une intention fixée d'avance, mais des soubresauts d'émotion, des saccades, du pointillé jusque dans l'effarement ! Le personnage que Mme Patti représente n'a rien de commun avec la douce, la mélancolique et féroce amante de Rawenswood, c'est une Lucie des salons, pimpante, heureuse d'être au monde et souriant d'aise au public à travers ses larmes.

Le surlendemain, Mme Patti reprenait *le Barbier,* très malmené du reste par l'ensemble de la troupe. La contagion de l'opérette-bouffe va-t-elle empoisonner jusqu'à ce théâtre? Le fait est que maintenant le chef-d'œuvre de Rossini se joue à peu près en *cascade :* ce n'est que justice; le goût d'une époque déteint sur tout. Bartholo, Figaro, Bazile, Almaviva, s'en donnent là comme des pitres, Rosine elle-même fait des niches, si bien que ce *Barbier* finira par n'être plus qu'un de ces prétextes à intercalation qu'on appelait jadis des pièces à tiroir. Sur la leçon de chant se concentre aujourd'hui tout l'intérêt du spectacle, et ce petit concert dont la brillante virtuose compose à son gré le programme vaut à lui seul tout un poème : tantôt c'est « l'éclat de rire » d'Auber dans *Manon Lescaut,* tantôt la valse du *Pardon.* Pour l'audace, le goût, la pureté, le prodigieux fini des vocalises, ce dernier morceau n'a rien de comparable; on se souvient de l'effet qu'il produisit sur l'élite de la société parisienne le soir où Mme Adelina Patti le fit entendre la première fois l'an passé dans une fête de bienfaisance donnée au Grand-Hôtel par la princesse de Beauvau : c'est, à vrai dire, la perfection du genre, le dernier mot de l'art du solfége. Sa voix égrène là pour des millions de pierreries, et parmi tous ses écrins de grande dame, parmi tous ces joyaux,

présens de divers souverains, dont les journaux se complaisent à nous donner la nomenclature, je défie qu'il se trouve un collier aussi riche en perles de la plus belle eau.

Il était un roi de Thulé,

non, mais un vieux maréchal du second empire qui, voulant enfin donner une ombre de satisfaction aux plaintes trop légitimes des compositeurs éconduits, institua des jeux floraux sur toute la ligne. On dressa des mâts de cocagne partout : devant le Théâtre-Lyrique, devant la salle Favart, dans la grande cour de l'Opéra, et, le tambour ayant battu trois roulemens, la voix de l'autorité s'écria : « Grimpez, messieurs, vous trouverez là-haut en guise de timbale d'argent un bel et bon libretto enguirlandé de faveurs tricolores. » A l'Opéra, la timbale est une coupe, *la Coupe du roi de Thulé*. Qui sortira vainqueur? Nul ne le pourrait dire encore; mais, s'il ne doit y en avoir qu'un d'élu, les concurrens n'auront point fait défaut, on n'en compte pas moins de quarante-deux. Le jury, nommé par les candidats, fonctionne chaque jour quatre et cinq heures. Il importe en effet que la question soit résolue au plus vite, le directeur tenant à mettre immédiatement à l'étude l'ouvrage couronné, ce qui est la meilleure façon d'interpréter la pensée dont émane cet acte d'encouragement.

Les autres concours sembleraient n'avoir donné que d'assez piteux résultats; celui du Théâtre-Lyrique n'a contenté personne, excepté le directeur, fort heureux de s'en tirer en ne jouant qu'un acte. A l'Opéra-Comique, *le Florentin* ne donne pas signe de vie. Par contre, une certaine émotion règne autour de ce qui se passe dans la commission réunie à l'Opéra. Là est l'intérêt de la situation, et cette épreuve seule comptera pour décisive aux yeux de ceux qui cherchent à se former une opinion sur le bénéfice que les concours peuvent offrir. On constate déjà des traces de talent dans plusieurs des partitions soumises à l'examen : il va sans dire que la tendance wagnérienne prédomine. Je ne pense pas du reste que raisonnablement on doive beaucoup s'en alarmer. Le wagnérisme a cela de bon, que ses complications rendent la langue musicale moins abordable aux ignorans : ne module pas qui veut, et les enharmoniques ne se font pas aussi aisément que des chansonnettes. Le malheur veut que l'inventeur de tant de belles théories ne soit pas un mélodiste, et que, lorsqu'il s'imagine trouver une phrase, cette phrase ressemble à tout, même à l'air du sergent dans *le Philtre*, comme on peut le voir dans ce splendide chant nuptial de *Lohengrin*; mais un sonoriste de la force de M. Wagner qui serait doué en plus de l'idée mélodique n'entendrait qu'applaudir à son avénement. C'est ce musicien de l'avenir que prépare l'auteur de *Tanhäuser*. Son système

instrumental, en multipliant, en exagérant les difficultés, force à l'étude de la syntaxe, et rend désormais impossibles certaines platitudes de langage. Relever, tonifier la partie technique d'un art est toujours un service rendu, et si M. Richard Wagner n'a point fait autre chose, du moins faut-il lui savoir gré de ce qu'il a fait là. L'art nouveau impose à ses adeptes un plus solide apport de science, et la décadence n'est point de ce côté. Ni Mendelssohn, ni Meyerbeer, ni M. Richard Wagner, n'en savent plus que n'en savaient Haydn et Mozart; mais la moyenne des compositeurs a perdu le droit de reproduire, tant dans la coupe des morceaux que dans les accompagnemens, ces banalités dont naguère encore se contentait le public de l'Opéra-Comique et des Italiens. Tout en reprochant à l'école moderne d'assourdir trop souvent son monde, il convient aussi de reconnaître que, même réduite à ses seuls effets d'acoustique, cette langue-là n'est point le partage du premier-venu, et l'on en peut dire ce que disait si bien Musset de la poésie :

Le vulgaire l'entend et ne la parle pas.

Notre époque a presque entièrement perdu le sens du rossinisme; autant confesser qu'elle n'a plus de raison pour s'intéresser à Donizetti. L'improvisation routinière ne nous touche plus, nous renvoyons à l'orgue de Barbarie ces partitions écrites en six semaines; nous avons sauté le fossé, et nous voilà, comme au temps de Gluck, dans les extrêmes du système opposé. C'est la caractéristique allemande aujourd'hui qui prévaut, qui déborde; nous avouons bien par moment que nous en avons trop, et cependant le désappointement va nous prendre devant telle œuvre remarquable du passé où cet élément ne brille que par son absence. L'homme qui écrivait l'*Elisir d'amore, la Fille du régiment* et *Don Pasquale* n'était certes pas un musicien vulgaire; il n'eut qu'un tort : en changeant de sujet, il ne changeait jamais de style, portant dans le tragique les ritournelles de l'opéra-bouffe. L'auteur de *la Favorite* composant pour notre première scène lyrique est resté l'Italien italianisant d'*Anna Bolena,* de *Belisario* et de *Lucia.* Bien différent de Rossini, qui, dès *le Comte Ory,* modifiait, francisait sa manière, Donizetti continue imperturbablement à déployer le drapeau de la cavatine; la coupe des morceaux ne se dément pas une minute, et très souvent même, par un de ces effets particuliers à la musique dramatique italienne, il arrive que plus la situation devient solennelle, plus le motif se fait dansant.

Ce roi don Alphonse, par exemple, est-il assez *Castillan,* assez hâbleur? Dès les premières notes, vous le reconnaissez à son panache : « Léonor, pour toi je brave, » et si le chanteur, par sa propre redondance, vient ajouter encore à ce poncif, vous avez l'idéal du genre. Ba-

roilhet, qui n'était pas simplement un virtuose, mettait un art très subtil à dissimuler certaines vulgarités de cette musique. Dans la célèbre cavatine « pour tant d'amour, » sa voix stridente et métallique vous faisait croire à je ne sais quelle ironie latente qui ne s'y trouve pas, ainsi qu'il n'est que trop facile de s'en convaincre aujourd'hui. M. Faure déploie à phraser cette romance une virtuosité sans pareille, et qu'on ne se lasserait pas d'applaudir, s'il s'agissait uniquement d'assister à la leçon d'un professeur. Le charme de sa période le captive à ce point qu'il en oublie son personnage, et semble croire que le rôle ne soit là que pour sa voix, tandis que c'est au contraire sa voix et son talent qui doivent être au service du rôle. Cette prépotence du chanteur substituant sa personnalité à celle du héros qu'il a charge de représenter passait déjà pour un fléau du temps de Gluck, qui tonne dessus à chaque instant dans ses préfaces. Jamais on n'a tant parlé qu'aujourd'hui de certaines réformes devenues indispensables; ne serait-il point temps d'y mettre la main? Nous nous moquons des Italiens, qui lâchent le drame musical pour une cavatine, et nous faisons comme eux. Peut-être y a-t-il quelque mauvaise grâce à vouloir trop souvent évoquer le passé; cependant les opéras conçus, comme *la Favorite,* dans le système purement italien ont cela de particulier, que leur destinée s'en trouve mêlée davantage à celle des chanteurs qui présidèrent à la création. Ainsi trois grands noms brillent au frontispice de cette partition de *la Favorite* : Duprez, Baroilhet, Rosine Stoltz. Si cette musique déjà nous semble avoir vieilli, si nous la trouvons incolore et froide, c'est que les interprètes manquent pour nous en rendre et le sens intime et ce qu'à défaut des beautés de forme et de langage qui nous charment aujourd'hui, elle contient parfois d'émotion vraie et déchirante. Mme Gueymard est une Léonor du genre neutre. Là comme dans *le Prophète,* elle tient sa place honorablement, mais sans éclat. Il en faudrait pourtant, et beaucoup, pour représenter dans ses alternatives de gloire et d'humiliation cette fière courtisane repentie. La Stoltz menait le rôle à toute passion; personne mieux qu'elle n'a joué le personnage, et personne mieux que la Borghi-Mamo ne l'a chanté. La Borghi est certainement une des plus belles voix que nous ayons entendues, des plus égales et des plus naturellement justes, et là-dessus que n'y aurait-il pas à dire! quel chapitre que celui de la justesse d'intonation, qualité dont on sait à peine gré au chanteur qui la possède, tout en se réservant de siffler celui qui ne l'a point! Entre ces deux souvenirs qui la dominent, Mme Gueymard s'agite un peu indécise, un peu essoufflée, ce qui ne l'empêche pas d'avoir des momens très dramatiques, dans le grand duo final par exemple, où sa belle voix, échauffée, entraînée, prend le dessus et force les applaudissemens.

Du reste, rien dans cette distribution ne motivait une reprise; il n'y

avait de nouveau, ce soir-là, qu'un jeune ténor venu du Théâtre-Lyrique et qu'on exposait ainsi d'emblée à s'effacer au premier rang, sans doute pour mieux l'habituer à briller ensuite au second. M. Bosquin dit assez bien les parties modérées du rôle; mais sa voix, d'une gracilité pleine de charme et souvent pathétique dans les deux romances, ne suffit plus dès que la situation s'élève et tourne au tragique. La belle scène où Fernand brise son épée et la jette aux pieds du roi perd avec lui tout son effet. En résumé, ces débuts-là ne comportaient point tant de mise en scène, et M. Bosquin aurait eu tout avantage à se montrer dès l'abord plus discrètement sous les auspices du vice-roi de *la Muette* ou du prince Léopold de *la Juive*. Cette reprise de *la Favorite* ne profitera, je le crains, guère plus à l'Opéra qu'à Donizetti. La musique italienne vit surtout par l'exécution, et tout cela manque de relief. Qui le croirait? ce qui dans cette affaire a le moins vieilli, c'est le poème. Pour une fois que le musicien rencontrait sous sa main une vraie pièce, c'est grand'pitié qu'il l'ait ainsi traitée en *libretto*. Il semble que ce Donizetti n'en pût démordre. La musique reste italienne et se contente de festonner la situation sans aller, si ce n'est très rarement, au cœur même du drame, qui marche d'un pas ferme, et n'ayant d'ailleurs nul besoin de personne pour se soutenir. L'intérêt y naît de la passion, non du décor; le sujet est d'invention originale, chose peu fréquente de nos jours, et d'autant plus méritoire qu'il n'eût tenu qu'à M. Alphonse Royer de puiser dans le fonds si riche des auteurs qu'il a traduits et dont maintenant il écrit l'histoire.

F. DE LAGENEVAIS.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 octobre 1869.

Il y a dans nos annales, au temps de Richelieu, une célèbre aventure semi-sérieuse, semi-comique, qui a gardé le nom de journée des dupes. De quel nom appellera-t-on la journée du 26 octobre 1869? Elle a passé pluvieuse et froide comme la plus vulgaire et la plus obscure des journées de l'histoire sans que rien ait remué dans la vieille cité révolutionnaire, sans autre incident qu'un bonhomme allant faire des calembours sur le corps législatif au pied de l'obélisque de la place de la Concorde; elle restera la date énigmatique d'une grande et puérile mystification organisée par l'étourderie. C'est tout.

Ainsi, pendant six semaines, on se plaît à émouvoir le pays et même l'Europe au récit des événemens qui se préparent. On passe le temps à monter les esprits dans les journaux tapageurs et dans les réunions publiques, on se donne des rendez-vous héroïques, on gourmande les tièdes et les prudens qui hésitent. Qu'est-ce à dire? Le peuple le veut, cinq cent mille hommes pour le moins vont être sur pied et iront venger la souveraineté nationale offensée. La constitution est violée, l'empire n'existe plus, la révolution triomphe! Au dernier moment, il est vrai, on se ravise, et on finit par prêcher l'abstention, mais en criant plus fort, comme si l'on voulait laisser croire à un mouvement irrésistible qu'on aura peut-être quelque peine à contenir; en d'autres termes, on se lave les mains de ce qui surviendra. De son côté, le gouvernement, un peu étonné, se met en disposition de soutenir le choc, s'il doit y avoir un choc; il prend ses mesures. Le maréchal Bazaine est appelé subitement au commandement de la garde impériale à la place du vieux et digne maréchal Regnault de Saint-Jean d'Angély, qui a besoin de repos. L'empereur lui-même vient de Compiègne à Paris, il veut être de la journée, et voir de près ce qui se passera. Le préfet de police, M. Pietri, ne se refuse pas la spirituelle et maligne satisfaction de

s'armer contre les attroupemens possibles d'une loi de 1848 signée de M. Ledru-Rollin et de M. Garnier-Pagès. Tout est prêt dans les deux camps. Que va-t-il arriver, grand Dieu, de tant de préparatifs et de tant d'agitation autour de cette date mystérieuse toute chargée d'inconnu? Se peut-il bien qu'on ait fait un tel bruit et qu'on ait tenu tout un pays dans l'émoi durant plusieurs semaines pour que les choses se passent comme dans la circonstance la plus ordinaire? Voilà pourtant ce qui arrive. Le jour venu, la population reste chez elle ou va simplement à ses affaires, les soldats restent dans leurs casernes, pas le plus léger signe de trouble. Le soir, tout s'évapore en gaîté, on respire comme si on venait d'échapper à un grand péril, et par une ironie de plus chacun s'adjuge la victoire dans la mémorable aventure. Ce qu'il y a de plus curieux encore, c'est que le lendemain les inventeurs mêmes de la démonstration manquée ont crié de plus belle, et ont triomphé plus que jamais d'avoir réussi à détourner la population parisienne des piéges du pouvoir, comme s'ils n'avaient pas travaillé de leur mieux pour pousser Paris dans ce piége, comme s'ils n'avaient pas fait honte aux députés de la gauche de leur pusillanimité parce qu'ils refusaient de se mettre à la tête de la manifestation, comme s'ils n'avaient pas assourdi le monde de toutes ces paroles heureusement plus retentissantes qu'immuables : « j'y serai,... fussé-je seul! » Assurément la victoire a été à quelqu'un dans cette affaire, mais non à ceux qui la revendiquent si bruyamment; elle a été à la raison publique représentée par toute cette presse sensée qui dès la première heure a couvert de sa voix les bravades inutiles; elle a été à ce peuple, qui n'est point après tout si facile à ébranler, qu'on n'a pas eu beaucoup de peine à contenir, parce qu'il n'avait pas la moindre envie de marcher, et qui dans son humeur gouailleuse pourrait bien réserver à ses prétendus meneurs quelqu'une de ces apostrophes burlesques que Proudhon seul autrefois se permettait de jeter au visage des demi-dieux démocratiques. Après cela, si le gouvernement et les partis qui ont le souci des vraies libertés françaises ne sentent pas le besoin d'aborder enfin les choses sérieuses, de chasser de la vie publique ces fantômes et ces agitations factices, c'est qu'ils ferment volontairement les yeux sur une situation qui ne peut que s'aggraver rapidement, dont cette journée du 26 octobre n'est qu'un accident et un bizarre symptôme.

Les morts vont vite, dit la ballade allemande, et les vivans aussi en certains momens vont plus vite qu'ils ne voudraient, et ils ne vont quelquefois si vite et si loin que parce qu'ils ne savent ni choisir leur route ni régler leur marche. Qu'on mesure le chemin parcouru depuis quelques mois; tout a changé singulièrement, tout change d'heure en heure. Cette force d'expansion si longtemps comprimée au plus profond de notre vie intérieure se déchaîne et va jusqu'à la confusion. Le gouvernement

lui-même, dans son apparente immobilité, n'est plus certes ce qu'il était, et, voulût-il remonter le courant, il ne le pourrait plus. Des lois présentées et votées il y a un an comme libérales restent inappliquées et ne répondent plus à l'état actuel. Les partis ne savent plus où ils en sont. Des hommes qui, aux élections dernières, étaient portés sur le pavois démocratique sont à leur tour honnis, conspués et dépassés par un flot plus violent, par un déchaînement nouveau. Il s'agit au fond de savoir si ce mouvement qui s'accomplit aujourd'hui en France, qui a commencé par être libéral et rien que libéral, deviendra un mouvement de démocratie purement révolutionnaire et socialiste, car il ne faut pas marchander sur les mots. Le phénomène caractéristique de cette situation nouvelle en effet, c'est la lutte entre l'esprit libéral et l'esprit de bouleversement absolu, c'est cet effort impatient, irrité, pour faire sortir une révolution indéfinie de la crise de transition que nous traversons, pour se placer en dehors de toutes les conditions d'une politique régulière et pacifique. Dans les journaux de l'avenir comme dans les réunions publiques, qui fonctionnent à l'abri d'une liberté presque sans limites, c'est une émulation véritable d'emportemens, d'invectives, d'utopies, de déclamations creuses, d'excitations envenimées. L'un ne veut que des candidats insermentés pour les élections prochaines de Paris, et il montre aux électeurs comment ils doivent s'y prendre; l'autre tient pour le gouvernement direct du peuple, condamné au plébiscite forcé et à perpétuité. Celui-ci libelle le décret de déchéance de l'empereur, celui-là enseigne à ceux qui n'ont pas de gîte comment ils n'ont qu'à s'aller établir dans les maisons inhabitées de la rue Monge ou de la rue Lafayette, dont les propriétaires actuels ne sont que les détenteurs illégitimes. Tous sont d'accord pour proclamer la république démocratique et sociale, qui compte déjà quatre ou cinq candidats à la présidence tout prêts à se dévouer ou à se dévorer. Ah! les tout-puissans novateurs qui en sont à dater leurs journaux de vendémiaire ou de brumaire et de l'an LXXVIII, qui ne trouvent rien de mieux que de ressusciter la commune révolutionnaire, qui n'ont su se faire d'autre idéal que la convention, qui n'ont à mettre que des exhumations surannées, des invectives vieillies et des ressentimens jaloux dans leurs programmes ou dans leurs polémiques! Ils ne voient pas que, si le gouvernement, qui après tout reste toujours armé de lois suffisantes, laisse dormir ces lois, s'il se borne à maintenir intacte sous sa main la force disciplinée de l'armée, il faut apparemment qu'il trouve quelque avantage dans ce débordement de passions violentes, condamnées fatalement à s'user par leur excès même et à s'émousser contre l'instinct public. Ils ne s'aperçoivent pas qu'il y a toujours quelque chose de ridicule à crier par les fenêtres : vive la république! pour agacer les passans, à renverser tous les matins ou tous les soirs un gouvernement qui les laisse

dire, à s'exciter aux résolutions extrêmes, à toutes les audaces, sans rien faire. C'est une comédie qui, avec quelques variantes, rappellerait presque un dialogue de Rabelais, si ce n'est qu'ici il s'agit de faire une révolution et chez Rabelais il s'agit de prendre femme. — « Seigneur, vous avez délibération entendue, » nous voulons la révolution, il nous faut la révolution. — Eh bien! faites-la. — Mais c'est que nous ne pouvons pas, on nous en empêche. — Alors ne la faites pas. — Elle est pourtant une nécessité, le peuple la veut et nous devons lui obéir. — Alors marchez. — Mais les chassepots sont là, le gouvernement est capable de s'en servir et de nous tendre un piége en se défendant. — Que faire? Alors il faut aller consulter Trouillogan et Rondibilis, qui donnèrent de bons avis à Panurge. — Et, somme toute, les divagations enflammées continuent, la révolution ne se fait pas; elle se fera toujours demain, elle n'est pas pour aujourd'hui.

Ici seulement naît un autre danger qui n'a plus rien de commun avec le ridicule. Si la société tout entière se composait de coureurs de réunions publiques et de journalistes romantiques, ce serait au mieux; il y aurait chaque matin une manifestation, chaque soir une révolution, et l'humanité atteindrait sans doute en peu de temps le plus haut degré de bonheur et de prospérité. Malheureusement la société telle qu'elle existe se compose d'une multitude d'intérêts très sérieux, très pratiques, qui ont besoin de sécurité, de confiance, de crédit. Que promet-on à ces intérêts toujours prompts à s'alarmer? L'agitation en permanence, la révolution le plus tôt qu'on pourra; si ce n'est le 26 octobre, puisque ce cap est doublé, ce sera le 2 novembre en commémoration du représentant Baudin; si ce n'est le 2 novembre, ce sera le 29 à l'occasion de l'ouverture du corps législatif et de la grande revendication du droit. Puis ce sera le 2 décembre; d'ici là viendront les élections de Paris pour le remplacement des députés deux fois élus, MM. Picard, Jules Simon, Gambetta, Bancel, et par ce système d'agitation échelonnée, en allant de manifestation en manifestation, les affaires se resserrent, le travail s'interrompt, l'industrie est paralysée, le premier de l'an est peut-être déjà perdu pour le commerce parisien, les esprits finissent par s'aigrir et s'irriter. Que le gouvernement, par ses incertitudes, par ses atermoiemens, ait contribué à la stagnation des affaires, nous ne le mettons pas en doute; mais ceux qui font de l'agitation un système, qui poussent à la panique des intérêts, même quand la meilleure politique serait une fermeté calme et prudente, sont-ils donc étrangers à cette crise qui va en s'aggravant? Ils l'entretiennent et la ravivent sans cesse, non-seulement par leurs excitations, par des violences de paroles qui au premier signal deviendraient des violences d'actions, mais encore par les sophismes qu'ils proposent sur l'économie sociale, sur les fonctions naturelles du capital et du travail. C'est une histoire éternelle. Vous souvenez-vous de ce qui se

passa en 1848? Au lendemain de la révolution de février, tout le monde, soit par entraînement, soit par soumission à la nécessité, se ralliait à la république nouvelle. Personne, on peut le dire, n'entrevoyait en ce moment la possibilité d'une restauration monarchique quelconque, et ne souhaitait mauvaise chance à l'institution qui venait de naître à l'improviste. Bientôt les manifestations commençaient, on voyait se former l'orage dans les clubs, au Champ de Mars, où grossissait d'heure en heure la grande grève des travailleurs, au Luxembourg, où se déployait le socialisme savant, prétendu savant. Chaque jour, il fallait courir aux armes au bruit du rappel qui battait dans les rues, ou spontanément pour tenir tête à quelque démonstration menaçante. A la longue, on se lassait, la révolte des intérêts allait en grandissant, et ceux qui vivaient d'un travail sérieux, d'une industrie honnêtement exercée, en venaient à se dire avec désespoir que les choses ne pouvaient durer ainsi, qu'il fallait en finir. La guerre civile naissait de l'incertitude et des agitations indéfinies. On n'a pas oublié le dénoûment. On sait comment une réaction immense succédait à la bonne volonté des premiers jours. C'est pourtant cette histoire que quelques énergumènes tiennent à recommencer en se couvrant du nom du peuple, et c'est ainsi qu'ils croient servir la cause de la France démocratique, en se servant de la liberté qu'ils ont retrouvée contre la liberté elle-même, en préparant la coalition des intérêts menacés, en altérant l'esprit public par des habitudes de polémiques injurieuses qui sont condamnées à se surpasser chaque jour pour retenir l'attention. N'était-ce pas un ami de l'empire qui avait l'étrange idée de conseiller au gouvernement de tirer du fourreau l'arme de ses lois répressives et de recommencer les procès de presse, suspendus depuis trois mois? Quelle répression l'a jamais mieux servi que cette campagne qu'on dirait entreprise pour faire réfléchir le pays sur le lendemain d'une révolution?

Il faut sortir de cette atmosphère d'excitations factices où tout est confondu, il faut rendre à la vie publique sa puissance et sa dignité, et c'est justement pour cela qu'il eût été utile de ne pas laisser se prolonger l'interrègne parlementaire. Plus que toute autre chose, la présence opportune du corps législatif était faite pour préciser les situations, pour placer à leur vrai rang les forces régulières de l'opinion. On a pu croire un instant que la session extraordinaire serait reprise dans les premiers jours de novembre, et que la session ordinaire commencerait définitivement le 29. Il est clair aujourd'hui ue rien n'est changé, que tout est ajourné à un mois. D'ici là, les élections nouvelles de Paris auront eu lieu, et seront un incident de plus dans les premières discussions où le corps législatif donnera sa vraie mesure. Quelle sera la majorité, et de quels élémens se formera-t-elle? Quelle sera l'opposition, et en combien de groupes sera-t-elle subdivisée? Ce sont autant de questions qui restent

assez obscures en présence de la décomposition et de la reconstitution ou de la confusion des partis, et la gauche elle-même n'échappe pas plus que toutes les autres nuances parlementaires à cette crise des opinions. La gauche s'est réunie plusieurs fois, à ce qu'il paraît, chez M. Jules Favre, chez M. Jules Simon; elle ne semble pas s'être bien complétement entendue. Elle a publié un manifeste qui ne répond peut-être plus aujourd'hui à la pensée de ceux qui l'ont signé et qui n'étaient d'accord que pour refuser leur concours à toute manifestation le 26 octobre. Sur tout le reste, ce morceau de politique est assez peu explicite, si bien que du premier coup la démocratie extrême l'a appelé une abdication, presque une trahison. Ce qui n'est point douteux, c'est que si elle y réfléchit bien, si elle veut être une opposition sérieuse pour devenir au besoin un gouvernement possible, la gauche parlementaire est la première intéressée à rompre avec cette tourbe devant laquelle elle commence à ne plus trouver grâce. Que peut-elle gagner à ces transactions, à ces connivences qui la feraient passer sous le joug de la sédition vulgaire? On vient de le voir par ce qui est arrivé l'autre jour à une réunion du boulevard de Clichy. Chose curieuse, il s'est trouvé quelques hommes ayant réuni à eux tous quelques centaines de voix dans les élections, formant entre eux une sorte de tribunal révolutionnaire, et sommant les députés de la gauche de comparaître pour avoir à rendre compte de leurs actes, de leurs opinions, de ce qu'ils feraient; c'est, comme on le voit, la tradition du bon temps. Il faut tout dire : M. Jules Favre a répondu avec hauteur à la sommation; M. Ernest Picard n'en a tenu compte, et d'autres ont fait comme lui. Quatre députés seulement, MM. Jules Simon, Pelletan, Bancel, Ferry, ont cru devoir se rendre à cette injonction, et ils ont été récompensés comme ils le devaient d'une résolution qui dénotait assurément de leur part plus de courage que de raison. Là effectivement s'est passée la scène la plus étrange. Ces députés, qui comptaient peut-être sur leur éloquence et sur l'ascendant de leur situation, se sont vus assaillis d'invectives, hués et outragés; on a étouffé leur voix, on les a appelés traîtres. Que disons-nous? On les a traités de jésuites, et on a fini le lendemain par les sommer en style d'huissier d'avoir à déposer leur mandat, sous prétexte qu'ils n'avaient plus la confiance du peuple. Voilà les retours de la popularité! Il y a six mois, c'était M. Émile Ollivier qui se voyait conspué comme traître, M. Bancel était le favori. Aujourd'hui M. Bancel s'en va à Bruxelles reprendre des conférences littéraires en attendant de regagner la faveur des purs de la démocratie. Ces députés n'y ont pas songé; ils ont commis une erreur qui, pour être généreuse, n'est pas moins grave, puisqu'ils ont exposé la dignité du suffrage universel, qui les a nommés, aux outrages d'une minorité tapageuse. M. Jules Simon a déclaré depuis, il est vrai, qu'il n'avait entendu aucune insulte, que les

députés mandés au boulevard de Clichy n'avaient point été injuriés. Cela prouve que M. Jules Simon a l'ouïe un peu dure ou l'humeur très indulgente; il est peut-être aussi trop habile et tient trop à ne pas se brouiller bruyamment avec la république extrême. La scène n'a pas moins existé; elle révèle dans la démocratie parisienne des scissions qui ont leur contre-coup naturel dans la gauche. M. Jules Favre, qui a rejeté fièrement la sommation des mandarins de troisième classe du boulevard de Clichy, n'est point évidemment tout à fait d'accord avec M. Jules Simon, qui l'a reçue avec sa bonne grâce habituelle. M. Picard ne pense pas en tout, même sur les choses essentielles, comme M. Gambetta. Personne ne pense comme M. Raspail, qui ne va nulle part pour ne pas se trouver avec des jésuites, — et encore!

En réalité, dans toute cette confusion il y a eu deux actes d'un véritable esprit politique. L'un de ces actes est la lettre de M. Jules Favre, qui est un non serré et ferme lancé à la démagogie ambulatoire des réunions publiques; l'autre est une sorte de manifeste, sous forme d'article de journal, où M. Picard combat à mots couverts la politique sommaire des irréconciliables, et où il trace en traits rapides le plan de campagne d'une opposition régulière. M. Picard est un homme qui a plus que de l'esprit, qui a de la raison, de l'instinct pratique, de l'indépendance de jugement. Ce n'est pas un sectaire, c'est un libéral qui a le bon sens de croire que, dans un pays où la souveraineté nationale est un fait acquis, la liberté est pour tout le monde, non pour quelques agitateurs, — qu'il ne suffit plus à une opposition de faire la guerre pour la guerre, de prétendre emporter tout de haute lutte. Que M. Ernest Picard ne craigne pas d'aller jusqu'au bout; ce qu'il perdra en popularité de clubs, il le regagnera en saine popularité dans le pays. Ah! si on y songeait bien, si on voulait bien embrasser d'un coup d'œil ferme la situation de la France et ne pas se payer de mots sonores ou ne pas prendre des ressentimens pour de la politique, le rôle de l'opposition pourrait certes aujourd'hui être aussi sérieux qu'efficace. Pendant de longues années, tant qu'on n'était que les cinq dans un corps législatif docile et sous un régime d'omnipotence encore intacte, c'était bon de se renfermer dans une protestation sommaire et inflexible. Tout est changé désormais. Qui ne voit que maintenant l'irréconciliabilité, telle que l'entendent certains esprits, n'est plus qu'une impasse, si elle n'est pas l'insurrection, c'est-à-dire une menace permanente de guerre civile jetée au milieu d'une transformation inévitable. Sans doute il peut y avoir encore des hommes que leurs antécédens ou des scrupules détournent d'une coopération directe. Pour les autres, pour ceux que leur passé ne lie pas, pour le pays tout entier, la vraie politique serait d'aborder la grande question de la fondation définitive de la liberté en France, et d'aborder cette question par ses côtés sérieux, pratiques et féconds. Si on y réflé-

chissait sans parti-pris, on verrait que jusqu'ici le danger pour la liberté en France a été dans la menace incessante des perturbations, dans les crises violentes qui engendrent les réactions, dans la prétention de ne rien faire tant qu'on n'a pas un gouvernement selon son idéal. La condition première, c'est donc la sécurité garantie, l'ordre matériel maintenu, et, cet ordre une fois assuré, on songerait enfin, avec infiniment plus de chances de succès, à faire passer dans la réalité ces principes de 1789, qui dominent sans doute la société française, mais qui ont si peu pénétré encore dans nos mœurs, dans nos institutions. Voilà l'œuvre d'une opposition intelligente et pratique. M. Ernest Picard est de ceux qui peuvent avoir le rôle le plus brillant dans cette période nouvelle, et parmi cette masse indistincte, mais déjà ébranlée et visiblement libérale qui compose le corps législatif actuel lui-même, croit-on que ces idées resteraient sans influence, qu'elles ne rallieraient pas bien des indécis?

Nous parlions d'actes politiques : il y en a un tout récent qui émane justement d'un des hommes de ce groupe qui s'est appelé le tiers-parti, c'est une lettre que M. le marquis d'Andelarre a publiée dans un journal de département. M. d'Andelarre, avec un esprit net et ferme, trace tout simplement dans sa lettre le programme d'une politique. Se placer au cœur de la révolution française accomplie et s'y enfermer comme dans une forteresse, accepter de cette révolution « la passion, le système et le but sans en rien excepter, sans en rien réserver que les fautes et les crimes, » faire face à la fois « aux demeurans d'un autre âge » et aux « révolutionnaires nouveaux » qui ne poursuivraient plus que des bouleversemens stériles, que peut-on demander de plus? quel est le bienfait politique, social, économique, qui ne soit compris dans ce programme? Ce que nous voulons dire, c'est qu'entre bien des hommes d'origines diverses il y a évidemment accord sur le but; tout le reste n'est qu'affaire de nuance et d'acheminement dans l'application. — Mais, dira-t-on, ce programme ne peut se réaliser tant que l'empire est là, l'empire est incompatible avec la liberté, et c'est là le point de division entre les élémens du parti libéral. — On ne voit pas qu'on tourne toujours dans le même cercle, et qu'on veut toujours faire passer la question de gouvernement nominal avant la question de liberté pratique. Quant à nous, nous croyons que l'empire sera bien obligé de se plier à ces conditions nouvelles, nécessaires, et nous le croyons par une raison bien simple, parce qu'il ne pourrait faire autrement, parce que le jour où il reculerait il signerait sa propre abdication; ce serait lui qui déclarerait son incompatibilité en face d'une France libre, retenant la direction d'elle-même. Le gouvernement ne s'y méprend pas selon toute apparence, et c'est avec cette pensée qu'il se présentera au corps législatif. Il ne peut pas ignorer que sa sécurité résultera bien plus de ce qu'il fera que d'un appareil militaire qui peut être sa défense inexpugnable

dans un jour de crise, mais qui ne serait pas sa sauvegarde morale. Le gouvernement peut sans doute trouver une certaine force relative dans la réaction d'esprit public produite par l'excès des intempérances révolutionnaires ou dans le morcellement de l'opposition. Cette force serait réelle, s'il savait lui-même nettement ce qu'il veut, et si, pour accomplir ce qu'il veut, il avait une majorité compacte. Où est cette majorité? comment se reconstituera-t-elle? quelle influence exercera-t-elle sur la composition du ministère le jour où s'engagera la lutte parlementaire? C'est là le problème. Une seule chose est certaine, dans l'état actuel majorité et ministère ne peuvent plus se défendre et vivre que par la liberté résolûment maintenue, largement et sérieusement appliquée dans toutes les sphères de la vie publique de la France. Le meilleur moyen de combattre les révolutions, c'est de faire sans elles et mieux qu'elles ce qu'elles promettent.

Il faut en prendre son parti : la liberté n'est point sans doute par elle-même la solution de toutes les questions; elle est la condition première des solutions équitables. Elle permet à toutes les réclamations de se produire, à tous les intérêts de se plaindre et de se défendre; elle est aussi la souveraine épreuve des utopies qui se drapent dans leur orgueil, des erreurs invétérées, des prétentions excessives qui jettent souvent le trouble non-seulement dans la politique, mais dans la vie industrielle et commerciale. La liberté du commerce sortira-t-elle intacte de cette épreuve? Par une inconséquence singulière, serait-elle destinée à être la première victime du rétablissement de la liberté politique? Il y a malheureusement une chose à dire, la liberté du commerce souffre de la manière dont elle a été introduite en France; elle est entrée par la mauvaise porte, et on lui en fait subir les conséquences. Elle restera victorieuse, nous en avons la ferme confiance; on finira par reconnaître qu'elle a été en définitive un bienfait accompagné d'inévitables malheurs. Elle n'est pas moins en ce moment l'objet d'une attaque en règle dans tous les centres industriels où les intérêts ont le plus souffert, où la protection est restée en faveur, et cette attaque, fortement organisée, vivement dirigée, de façon à retentir dans le corps législatif, se combine avec une enquête dont le gouvernement a chargé un de ses fonctionnaires. A Lille, à Roubaix, à Tourcoing, l'envoyé du gouvernement, M. Ozenne, a entendu les doléances des chambres de commerce, et il a recueilli, chemin faisant, les douloureux témoignages d'une crise dont on ne peut certes se dissimuler la gravité. A Rouen, M. Pouyer-Quertier, toujours sur la brèche et d'autant plus actif que les électeurs lui ont laissé des loisirs, réunit des *meetings;* il fait des discours, il sonne l'hallali contre le libre échange, et il a même pour auxiliaires des députés qui, tout libéraux et radicaux qu'ils soient, ne sont pas moins Normands avant tout. Ce qu'on poursuit, c'est la dénonciation des traités qui ont donné à la li-

berté commerciale le caractère d'un fait international. Supprimer les traités pour rentrer dès ce moment dans le domaine des tarifs réglés uniquement par la France, ce n'est pas précisément aisé; c'est d'autant moins facile qu'il n'y a pas seulement le traité avec l'Angleterre, il y a bien d'autres conventions conclues avec les autres pays, échelonnées sur un assez grand nombre d'années.

Comment faire? D'abord pour l'Angleterre une dénonciation immédiate n'aurait ses effets qu'en 1871, et comme le corps législatif va être trop absorbé dans les questions politiques pour pouvoir discuter d'ici là un nouveau tarif général, ce n'est même pas possible, c'est un ajournement forcé à deux ans. De plus l'Angleterre, qui a le traitement de la nation la plus privilégiée, ne se croirait-elle pas le droit de partager les bénéfices des autres pays dont les conventions n'auraient pas expiré? Au pis-aller, ne tournerait-elle pas la difficulté en envoyant ses produits sous le couvert des nations qui auraient encore des traités? De toute façon, l'embarras est grand, à moins que M. Pouyer-Quertier ne demande au gouvernement de faire un coup d'état commercial pour effacer le coup d'état qu'il a fait il y a dix ans bientôt. Le gouvernement ne le fera pas certainement; il semble plutôt disposé à défendre, tant qu'il le pourra, sa politique commerciale, sauf à satisfaire sur d'autres points les griefs de l'industrie française. Chose curieuse cependant, au moment même où l'on s'agite en France contre la liberté du commerce, les protectionistes anglais se réveillent, eux aussi, et forment une « association pour la restauration de l'industrie nationale. » Ils tiennent des réunions et font des manifestes; ils déplorent avec une amertume que M. Pouyer-Quertier ne dépasse pas dans ses discours l'abandon où tombent les chantiers de construction, le déclin des industries, la paralysie du commerce. Il n'y a d'autre coupable de tout cela évidemment que le libre échange, le traité qui ouvre à la France le marché national. Ainsi en Angleterre c'est le cabinet de Londres qui livre à la France les intérêts britanniques; à Rouen, c'est le gouvernement impérial qui livre à l'Angleterre les intérêts français. Ces deux exagérations ne se détruisent-elles pas mutuellement? L'industrie française est sans doute dans un état de grave malaise : elle souffre de bien des causes, des crises politiques, des difficultés de la situation européenne, peut-être aussi des excès de la protection ancienne, de l'incertitude dans les conditions du travail et des salaires; mais ce n'est pas un retour au passé qui la guérira. Elle pourrait au besoin trouver un exemple dans l'expérience des États-Unis, qui ne se trouvent pas trop bien de la réaction protectioniste de ces dernières années. Dans tous les cas, sur ce point comme sur les autres, la libre discussion est le seul moyen à invoquer; elle est un bienfait, parce qu'elle porte avec elle la lumière, parce qu'elle dissipe les préjugés et met en relief les véritables progrès.

Que la France, assaillie à la fois par ces crises d'intérêts qui se réveillent, par les grèves qui se multiplient, par les agitations politiques, n'entre pas d'un pied sûr et décidé dans cet hiver qui vient prématurément éteindre les derniers rayons de l'automne, qu'elle ait les moroses préoccupations des peuples dans l'embarras, nous en convenons volontiers. La France est malade, c'est possible; l'Europe, qui la regarde, se porte-t-elle beaucoup mieux? est-elle plus assurée dans sa marche et se sent-elle plus disposée à se réjouir? On ne s'amuse guère pour le moment qu'à Constantinople, où les princes se succèdent, à Suez, où le vice-roi fait le menu de ses invités. L'Orient est en liesse, l'Occident est moins gai. Le vent n'est pas sans doute aux conflits d'ambitions; on se tait sur ce qui pourrait rallumer les divisions; il n'y a point à l'heure actuelle de ces questions qui font présager les grands troubles, les déchiremens prochains entre nations; il y a des malaises un peu partout. Il y a d'abord le souci universel de ce qui se passe en France et de ce qui peut arriver; mais, même sans cela, chacun a ses tiraillemens et ses ennuis intérieurs. Crise ministérielle en Prusse à l'occasion des difficultés financières et des nouveaux impôts qui ont amené la retraite du ministre des finances, M. von der Heydt, crise ministérielle en Italie, crise ministérielle en Espagne, dissolution de la chambre de Bavière à la suite de votes obstinés qui coupaient le parlement de Munich en deux camps égaux. En Autriche, c'est autre chose : la Bohême gronde toujours sans éclater, la Galicie, plus tranquille jusqu'à présent, commence à donner des signes d'impatience, et la Dalmatie, à laquelle on ne songeait pas, vient de s'insurger. Nous sommes à un moment où les nuages qui montent à l'horizon ne refroidissent pas l'humeur voyageuse des princes. L'insurrection dalmate n'a pas empêché l'empereur François-Joseph de partir pour Constantinople et Suez accompagné de son chancelier, M. de Beust, et du chef du ministère hongrois, le comte Andrassy; elle n'a pas moins quelque gravité, ne fût-ce que comme symptôme des sourdes et permanentes agitations de ces contrées orientales.

Dans ce vaste amalgame qui forme encore, même après toutes ses pertes, l'empire autrichien, il y a un fragment de terre, une sorte de triangle montagneux qui va tremper dans l'Adriatique. Des deux côtés sont des rochers abruptes et gigantesques séparés par des anfractuosités profondes; c'est ce qu'on appelle les bouches de Cattaro. La population, peu nombreuse, est inculte de mœurs, énergique et fortement attachée à son indépendance. Par son origine slave, par ses traditions et sa religion, elle se rattache à ses voisins du Montenegro, aux raïas de l'Herzegovine, de la Bosnie. L'insurrection d'un si petit pays semble de peu d'importance; elle n'est pas si facile à dompter, puisqu'elle tient l'Autriche en échec et la contraint à déployer un certain appareil de forces militaires, puisqu'il y a eu des rencontres sanglantes qui n'ont rien dé-

cidé. Les insurgés ont leurs rochers inaccessibles pour asile, et pour auxiliaires les Monténégrins, les habitans de la Bosnie, de l'Herzegovine. Pourquoi les Dalmates de Cattaro ont-ils pris les armes? Il est vraisemblable que l'Autriche subit aujourd'hui les conséquences de l'abandon dans lequel elle a laissé ce petit pays, qui est resté depuis 1815 en dehors de tout mouvement de civilisation, et il est probable aussi que l'insurrection actuelle est surtout le résultat des propagandes panslavistes qui agitent ces contrées, du Danube à l'Adriatique. Le prince Nicolas, du Montenegro, a eu la singulière idée d'offrir au gouvernement de Vienne sa médiation, qui a été naturellement refusée, et il a pris sa revanche en refusant à son tour à l'Autriche l'autorisation de faire passer des troupes sur son territoire pour opérer plus facilement contre les insurgés. Le Montenegro jusqu'ici est resté neutre en apparence; si l'insurrection se prolonge, il peut être entraîné, et des autres provinces turques voisines on peut aussi répondre à l'appel des Dalmates, des « faucons des montagnes, » comme les appelle une proclamation qui n'a pas été sans doute rédigée par des montagnards. L'affaire pourrait devenir sérieuse, si on la laissait durer, si la Turquie était obligée de s'en mêler, et l'Autriche elle-même le sent bien, puisque l'empereur, avant de partir pour Constantinople, aurait laissé au ministre de la guerre de Vienne l'ordre d'accumuler les troupes contre les insurgés de Cattaro. On n'a pas besoin de si grands moyens pour contenir une population de trente mille âmes. Si l'Autriche va chercher les pompes pour éteindre une allumette, c'est qu'elle est persuadée sans doute que l'allumette peut enflammer cet incendie toujours redouté de l'Orient.

L'Angleterre en est aujourd'hui, non pas aux insurrections comme l'Autriche, mais aux manifestations comme la France, à qui elle pourrait certes donner bien des leçons de liberté pratique. Manifestation à Londres dans Hyde-Park, manifestation à Dublin, promenades pacifiques de quarante mille hommes, de cent mille hommes, *meetings* innombrables à Limerick, à Tipperary, et tout cela pour réclamer la libération des fenians jugés et emprisonnés depuis quelque temps. C'est en un mot toute une agitation irlandaise pour l'amnistie. Si c'était un cri sincère et miséricordieux d'apaisement, il aurait assurément des chances d'être entendu des libéraux anglais, qui ne sont arrivés au pouvoir, il y bientôt un an, qu'en prenant pour programme la pacification de l'Irlande, qui ont attesté déjà leur bonne volonté par la solution de la question religieuse, et en sont à étudier les moyens de résoudre la question agraire. Malheureusement l'amnistie, dans l'esprit de ceux qui la réclament, ressemble à un cri de menace et de défi bien plus qu'à une parole de concorde. On la demande non comme une mesure de générosité conciliante, mais comme un acte de justice, de résipiscence de la part de l'Angleterre, et avec la pensée avouée de recommencer la

guerre le plus tôt possible. La conséquence est facile à prévoir. Ces manifestations touchent assez peu le sentiment anglais, elles manquent de ce qui fait la toute-puissance des grandes démonstrations populaires, et M. Gladstone savait bien qu'il ne serait pas abandonné par l'opinion anglaise lorsqu'il s'est prononcé hautement et résolûment contre l'amnistie dans la réponse qu'il a dernièrement adressée au président d'un comité formé à Limerick. Il s'est souvenu qu'il était le premier ministre du royaume-uni, le gardien de la paix publique, et qu'avant d'amnistier des prisonniers régulièrement condamnés il était tenu de ne pas abaisser la loi, de ne pas désarmer l'Angleterre en face de tous les fenians d'Amérique et d'Irlande. Ces pauvres Irlandais ont cela de commun avec des Français de notre connaissance, qu'ils commencent par demander l'impossible et qu'ils finissent par compromettre les progrès réels qu'ils pourraient obtenir. Le cabinet qui existe aujourd'hui à Londres a fait pour eux ce qu'aucun ministère anglais n'a tenté jusqu'ici : il les a affranchis dans leur conscience et dans leur religion. M. Gladstone, malgré sa lettre au sujet des prisonniers fenians, ne se laissera certainement pas détourner de la voie libérale et réparatrice où il est entré; la meilleure réponse qu'il puisse opposer à l'agitation actuelle, c'est de ne pas s'arrêter, de faire pour l'Irlande tout ce qui est possible. Ce sera sans doute un des plus sérieux objets de discussion dans la session prochaine, et M. Gladstone aura plus d'une lutte à soutenir contre de redoutables adversaires qui n'abdiqueront pas, quoiqu'ils aient fait tout récemment une perte sérieuse.

Cette scène parlementaire anglaise, si puissante et si libre, ne reverra point en effet une de ses plus attachantes figures. Lord Derby vient de mourir de la goutte à soixante-dix ans, et avec lui c'est le chef le plus incontesté, le plus éminent du parti tory qui disparaît. Par son nom, par sa fortune, lord Derby était fait pour un des premiers rangs en politique; mais il était aussi à la hauteur de ce rang par ses qualités personnelles. A l'ascendant de la naissance, le pair d'Angleterre, le quatorzième comte de Derby, joignait l'autorité de l'esprit et du caractère. Il avait tout ce qu'il faut pour briller et pour jouer un rôle prépondérant, — une constitution robuste, une activité infatigable, tous les dons virils de séduction, une éloquence entraînante, à la fois passionnée et fortement nourrie. Comme tous les grands seigneurs anglais, il était entré jeune dans la vie publique sous le nom de lord Stanley. A vingt-deux ans, il représentait au parlement le bourg de Stockbridge, et bientôt il était l'élu de Preston, de Windsor. A vingt-sept ans, il était sous-secrétaire d'état avec Canning; à trente-deux ans, il était ministre pour l'Irlande, et ce qu'il y a de curieux, c'est qu'à cette époque il était dans les rangs des whigs; il fut un des plus ardens promoteurs de la réforme parlementaire qu'il devait compléter à la fin de sa carrière. Ce n'est que quelques

années après la première réforme qu'il passait dans le camp tory, et dès lors il était le chef désigné de tout ministère conservateur.

A l'époque de la grande lutte pour l'abolition de la loi des céréales, il était dans la chambre des pairs, où la mort de son père l'avait appelé, le champion énergique de la cause que lord George Bentink et M. Disraeli défendaient dans la chambre des communes contre Robert Peel. Il a été depuis trois fois aux affaires comme premier ministre, en 1852, en 1858, en 1866, et la dernière fois il était obligé de quitter le pouvoir, vaincu déjà par la maladie qui vient de le tuer. Il y a quelques mois, il avait de la peine à surmonter ses souffrances pour aller livrer un combat suprême dans la chambre des pairs contre la loi sur l'abolition de l'église d'Irlande. Au fond, il était d'instinct plus libéral que les opinions qu'il soutenait. Lord Derby n'était pas seulement un homme public de premier ordre, un orateur politique plein de feu et de ressources, qui a mérité pour ses impétueux élans d'être appelé le « prince Rupert de la discussion; » c'était un lettré de haut goût, qui a traduit l'*Iliade* avec un talent supérieur, et qui est resté trente ans et plus chancelier de l'université d'Oxford. Qui lui succédera comme chef reconnu du parti tory? Sera-ce son fils, lord Stanley, qui a signalé son passage au *foreign-office* par une ferme habileté dans le maniement des intérêts anglais, et qui va maintenant entrer à la chambre des pairs avec le titre héréditaire de comte de Derby? Sera-ce M. Disraeli, qui a été un moment premier ministre, il est vrai, mais qui n'a pas peut-être entièrement réussi dans ce poste presque souverain? Ce sont les événemens qui créent les chefs de parti en Angleterre comme ailleurs. C'est sur le champ de bataille, au feu de la lutte, que se font les premiers ministres, et la séve parlementaire n'est pas près de s'épuiser dans la patrie de lord Chatam, de Canning, de Gladstone et de lord Derby. CH. DE MAZADE.

Die Naturkräfte. — I. *Licht und Farbe*, von F.-J. Pisko. Munich 1869. Oldenbourg.

Lorsqu'il s'agit de vérifier une loi naturelle ou d'en préciser l'expression numérique, le physicien a recours à une expérience : il fait naître à son gré des phénomènes simples, où il est facile de démêler l'influence de chacune des forces qui sont mises en jeu. Il en résulte que les traités de physique s'attachent avant tout à décrire des appareils et à enseigner des procédés d'expérimentation; mais c'est bien à tort que certains auteurs en arrivent à voir dans ces détails techniques l'essence même de la science, comme si la physique se réduisait à faire jouer des tubes et des robinets, des soupapes et des manivelles. Rien n'est sans doute plus commode que de composer des livres à l'usage du public en

copiant les manuels destinés à l'enseignement spécial; chaque année fait éclore une foule de ces ouvrages soi-disant populaires, qui souvent sont plus difficiles à lire que les traités qui ont été mis à contribution. De temps à autre, on voit cependant de véritables savans descendre dans l'arène et vivifier l'enseignement par l'application des théories et des lois connues aux phénomènes qui nous entourent, qui se passent journellement sous nos yeux et sans notre concours. Ils nous apprennent à voir, à interpréter ce que nous voyons, à distinguer ce qui est bizarre et insolite de ce qui rentre dans l'ordre prévu. C'est ainsi que, d'aveugle qu'on était, on devient observateur; la nature semble se transformer autour de nous; les objets s'animent, tout nous intéresse, tout nous parle, tout devient source d'instruction.

Ces réflexions nous sont suggérées par la collection d'ouvrages populaires qui se publie en Allemagne sous le titre de *Naturkräfte* (*les Forces naturelles*). Les auteurs sont des savans qui eux-mêmes ont contribué à l'avancement des branches qu'ils se sont chargés de faire connaître aux gens du monde, et, à en juger par le volume que nous avons sous les yeux, ils s'entendent à dégager la science de l'aride attirail qui en éloigne la foule. M. Pisko nous initie aux phénomènes de la lumière; il serait difficile de présenter avec plus de charme et plus d'entrain une doctrine dont les abords semblent hérissés d'obstacles. L'auteur a su faire alterner les détails historiques et les applications usuelles avec l'exposé des faits d'observation et d'expérience sur lesquels repose la théorie de la lumière. Il nous montre comment, d'effort en effort, d'étape en étape, la science a marché à travers les âges pour arriver aux merveilles qu'elle réalise aujourd'hui, comment peu à peu la part de l'aveugle hasard est restreinte et diminuée, à mesure que le nombre des chercheurs s'accroît et que leur pas s'affermit. L'histoire des grandes découvertes en optique, depuis Archimède jusqu'à Newton et ses successeurs, est peut-être ce qu'il y a de plus intéressant et de plus instructif dans toute la physique. M. Pisko a réuni sur ce sujet si varié des détails fort curieux et dont quelques-uns sont peu connus; il a exposé toutes les applications utiles en s'attachant à en faire comprendre le principe, et son livre révèle à la fois un savoir solide et un remarquable talent d'écrivain. C'est là un début des plus heureux, et qui fait bien augurer des volumes qui nous sont encore promis.

C. Buloz.